



Conseil de sécurité

Distr. générale
11 juin 2026
Français
Original : anglais

Lettre datée du 5 juin 2026, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo

Les membres du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, dont le mandat a été prorogé en application de la résolution [2783 \(2025\)](#) du Conseil de sécurité, ont l'honneur de vous faire tenir ci-joint, en application des dispositions du paragraphe 6 de ladite résolution, le rapport final sur leurs travaux.

Le présent rapport a été communiqué le 8 mai 2026 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1533 \(2004\)](#) concernant la République démocratique du Congo, qui l'a examiné le 5 juin 2026.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

(Signé) **Krisztina Varga**

La Coordinatrice du Groupe d'experts
sur la République démocratique du Congo

(Signé) **David Zounmenou**
Expert

(Signé) **Fadhel Bouzidi**
Expert

(Signé) **Oumar Cisse**
Expert

(Signé) **Yannick Weyns**
Expert

(Signé) **Ritu Gambhir**
Experte



Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo

Résumé

La situation humanitaire et de sécurité est restée critique en République démocratique du Congo du fait de la persistance des violences armées et de l'aggravation de la crise socioéconomique. Le conflit a provoqué le déplacement de millions de personnes, a fait basculer plus de 60 % de la population dans une pauvreté extrême et une situation d'insécurité alimentaire aiguë et a gravement perturbé l'accès aux soins de santé et à l'éducation. Les violences sexuelles liées au conflit et le recrutement d'enfants ont atteint des niveaux sans précédent, et l'accès limité de l'aide humanitaire à certaines zones a encore aggravé les vulnérabilités.

Bien que tous les acteurs armés se soient rendus coupables de violations, c'est l'Alliance Fleuve Congo et le Mouvement du 23 mars (visé par des sanctions) (AFC/M23) (Cde.006), qui sont responsables de la plus grande part des violations des droits humains et du droit international humanitaire recensés.

Les Forces démocratiques alliées (ADF), qui font également l'objet de sanctions, sont devenues le deuxième affilié le plus violent de l'État islamique (Daech) à l'échelle mondiale. Elles ont poursuivi leurs attaques contre la population civile et ont considérablement étendu leur emprise territoriale en réponse aux opérations menées conjointement par les forces ougandaises et congolaises. Ces dernières se sont de plus en plus appuyées sur les groupes Wazalendo pour combattre les ADF, lesquelles ont perçu des taxes sous la menace de la violence.

Grâce au soutien constant de la Force de défense rwandaise (RDF), l'AFC/M23 a étendu son contrôle territorial en prenant Uvira en décembre 2025, avant de se retirer de la ville sous la pression internationale. Le groupe a conservé ses objectifs de changement de régime et de restructuration fédérale et consolidé son administration parallèle en mettant en place des mécanismes bancaires et d'assurance alternatifs. Les efforts diplomatiques n'ont produit que des résultats limités ; les engagements pris en matière de cessez-le-feu et de retrait n'ont été que partiellement respectés, le retrait de la RDF et de l'AFC/M23 n'ayant donné lieu qu'à des repositionnements tactiques. La République démocratique du Congo n'a pas respecté l'engagement qu'elle avait pris de neutraliser les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) (Cde.005), visées par des sanctions, qui ont continué de combattre aux côtés des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) contre l'agression militaire et l'occupation de l'AFC/M23 et de la RDF.

Le recours croissant aux systèmes de drones aériens a représenté une évolution majeure sur le plan des tactiques militaires. L'AFC/M23 et la RDF ont démontré leur capacité de mener des frappes en profondeur, notamment des attaques de drones répétées contre l'aéroport de Kisangani. Les FARDC ont mené des frappes ciblées contre de hauts responsables de l'AFC/M23, tuant leur porte-parole, Willy Ngoma. Le recours accru à des moyens de frappe à distance a étendu le théâtre des opérations au-delà des lignes de front, ce qui a eu pour effet de multiplier les risques pour les civils. La RDF a continué de recourir au brouillage et à l'usurpation, ce qui a perturbé la navigation et les communications et fait peser des risques graves sur l'aviation civile.

Les FARDC ont continué de faire appel aux groupes Wazalendo pour lutter contre l'AFC/M23 et la RDF, tout en cherchant à renforcer leur contrôle sur les différentes factions opérant dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Elles se sont notamment employées à réunir différents groupes sous des structures de

commandement plus unifiées et ont entrepris de verser des soldes mensuels aux combattants de première ligne. En outre, les FARDC ont bénéficié des services de planification stratégique et d'appui tactique de sociétés militaires privées.

Dans le secteur minier, la production d'or a fortement augmenté dans la province de l'Ituri du fait du développement de l'extraction alluviale semi-mécanisée. Plusieurs tonnes d'or ont été produites, ce qui représente un volume bien supérieur aux exportations déclarées. La lixiviation au cyanure des résidus issus de l'exploitation artisanale a été de plus en plus utilisée, une grande partie de la production étant ensuite acheminée en contrebande vers l'Ouganda. Cela a coïncidé avec une augmentation des exportations d'or ougandaises non étayée par les données commerciales déclarées.

L'exploitation des sites de coltan contrôlés par l'AFC/M23 autour de Rubaya s'est considérablement intensifiée en 2025, s'accompagnant du prélèvement systématique de taxes, de l'exercice d'un contrôle strict sur les transports et d'une intégration dans les chaînes d'approvisionnement rwandaises. Les exportations rwandaises de coltan et de cassitérite ont fortement augmenté à partir du deuxième trimestre. Cette tendance n'était pas justifiée par la production nationale et présentait une corrélation étroite avec un niveau d'exploitation soutenu dans les zones contrôlées par l'AFC/M23.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Situation humanitaire et effets sur les civils	5
III. Forces démocratiques alliées/groupe « Province d’Afrique centrale de l’État islamique »	6
IV. Crise liée à l’Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars	12
A. Faits nouveaux concernant la situation diplomatique et les conditions de sécurité	12
B. Objectifs, structure et contrôle territorial de l’Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars	14
C. Appui crucial de la Force de défense rwandaise à l’Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars	22
D. Supplétifs des Forces armées de la République démocratique du Congo	24
E. Utilisation de systèmes d’armes, de moyens de communication et de drones aériens avancés	34
V. Province de l’Ituri	37
A. Dynamique des groupes armés	37
B. Déploiement des Forces de défense populaires de l’Ouganda à Djugu et à Mahagi	40
VI. Exploitation des ressources naturelles	41
A. Ituri	41
B. Nord-Kivu	44
VII. Droit de réponse	46
VIII. Recommandations	46
Annexes*	48

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l’original et n’ont pas été revues par les services d’édition.

I. Introduction

1. Dans sa résolution 2783 (2025), en date du 30 juin 2025, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo. Le Secrétaire général a nommé cinq membres du Groupe d'experts le 2 septembre 2025 (voir S/2025/545), puis un sixième membre le 23 février 2026 (S/2026/91).

2. Le rapport final du Groupe d'experts est présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 2783 (2025) du Conseil de sécurité. Il couvre les enquêtes menées jusqu'au 15 avril 2026, notamment dans le cadre de visites effectuées sur le terrain en République démocratique du Congo, au Burundi, au Kenya et en Ouganda. Le Groupe d'experts a également échangé des informations avec les groupes d'experts sur la République centrafricaine, sur Haïti et sur les Chabab.

3. Le Groupe d'experts remercie la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo de son soutien renforcé et de sa collaboration au cours de la période considérée.

Méthodologie

4. Le Groupe d'experts a appliqué une méthodologie rigoureuse reposant sur les règles de preuve recommandées par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions (voir S/2006/997). Cette méthodologie est présentée en détail à l'annexe 1.

5. En raison de la limite imposée au nombre de mots, certains éléments de preuve, analyses et conclusions figurent dans les annexes, qui font partie intégrante du présent rapport et doivent être lues conjointement avec les principales conclusions et analyses.

II. Situation humanitaire et effets sur les civils

6. Tout au long de la période considérée, la situation humanitaire et socioéconomique est demeurée critique dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo, notamment l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, du fait de la persistance des violences armées (voir S/2025/446, par. 78 et annexe 41).

7. Toutes les parties au conflit ont commis des violations du droit international des droits humains et du droit international humanitaire. Selon les statistiques établies par l'ONU, l'Alliance Fleuve Congo et le Mouvement du 23 mars (visé par des sanctions) (AFC/M23), constituent le principal groupe armé non étatique responsable de ces exactions (voir S/2025/858, par. 80), les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) étant le principal acteur étatique responsable (voir annexe 2)¹.

8. L'intensification de la propagande en ligne et des discours de haine a exacerbé les tensions ethniques, tandis que la généralisation des attaques de drones a exposé les civils et les infrastructures civiles à des risques accrus (voir par. 161 à 172 et S/2024/432, par. 51).

9. En mars 2026, on comptait 3,4 millions de personnes déplacées en Ituri, dans le Nord-Kivu et dans le Sud-Kivu². Plus de 60 % de la population de ces provinces vivait

¹ Voir <https://www.ohchr.org/en/statements-and-speeches/2026/03/deputy-high-commissioner-al-nashif-democratic-republic-congo-peace>.

² Voir <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/dr-congo-humanitarian-key-figures-31-march-2026>.

dans l'extrême pauvreté³. La dégradation des moyens de subsistance des populations civiles – notamment la perte d'accès aux terres agricoles en raison des combats incessants et les restrictions imposées à l'acheminement de l'aide humanitaire – a aggravé l'insécurité alimentaire dans toute la région (voir S/2025/858, par. 42 et annexe 19)⁴. L'environnement dans lequel opère le personnel humanitaire est devenu de plus en plus complexe (voir annexe 3). Le conflit a restreint l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux services de santé essentiels, ce qui a favorisé la propagation de maladies⁵. À Minembwe, dans le Sud-Kivu, les combats ont isolé la population Banyamulenge, la privant d'un accès aux produits de première nécessité et à l'aide humanitaire (voir par. 83 à 89)⁶.

10. Les enfants ont été touchés de manière disproportionnée par le conflit. Ils ont été recrutés par des groupes armés, ont subi des violences sexuelles ou ont vu leur scolarité interrompue, notamment du fait de la destruction d'écoles et d'attaques visant des établissements scolaires⁷.

11. D'après les cas recensés et confirmés par l'ONU, l'AFC/M23 a été le principal auteur de violences sexuelles liées au conflit (voir S/2025/858, par. 80 et annexe 37). Les membres du personnel humanitaire ont constaté une augmentation spectaculaire de ce type de violences depuis 2024, les femmes et les filles étant touchées de manière disproportionnée (voir annexes 4 et 5).

III. Forces démocratiques alliées/groupe « Province d'Afrique centrale de l'État islamique »

12. Les Forces démocratiques alliées (ADF) (CDe.001), qui sont visées par des sanctions, sont restées l'un des groupes armés les plus meurtriers de l'est de la République démocratique du Congo, ayant fait plus d'un millier de victimes civiles en 2025. Les attaques systématiques et à grande échelle contre la population civile ont pris la forme de meurtres, d'enlèvements et de violences sexuelles et ont touché particulièrement les femmes et les enfants⁸. Les ADF ont continué d'opérer sous la bannière du groupe « Province d'Afrique centrale de l'État islamique » et ont maintenu des liens idéologiques et des communications avec l'État islamique (Daech) (voir S/2025/446, par. 124), devenant ainsi le deuxième affilié de Daech ayant fait le plus grand nombre de victimes en 2025 (voir annexe 6).

13. Les ADF ont continué de faire preuve de résilience et d'adaptabilité face à la pression militaire exercée dans le cadre de l'opération conjointe Shujaa (voir S/2025/446, par. 122 à 124), de sorte que les efforts visant à neutraliser le groupe ou à contenir son expansion géographique sont restés vains (voir par. 21, 22, 27 et 28).

³ Voir <https://www.undp.org/fr/drcongo/publications/enquete-sur-les-conditions-de-vie-des-menages-ecvm>.

⁴ Voir <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/democratic-republic-congo-key-message-update-season-1-begins-amid-continued-escalation-conflict-march-september-2026>.

⁵ Voir <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-situation-humanitaire-dans-la-province-du-nord-kivu-rapport-de-situation-4-21-avril-2026> et <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-situation-humanitaire-dans-la-province-de-lituri-rapport-de-situation-4-15-avril-2026>.

⁶ Sources : ONU, personnel humanitaire, société civile, organisations non gouvernementales internationales, organisations non gouvernementales, médias et chercheurs.

⁷ Voir <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-cluster-education-situation-des-incidentes-contre-leducation-au-28-fevrier-2026>.

⁸ Sources : ONU, société civile, autorités militaires, police, services de renseignement, autorités judiciaires, organisations humanitaires, chercheurs, ex-combattants du M23 et personnes enlevées par les ADF.

Présence géographique et organisation

14. Les ADF ont consolidé leur modèle de déploiement structuré (voir [S/2024/969](#), par. 9, 15 à 17 et 23, et [S/2025/446](#), par. 123), organisé autour d'un système de positions fixes, d'unités mobiles et de points de rassemblement ou de sites logistiques désignés. Elles ont continué d'opérer principalement dans les territoires de Beni et de Lubero (province du Nord-Kivu) ainsi que dans ceux d'Irumu et de Mambasa (province de l'Ituri), une présence discrète dans l'est de la province de la Tshopo laissant également entrevoir la possibilité d'une future expansion. Cette configuration a renforcé la résilience du groupe sur le plan opérationnel, permettant ainsi un retrait rapide et un regroupement des unités mobiles. On trouvera à l'annexe 7 une description détaillée de la structure, des fonctions et de l'emplacement de ces camps⁹.

15. Deux camps fixes situés dans des zones forestières reculées – le quartier général de Medina (Ituri) du chef des ADF, Musa Baluku (Cdi.036), visé par des sanctions, et le camp de son adjoint Seka Umaru¹⁰, dans l'ouest de Lubero – accueillait les plus fortes concentrations de personnes à charge et faisaient office de bastions pour le commandement, la logistique et l'entraînement¹¹.

16. Les positions mobiles étaient constituées de petite unités de combat très flexibles, chargées de mener des missions de reconnaissance et des attaques, et opérant à distance des camps fixes afin de disperser les forces de sécurité et d'alléger la pression militaire sur les principaux centres de commandement (voir [S/2024/969](#), par. 15 à 17, 22 et annexe 2)¹². Deux de ces unités, dirigées par « Mzee » Meya Sebagala dans la province de l'Ituri et par le commandant Ahmad Mahmood Hassan, alias Abwakasi (CDi.040), visé par des sanctions, dans le territoire de Lubero, étaient responsables de la plupart des attaques les plus meurtrières (voir par. 20 et 21).

17. Des points de ravitaillement – recensés le long des principaux axes de transport et corridors agricoles, notamment les routes nationales RN4 et RN44 – reliaient les unités mobiles aux réseaux de soutien extérieurs. Ils facilitaient l'acheminement de ravitaillements, de recrues, de matériel, de munitions et d'armes, et servaient de postes d'observation ou de lieux de repli temporaire après des opérations¹³. Ils étaient placés sous la supervision de hauts responsables des ADF, dont Mzee Meya, Abwakasi et Muhammad Kasibante, alias Difenda ou Defender¹⁴.

18. Les ADF ont continué de s'appuyer sur un réseau de collaborateurs locaux – agissant sous la contrainte ou en échange d'avantages –, qui leur ont fourni un appui logistique et des renseignements et ont facilité le commerce illicite (voir [S/2024/432](#), par. 13 et 14)¹⁵. Le groupe a continué de faire face à des contraintes en matière d'effectifs et de logistique (voir [S/2024/969](#), par. 8), et a eu largement recours à des personnes recrutées de force ou enlevées, y compris des enfants, qui ne lui étaient pas

⁹ Ibid.

¹⁰ Voir [S/2024/969](#), par. 24 et annexe 7.

¹¹ Sources : services de renseignement militaire, autorités judiciaires, personnel humanitaire, chercheurs, ex-combattants des ADF et personnes enlevées par les ADF.

¹² Ibid.

¹³ Sources : ONU, société civile, autorités locales, autorités militaires, police, services de renseignement et de sécurité, autorités judiciaires, personnel humanitaire, chercheurs, ex-combattants des ADF et personnes enlevées par les ADF.

¹⁴ Sources : autorités militaires, police, services de renseignement et de sécurité, autorités judiciaires, ex-combattants des ADF, collaborateurs des ADF et ex-agents chargés des points de ravitaillement.

¹⁵ Ibid.

loyales et cherchaient souvent à s'enfuir. Le recrutement de ressortissants étrangers est resté limité (voir annexe 8)¹⁶.

Dynamique opérationnelle et attaques

19. Les opérations des ADF ont suivi un cycle alternant consolidation et escalade, ce qui a permis au groupe de reconstituer ses capacités opérationnelles tout en maintenant la pression sur l'opération Shujaa¹⁷.

20. Une diminution temporaire des attaques de grande envergure entre mars et juin 2025 a coïncidé avec une phase de consolidation axée sur la génération de revenus au niveau local et une réduction de l'exposition aux opérations militaires (voir par. 37). À partir de juillet 2025, les ADF ont repris leurs attaques à grande échelle, qui ont fait plus de 650 victimes civiles au cours du second semestre (voir annexe 9). Cette escalade a fait suite à la reprise des opérations menées par Shujaa contre des positions associées à Abwakasi et aux frappes ayant visé le quartier général de Medina le 6 juillet 2025. Parmi les faits les plus graves figure le massacre, par le groupe d'Abwakasi, de 71 civils qui assistaient à des funérailles dans le village de Nturo en novembre 2025. En Ituri, les représailles menées par le groupe de Mzee Meya ont notamment abouti au massacre de 41 civils dans une église de Komanda le 26 juillet 2025¹⁸.

21. Une nouvelle baisse temporaire de l'activité des ADF, qui a coïncidé avec le ramadan, entre février et le début de mars 2026, a été suivie d'une nouvelle escalade de la violence à la mi-mars, des attaques de représailles ayant notamment été menées le long de la route reliant Komanda à Mambasa (RN4). Cette escalade a fait suite à de nouvelles frappes menées le 23 février dans le cadre de l'opération Shujaa contre le quartier général de Medina. Des opérations ont également visé les positions des ADF dans le territoire de Lubero à la mi-mars 2026 (voir par. 30)¹⁹. Comme suite à l'attaque contre Medina, Abwakasi s'est redéployé de Lubero vers l'ouest du territoire de Mambasa²⁰, en dehors de la zone d'opérations officielle de Shujaa, où sa cellule s'est livrée à des attaques qui ont fait de nombreuses victimes, notamment sur le site minier de Muchacha²¹ le 12 mars 2026 (voir annexe 9). Une nouvelle série d'attaques le long de l'axe Mambasa-Nia-Nia, de la mi-mars à avril, a considérablement étendu la menace des ADF en direction de l'ouest, le long de la frontière avec les provinces du Haut-Uélé et de la Tshopo. Plus de 90 décès ont été recensés en mars, soit le chiffre mensuel le plus élevé des six mois précédents²². Au cours de la même période, aucune attaque n'a été signalée à Lubero, ancienne zone d'opérations d'Abwakasi.

22. Ce changement d'orientation opérationnelle – consistant à étendre la zone d'influence des ADF sur plus d'une centaine de kilomètres à l'ouest de la ville de Mambasa, dans des zones non couvertes par les forces de sécurité – fait écho à l'expansion menée par Abwakasi en juin 2024 dans le territoire de Lubero (voir [S/2024/969](#), par. 17) et à la stratégie des ADF tendant à se replier vers des zones où la gouvernance est faible tout en menant des attaques de représailles contre les civils afin de détourner la pression militaire (ibid., par. 9 à 11 et 15 à 17, et [S/2015/446](#), par. 123).

¹⁶ Sources : ONU, autorités militaires, services de renseignement, services judiciaires, chercheurs et société civile.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Ibid.

²⁰ Sources : autorités militaires et services de renseignement.

²¹ Voir [S/2021/560](#), annexe 91.

²² Ibid.

23. Tout au long de 2025, les attaques perpétrées sous le commandement d'Abwakasi ont causé la mort de plus de 600 civils, faisant de cette unité la plus meurtrière des ADF. Ces attaques ont entraîné le déplacement d'environ 25 000 personnes et la destruction d'au moins 26 villages et 9 sites miniers. Le groupe de Meya est responsable du meurtre de plus de 230 civils, du déplacement de plus de 9 000 personnes et de la destruction d'au moins 36 localités²³.

Modus operandi

24. Aucun changement notable n'a été constaté dans le mode opératoire des ADF (voir [S/2024/969](#), par. 9 et 10, et [S/2015/446](#), par. 123). Le groupe a continué de cibler des zones restreintes et relativement peu défendues, dans une guerre asymétrique visant à produire un impact maximum tout en réduisant au minimum l'exposition à la riposte militaire (voir annexe 10). Ces attaques, généralement planifiées et fondées sur le renseignement, ont souvent été menées de nuit²⁴.

25. De nombreuses embuscades visant des unités des FARDC et des Forces de défense populaires de l'Ouganda (UPDF), dans lesquelles des dizaines de soldats ont été tués et d'importants équipements militaires pillés, ont été signalées à partir du second semestre de 2025. Les ADF se sont principalement procuré des armes et des munitions par des prises sur le champ de bataille (voir [S/2025/446](#), par. 125) et, dans une moindre mesure, des achats illicites auprès d'éléments Wazalendo et de membres des FARDC et des UPDF. Le groupe a également fait face à des pénuries de munitions²⁵.

26. Bien que les ADF aient continué de tester de nouvelles méthodes de fabrication d'engins explosifs improvisés (voir [S/2024/969](#), annexe 5), elles n'ont eu qu'un accès limité à de nouvelles technologies et à des savoir-faire techniques²⁶.

Incidence de l'opération Shujaa et difficultés rencontrées

27. Comme suite aux réunions tenues à Fort Portal (Ouganda) et à Beni à la mi-février 2026 pour évaluer l'opération Shujaa menée conjointement par les FARDC et les UPDF, de nouvelles offensives ont été lancées contre les positions des ADF dans les territoires de Mambasa et d'Irumu, notamment contre le quartier général de M. Baluku le 23 février 2026 (voir par. 21). Bien que du matériel important ait été saisi – notamment plus de 200 kg de matières explosives, plus de 100 engins explosifs improvisés et plusieurs fusils d'assaut de type AK – , ces opérations n'ont pas permis de neutraliser les hauts responsables des ADF. La frappe du 23 février 2026 a entraîné un nouveau déplacement du camp vers des zones forestières plus reculées au nord-est de Mambasa²⁷.

28. Les faits susmentionnés s'inscrivent dans une tendance récurrente observée depuis 2021, les opérations menées dans le cadre de Shujaa contribuant à la dispersion géographique des ADF et repoussant le groupe toujours plus loin de la frontière ougandaise, ce qui a pour effet d'étendre la menace qui pèse sur les civils (voir [S/2024/969](#), par. 12 à 18). Ces difficultés et d'autres, notamment le manque de renseignements tactiques, les problèmes de coordination et l'insuffisance des ressources, ont été abordées lors d'un forum provincial sur la paix consacré aux ADF, qui s'est

²³ Sources : ONU, société civile, autorités locales, autorités militaires, police, services de renseignement, autorités judiciaires et chercheurs.

²⁴ Ibid.

²⁵ Sources : autorités locales, autorités militaires, police, services de renseignement, autorités judiciaires et chercheurs.

²⁶ Sources : autorités militaires, police, services de renseignement et de sécurité, autorités judiciaires, ONU, ex-combattants des ADF et personnes enlevées par les ADF.

²⁷ Sources : autorités militaires, services de renseignement et ONU.

tenu à Beni du 23 au 25 février 2026 à l'initiative des autorités provinciales du Nord-Kivu (voir annexe 11).

29. Les contre-offensives des FARDC ont été limitées par un manque d'effectifs lié aux offensives militaires menées contre l'AFC/M23 (voir S/2025/446, par. 123)²⁸. Les FARDC ont donc fait appel de plus en plus fréquemment aux groupes armés Wazalendo, notamment l'Union des patriotes pour la libération du Congo (UPLC), dirigée par le « général » Germain Kambale Mayani, ainsi qu'à des éléments du Nduma défense du Congo-Rénové (NDC-R) de Guidon Shimiray Mwiswa (CDi.033), individu visé par des sanctions (voir S/2024/969, par. 30), et à un détachement local de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS), dirigé par le « général » Fimbo. Ces groupes ont participé à des opérations contre la cellule d'Abwakasi active dans les environs de Manguredjipa (territoire de Lubero) (ibid., par. 20)²⁹, ainsi qu'à celles menées sur le site minier de Muchacha en mars 2026³⁰.

30. Le commandant des ADF, Muhammad Kasibante, alias Difenda ou Defender (ibid., annexe 2, et S/2023/990, annexe 12) serait décédé des suites de blessures subies lors d'affrontements avec les forces de Shujaa le 14 mars 2026 le long de la rivière Lindi (à Asangwa, dans le secteur de Bapere), qui sépare le territoire de Lubero de la province de la Tshopo³¹. Toutefois, le Groupe d'experts n'a pas été en mesure de confirmer cette information de manière indépendante.

Liens avec Daech

31. Les ADF ont continué de chercher à obtenir reconnaissance et soutien de la part de Daech (voir S/2024/969, par. 26 et annexe 8). Dans une vidéo publiée en septembre 2025, elles ont rejeté l'appellation « Forces démocratiques alliées », lui préférant celle de « Province d'Afrique centrale de l'État islamique » (voir par. 34)³². La diffusion systématique sur les plateformes médiatiques de Daech des images des attaques menées par les ADF a mis en évidence leur alignement idéologique ainsi que les efforts faits par ces dernières pour établir leur importance opérationnelle (voir S/2024/969, par. 26). Les publications de Daech ont continué de présenter les activités des ADF comme une « croisade contre les chrétiens congolais » menée par les « soldats du califat »³³.

32. L'amélioration de la connexion à Internet grâce au recours croissant à des dispositifs Starlink a permis aux ADF de transmettre à Daech des images des attaques pour diffusion (voir S/2024/960, annexe 5). La fréquence et le contenu de ces publications témoignent d'une communication régulière, rapide et relativement précise avec Daech³⁴. Tandis que M. Baluku entretenait des contacts réguliers avec Daech, Meddie Nkalubo, alias Punisher (voir S/2023/431, par. 38), était chargé de gérer les communications à des fins de propagande³⁵.

33. Depuis la mi-2025, la stratégie de communication des ADF comprend la diffusion directe de propagande sur les médias sociaux. Sous l'appellation « Guardians of the Truth TV », le groupe s'est implanté sur des plateformes telles que TikTok,

²⁸ Sources : éléments Wazalendo, autorités militaires, services de renseignement, services judiciaires, chercheurs et autorités locales.

²⁹ Ibid.

³⁰ Sources : commandant Wazalendo et FARDC.

³¹ Sources : FARDC, ONU et chercheurs.

³² Vidéo conservée dans les archives du Secrétariat.

³³ Publications de Daech consultées sur le site Web de SITE Intelligence Group.

³⁴ Publications et revendications de Daech consultées sur le site Web de SITE Intelligence Group.

Voir également S/2026/44, par. 32.

³⁵ Sources : services de renseignement militaire, autorités judiciaires, chercheurs, ex-combattants des ADF et otages des ADF.

Facebook et YouTube, ce qui lui offre la possibilité d'élargir considérablement la portée de ses messages idéologiques et de ses efforts de recrutement³⁶.

34. En septembre 2025, Daech a diffusé une vidéo de propagande attribuée au groupe « Province d'Afrique centrale de l'État islamique » et destinée à faciliter le recrutement. Elle présentait les ADF comme une force bien équipée et bien organisée, ce qui est contredit par les éléments de preuve faisant état de conditions de vie difficiles dans les camps. Au moment de la rédaction du présent rapport, aucune incidence mesurable sur le recrutement n'avait été constatée (voir annexe 12).

35. Bien que Daech ait réduit son soutien financier, il a continué de fournir aux ADF une justification idéologique et des orientations stratégiques, notamment en les encourageant à accorder la priorité à la génération de revenus au niveau local³⁷.

Financement

36. Les ADF ont élargi leurs pratiques de taxation au niveau local³⁸, probablement en raison de l'effet cumulatif de l'intensification des opérations menées dans le cadre de Shujaa, qui ont affaibli le groupe (voir S/2024/969, par. 7 à 11 et 22), et de la pression antiterroriste soutenue exercée sur son commanditaire extérieur, Daech³⁹ en Somalie⁴⁰.

37. Pour compenser la baisse des financements extérieurs (voir S/2024/432, par. 15), en sus des pillages, des vols à main armée et des enlèvements contre rançon (voir S/2021/560, par. 12, 21 et 32 à 38), les ADF se sont attachées à accroître leurs revenus locaux, notamment par le prélèvement de taxes dans les territoires d'Irumu, de Mambasa et de Lubero. Le groupe a créé des jetons servant d'autorisation de circuler (baptisés « Dubius ») ou de preuve de paiement des taxes par les producteurs de cacao (« Amani na Upendo » ou « Délivrance Cacao ») (voir annexe 13). Dans la plupart des cas, ces taxes étaient perçues de manière coercitive. Dans une vidéo de propagande, Bongwe la Chuma, qui appartient aux ADF (voir S/2022/967, par. 23)⁴¹, a déclaré que les membres de la population devaient soit se convertir à l'islam, soit payer des taxes, sous peine d'être tués ou expulsés des zones contrôlées par le groupe (voir annexe 14).

38. Les ADF ont également eu recours à des enlèvements contre rançon (voir S/2024/432, annexe 15). Plusieurs enlèvements collectifs suivis de l'exécution des personnes qui n'étaient pas en mesure de payer la rançon se sont produits entre janvier et février 2026 le long de l'axe Komanda-Luna et aux alentours de Mamove. Les civils enlevés étaient pris pour cible sur la base de leur capacité de paiement présumée, contraints au travail forcé pendant leur captivité, puis relâchés après le versement de sommes négociées. Les montants versés étaient généralement compris entre 2 000 et 5 000 dollars (voir annexe 15).

³⁶ Sources : ONU et chercheurs.

³⁷ Voir également S/2026/44, par. 31.

³⁸ Sources : services de renseignement, services de sécurité, société civile, ONU et chercheurs.

³⁹ Voir S/2024/969, par. 26, et S/2022/967, par. 27 et 28.

⁴⁰ Voir également S/2026/44, par. 8.

⁴¹ Source : vidéos conservées dans les archives du Secrétariat.

IV. Crise liée à l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars

A. Faits nouveaux concernant la situation diplomatique et les conditions de sécurité

39. Les initiatives diplomatiques engagées dans le cadre des accords de Washington et de Doha (voir S/2025/858, par. 7) n'ont été que partiellement mises en œuvre, et les efforts visant à harmoniser les processus de médiation conduits en parallèle n'ont pas abouti. Les initiatives de cessez-le-feu successives n'ont pas tenu, les parties ayant manqué à leurs engagements et intensifié les affrontements armés (voir annexe 16), et les dispositions de la résolution 2773 (2025) du Conseil de sécurité ne sont toujours pas appliquées.

40. Le 4 décembre 2025, les Gouvernements congolais et rwandais ont signé l'Accord de Washington⁴² en vue d'apaiser les tensions et de mettre fin aux hostilités⁴³. Toutefois, dans les jours qui ont précédé la signature de l'Accord, la Force de défense rwandaise (RDF) et l'AFC/M23 ont lancé une offensive militaire coordonnée dans le Sud-Kivu, prenant le contrôle d'Uvira le 10 décembre 2025 (voir par. 72 à 76)⁴⁴. À la suite de pressions diplomatiques, les troupes de la RDF et de l'AFC/M23 se sont retirées d'Uvira le 18 janvier 2026, mais elles se sont redéployées vers d'autres sites stratégiques dans le Sud-Kivu, où les combats se sont poursuivis (voir par. 77 à 79).

41. Le conflit s'est encore intensifié depuis janvier 2026 et a été marqué par un recours accru à la guerre aérienne. Des attaques de drones menées par l'AFC/M23 et la RDF ont pris pour cible l'aéroport stratégique de Bangoka à Kisangani (province de la Tshopo), principal pôle logistique des opérations aériennes des FARDC (voir par. 166), tandis que des frappes de drones des FARDC ont ciblé des positions ennemies et du personnel de commandement, ainsi que des axes routiers stratégiques et des sites liés à des activités économiques illicites dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu (voir par. 162 à 165)⁴⁵.

42. Au début de mars 2026, les États-Unis d'Amérique ont imposé des sanctions à la RDF et à quatre de ses hauts responsables en raison de l'appui opérationnel direct fourni à l'AFC/M23 (voir annexe 17).

Tentatives de mise en œuvre de l'Accord de paix entre la République démocratique du Congo et la République du Rwanda

43. À la suite de l'escalade susmentionnée, une réunion s'est tenue à Washington les 17 et 18 mars 2026 entre des représentants des Gouvernements de la République démocratique du Congo, du Rwanda et des États-Unis. La rencontre a abouti à l'inscription d'engagements dans un « plan de mesures initiales » visant à faire progresser la mise en œuvre du concept général d'opérations prévu dans l'Accord de paix entre la République démocratique du Congo et le Rwanda (voir S/2025/858, par. 8)⁴⁶.

44. Le plan mentionné ci-dessus prévoyait des mesures coordonnées destinées à apaiser les tensions, des engagements en faveur du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, le retrait du Rwanda de certaines zones situées dans l'est de la

⁴² Voir <https://cd.usembassy.gov/signing-of-the-washington-accords-for-peace-and-prosperity-between-the-democratic-republic-of-the-congo-and-rwanda/>.

⁴³ Voir S/2025/858, par. 8 et 9.

⁴⁴ Sources : ONU, société civile, services de renseignement et chercheurs.

⁴⁵ Sources : ONU, renseignement militaire, société civile et personnel humanitaire.

⁴⁶ Une copie du plan a été examinée par le Groupe d'experts.

République démocratique du Congo, l'adoption par la République démocratique du Congo de mesures visant à neutraliser les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), des restrictions concernant les frappes de drones et la protection de tous les civils sans discrimination. Le plan comportait également des dispositions relatives au retrait du « personnel et du matériel » de la RDF et de l'AFC/M23, ainsi qu'un engagement du Rwanda à faire pression sur l'AFC/M23 afin que le groupe mette fin à ses attaques contre les positions de la République démocratique du Congo, ce qui constitue une indication supplémentaire du commandement et du contrôle exercés par le Rwanda sur l'AFC/M23 (voir [S/2025/446](#), par. 18 et 44).

45. Le plan faisait état de six zones d'intérêt dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, correspondant aux zones dans lesquelles une présence des FDLR avait été signalée, telles que définies dans l'ordre opérationnel (voir [S/2025/858](#), par. 8 et 14). Les parties sont convenues de mettre en œuvre une série de mesures : le Rwanda procéderait, d'ici la fin du mois de mars, au retrait de son personnel et de son matériel des lignes de front recensées dans les territoires de Lubero, de Masisi et de Walikale et à leur transfert en territoire rwandais, tandis que les FARDC lanceraient des opérations visant à neutraliser les FDLR. Cette neutralisation était subordonnée au retrait total des forces de l'AFC/M23 et de la RDF des zones visées (voir [S/2025/858](#), par. 7, et [S/2024/969](#), par. 48). On trouvera de plus amples informations sur les mesures convenues et les zones d'intérêt à l'annexe 18.

Mise en œuvre limitée

46. Au moment de la rédaction du présent rapport, les engagements susmentionnés n'avaient été que partiellement mis en œuvre. Les deux parties ont poursuivi leurs objectifs stratégiques dans un contexte d'hostilités persistantes.

47. La RDF et l'AFC/M23 ont commencé à se retirer des lignes de front du Nord-Kivu le 23 mars, mais les conditions et les délais convenus n'ont pas été respectés. Les retraits effectués – limités à des positions situées à 15 à 20 kilomètres à peine – n'étaient que des concessions stratégiques et territoriales limitées. Les mouvements observés correspondaient à des repositionnements tactiques et à l'envoi de renforts vers d'autres zones stratégiques (voir [S/2023/431](#), par. 44 et 45, et [S/2025/446](#), par. 12). Des effectifs de la RDF, de l'artillerie lourde et du matériel sophistiqué (systèmes de brouillage et d'usurpation et autres systèmes de défense aérienne) ont été redéployés du territoire de Lubero vers l'axe Masisi-Walikale, en violation de l'engagement pris par le Rwanda de rapatrier ses effectifs et son matériel directement sur son territoire⁴⁷.

48. Au moment de la rédaction du présent rapport, la RDF et l'AFC/M23 contrôlaient toujours la plupart des localités dont elles devaient se retirer et concentraient leurs opérations autour de Pinga et de Walikale. En avril, de violents affrontements pour le contrôle territorial se sont poursuivis le long de la frontière entre les territoires de Walikale et de Masisi, opposant, d'une part, l'AFC/M23 et la RDF et, d'autre part, les FARDC, les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP)/Wazalendo et les FDLR. La RDF a poursuivi ses opérations contre les FDLR dans la chefferie de Bwito (territoire de Rutshuru) en vue de les déloger de leurs bastions (voir [S/2025/858](#), par. 36 à 45⁴⁸).

49. Dans le Sud-Kivu, aucun retrait d'effectifs de la RDF ou de l'AFC/M23 n'a été constaté et les combats se sont poursuivis. Des renforts supplémentaires envoyés par la RDF depuis le Rwanda sont arrivés en avril, notamment du matériel militaire

⁴⁷ Sources : autorités militaires, services de renseignement, ONU, Wazalendo, AFC/M23 et chercheurs.

⁴⁸ Sources : ONU, renseignement militaire, société civile et personnel humanitaire.

sophistiqué et des systèmes antiaériens portables⁴⁹. La RDF a également mené des frappes de drones contre des positions des FARDC, notamment entre le 10 et le 19 avril (voir par. 168).

50. Il ressort des informations provenant de sources proches des autorités rwandaises et de sources de l'AFC/M23, ainsi que de déclarations publiques du Président rwandais, Paul Kagame, selon lesquelles les « mesures défensives » comprenaient également le déploiement de troupes en République démocratique du Congo, que le Rwanda n'entendait pas se retirer et qu'en l'absence d'issue favorable par le dialogue, il était prêt à intensifier le conflit par « tous les moyens nécessaires » (voir annexe 19). Les représentants de l'AFC/M23 ont déclaré qu'aucun retrait n'était en cours, qualifiant les mouvements observés de rotation normale des contingents⁵⁰.

51. Le 29 mars 2026, les FARDC ont annoncé le lancement d'une opération visant à neutraliser les FDLR autour de Pinga-Walikale et ont déployé des renforts de Kisangani vers Walikale à cette fin⁵¹. Toutefois, l'engagement des FARDC demeurait sujet à caution (voir S/2024/969, par. 67 à 73). Au moment de la rédaction du présent rapport, aucune opération n'avait été menée contre les FDLR, lesquelles continuaient de combattre l'AFC/M23 et la RDF dans les territoires de Masisi et de Walikale. En outre, des sources des FDLR ont affirmé avoir reçu l'assurance de certains officiers des FARDC qu'elles ne seraient pas attaquées (voir par. 135 et 136).

Pourparlers tenus en Suisse dans le cadre du processus de Doha

52. Les pourparlers entre le Gouvernement de la République démocratique du Congo et l'AFC/M23, tenus à Montreux (Suisse) du 13 au 17 avril 2026 dans le cadre du processus de Doha (voir S/2025/858, par. 7, 10 et 11), ont produit des résultats modestes, à savoir la signature d'un mémorandum d'accord sur la mise en place du mécanisme de surveillance et de vérification du cessez-le-feu, ainsi que la publication d'une déclaration commune sur l'accès humanitaire et la libération des prisonniers (voir annexe 20).

B. Objectifs, structure et contrôle territorial de l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars

Objectifs et organisation

53. L'AFC/M23 a conservé des visées à la fois politiques, économiques et militaires, notamment l'expansion et la consolidation territoriales, l'enracinement de structures de gouvernance parallèles et la recherche d'une reconnaissance officielle par la voie de négociations (voir S/2025/858, par. 13 et 14). Le mouvement gardait pour objectif ultime le renversement du Gouvernement congolais, tout en envisageant, à titre d'alternative, l'établissement d'une région autonome dans l'est de la République démocratique du Congo (voir S/2025/446, par. 11 et annexe 4)⁵². Ces objectifs étaient enseignés lors de séances d'endoctrinement, comme l'ont confirmé d'anciennes recrues⁵³.

54. Les dirigeants de l'AFC/M23 ont continué d'appeler de leurs vœux la création d'une « République fédérale du Congo » et sont revenus sur une précédente demande tendant à ce que les combattants du groupe soient intégrés dans les FARDC (voir

⁴⁹ Sources : ONU, renseignement militaire, diplomates et chercheurs.

⁵⁰ Voir https://x.com/lawrencekanyuka/status/2037994145567166671?s=46&t=_n75XfLAIYYaxKQtM7ZzVg.

⁵¹ Sources : FARDC.

⁵² Sources : éléments et anciennes recrues de l'AFC/M23 et déclarations publiques.

⁵³ À Rumangabo, à Tchanzu et à Nyongera (voir S/2025/446, annexe 50).

S/2025/446, par. 11), proposant que l'AFC/M23 construise et conduise les nouvelles forces armées de l'État fédéral (voir annexe 21)⁵⁴.

55. L'argument de la protection des Tutsi, des Banyamulenge et des Hema contre le nettoyage ethnique et le génocide a été utilisé de manière croissante dans les déclarations publiques visant à justifier l'intervention militaire et les exigences de l'AFC/M23⁵⁵.

56. L'AFC/M23 a continué de privilégier l'expansion militaire, intensifiant ses opérations dans le but de prendre Walikale, Kisangani, Kalemie et Beni. Depuis le lancement du processus de Doha en mars 2025 (voir S/2025/446, annexe 5), la superficie des territoires occupés par le groupe a augmenté de plus de 35 %⁵⁶, en violation de la résolution 2773 (2025) du Conseil de sécurité.

Liens avec Joseph Kabila

57. La position de l'AFC/M23 a été façonnée par des liens publics de plus en plus étroits avec l'ancien Président de la République démocratique du Congo, Joseph Kabila (ibid., par. 9 et 10), lequel s'est rendu fréquemment sur le territoire contrôlé par le groupe à partir de mai 2025 et s'est réuni avec ses hauts responsables⁵⁷. En septembre 2025, la Haute Cour militaire de la République démocratique du Congo a condamné M. Kabila à mort par défaut, notamment pour trahison et organisation d'une insurrection, l'accusant d'avoir collaboré avec l'AFC/M23.

58. Au moment de la rédaction du présent rapport, plusieurs sources au sein de l'AFC/M23 et des services de renseignement avaient fait savoir qu'un remaniement en profondeur de la direction et de la structure du mouvement était imminent – y compris un changement de nom – et que M. Kabila devrait y occuper des fonctions de premier plan⁵⁸.

59. La visibilité accrue de M. Kabila – et son éventuelle prétention à la direction du mouvement, évoquée par le Président Kagame (voir annexe 19) – semblait destinée à occulter le rôle du Rwanda en accréditant le récit selon lequel l'AFC/M23 serait un « mouvement congolais » répondant à un « problème congolais » (voir S/2024/432, par. 25). Lors d'un entretien exclusif réalisé à Goma et publié symboliquement le 23 mars, M. Kabila a réitéré son opposition au Gouvernement de Kinshasa⁵⁹. La plateforme « Sauvons la RDC » de M. Kabila a appelé à un soulèvement populaire, manifestant ainsi son soutien à un changement de régime, ce qui correspondait aux objectifs de l'AFC/M23 (voir par. 53)⁶⁰.

60. Moïse Nyarugabo – ancien sénateur congolais et membre important du cercle le plus proche de M. Kabila (voir annexe 22) – a acquis une importance croissante au sein du mouvement⁶¹. Il était une figure clé du Mouvement révolutionnaire pour la

⁵⁴ Voir <https://x.com/bbisimwa/status/1994820683516580189?s=20>.

⁵⁵ Voir https://x.com/cnangaa/status/2000638408075448464?s=46&t=_n75XfLAIYYaxKQtM7ZzVg, https://x.com/onenationradio3/status/2049805208100725075?s=46&t=_n75XfLAIYYaxKQtM7ZzVg et https://x.com/conspiracygl/status/2030302769781920249?s=46&t=_n75XfLAIYYaxKQtM7ZzVg.

⁵⁶ Sources : ONU, services de renseignement, diplomates et chercheurs.

⁵⁷ Sources : combattants de l'AFC/M23, services de renseignement, personnes proches de la direction de l'AFC/M23, sources proches du Gouvernement rwandais, ancienne source de la RDF et ONU.

⁵⁸ Ibid.

⁵⁹ Voir <https://www.nytimes.com/2026/03/30/world/africa/he-led-congo-for-18-years-now-hes-a-hunted-man.html>.

⁶⁰ Voir <https://sauvonslardc.org/2026/04/12/communiqué-final-2e-conclave-du-mouvement-sauvon-la-rdc/>.

⁶¹ Ibid.

défense du peuple/Twirwaneho (MRDP/Twirwaneho), sans pour autant y occuper de fonction officielle (voir S/2021/560, annexe 113, et S/2025/446, par. 177), et représentait les intérêts du MRDP/Twirwaneho lors de réunions de haut niveau avec M. Kabila et les dirigeants de l'AFC/M23⁶². En tant qu'ancien vice-président du Rassemblement congolais pour la démocratie-Goma (RCD-Goma), il avait entretenu des liens étroits avec Sultani Makenga (CDi.008), individu visé par des sanctions qui avait occupé le poste de commandant de bataillon au sein du RCD-Goma (2003-2004), ainsi qu'avec Bernard Byamungu, officier du RCD-Goma en 2002 (voir S/2009/603, annexe 124)⁶³.

Organisation et effectifs de l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars

61. Le commandement militaire général de l'AFC/M23 est resté entre les mains du « général » Makenga, bien que sa position ait été de plus en plus contestée au sein du mouvement et par le Rwanda (voir annexe 23)⁶⁴.

62. Bertrand Bisimwa et Corneille Nangaa ont conservé la direction politique du groupe. Les dirigeants militaires et politiques ont continué de recevoir des instructions et un appui du Gouvernement rwandais et des services de renseignement du pays (voir par. 98 à 100 et S/2025/446, par. 8).

63. Les tensions entre les branches politique et militaire de l'AFC/M23 ont persisté (voir S/2025/446, par. 9). Alors que des personnalités politiques de premier plan telles que MM. Nangaa et Kabila nourrissaient l'ambition de s'emparer du pouvoir à Kinshasa, la plupart des dirigeants du M23 se sont opposés à toute participation à des opérations militaires au-delà du Nord-Kivu et du Sud-Kivu⁶⁵. Les hauts responsables du M23 se sont également affrontés au sujet de l'accès aux ressources et de leur répartition⁶⁶. Certaines sources ont fait état de griefs liés au traitement préférentiel accordé aux officiers et combattants tutsis⁶⁷.

64. Les territoires occupés par l'AFC/M23 ont été divisés en trois « zones de défense », dirigées respectivement par le « général » Baudoin Ngaruye (première zone, couvrant les territoires de Nyiragongo, de Rutshuru et de Lubero), le « général de brigade » Justin Gacheri Musanga (deuxième zone, couvrant Masisi et Walikale) et le « général » Byamungu (troisième zone, couvrant le Sud-Kivu)⁶⁸.

65. La force de combat de l'AFC/M23 était estimée à environ 30 000 éléments⁶⁹. Ces chiffres ont été obtenus en agrégeant le « noyau dur » du M23 – composé d'anciens membres du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) et du M23 d'origine (voir S/2012/843, par. 3) – et les recrues mobilisées depuis 2021, notamment au sein de la diaspora et des camps de personnes réfugiées au Rwanda (voir S/2024/969, annexes 14 et 15). Parmi celles-ci figuraient également des milliers d'éléments issus de promotions récentes des FARDC, de la police nationale congolaise et des Wazalendo qui avaient été capturés ou s'étaient portés volontaires après la chute de Goma, ainsi que des membres des forces de défense locales et des

⁶² Ibid.

⁶³ Source : ancien officier du RCD/Goma, ancien membre de la RDF et services de renseignement. Voir aussi <https://www.refworld.org/reference/countryrep/icg/1998/en/95628>, <https://reliefweb.int/report/burundi/irin-update-870-great-lakes> et https://sahistory.org.za/sites/default/files/archive-files/francois_ngolet_crisis_in_the_congo_the_rise_abook4you.pdf, p. 12, 34, 74, 83 et 126 à 128.

⁶⁴ Sources : services de renseignement et AFC/M23.

⁶⁵ Ibid.

⁶⁶ Sources : AFC/M23, services de renseignement, ONU et chercheurs.

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ Sources : autorités militaires, services de renseignement, ONU, diplomates, société civile, chercheurs, officiers et combattants de l'AFC/M23 et combattants Wazalendo.

⁶⁹ Ibid.

unités de police nouvellement constituées (voir [S/2025/446](#), annexes 12 et 14, et [S/2025/858](#), annexe 11).

Recrutement et entraînement des membres de l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars

66. L'AFC/M23 a continué de recruter des adultes et des mineurs de gré ou de force (voir [S/2025/858](#), par. 22)⁷⁰. D'anciennes recrues ont dénoncé des actes de torture et des exécutions systématiques dans les camps d'entraînement, notamment à Rumangabo⁷¹. Leon Kanyamibwa a continué de commander tous les centres d'entraînement (voir [S/2025/446](#), par. 24).

67. L'AFC/M23 a enregistré un taux élevé de désertions, principalement de personnes recrutées de force, notamment d'anciens membres des FARDC⁷². Le Groupe d'experts a également établi que des efforts concertés avaient été déployés en vue de soudoyer des officiers des FARDC et des dirigeants Wazalendo pour provoquer des défections massives au profit de l'AFC/M23⁷³.

Opérations militaires menées par l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars

68. Tout au long de la période considérée, l'AFC/M23 a mené des opérations ciblées et simultanées sur plusieurs fronts dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, consolidant ainsi son contrôle territorial (voir [S/2025/858](#), par. 34 à 55). Le groupe a eu recours à des armes et à des technologies de pointe grâce au soutien essentiel de la RDF (voir par. 49, 76 et 153 à 160).

Nord-Kivu

69. L'AFC/M23 et la RDF ont poursuivi leurs opérations contre les FDLR dans les chefferies de Bwito et de Bwisha (territoire de Rutshuru), prenant également pour cible des civils associés aux FDLR ou à des groupes armés affiliés (voir [S/2025/858](#), par. 36 à 45) et se livrant notamment à des exécutions systématiques, à la destruction des moyens de subsistance et à l'incendie de villages. De même, les FDLR-Forces combattantes Abacunguzi (FOCA), le Rassemblement pour l'unité et la démocratie-Urunana (RUD-Urunana) et d'autres groupes affiliés, tels que le Collectif des mouvements pour le changement-Forces de défense du peuple (CMC-FDP), se sont livrés à des violences contre des civils, notamment des meurtres de personnes soupçonnées de collaborer avec l'AFC/M23 ainsi que des embuscades et des vols fréquents⁷⁴.

70. Tout au long de la période considérée, l'AFC/M23 et la RDF se sont concentrées sur la prise de Pinga et de Walikale. À partir de mars, elles ont également mis l'accent sur l'axe Bunyakiri (Kalehe)–Ntoto (Masisi)–Hombo (Walikale), qui revêt une importance stratégique et leur permettrait d'accéder à Walikale par le sud (voir par. 47 et 48). Toutefois, elles ont dû faire face aux offensives des VDP/Wazalendo et aux bombardements aériens des FARDC (voir par. 162 à 164)⁷⁵.

71. Entre janvier et mars 2026, d'importants renforcements des effectifs de l'AFC/M23 et de la RDF ont été signalés sur le front de Lubero, ce qui a fait craindre

⁷⁰ Sources : recrues de l'AFC/M23, ONU, renseignement militaire, chercheurs et société civile.

⁷¹ Entretiens menés auprès d'anciennes recrues de l'AFC/M23.

⁷² Ibid.

⁷³ Sources : membres de l'AFC/M23 et services de renseignement.

⁷⁴ Sources : société civile, ONU, personnel humanitaire, chercheurs et membres de groupes armés, y compris l'AFC/M23.

⁷⁵ Ibid.

une offensive imminente en direction de Butembo et de Beni⁷⁶. Si cette menace ne s'est pas concrétisée, notamment du fait de la présence des UPDF et du refus de l'Ouganda de laisser passer les renforts⁷⁷, cela a mis à rude épreuve les capacités des FARDC et contribué à entretenir une ambiguïté stratégique quant au calendrier et à l'orientation des opérations futures.

Opérations dans le Sud-Kivu et prise d'Uvira

72. À la fin de novembre 2025, l'AFC/M23 et la RDF ont lancé une offensive de grande ampleur le long du corridor Bukavu-Uvira (RN5) et des axes adjacents en vue de s'emparer de la plaine de Ruzizi et d'Uvira, l'objectif étant de contraindre le Burundi à se désengager du conflit (voir S/2025/446, par. 179 à 181) et d'empêcher que le territoire burundais soit utilisé comme pôle logistique pour l'approvisionnement des forces alignées sur Kinshasa au Sud-Kivu (voir par. 120). Les avancées réalisées simultanément à Lemera et dans les Moyens Plateaux visaient à s'emparer de positions stratégiques afin d'ouvrir la voie à de nouvelles offensives en direction de Minemwbe, de briser l'encerclement de la ville par la Force de défense nationale du Burundi (FDNB) et les FARDC (voir S/2025/858, par. 53), et de faire pression pour que la FDNB se retire du territoire de Mwenga. Les objectifs suivants consistaient notamment à prendre Kalemie et les Hauts Plateaux, puis, à terme, à prendre le contrôle du Sud-Kivu⁷⁸.

73. Dans les justifications publiques de l'offensive menée contre Uvira – notamment les déclarations des porte-parole de l'AFC/M23 et les publications diffusées sur des réseaux sociaux affiliés au groupe – ces opérations ont été présentées comme une riposte à une prétendue campagne de nettoyage ethnique visant la communauté Banyamulenge. D'autres allégations ont fait état de la présence d'éléments des FDLR-FOCA opérant aux côtés des FARDC et de la FDNB. Le Groupe d'experts n'a trouvé aucune preuve indiquant que ces éléments constituaient une menace directe pour le Rwanda susceptible de justifier une intervention militaire en République démocratique du Congo (voir S/2025/446, annexe 24).

74. La prise d'Uvira le 10 décembre 2025 et l'avancée rapide des forces de l'AFC/M23 et de la RDF en direction du sud, jusqu'à Makobola, située à 20 km au sud d'Uvira, ont constitué une expansion territoriale majeure. Les accusations réciproques de tirs d'artillerie de part et d'autre de la frontière entre le Burundi et le Rwanda ont accru le risque de confrontation directe et de régionalisation du conflit, ce qui a conduit le Burundi à fermer ses frontières et à renforcer ses défenses⁷⁹.

75. L'offensive sur Uvira a été menée sous le commandement direct de MM. Makenga et Byamungu⁸⁰. Il a été établi que James Kabarebe, général à la retraite de la RDF (voir par. 98)⁸¹, avait joué un rôle clé dans la coordination de l'offensive⁸². Des sources de l'AFC/M23 et de la RDF ont fait part dès le début d'octobre de leur intention de prendre Uvira, ce qui donne à penser que l'opération avait été soigneusement planifiée par l'AFC/M23 et le Rwanda.

76. Le Rwanda a déployé plus de 8 000 soldats de la RDF, y compris des membres des forces spéciales, et acheminé du matériel militaire lourd et de pointe vers les

⁷⁶ Sources : autorités militaires, services de renseignement, anciens membres de l'AFC/M23, société civile, chercheurs, ONU et diplomates.

⁷⁷ Ibid.

⁷⁸ Sources : autorités militaires, services de renseignement, ONU, diplomates, société civile, chercheurs, et officiers et combattants de l'AFC/M23.

⁷⁹ Ibid.

⁸⁰ Ibid.

⁸¹ Sanctionné par les États-Unis en 2025.

⁸² Sources : services de renseignement, diplomates et anciens membres de la RDF.

lignes de front de la plaine de Ruzizi, notamment des systèmes de brouillage, des lance-roquettes à canons multiples de type BM-21, des mortiers de 120 mm guidés par GPS, ainsi que des drones kamikazes et des drones à pilotage immersif, dans l'objectif de remporter une victoire rapide. Des tirs d'artillerie lourde et des bombardements ont été signalés, notamment des tirs de roquettes BM-21 depuis Kamanyola les 4 et 5 décembre. Les tirs d'artillerie transfrontaliers du 5 décembre ont également fait des victimes parmi la population civile de Cibitoke (Burundi)⁸³.

Retrait d'Uvira

77. Après avoir contrôlé Uvira pendant plus d'un mois – période durant laquelle l'AFC/M23 a contraint la FDNB à se retirer, s'est emparée d'importantes bases des FARDC⁸⁴, a pris le contrôle de l'ensemble de la plaine de Ruzizi le long de la frontière burundaise et a mis en place une administration parallèle –, les troupes de l'AFC/M23 et de la RDF se sont finalement retirées de la ville le 18 janvier 2026 comme suite à des pressions diplomatiques internationales soutenues (voir annexe 24).

78. Présenté comme un geste de bonne volonté, le retrait susmentionné constituait en réalité une manœuvre stratégique qui a été suivie d'un renforcement des positions de l'AFC/M23 et de la RDF, dont les forces se sont redéployées dans des zones adjacentes, en violation des engagements pris en matière de retrait (voir par. 44 et 45)⁸⁵. Il a été procédé à des redéploiements coordonnés pour sécuriser les principaux axes routiers du Sud-Kivu, notamment par le renforcement des positions dans les Moyens et les Hauts Plateaux (voir annexe 25). Au moment de la rédaction du présent rapport, l'AFC/M23 et la RDF continuaient de renforcer leurs effectifs dans la plaine de Ruzizi (voir par. 49).

79. D'autres groupes alliés, notamment la Résistance pour un État de droit au Burundi (RED-Tabara) et les Forces nationales de libération (FNL) (voir S/2022/479, par. 162 à 168 et annexe 81, et S/2023/431, par. 134 à 139), ont combattu aux côtés du MRDP/Twirwaneho et de l'AFC/M23 (voir annexe 26)⁸⁶. Les autorités burundaises ont dénoncé leur proximité opérationnelle, mettant en garde contre le risque de créer des conditions propices à une déstabilisation transfrontalière.

Conséquences humanitaires des combats à Uvira

80. Les tirs d'artillerie lourde et les bombardements ont fait des victimes parmi les civils et provoqué un déplacement massif de population de la plaine de Ruzizi vers le Burundi, où les personnes réfugiées ont dû faire face à des conditions de vie précaires, marquées notamment par la famine, les maladies et une aide humanitaire limitée. Alors que les affrontements s'apaisaient et que l'AFC/M23 et la RDF consolidaient leur contrôle sur l'ensemble du territoire d'Uvira au début de décembre, elles ont mené des opérations de bouclage et de recherche qui ont conduit à l'assassinat des personnes soupçonnées d'appartenir aux FARDC ou aux Wazalendo⁸⁷.

81. Avant son retrait d'Uvira en janvier 2026, l'AFC/M23 avait ordonné à la communauté Banyamulenge de quitter la ville, affirmant que les Wazalendo et les FARDC les prendraient pour cible une fois de retour. Cet ordre a donné lieu à des

⁸³ Sources : autorités militaires, services de renseignement, ONU, diplomates, société civile, chercheurs, et officiers et combattants de l'AFC/M23.

⁸⁴ Notamment à Luvungi, à Luberizi et à Kabunambo.

⁸⁵ Sources : autorités militaires, services de renseignement, ONU, diplomates, société civile, chercheurs et sources fiables au sein de l'AFC/M23.

⁸⁶ Ibid.

⁸⁷ Sources : ONU, personnel humanitaire, société civile, défenseurs des droits humains, organisations non gouvernementales de défense des droits humains, chercheurs, diplomates et services de renseignement.

allégations, émanant notamment de certains membres de la communauté Banyamulenge, selon lesquelles ce déplacement leur aurait été imposé dans le but d'accréditer l'existence d'une menace génocidaire visant leur communauté⁸⁸.

82. Lors de leur retour à Uvira le 18 janvier, les groupes Wazalendo ont provoqué des troubles généralisés, se livrant à des pillages, détruisant des biens civils, humanitaires et publics, et assassinant des personnes accusées de collaborer avec l'AFC/M23. Des membres de la communauté Banyamulenge et des biens leur appartenant ont également été touchés par ces violences, des églises et des habitations ayant été pillées ou détruites dans plusieurs quartiers⁸⁹. Le Groupe d'experts n'a pas documenté d'assassinats ciblés de civils Banyamulenge. Selon plusieurs sources, les autorités gouvernementales, notamment le Président congolais, Félix Tshisekedi, auraient donné pour consigne aux membres des Wazalendo de ne pas s'en prendre aux civils, en particulier aux Banyamulenge. Les FARDC ont pris sous leur protection les 31 familles Banyamulenge qui se trouvaient encore à Uvira⁹⁰. Les faits signalés font actuellement l'objet d'enquêtes.

Bataille pour le contrôle de Minembwe

83. À la fin de janvier 2026, les FARDC, avec le soutien des Wazalendo, de la FDNB et de sociétés militaires privées (voir par. 143 et 144), ont lancé une offensive depuis Uvira en direction de Minembwe contre le MRDP/Twirwaneho et l'AFC/M23, cette dernière ayant envoyé des renforts au MRDP/Twirwaneho en août 2025 et en février 2026⁹¹.

84. Selon les estimations, les effectifs du MRDP/Twirwaneho étaient compris entre 2 500 et 3 000 combattants, placés sous le commandement de Charles Sematama (voir S/2025/446, par. 176). La présence de la RDF dans les Hauts Plateaux s'est limitée à des éléments spécialisés déployés de manière ponctuelle, à l'échelon de la section, ainsi qu'à un appui aérien (voir par. 168), vraisemblablement en raison de l'isolement géographique de la région. Des éléments du MRDP/Twirwaneho et de l'AFC/M23 se sont regroupés autour des centres de population Banyamulenge, notamment Minembwe, Mikenge et Muranvia⁹².

85. Plusieurs semaines durant, les FARDC ont coupé les voies d'approvisionnement menant à Minembwe. Le 31 mars, elles ont lancé une offensive de grande envergure sur la localité après avoir progressé de manière soutenue dans les Hauts Plateaux⁹³. En réponse, la RDF a fourni un soutien au MRDP/Twirwaneho et à l'AFC/M23 en effectuant des frappes de drones et en assurant des ravitaillements aériens⁹⁴. Les frappes menées entre début et mi-avril ont contraint les FARDC à se retirer de positions clés, notamment de Muranvia, ce qui a temporairement stoppé leur avancée (voir par. 168 à 170).

Civils Banyamulenge pris au piège à Minembwe

86. La population Banyamulenge, concentrée à Minembwe et dans ses environs, s'est retrouvée prise au piège des hostilités en cours. Depuis la mi-2025, la localité

⁸⁸ Ibid.

⁸⁹ Ibid.

⁹⁰ Sources : diplomates, autorités militaires, services de renseignement, autorités congolaises, civils Banyamulenge, société civile et chercheurs.

⁹¹ Sources : autorités militaires, services de renseignement, ONU, Wazalendo, AFC/M23, Banyamulenge et chercheurs.

⁹² Sources : autorités militaires, services de renseignement, soldats de la RDF capturés et chercheurs.

⁹³ Ibid.

⁹⁴ Sources : autorités militaires, services de renseignement, ONU, diplomates, chercheurs et éléments de groupes armés.

est de fait encerclée par les FARDC et les forces alliées (voir [S/2025/858](#), par. 53), ce qui entrave considérablement les mouvements de la population ainsi que l'acheminement des produits de première nécessité et de l'aide humanitaire. Depuis février 2026, le seul accès possible est par voie aérienne⁹⁵. Toutes les lignes de communication ont été coupées, ce qui aggrave encore la situation humanitaire⁹⁶.

87. Parallèlement à cela, le MRDP/Twirwaneho a empêché les civils de quitter Minembwe par crainte de défections et de fuites d'informations, notamment en recourant à la coercition et à la menace de la violence⁹⁷. Comme signalé précédemment, tous les garçons âgés de 10 à 12 ans et tous les hommes valides ont été contraints de rejoindre Twirwaneho et de prendre part aux combats, ce qui constitue une violation de l'interdiction du recrutement forcé et du recrutement et de l'utilisation d'enfants dans les conflits armés (voir [S/2023/431](#), par. 150 à 156).

88. Les membres de la communauté Banyamulenge ont accusé les deux parties d'avoir piégé des civils dans une zone de combat active, appelant les FARDC à lever le siège et à mettre en place un couloir humanitaire, et le MRDP/Twirwaneho et l'AFC/M23 à permettre aux civils de quitter la zone en toute sécurité⁹⁸. Les comportements décrits soulèvent de graves préoccupations au regard du droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne l'interdiction d'utiliser des civils comme boucliers humains pour protéger des objectifs militaires.

89. Les dirigeants du MRDP/Twirwaneho et de l'AFC/M23 ont affirmé que les FARDC et la FDNB avaient mené une campagne d'extermination préméditée, systématique et ciblée contre la population Banyamulenge, notamment en menant des bombardements aériens sur des zones densément peuplées⁹⁹. Bien que la population civile des Hauts Plateaux ait été exposée à des risques importants du fait des hostilités en cours, le Groupe d'experts ne dispose pas d'éléments de preuve permettant de conclure qu'elle a été prise pour cible intentionnellement. Dans le contexte des fréquentes opérations aériennes observées depuis la mi-2025, des membres de la communauté Banyamulenge et des organisations de défense des droits humains ont signalé que trois civils avaient été tués (un adolescent et deux personnes âgées)¹⁰⁰.

Administration parallèle établie par l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars

90. L'AFC/M23 a consolidé son système administratif et fiscal parallèle (voir annexe 27, [S/2019/914](#), par. 24 et 25, et [S/2025/858](#), par. 16 et 29 à 33). Dans les grands centres urbains, tels que Goma et Bukavu, le groupe a étendu son contrôle sur des activités économiques clés, notamment au profit d'acteurs économiques liés au Rwanda.

91. Au début de décembre 2025, l'AFC/M23 a établi une nomenclature codifiée des taxes reproduisant les structures fiscales de l'État congolais¹⁰¹ et comprenant notamment des impôts sur le revenu des personnes physiques et morales (voir annexe 28).

⁹⁵ En mars et avril 2026, plusieurs vagues de largages de ravitaillement ont été signalées à Minembwe, informations confirmées par des sources de l'armée et des services de renseignement, l'ONU, des sources Banyamulenge et des chercheurs.

⁹⁶ Sources : autorités militaires, services de renseignement, ONU, sources Banyamulenge, chercheurs, personnel humanitaire et défenseurs des droits humains.

⁹⁷ Ibid.

⁹⁸ Représentants de la communauté Banyamulenge.

⁹⁹ Déclarations sur X, notamment de Lawrence Kanyuka le 13 décembre 2025.

¹⁰⁰ Sources confidentielles.

¹⁰¹ Document conservé dans les archives du Secrétariat.

92. L'AFC/M23 a pris le contrôle de l'ensemble des services provinciaux responsables de la fiscalité et de la collecte des recettes et les a regroupés au sein d'une structure unifiée, placée sous l'autorité de son département des finances et chargée de la perception et du recouvrement des redevances et impôts provinciaux (voir annexe 29). Les paiements étaient effectués par l'intermédiaire de la structure de type CADECO mise en place par l'AFC/M23 (voir annexe 30 et S/2025/858, par. 31 et 32).

93. L'AFC/M23 a étendu son champ d'action aux services publics, aux assurances et aux services financiers. À titre d'exemple, les compagnies nationales de l'eau et de l'électricité (SNEL et REGIDESO) ont été placées sous l'autorité administrative du gouverneur nommé par l'AFC/M23 et sous la supervision financière du département des finances du groupe (voir annexe 31). Dans le secteur des assurances, l'AFC/M23 a facilité le remplacement de la compagnie nationale SONAS par Imperial Assur, une entité privée qui a démarré ses activités à la mi-2025. En mars 2026, Imperial Assur détenait le monopole d'une grande partie du secteur des assurances grâce à des mécanismes de contrôle soutenus par l'AFC/M23 (voir annexe 32).

94. Le Groupe d'experts a constaté l'émergence de prestataires de services financiers non agréés comme suite à la suspension prolongée des opérations bancaires et des systèmes de paiement par les autorités congolaises (voir S/2025/446, par. 32 et 33). À titre d'exemple, « Accès Finance S.A. »¹⁰² se présentait comme un établissement financier proposant des services de dépôt, de transfert et de gestion de comptes à Goma et à Rubaya et projetant d'étendre ses activités à Bukavu (voir annexe 33).

C. Appui crucial de la Force de défense rwandaise à l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars

95. Le Groupe d'experts a documenté la présence continue de la RDF, l'arrivée de renforts de la Force dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu ainsi que son engagement sur plusieurs lignes de front, notamment au moyen de technologies et de matériel militaires sophistiqués et d'opérations aériennes (voir S/2024/969, par. 51 à 55, S/2025/446, par. 45 à 52 et 56, et S/2025/858, par. 36 à 48). La RDF a fourni un appui opérationnel constant à l'AFC/M23 grâce à sa capacité de déployer rapidement des moyens hautement spécialisés, notamment des drones, du matériel de guerre électronique et des forces spéciales (voir par. 153 à 160 et 166 à 170). Elle a également pris pour cible des zones où aucune présence des FDLR n'avait été signalée, notamment à Uvira¹⁰³, ce qui met en doute le bien-fondé de l'argument de légitime défense avancé pour justifier une intervention militaire menée sous couvert de « mesures défensives » (voir S/2024/969, par. 38).

96. En décembre 2025, selon des estimations prudentes, les effectifs de la RDF déployés dans l'est de la République démocratique du Congo étaient compris entre 8 000 et 10 000 éléments dans le Sud-Kivu et entre 6 000 et 8 000 dans le Nord-Kivu, aucun retrait notable n'ayant été signalé par la suite¹⁰⁴. Les mouvements ultérieurs se sont principalement caractérisés par des rotations et l'acheminement de renforts jusqu'au moment de la rédaction du présent rapport (voir par. 49 et 71).

97. Comme indiqué précédemment, la RDF occupait des positions avancées stratégiques, menant des offensives et ouvrant des couloirs opérationnels au profit du

¹⁰² Voir <https://www.facebook.com/watch/?v=1608550256803084>.

¹⁰³ Sources : autorités militaires, services de renseignement, ONU, diplomates, société civile, chercheurs et éléments de l'AFC/M23.

¹⁰⁴ Ibid.

M23. Chaque unité de combat du M23 était supervisée et soutenue par la RDF (voir S/2024/969, par. 49). Le personnel de la RDF a été intégré dans des bataillons mixtes aux côtés d'éléments du M23, notamment des commandos venus de Bigogwe, de Rubavu et de Cyangugu. Récemment, des éléments de la RDF déployés en République démocratique du Congo ont commencé à porter des uniformes du M23 pour éviter d'être repérés¹⁰⁵. Pour les mêmes raisons, les mouvements de troupes se produisaient généralement de nuit.

Commandement et contrôle de la Force de défense rwandaise sur les opérations de l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars

98. Le 1^{er} décembre 2025, le Président Kagame a nommé le général à la retraite James Kabarebe au poste de Conseiller principal pour la défense et la sécurité. Le 29 janvier 2026, il a nommé le général de brigade Jean-Paul Nyirabutama¹⁰⁶ aux fonctions d'adjoint de M. Kabarebe¹⁰⁷. M. Nyirabutama participait directement à la gestion des questions opérationnelles dans l'est de la République démocratique du Congo, notamment des canaux de communication avec l'AFC/M23¹⁰⁸, tandis que M. Kabarebe jouait le rôle d'intermédiaire principal, assurant la coordination entre les dirigeants de l'AFC/M23 et M. Kabila, les réunions se tenant souvent à Gisenyi¹⁰⁹.

99. Les déploiements des RDF étaient coordonnés au moyen d'une chaîne structurée reliant les hauts responsables à Kigali aux niveaux opérationnels, où une coopération avec les commandants du M23 s'exerçait par le biais de canaux parallèles (voir S/2025/446, par. 8)¹¹⁰. Le général Vincent Nyakarundi, chef d'état-major de la RDF, à qui les États-Unis ont imposé des sanctions en mars 2026¹¹¹, supervisait les opérations dans l'est de la République démocratique du Congo¹¹². Des éléments des 3^e et 4^e divisions de la RDF ont été déployés dans le cadre d'opérations menées dans l'est de la République démocratique du Congo¹¹³ : la 3^e division, sous le commandement du général de division Eugène Nkubito¹¹⁴, opérait principalement dans le Nord-Kivu, tandis que la 4^e division était principalement déployée dans le Sud-Kivu, sous le commandement du général de brigade Vincent Gatama jusqu'à son redéploiement au Mozambique à la fin de 2025¹¹⁵. La 4^e division comptait également

¹⁰⁵ Ibid. Entretiens avec des membres de la RDF en détention et d'anciennes recrues de l'AFC/M23.

¹⁰⁶ M. Nyirabutama était l'ancien Directeur adjoint du Service national de renseignement et de sécurité du Rwanda.

¹⁰⁷ M. Kabarebe et M. Nyirabutama ont joué le rôle d'interface stratégique entre les services de renseignement, les opérations militaires et la prise de décision politique.

¹⁰⁸ L'un de ses interlocuteurs directs au sein de l'AFC/M23 était Fred Ngenzi Kagorora (voir annexe 20).

¹⁰⁹ Sources : services de renseignement, notamment rwandais, anciens membres de la RDF et éléments de l'AFC/M23.

¹¹⁰ Ibid.

¹¹¹ Voir <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sb0411>.

¹¹² Sources : services de renseignement et éléments de l'AFC/M23.

¹¹³ Sources : services de renseignement, éléments de l'AFC/M23, soldats de la RDF capturés et sources proches de la RDF.

¹¹⁴ Voir <https://www.mod.gov.rw/docs-media/news-detail/rdf-command-and-staff-college-launches-international-relations-and-security-course>.

¹¹⁵ Sources : services de renseignement. Voir également <https://www.kigalitimes.rw/2025/09/14/rwanda-deploys-fresh-troop-rotation-to-mozambique-cabo-delgado/> et <https://rwandainspirer.com/rwanda-to-rotate-troops-and-police-officers-deployed-in-mozambique/>. Vincent Gatama a été présenté comme le commandant de l'équipe spéciale conjointe de la RSF au Mozambique à la fin de 2025, ce qui laisse supposer qu'il ne commandait plus la 4^e division à cette époque, même si aucun remplaçant n'avait été officiellement désigné. Il avait été nommé commandant de la 4^e division le 30 août 2023. Voir <https://web.archive.org/web/20250405091908/https://www.mod.gov.rw/news-detail/rdf-press-release-promotion-and-appointment-in-the-rwanda-defence-force>.

un nombre important de réservistes¹¹⁶. Les deux divisions étaient appuyées par des unités des forces spéciales placées sous le commandement du général de brigade Stanislas Gashugi¹¹⁷. Tandis que les commandants de division restaient au Rwanda, les commandants de brigade étaient parfois déployés en République démocratique du Congo¹¹⁸. Les recrues de l'AFC/M23 interrogées par le Groupe d'experts ont toutes fait état de la présence de la RDF, notamment de ses forces spéciales, dans des opérations de première ligne à fort enjeu.

100. Le Gouvernement rwandais a continué de déterminer les territoires à conquérir et ceux à occuper ou à évacuer, ce qui témoigne d'un contrôle opérationnel centralisé et d'une subordination hiérarchique de l'AFC/M23 (ibid., par. 18).

101. Le Groupe d'experts a adressé un courrier au Gouvernement rwandais le 2 avril 2026 afin d'obtenir des éclaircissements sur certains aspects du soutien qu'il apportait à l'AFC/M23 et attend sa réponse avec intérêt.

D. Supplétifs des Forces armées de la République démocratique du Congo

1. Groupes Wazalendo

Coalitions Volontaires pour la défense de la patrie/Wazalendo dans le Nord-Kivu

102. Les groupes armés VDP/Wazalendo ont continué d'affronter l'AFC/M23 et la RDF dans le Nord-Kivu (voir [S/2025/858](#), par. 73 à 76). Le Gouvernement congolais a continué de fournir des fonds, un appui logistique et des armes à ces groupes, en violation du régime de sanctions (voir [S/2025/446](#), par. 63).

103. Les FARDC ont continué de s'employer à unifier les groupes VDP/Wazalendo au Nord-Kivu, dans l'objectif d'améliorer la discipline interne et de renforcer leur commandement et leur contrôle sur ces groupes. Les VDP/Wazalendo ont néanmoins continué de se livrer à des violations contre la population civile (voir [S/2025/858](#), par. 81, et [S/2025/446](#), par. 87 à 91).

Opérations des Volontaires pour la défense de la patrie/Wazalendo

104. Les VDP/Wazalendo ont conservé le contrôle de plusieurs zones du Nord-Kivu, soit seuls, soit conjointement avec les FARDC. Ils ont mené des opérations, souvent de leur propre initiative, dans des zones contrôlées par l'AFC/M23 et la RDF et alentours dans les territoires de Nyiragongo, de Masisi, de Rutshuru, de Walikale et de Lubero. Certains éléments des VDP/Wazalendo ont été formés et utilisés comme tireurs d'élite pour appuyer les frappes de drones, notamment aux fins de la détermination des cibles et du guidage des frappes (voir par. 141). Des combattants des FDLR sont restés intégrés dans plusieurs groupes VDP/Wazalendo, notamment le CMC/FDP, les Forces dévouées pour la défense de la patrie (FDDP) et l'APCLS, ce qui a permis à ceux-ci de renforcer leurs effectifs tout en dissimulant leur affiliation aux FDLR. Plusieurs officiers des FARDC et les autorités de la République démocratique du Congo connaissaient et approuvaient cette pratique (voir [S/2024/969](#), par. 41)¹¹⁹.

¹¹⁶ Placés sous le commandement du général de division Alexis Kagame. Voir [S/2022/967](#), annexe 32.

¹¹⁷ Sources : services de renseignement, éléments de l'AFC/M23 et anciens membres de la RDF.

¹¹⁸ Ibid.

¹¹⁹ Sources : FARDC, Wazalendo et autorités gouvernementales.

« Synergies » des Volontaires pour la défense de la patrie/Wazalendo et Réserve armée de la défense

105. À la suite d'une assemblée générale tenue le 13 décembre 2025, les autorités de Kinshasa et les FARDC ont proposé la création d'une « coalition nationale des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP/Wazalendo) », dont la direction élue serait chargée de coordonner toutes les factions armées participant aux combats contre l'AFC/M23 et la RDF (voir annexe 34). Toutefois, les VDP/Wazalendo ont pris leurs distances par rapport à cette initiative, notamment en ce qui concernait la direction proposée¹²⁰.

106. Par ailleurs, les autorités provinciales et les FARDC ont exhorté les factions des VDP/Wazalendo à intégrer le programme d'entraînement de la Réserve armée de la défense (RAD) (voir S/2025/446, annexe 34), dans le double objectif de renforcer les capacités opérationnelles des FARDC et de légitimer les combattants Wazalendo. Si certains combattants ont rejoint ce programme, la plupart des dirigeants des VDP/Wazalendo ont préféré reporter leur intégration tant que les combats se poursuivaient¹²¹.

107. Les groupes VDP/Wazalendo ont mis en place de nouvelles coalitions organisées sur une base géographique, baptisées « synergies », qui coordonnaient étroitement leurs opérations et, si nécessaire, s'apportaient un soutien mutuel¹²².

108. La « Synergie Front Grand Nord », dirigée par le « général » Mayani, dirigeant de l'UPLC, réunissait 24 groupes armés opérant dans les territoires de Lubero et de Beni. Basée à Kalunguta, elle a mené des opérations contre les ADF à Manguredjipa/Bandulu (territoire de Lubero) et à Muchacha (province de l'Ituri) aux côtés des FARDC et des UPDF (voir par. 29)¹²³. Elle a également combattu l'AFC/M23 et la RDF à Kipese (territoire de Lubero)¹²⁴. La « Synergie Petit Nord », qui couvrait les territoires de Rutshuru et de Nyiragongo et réunissait 14 groupes armés, était dirigée par Jonas Bigabo, chef du CMC-Forces d'autodéfense du peuple congolais (CMC/PAPC). La « Synergie Masisi-Walikale », composée de 17 groupes armés, était dirigée par Janvier Karahiri, chef de l'APCLS, et par Guidon Shimiray Mwisa (CDi. 033), individu visé par des sanctions¹²⁵. Les combattants des FDLR-FOCA ont été intégrés aux synergies de Masisi-Walikale et du Petit Nord¹²⁶.

Dynamique des Wazalendo dans le Sud-Kivu

Désorganisation avant la prise de contrôle d'Uvira

109. Comme suite à l'occupation de Bukavu par l'AFC/M23 (voir S/2025/446, par. 17), de nombreux groupes armés Wazalendo se sont dirigés vers Uvira. Selon les informations communiquées, entre 80 et 150 groupes Wazalendo étaient actifs dans l'ensemble du Sud-Kivu, et au moins 70 « généraux » Wazalendo autoproclamés opéraient à Uvira et dans ses environs (voir annexe 35)¹²⁷. La mobilisation et le recrutement se sont intensifiés¹²⁸.

¹²⁰ Sources : FARDC, services de renseignement et Wazalendo.

¹²¹ Sources : commandants Wazalendo, combattants, FARDC et autorités officielles.

¹²² Sources : Wazalendo, FDLR et FARDC.

¹²³ Sources : « général » Mayani, Wazalendo, FARDC et chercheurs.

¹²⁴ Sources : VDP/Wazalendo, FARDC, ONU, services de renseignement et société civile.

¹²⁵ Voir S/2023/431, par. 75 à 78, S/2023/990, par. 33 à 40, S/2024/432, par. 60 à 65 et S/2025/446, par. 65 à 67.

¹²⁶ Sources : FDLR, FARDC, Wazalendo et autorités congolaises.

¹²⁷ Sources : services de renseignement, groupes armés, société civile et chercheurs.

¹²⁸ Voir S/2024/969, par. 107 à 110.

110. Avant la prise d'Uvira (voir par. 74), les factions Wazalendo constituaient une coalition informelle rassemblant une dizaine de « coordinations » rivales, qui empiétaient de manière croissantes sur les prérogatives de l'État, notamment le contrôle des postes-frontières, la perception des taxes et les fonctions de police, et qui commettaient des exactions contre la population civile (voir S/2025/858, par. 82)¹²⁹.

111. Il existait un fossé profond entre les « anciens » chefs de guerre engagés activement sur les lignes de front – notamment William Yakutumba, qui est visé par des sanctions (CDi.043), Makanaki Kasimbira John, Delphin Ngomanzito, René Itongwa et Ilunga – et les « nouveaux » dirigeants Wazalendo, perçus comme des opportunistes profitant de l'affaiblissement de l'autorité de l'État (voir S/2023/431, annexe 74, et S/2024/969, par. 109)¹³⁰. Les divisions au sein des Wazalendo ont été exacerbées par le traitement préférentiel que les FARDC auraient accordé à certaines factions, ainsi que par les désaccords au sein des autorités congolaises quant à la question de savoir qui devait coordonner les opérations militaires dans le Sud-Kivu.

112. Entre août et décembre 2025, les relations entre les Wazalendo et les FARDC se sont considérablement détériorées. Les Wazalendo ont attaqué certains membres des FARDC, les accusant de trahison, et ont saisi des armes et des munitions. En décembre 2025, Uvira était devenue l'épicentre des tensions et des affrontements entre les FARDC et les Wazalendo, ainsi qu'au sein même des Wazalendo, qui se disputaient le produit des taxes illégales¹³¹.

113. Après l'occupation d'Uvira par l'AFC/M23 et la RDF, les Wazalendo se sont repliés à l'extérieur de la ville ou dans leurs bases de Fizi et des Hauts et Moyens Plateaux¹³².

Dynamique après le retrait de l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars

114. À la suite du retrait de l'AFC/M23 et de la RDF d'Uvira le 18 janvier 2026 (voir par. 77), les groupes Wazalendo ont été les premiers à revenir, se livrant à des pillages de grande ampleur et à d'autres violations (voir par. 82). La situation s'est progressivement améliorée au cours des jours suivants, à mesure que les autorités provinciales, les unités des FARDC, les forces spéciales « Hiboux », les membres de la Garde républicaine, la police et certaines sociétés militaires privées se redéployaient à Uvira. Le Gouverneur a convoqué tous les dirigeants Wazalendo, a interdit la présence d'éléments armés non autorisés ainsi que les barrages routiers ou toute tentative de s'arroger des fonctions gouvernementales, et a fait arrêter les combattants récalcitrants. Les Wazalendo ont également été déployés en première ligne afin de réduire leur présence à Uvira¹³³.

115. Afin de renforcer leur autorité sur les Wazalendo, les autorités provinciales ont mis en place une procédure d'enregistrement officielle et versé 325 dollars à chaque combattant enregistré. Les versements sont devenus réguliers après février 2026, mais cela a paradoxalement entraîné une forte augmentation du nombre de personnes se déclarant Wazalendo ainsi que des rivalités quant à la répartition des fonds¹³⁴.

¹²⁹ Sources : services de renseignement, groupes armés, société civile et chercheurs.

¹³⁰ Sources : autorités militaires, services de renseignement, groupes armés, société civile et chercheurs.

¹³¹ Ibid.

¹³² Sources : groupes armés, services de renseignement, société civile et chercheurs.

¹³³ Ibid.

¹³⁴ Ibid.

Coordination des Wazalendo au début de 2026

116. À la fin de janvier 2026, des acteurs politiques tels que Justin Bitakwira, connu pour ses discours anti-Tutsi (voir S/2024/969, par. 108 et 109), et Willy Mishiki ont mobilisé un soutien politique et plaidé en faveur d'un renforcement de l'aide logistique et financière apportée aux Wazalendo au Sud-Kivu¹³⁵.

117. Au moment de la rédaction du présent rapport, les nouvelles tentatives visant à mettre en place un commandement unifié avaient échoué et les factions Wazalendo restaient divisées en au moins trois structures de coordination distinctes¹³⁶ : la première dirigée par Yakutumba¹³⁷, la deuxième par Alexis Mwamba Dunya, coordonnateur nommé par la RAD au Sud-Kivu, et la troisième par Ngomanzito, qui avait tenté de mettre en place une « unité spéciale » constituée sur des bases ethniques, dont les membres seraient notamment issus de la communauté Bafuliro. Chaque coordination regroupait entre 15 et 20 factions¹³⁸.

118. Plusieurs jeunes « généraux » Wazalendo n'appartenant à aucun des trois organes de coordination ont tenté de mettre en place une nouvelle coordination, estimant que les structures existantes bénéficiaient d'un financement public dont ils étaient exclus. Ils ont demandé à être reconnus officiellement et à avoir accès à un tel soutien¹³⁹.

Collaboration avec les Forces armées de la République démocratique du Congo et la Force de défense nationale du Burundi

119. Les groupes Wazalendo ont souvent constitué la première ligne de défense contre l'AFC/M23 et la RDF, notamment autour d'Uvira. Entre août et décembre 2025, ils ont combattu l'AFC/M23 et la RDF à Walungu, à Kabare, à Minembwe et à Mwenga, aux abords d'Uvira et de Fizi (voir S/2025/858, par. 51 et 52). Les opérations menées par les Wazalendo ne leur ont pas permis de reprendre des territoires importants¹⁴⁰.

120. Les FARDC ont continué de fournir du matériel de guerre aux Wazalendo. Le 22 août 2025, le général de brigade Mwehu Lumbu Evariste, commandant du secteur opérationnel Sokola 2 dans le Sud-Kivu, a rencontré les principaux groupes Wazalendo afin de définir une stratégie de contre-offensive contre l'AFC/M23 et la RDF. Par la suite, les FARDC ont acheminé par camion des cargaisons d'armes et de munitions aux Wazalendo sur plusieurs lignes de front, notamment à Kiliba, à Songe, à Luvungi, à Lubarika et à Walungu¹⁴¹. Les Wazalendo ont également reçu des rations alimentaires en quantité limitée (voir annexe 36).

121. Plusieurs factions Wazalendo ont également mené des opérations conjointes avec la FDNB, laquelle exploitait leurs capacités en matière de renseignement et leur connaissance du terrain. La FDNB a par exemple mené une opération avec Yakutumba le long de l'axe menant à Uvira et dans la plaine de Ruzizi avant la prise de contrôle

¹³⁵ Sources : autorités congolaises, Wazalendo et chercheurs.

¹³⁶ Ibid. Lors d'une réunion tenue fin décembre 2025 à Baraka, William Yakutumba a été élu coordonnateur général des Wazalendo et chargé de superviser les différentes coordinations au Sud-Kivu. Toutefois, plusieurs dirigeants Wazalendo ont refusé sa nomination.

¹³⁷ John Kisambura Makanaki était chargé des questions administratives et logistiques, tandis que René Itongwa était responsable des opérations et du renseignement.

¹³⁸ Sources : ONU, Wazalendo et chercheurs.

¹³⁹ Sources : autorités congolaises, société civile et Wazalendo.

¹⁴⁰ Ibid.

¹⁴¹ Sources : services de renseignement, éléments de groupes armés, société civile, ONU et chercheurs.

par l'AFC/M23, et a utilisé des éléments relevant de Ngomazito comme éclaireurs dans les Hauts Plateaux¹⁴².

122. Depuis qu'elles ont repris Uvira, les factions Wazalendo apportent leur soutien aux opérations terrestres menées conjointement par les FARDC et la FDNB dans les territoires d'Uvira, de Fizi et de Mwenga. À Fizi, la coalition FARDC-Wazalendo-FDNB, appuyée par des frappes aériennes, s'est battue pour conserver le contrôle de Point Zéro et de Tuwe Tuwe, tout en cherchant à consolider son emprise sur Minembwe¹⁴³, Mikenge et les environs¹⁴⁴. Les forces spéciales des FARDC et les sociétés militaires privées ont refusé de mener des opérations de première ligne aux côtés des Wazalendo (voir par. 143)¹⁴⁵.

Gouvernance parallèle établie par Yakutumba

123. La Coalition nationale du peuple pour la souveraineté du Congo (CNPSC), dirigée par Yakutumba (voir par. 111), a maintenu l'administration parallèle qu'elle avait mise en place dans les zones sous son contrôle, en particulier dans le territoire de Fizi (voir S/2018/531, par. 60).

124. Depuis au moins 2023, la CNPSC fonctionne comme une structure de type gouvernemental, composée de délégués et de « ministres » sectoriels, notamment dans les domaines de la justice, des mines et de la géologie¹⁴⁶. En janvier 2026, elle a publié, par l'intermédiaire de son « bureau des finances », une liste exhaustive des impôts applicables à divers secteurs. Le système prévoyait qu'un pourcentage des taxes perçues soit reversé à certains services de l'État, ce qui traduisait une volonté de se substituer à l'État pour ce qui était de la collecte des recettes (voir annexe 37).

125. Depuis 2023, la CNPSC gère un système judiciaire parallèle, composé de cours et de tribunaux, qui sert principalement à trancher les litiges liés aux activités minières¹⁴⁷. Ce système emploie des magistrats, des greffiers et des agents chargés de l'exécution des peines et bénéficie du soutien de centres de détention (voir annexe 38). D'anciens détenus ont indiqué que leur libération avait été subordonnée au paiement d'amendes comprises entre 2 000 000 et 5 000 000 de francs congolais, ce qui atteste l'exercice d'une autorité judiciaire de nature coercitive.

2. Forces démocratiques de libération du Rwanda

Structure, effectifs et répartition géographique

126. Au moment de la rédaction du présent rapport, les FDLR (Cde.005) étaient divisées en trois factions principales : les FDLR-FOCA, les FDLR-RUD et les FDLR-Force de protection du peuple (FPP) (voir S/2025/466, par. 92). Les trois factions avaient récemment adopté de nouveaux noms afin de dissimuler leur affiliation aux FDLR : les FDLR-FOCA avaient été rebaptisées « Bataillon jungle », les FDLR-RUD « FDP-R » et les FDLR-FPP « FPP »¹⁴⁸.

127. Les dirigeants des trois factions des FDLR étaient pour la plupart des ressortissants rwandais, tandis que la base était principalement issue de la

¹⁴² Ibid.

¹⁴³ La FDNB n'a plus été déployée à Minembwe après janvier 2026.

¹⁴⁴ Sources : FARDC, services de renseignement, ONU, Banyamulenge et chercheurs.

¹⁴⁵ Ibid.

¹⁴⁶ Sources : responsables de l'administration minière, Wazalendo, négociants et société civile.

¹⁴⁷ Sources : propriétaires de mines, creuseurs, négociants, responsables de l'administration minière et journalistes.

¹⁴⁸ Sources : FDLR, Wazalendo et services de renseignement.

communauté hutu congolaise¹⁴⁹. Le « général de division » Pacifique Ntawuguka (alias Omega Israel) (CDi.024) et le « général » Gaston Iyamuremye (alias Victor Byiringiro) (CDi.003) sont restés, respectivement, commandant militaire et responsable politique des FDLR-FOCA. Le chef suprême des FDLR-RUD était le « général de brigade » Emmanuel Nsengiyumva (alias Faïda/Fayida Hakimu), et celui des FDLR-FPP, le « colonel » Dan Hategekimana (alias Dan Simplicite) (ibid., par. 92). Les dirigeants des trois factions sont restés en contact permanent¹⁵⁰. Activement pourchassés par la RDF, ils n'ont cessé de se déplacer, contraints tant par les exigences opérationnelles que par la nécessité de survivre (voir [S/2025/858](#), par. 36 à 50)¹⁵¹.

128. Chaque groupe opérait comme une entité distincte, mais Omega Israël était présenté comme le chef suprême, responsable de l'ensemble des décisions et des négociations impliquant les trois factions, lesquelles se coordonnaient régulièrement, opéraient dans des zones qui se chevauchaient partiellement et menaient des opérations conjointes contre l'AFC/M23 et la RDF (voir par. 48)¹⁵².

129. La zone d'opérations traditionnelle des FDLR-RUD se situait dans les chefferies de Bwisha et de Bwito (territoire de Rutshuru). Au moment de la rédaction du présent rapport, les unités des FDLR-RUD étaient particulièrement actives à Jomba, à Binza, à Busanza et à Bukoma, où leur zone d'opérations se chevauchait avec celle des FDLR-FPP dans le territoire de Rutshuru¹⁵³. Les FDLR-FOCA, la plus grande faction des FDLR, est restée active sur plusieurs fronts majeurs du Nord-Kivu, notamment dans les territoires de Nyiragongo, de Masisi, de Rutshuru et de Walikale¹⁵⁴. L'unité spéciale des FDLR-FOCA, connue sous le nom de Commando de recherche et d'action en profondeur (CRAP), disposerait d'unités actives dans la périphérie de Goma, qui seraient également infiltrées dans la ville (voir [S/2024/432](#), par. 74 à 77)¹⁵⁵.

130. Des sources au sein des FDLR, représentant différentes factions, ont indiqué que l'effectif total du groupe dépassait les 10 000 combattants, dont la moitié était en service actif au moment de la rédaction du présent rapport et les autres prêts à être mobilisés. Les FDLR-CRAP ont affirmé qu'elles comptaient plus de 20 000 combattants. Toutefois, malgré les importants efforts de recrutement déployés depuis le début de la crise liée à l'AFC/M23 (ibid., par. 77) et la formation de nouvelles recrues – pour la plupart des ressortissants congolais –, l'ONU et des sources au sein des services de renseignement estimaient que l'effectif total des FDLR était compris entre 3 500 et 4 500 combattants, dont la plupart appartenaient aux FDLR-FOCA. Dans les Accords de Washington, il était estimé que les FDLR comptaient entre 3 000 et 3 500 combattants¹⁵⁶.

131. Les combattants des FDLR étant considérés comme faisant partie des mieux entraînés, et des sources au sein des FDLR et des Wazalendo estimaient que les FARDC n'avaient ni la capacité opérationnelle ni la volonté de les neutraliser (voir par. 51 et [S/2025/858](#), par. 77)¹⁵⁷.

¹⁴⁹ Sources : FDLR-FOCA, FDLR-RUD et FDLR-FPP, services de renseignement, FARDC et Wazalendo.

¹⁵⁰ Ibid.

¹⁵¹ Sources : FDLR, ONU et services de renseignement.

¹⁵² Sources : FDLR-FOCA, FDLR-FURD, FDLR-FPP et CNRD.

¹⁵³ Sources : FDLR et Wazalendo.

¹⁵⁴ Sources : FDLR-CRAP, FARDC et services de renseignement.

¹⁵⁵ Sources : FDLR-CRAP et Wazalendo.

¹⁵⁶ Sources : diplomates et services de renseignement.

¹⁵⁷ Sources : FDLR, Wazalendo et services de renseignement.

Positionnement politique et appels au dialogue

132. Dans une lettre adressée au Président des États-Unis en juillet 2025, la direction des FDLR a affirmé que sa mission consistait à assurer la protection de la communauté des réfugiés rwandais en République démocratique du Congo. Elle a également indiqué soutenir les initiatives de paix, notamment celles qui visaient à faciliter le retour en toute sécurité et dans la dignité des réfugiés hutus au Rwanda (voir annexe 39, S/2025/858, annexe 7 et S/2024/969, annexe 42). Les FDLR et leur faction dissidente au Sud-Kivu, le Conseil national pour le renouveau et la démocratie (CNRD) (voir S/2024/432, par. 182 et 183), ont soutenu que leurs griefs étaient dirigés contre le Gouvernement rwandais, qui aurait exclu les FDLR et l'ensemble de la communauté des réfugiés de toute participation sociale et politique¹⁵⁸. Tandis que les négociations, dont elles demeuraient exclues, se poursuivaient à Washington et à Doha, les FDLR ont déclaré qu'elles ne déposeraient pas les armes tant que le Rwanda n'accepterait pas un dialogue associant toutes les parties et ont averti que, compte tenu des opérations menées contre elles par l'AFC/M23 et la RDF, la « guerre était déclarée »¹⁵⁹.

Poursuite de la coopération entre les Forces armées de la République démocratique du Congo et les Forces démocratiques de libération du Rwanda

133. En signant l'Accord de Washington, le Gouvernement congolais s'est engagé à mettre pleinement en œuvre le concept général d'opérations et l'ordre d'opérations correspondant, lesquels confiaient aux autorités congolaises la responsabilité exclusive de la neutralisation des FDLR (voir par. 44 et S/2025/858, par. 8, 14 et 15). Toutefois, malgré ces engagements diplomatiques, les FARDC ont continué de s'appuyer sur les FDLR et les groupes alignés sur celles-ci pour combattre l'AFC/M23 et les RDF (voir S/2025/446, par. 70 à 73). Les combattants des FDLR – agissant seuls ou conjointement avec les VDP/Wazalendo et les FARDC – sont restés actifs sur de nombreux fronts au Nord-Kivu, occupant parfois la première ligne de défense.

134. En janvier 2026, afin de démontrer son engagement en faveur du processus de paix, le chef d'état-major des FARDC a donné des instructions interdisant toute forme de collaboration avec les FDLR (voir S/2025/858, par. 77). Cette interdiction a été étendue à l'ensemble des VDP/Wazalendo, les groupes qui ne s'y conformaient pas devant être considérés comme hostiles (voir annexe 40)¹⁶⁰. À compter du 30 mars, des troupes des FARDC, dont des forces spéciales – connues sous le nom de « Hiboux » ou « bataillons de la jungle » – se sont déployées de Kisangani à Walikale pour lancer des opérations de neutralisation des FDLR¹⁶¹.

135. En dépit des communiqués et déploiements des FARDC¹⁶², les responsables à Kinshasa et les officiers des FARDC sur le terrain ont assuré les FDLR de la poursuite de leur coopération (voir S/2025/858, par. 77) et indiqué que les opérations de neutralisation prévues ne seraient pas véritablement mises en œuvre¹⁶³.

136. Le 7 avril, lors d'une rencontre confidentielle organisée à Pinga, une délégation de haut niveau venue de Kinshasa, qui comprenait des généraux des FARDC, et des

¹⁵⁸ Sources : FDLR, CNRD, services de renseignement et membres de la diaspora. Messages consultés par le Groupe d'experts.

¹⁵⁹ Sources : FDLR, CNRD, services de renseignement et membres de la diaspora.

¹⁶⁰ Sources : Wazalendo et chercheur.

¹⁶¹ Sources : FARDC.

¹⁶² Sources : FDLR, Wazalendo, services de renseignement et membres de la diaspora liés aux FDLR.

¹⁶³ Sources confidentielles.

représentants du haut commandement des FDLR-FOCA ont décidé notamment de la poursuite de la coopération entre les FDLR et les FARDC¹⁶⁴.

137. Le soutien logistique apporté par les FARDC aux FDLR, notamment le transfert de matériel militaire, s'est poursuivi tout au long de la période considérée. À la fin de mars 2026, un hélicoptère des FARDC a atterri à Pinga pour livrer des armes aux unités des FDLR-FOCA dirigées par le « général de division » Uzabakiriho Cyprien (alias Kolomboka Niyo Tedium Mugisha), qui avaient pris part aux combats contre l'AFC/M23 et la RDF dans le territoire de Masisi. Le matériel a été récupéré par une unité des FDLR-CRAP qui s'était rendue à Pinga depuis Walikale avant de retourner à Masisi¹⁶⁵. Des transferts similaires avaient eu lieu à la fin de 2025, une unité des FDLR dirigée par le commandant « Togolais » et opérant dans la chefferie de Bwito s'étant régulièrement rendue à Pinga pour y récupérer des fournitures logistiques et des munitions. Ces transferts avaient été effectués par le colonel Moké des FARDC sur ordre de ses supérieurs¹⁶⁶.

138. Au moment de la rédaction du présent rapport, les FARDC et les autorités congolaises faisaient appel à des officiers de liaison des FDLR pour coordonner les opérations menées conjointement par ces dernières et les FARDC. Ces officiers de liaison restaient en contact avec les dirigeants des FDLR, notamment Victor Byiringiro et Omega Israel¹⁶⁷. L'officier de liaison des FDLR-FOCA, Fidel Sebagenzi, était basé principalement à Kinshasa et se rendait régulièrement au Nord-Kivu à bord d'un avion militaire des FARDC¹⁶⁸. Les officiers de liaison des FDLR-FPP et des FDLR-RUD, basés respectivement à Beni et à Kasindi, étaient en contact régulier avec le colonel Cyprien Sekololo, chargé par les FARDC d'assurer la liaison avec les VDP/Wazalendo (ibid., par. 75)¹⁶⁹.

3. Sociétés militaires privées et sous-traitants

139. Des sociétés militaires privées et des sous-traitants étrangers ont continué d'opérer en République démocratique du Congo à l'appui des FARDC (ibid., par. 78). Ces sociétés étaient actives dans des domaines tels que la gestion des moyens aériens militaires, l'assistance logistique, la formation militaire spécialisée (notamment le pilotage de drones, l'exploitation des radars, la formation relative aux avions Sukhoi et la guerre dans la jungle), l'appui à la planification des opérations, la collecte et l'analyse de renseignements, les communications tactiques et l'identification des cibles. Elles étaient basées à Kisangani, à Kinshasa, à Walikale, à Kalemie et à Kindu¹⁷⁰.

140. Selon certains témoignages, les sociétés militaires privées ont continué de jouer un rôle militaire stratégique et opérationnel sur les lignes de front du Nord-Kivu et du Sud-Kivu (voir S/2025/446, par. 75, et S/2023/990, par. 47 à 51). Toutefois, la chaîne de commandement par laquelle les instructions étaient transmises aux sociétés participant aux opérations sur le terrain restait mal définie.

¹⁶⁴ Sources : FDLR-FOCA, services de renseignement et ONU.

¹⁶⁵ Sources : FDLR et services de renseignement.

¹⁶⁶ Sources : commandants Wazalendo, FDLR, FARDC et services de renseignement.

¹⁶⁷ Sources : Wazalendo, FARDC, FDLR et sources confidentielles.

¹⁶⁸ Sources : Wazalendo, FARDC et FDLR.

¹⁶⁹ Ibid.

¹⁷⁰ Sources : services de renseignement, autorités militaires, diplomates, sociétés militaires privées, Wazalendo, ONU et chercheurs.

Formation des Wazalendo

141. Plusieurs factions Wazalendo ont suivi une formation dispensée par des instructeurs étrangers à Walikale (Nord-Kivu)¹⁷¹ et à Baraka (Sud-Kivu)¹⁷², notamment sur l'identification des cibles, la géolocalisation des positions ennemies et le pilotage de drones de reconnaissance quadrirotor¹⁷³. Selon des sources Wazalendo, les personnes ayant suivi la formation possédaient un niveau d'études élevé. Certaines ont ensuite exercé les fonctions de tireur d'élite au sein des FARDC à l'appui des attaques de drones¹⁷⁴.

142. Parmi les bénéficiaires des formations susmentionnées figuraient des combattants dirigés par Guidon Shimiray (CDi.033), individu visé par des sanctions, ainsi que des combattants du CNPSC dirigés par William Yakutumba (CDi.043), également visé par des sanctions¹⁷⁵. La fourniture d'une formation à des combattants placés sous le commandement d'individus faisant l'objet de sanctions est considérée comme une assistance technique interdite et constitue donc une violation du régime de sanctions.

Participation des sociétés militaires privées aux combats

143. Entre janvier et mars 2026, des sociétés militaires privées ont mené des opérations aux côtés des FARDC dans le Sud-Kivu. Leur intervention a coïncidé avec une intensification des attaques de drones et des offensives terrestres coordonnées au niveau local¹⁷⁶. Les unités Wazalendo ont reçu l'ordre de se retirer des zones des Hauts Plateaux où opéraient les forces spéciales des FARDC (« Hiboux ») et le personnel de sociétés militaires privées étrangères¹⁷⁷.

144. Les sociétés militaires privées ont apporté un soutien hautement spécialisé lors d'opérations d'une grande importance stratégique et n'ont pas été systématiquement déployées sur tous les fronts. L'appui opérationnel fourni aux FARDC dans le Sud-Kivu s'est notamment caractérisé par la coordination de frappes d'artillerie et d'attaques de drones, ainsi que par une assistance en matière de renseignement. De telles sociétés accompagnaient les FARDC lors de leur entrée à Uvira en janvier 2026 (voir par. 40)¹⁷⁸. Le 1^{er} février 2026, plusieurs frappes de drones menées avec le soutien de certaines de ces sociétés ont visé des positions de l'AFC/M23 autour de Minembwe¹⁷⁹. Entre le 2 et le 8 février 2026, des sociétés militaires privées ont parachuté des unités des forces spéciales « Hiboux » des FARDC à Point Zéro (voir par. 114).

Quantum Global et Vectus Global

145. Comme indiqué précédemment, en décembre 2024, le Gouvernement congolais a conclu un contrat de cinq ans avec Erik Prince, acteur du secteur militaire privé des États-Unis. À travers un réseau complexe d'entreprises, M. Prince s'est engagé à fournir aux FARDC un soutien militaire spécialisé, ainsi que des services de contrôle financier et de conseil visant à accroître les recettes issues du secteur minier en

¹⁷¹ Sources : combattants du NDC/R et de l'APCLS.

¹⁷² Sources : combattants de la CNPSC.

¹⁷³ Sources : Wazalendo et FARDC.

¹⁷⁴ Sources : Wazalendo.

¹⁷⁵ Sources : éléments Wazalendo ayant suivi la formation, autorités militaires et services de renseignement.

¹⁷⁶ Sources : autorités militaires, services de renseignement, société civile et Wazalendo.

¹⁷⁷ Sources : Wazalendo.

¹⁷⁸ Sources : autorités militaires, services de renseignement, diplomates, Wazalendo, ONU et chercheurs.

¹⁷⁹ Sources confidentielles et diplomatiques.

République démocratique du Congo¹⁸⁰ (voir S/2023/990, annexe 31, et S/2025/446, par. 75).

146. En juin 2025, l'entité Quantum Global Consulting de M. Prince, basée aux Émirats arabes unis, a procédé à l'enregistrement d'une nouvelle société congolaise, Quantum Global Consulting Africa, en tant qu'entité juridique chargée de la représenter en République démocratique du Congo. Cette structure a ensuite enregistré Vectus Global comme nouvelle entité juridique dans le pays¹⁸¹. Vectus Global, dont les activités en République démocratique du Congo sont coordonnées par Christophe Sirot¹⁸², ressortissant franco-américain, a conclu un contrat avec le Ministère des finances visant à accroître les recettes publiques issues des industries extractives en luttant contre la contrebande transfrontalière, la corruption et la fraude fiscale, notamment par la mise en place d'une « brigade minière »¹⁸³. À la fin d'avril 2026, le Ministère des finances a annoncé la création d'une « garde minière » paramilitaire destinée à remplacer les forces de défense actuellement déployées dans les zones minières (voir annexe 41).

147. Le contrat signé avec Vectus comportait également un volet militaire secret¹⁸⁴, qui mettait initialement l'accent sur le renforcement de la sécurité aux frontières, notamment celles avec le Rwanda et la Zambie¹⁸⁵. Il prévoyait en outre la fourniture de conseils militaires stratégiques aux FARDC, l'acquisition et le déploiement de moyens aériens et le recrutement d'anciens militaires étrangers¹⁸⁶. L'objectif était « d'aider les FARDC à devenir efficaces face à des cibles stratégiques, telles que les technologies de brouillage rwandaises », notamment par la fourniture « de formations, de conseils et d'équipements »¹⁸⁷. À la fin de 2025, un membre du personnel de Vectus a indiqué au Groupe d'experts que, compte tenu de la poursuite des hostilités, l'accent était désormais mis davantage sur la sécurité que sur la mobilisation de recettes. En février 2026, un représentant de Vectus Global a informé le Groupe d'experts que le Gouvernement congolais avait fait appel à la société pour planifier les opérations visant à reprendre Uvira et que des membres du personnel de Vectus avaient été déployés dans l'est de la République démocratique du Congo à cette fin.

148. Lors d'une réunion tenue avec le Groupe d'experts en mars 2026, M. Sirot a nié toute implication dans les aspects militaires du contrat. Toutefois, plusieurs sources, notamment des membres du personnel de Vectus, ont confirmé qu'il jouait un rôle de coordination.

Sociétés militaires privées recrutées en El Salvador

149. Le personnel salvadorien présent en République démocratique du Congo depuis au moins juillet 2025 (voir S/2025/858, par. 79) a élargi son champ d'action, passant de la fourniture d'un appui logistique à Kisangani à des déploiements actifs en première ligne, notamment à Walikale, à Baraka et à Kalemie¹⁸⁸.

¹⁸⁰ Sources : autorités gouvernementales, services de sécurité, services de renseignement et personnel de Vectus Global.

¹⁸¹ Ibid.

¹⁸² Sources : services de renseignement, diplomates, sociétés militaires privées et personnel de Vectus Global.

¹⁸³ Sources : représentants de Vectus Global.

¹⁸⁴ Sources : services de renseignement, autorités militaires, diplomates, sociétés militaires privées et personnel de Vectus Global.

¹⁸⁵ Sources : sociétés militaires privées.

¹⁸⁶ Sources : services de renseignement, sociétés militaires privées et personnel de Vectus Global.

¹⁸⁷ Sources : personnel de Vectus Global.

¹⁸⁸ Sources : services de renseignement, autorités militaires, société civile et chercheur.

150. Le Groupe d'experts a établi que la société Importaciones de Productos Americanos S.A. de C.V. avait joué le rôle d'intermédiaire dans le recrutement d'au moins 300 ressortissants salvadoriens en vue de leur déploiement en République démocratique du Congo. La société avait été enregistrée en El Salvador au nom du colonel à la retraite Juan Emilio Velasco Alfaro et du lieutenant à la retraite Rodrigo Antonio Tejada Alvarengar (voir annexe 42).

151. La plupart des recrues étaient d'anciens militaires et policiers recrutés sur des contrats d'un an à compter de juillet 2025, moyennant une rémunération mensuelle de 4 225 dollars. Plusieurs de ces personnes sont rentrées en El Salvador pour cause de retard ou de défaut de paiement de leur salaire ou en raison de problèmes de santé survenus pendant leur déploiement (ibid.).

152. Le Gouvernement salvadorien a informé le Groupe d'experts qu'il n'était pas au courant de la présence de ressortissants salvadoriens en République démocratique du Congo et qu'aucun recrutement ou déploiement de ce type n'avait été autorisé par l'État.

E. Utilisation de systèmes d'armes, de moyens de communication et de drones aériens avancés

Matériel utilisé par la Force de défense rwandaise

153. Le Groupe d'experts a constaté que des équipements de guerre électronique et des moyens de communication militaire de pointe continuaient d'être utilisés dans les zones contrôlées par l'AFC/M23, ce qui témoigne de la présence de la RDF et du soutien déterminant qu'elle apporte à l'AFC/M23 (voir S/2025/858, par. 71 et annexe 33) en violation du régime de sanctions imposé par l'ONU.

Systèmes de guerre électronique dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu

154. Il a été établi que plusieurs dispositifs saisis dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu étaient des composants destinés à la guerre électronique et à la lutte contre les drones aériens, conçus pour perturber les fréquences radio utilisées par ces drones et pour brouiller ou intercepter les communications militaires.

155. Le 21 octobre 2025, les FARDC ont saisi plusieurs de ces systèmes dans la localité de Kalembe (territoire de Masisi, Nord-Kivu), dans une zone précédemment occupée par l'AFC/M23. Ces dispositifs, qui portaient la mention « MINDMADE WB GROUP (POLAND) »¹⁸⁹, avaient été fabriqués par MindMade Sp. z o.o., filiale du WB Group, et commercialisés dans les gammes de produits SKYctrl et FIELDctrl¹⁹⁰, produits en Pologne par Advanced Protection Systems (APS)¹⁹¹ (voir annexe 43).

156. Des modules analogues portant les mêmes marques de fabrication ont été récupérés les 12 et 13 août 2025 à Mulamba (territoire de Walungu, Sud-Kivu), lors d'opérations militaires menées contre le M23 et la RDF (voir annexe 44). Du matériel de même nature, installé par la RDF à Kibira, le long de la frontière entre le Burundi et le Rwanda, a été saisi le 19 août 2025¹⁹².

¹⁸⁹ Voir <https://www.wbgroup.pl/en/mindmade>.

¹⁹⁰ Voir <https://www.mapledefence.com/product/skyctrl>.

¹⁹¹ Voir <https://apsystems.tech/en/about-us/>.

¹⁹² Sources : ONU, autorités militaires et services de renseignement et de sécurité.

Matériel de télécommunication militaire

157. En mars 2025, les forces de sécurité congolaises ont confisqué un poste radio tactique VHF/FM portable de type Tadiran RT-7106 (PRC-710) à un soldat de la RDF dans le territoire de Masisi (voir [S/2025/858](#), par. 71 et annexe 34). Le fabricant a confirmé que cette radio avait été officiellement importée par le Gouvernement rwandais en 2022 (voir annexe 45).

Brouillage et perturbation du Système mondial de navigation par satellite affectant l'aviation civile

158. Les actes visant à brouiller et à perturber le Système mondial de navigation par satellite imputables à la RDF et à l'AFC/M23 se sont poursuivis et ont fait peser des risques graves sur la sécurité de l'aviation civile (voir [S/2024/969](#), par. 54, et [S/2025/446](#), par. 45 à 50).

159. Le 13 janvier 2026, le signal GNSS d'un Boeing 737 exploité par Kenya Airways a été perturbé à proximité de l'aéroport de Bujumbura lors des phases d'atterrissage et de décollage, ce qui a déclenché des procédures d'urgence (voir annexe 46). Cet incident a conduit le Gouvernement burundais à demander à l'Organisation de l'aviation civile internationale d'enquêter sur les cas répétés d'interférence avec les systèmes de navigation observés depuis octobre 2025 (voir annexe 47). Selon les services de renseignement et les autorités militaires, la source du brouillage se trouvait en République démocratique du Congo, dans les environs de Sange, où la RDF était déployée. Le 17 mars 2026, le Groupe d'experts a également documenté des interférences avec le Système mondial de navigation par satellite à l'aéroport de Bujumbura (voir annexe 48).

160. Le 16 mars 2026, un Airbus A330 exploité par Royal Dutch Airlines, qui effectuait la liaison entre Amsterdam et Kigali, a subi des interférences juste au-dessus de Goma. Les données de suivi du vol ont révélé des anomalies et des incohérences dans l'altitude et la vitesse déclarées de l'appareil, ce qui est le signe d'une perturbation continue du signal (voir annexe 49).

Utilisation de drones aériens

161. L'utilisation de drones aériens s'est intensifiée dans l'est de la République démocratique du Congo, tant en termes de portée géographique qu'opérationnelle, ces appareils ayant été employés contre des troupes ennemies, des figures de premier plan au sein des structures de commandement et des infrastructures stratégiques. Le recours à une combinaison de drones de surveillance, de drones armés et de munitions rôdeuses témoigne d'une utilisation de plus en plus sophistiquée permettant des frappes de précision ou de semi-précision contre des cibles situées au-delà des lignes de confrontation immédiates. La prolifération de systèmes aussi sophistiqués implique la fourniture d'une assistance technique ou opérationnelle extérieure.

Forces armées de la République démocratique du Congo

162. À partir de la mi-octobre 2025, les FARDC ont intensifié leurs attaques de drones contre les forces ennemies dans l'ensemble du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Elles ont eu recours à des plateformes armées sans équipage, notamment des drones de type CH-4/CH-4B et TAI ANKA¹⁹³, et ont fait appel à des sociétés militaires privées étrangères pour les faire fonctionner (voir [S/2024/432](#), par. 35).

163. Plusieurs opérations menées par les FARDC à l'aide de drones ont touché des populations civiles et des biens de caractère civil. Dans le territoire de Masisi, des

¹⁹³ Ibid.

frappes menées fin octobre 2025 à Shoa et dans les collines de Nyabiondo ont fait au moins trois victimes parmi les civils et provoqué des déplacements de population. Le 2 janvier 2026, une frappe de drone dans le centre de Masisi a endommagé des bâtiments civils et administratifs ainsi que la base secondaire de l'organisation humanitaire internationale War Child, faisant au moins sept morts¹⁹⁴.

164. Les frappes aériennes menées fréquemment dans les Hauts Plateaux de Minembwe ont exposé les zones habitées par les Banyamulenge à un risque accru de dommages collatéraux et donné lieu à des accusations de ciblage intentionnel, que le Groupe d'experts n'a pas été en mesure d'étayer (voir par. 80 à 82).

165. Les opérations menées par les FARDC à l'aide de drones ont également visé des dirigeants de l'AFC/M23. Le 14 janvier 2026, une frappe de drone menée contre le bar-restaurant « Blue Cat », situé dans le district de Kalundu (Uvira), alors que des officiers supérieurs de l'AFC/M23 et de la RDF y tenaient une réunion, a fait de nombreuses victimes. Le 24 février 2026, le « lieutenant-colonel » Willy Ngoma (CDi.044), porte-parole militaire de l'AFC/M23 visé par des sanctions, a été tué dans une frappe de drone des FARDC à Rubaya¹⁹⁵. Le 7 mars 2026, une frappe menée à Mushaki a pris pour cible une maison associée à un haut commandant de l'AFC/M23¹⁹⁶.

Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars et Force de défense rwandaise

166. L'AFC/M23 et la RDF ont eu recours à des drones aériens, à des munitions rôdeuses et à des drones kamikazes. Dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février 2026, ainsi que le 5 février et le 1^{er} mars 2026, l'aéroport de Bangoka à Kisangani a été la cible de trois vagues d'attaques de drones kamikazes, qui ont touché des zones situées à proximité de la tour de contrôle, de la piste et d'infrastructures de drones exploitées par les FARDC. Ces attaques ont été revendiquées par l'AFC/M23 le 2 février 2026 (voir annexe 50).

167. Le 10 mars 2026, des éléments des FARDC ont abattu deux drones kamikazes à Mikenge (Sud-Kivu). Le lendemain, un autre drone kamikaze a frappé des positions des FARDC dans la même zone¹⁹⁷.

168. Entre le 1^{er} et le 14 avril, la RDF et l'AFC/M23 ont mené au moins neuf attaques de drones contre des positions des FARDC dans les Hauts Plateaux. Les FARDC et les services de renseignement ont fait savoir qu'au moins deux de ces attaques avaient été menées au moyen d'un drone à voilure fixe Bayraktar TB2 provenant du Rwanda (voir S/2025/446, par. 52). Les autres attaques avaient été perpétrées à l'aide de drones kamikazes (voir annexe 50).

169. Le Groupe d'experts a confirmé que les drones kamikazes abattus dans les Hauts Plateaux et à proximité de positions des FARDC étaient du même type que ceux utilisés lors des attaques de Kisangani. Il a observé que ces systèmes présentaient des caractéristiques similaires en termes de conception et de fabrication, qui ne correspondaient pas à celles de drones de marque commerciale (voir annexe 48).

170. Les attaques à l'aide de drones TB2 ou de drones kamikazes ont été utilisées de manière stratégique par l'AFC/M23 et la RDF contre des positions défensives fixes des FARDC afin de perturber les systèmes de commandement et de contrôle et d'affaiblir les capacités des FARDC avant ou pendant des opérations terrestres (voir annexe 50). Le 1^{er} avril 2026, un drone de la RDF, dont il a été déterminé qu'il

¹⁹⁴ Sources : ONU, personnel humanitaire, autorités militaires, société civile, services de renseignement et diplomates.

¹⁹⁵ Sources : autorités militaires, services de renseignement, ONU et chercheurs.

¹⁹⁶ Sources : autorités militaires, services de renseignement et diplomates.

¹⁹⁷ Sources : autorités militaires, services de renseignement et société civile.

s'agissait d'un modèle Bayraktar TB2 (voir S/2025/446, par. 52 et annexe 28), a frappé des positions des FARDC à Mikenge et à Point Zéro, dans les Hauts Plateaux (Sud-Kivu)¹⁹⁸.

Frappe de drones à Goma

171. Le 11 mars 2026, deux explosions successives ont été signalées près d'un lotissement situé dans le quartier de Himbi, à Goma. La deuxième explosion a touché un complexe résidentiel, causant la mort d'une employée du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Des membres du personnel militaire du M23 se sont rendus sur place peu après l'attaque et ont retiré tous les débris de projectiles (voir annexe 51)¹⁹⁹.

172. La signature acoustique d'au moins un drone a été détectée juste avant les explosions, ce qui laisse supposer l'existence d'un vecteur aérien²⁰⁰. Les dégâts constatés sur l'habitation touchée correspondaient à ceux provoqués par une explosion à fragmentation, ce qui montre qu'une charge explosive puissante a été utilisée. L'AFC/M23 a imputé cette frappe aux FARDC, et les autorités congolaises ont annoncé l'ouverture d'une enquête²⁰¹. Le Groupe d'experts poursuit son enquête sur cette attaque.

Identification et traçage des aéronefs

173. Le Groupe d'experts a identifié l'appareil détruit lors d'une frappe aérienne menée par les FARDC le 27 mars 2025 sur l'aérodrome de Kigoma, dans le territoire de Walikale, qui était alors sous le contrôle de l'AFC/M23 (voir S/2025/446, par. 38 et annexe 22). Il s'agissait d'un Cessna 208B Grand Caravan²⁰² exploité par Ocean Heights Aviation Training Centre (OHATC), société basée à Entebbe (Ouganda)²⁰³. Avant la frappe, l'appareil avait effectué trois rotations logistiques pour transporter du matériel militaire entre Entebbe et Kigoma entre le 21 et le 27 mars 2025²⁰⁴. Le Groupe d'experts attend une réponse de l'OHATC à la demande d'informations qu'il lui a adressée.

V. Province de l'Ituri

A. Dynamique des groupes armés

174. Les violences se sont poursuivies dans la province de l'Ituri malgré la signature d'un deuxième accord de paix à Aru en juin 2025 (voir S/2023/990, par. 72 à 75). Tous les principaux groupes armés sont parties à cet accord, à l'exception de la Convention pour la révolution populaire/Forces pour la révolution populaire (CRP/FRP). La CRP/FRP était devenue le principal facteur d'insécurité, alors que la violence liée à la Coopérative pour le développement du Congo/Union des révolutionnaires pour la défense du peuple congolais (CODECO-URDPC) et au groupe Zaïre diminuait²⁰⁵.

¹⁹⁸ Sources : services de renseignement militaire et FARDC.

¹⁹⁹ Sources : autorités militaires, services de renseignement, diplomates, ONU, société civile et éléments de preuve photographiques et vidéo.

²⁰⁰ Ibid.

²⁰¹ Voir <https://x.com/LawrenceKanyuka/status/2031921694588141646>.

²⁰² Immatriculé N5165A.

²⁰³ Sources : autorités militaires, services de renseignement, diplomates et société civile.

²⁰⁴ Sources : autorités militaires, police, services de renseignement, services de sécurité, ONU et société civile.

²⁰⁵ Ibid.

Coopérative pour le développement du Congo/Union des révolutionnaires pour la défense du peuple congolais

175. La CODECO-URDPC est restée active dans le territoire de Djugu (voir [S/2025/446](#), par. 127 et 128). Bien qu'elle ait adhéré à plusieurs initiatives de paix (voir [S/2023/990](#), par. 72 à 75), elle restait bien armée et organisée, renforçant son contrôle sur les zones minières et mobilisant des ressources pour financer ses opérations militaires²⁰⁶.

176. Les tensions internes ont persisté au sein de la CODECO-URDPC (voir [S/2025/446](#), par. 127). Depuis mars 2025, des différends liés aux recettes ont entraîné des remaniements à la tête de l'organisation, ainsi que le transfert de son siège de Kpandroma à Tsalaka (secteur de Walendu Tatsi) en septembre 2025. C'est un ancien porte-parole du groupe, Bassa Zukpa Guershom, qui en est devenu le président. Les dirigeants de la CODECO-URDPC ont annoncé leur intention de transformer ce groupe armé en parti politique²⁰⁷.

Attaques et opérations

177. La CODECO-URDPC s'est livrée à moins d'attaques meurtrières, d'attaques contre les FARDC et d'affrontements avec des groupes armés rivaux (voir [S/2025/446](#), annexe 63)²⁰⁸. Cela s'expliquait en partie par l'affaiblissement du groupe Zaïre (voir par. 180), par l'amélioration des relations entre la CODECO-URDPC et les autorités provinciales, ainsi que par l'intention du groupe de rejoindre la RAD²⁰⁹.

178. La première attaque majeure visant des civils depuis octobre 2025 a eu lieu le 11 mars 2026, dans le groupement de Dhendro. Elle a fait 25 morts, dont 7 enfants²¹⁰. En avril, des éléments de la CODECO-URDPC ont tendu une embuscade à 12 camions sur la RN27, sur l'axe Djadju-Ngura (territoire de Djugu). Les dirigeants de la CODECO-URDPC ont déclaré au Groupe d'experts que cette attaque s'était produite car le groupe n'était pas parvenu à exercer un commandement et un contrôle efficaces sur tous ses éléments.

Groupe Zaïre

179. Depuis le lancement du prétendu processus de démobilisation, le 15 janvier 2025 (voir [S/2024/432](#), par. 150, et [S/2025/446](#), par. 129), le groupe Zaïre a connu des tensions internes liées à des divergences d'opinion quant à son adhésion au processus de paix, son ralliement à l'AFC/M23 et son affiliation à la CRP/FRP (voir [S/2025/446](#), par. 129).

180. À la suite d'une attaque menée par le groupe Zaïre contre un convoi humanitaire près de Mabanga, le dirigeant du groupe, Baraka Maki Amos (ibid.), s'est enfui à Kampala en août 2025, où il a rencontré Thomas Lubanga Dyilo (CDi.007), individu visé par des sanctions, afin d'étudier la possibilité d'une alliance avec la CRP/FRP. Baraka Maki Amos est décédé dans un accident de voiture en Ouganda le 21 novembre 2025. Après sa mort, le groupe Zaïre s'est retrouvé sans chef, et un grand nombre de combattants et de commandants ont rejoint la CRP/FRP²¹¹.

181. En février et mars 2026, les FARDC ont découvert à Mabanga deux importantes caches d'armes appartenant au groupe Zaïre, qui contenaient des fusils de type AK, des lance-roquettes, des mortiers (de 60 et 80 mm), des radios VHF, des engins

²⁰⁶ Ibid.

²⁰⁷ Ibid.

²⁰⁸ Voir [S/2025/446](#), par. 127 et 128.

²⁰⁹ Sources : ONU, services de renseignement, groupes armés, société civile et chercheurs.

²¹⁰ Ibid.

²¹¹ Ibid.

explosifs improvisés et plusieurs milliers de cartouches. Une partie de ce matériel provenait du détournement de stocks des FARDC ainsi que de réseaux régionaux. Baraka Maki Amos en a acquis une certaine quantité, qu'il a payée en or²¹², ce qui confirme les conclusions précédemment formulées par le Groupe d'experts (voir S/2024/432, par. 150 et 151, et S/2024/969, par. 88 et 89).

Convention pour la révolution populaire/Forces pour la révolution populaire

182. Depuis sa création officielle le 10 janvier 2025, le mouvement politico-militaire CRP/FRP, dirigé par M. Lubanga (voir S/2025/446, par. 130 à 133), a maintenu une posture antigouvernementale et continué de militer en faveur de l'autonomie régionale. Afin de s'aligner sur la dynamique régionale plus large et d'éviter l'isolement, M. Lubanga a manifesté publiquement son soutien à l'AFC/M23 le 16 juillet 2025. Toutefois, au moment de la rédaction du présent rapport, aucune coopération officielle avec le groupe n'avait été signalée (voir S/2024/969, par. 83 et 87)²¹³.

183. Parmi les dirigeants de la CRP/FRP figuraient d'anciens chefs de guerre, des personnalités politiques et des responsables locaux de l'Ituri. La plupart vivaient en exil en Ouganda, où certains s'étaient fait enregistrer comme réfugiés. Les FRP étaient dirigées par Lobho Gokpa Justin, ancien colonel des FARDC (voir S/2025/446, par. 130). Une vague récente de défections au sein de l'équipe dirigeante a fragilisé la cohésion interne de la CRP/FRP et la base sur laquelle elle s'appuyait (voir annexe 52)²¹⁴.

184. En novembre 2025, l'effectif de la CRP/FRP était estimé à environ 300 combattants. Au moment de la rédaction du présent rapport, il était passé à 1 000 combattants. La CRP/FRP recrutait au sein de la communauté du « G5 » (voir S/2024/969, par. 83 à 87), mais la majorité des combattants provenaient de la communauté Hema, certains étant d'anciens éléments du groupe Zaïre (voir par. 180)²¹⁵. Le groupe recrutait également dans les camps de personnes déplacées en Ituri et de personnes réfugiées en Ouganda. À partir de janvier 2026, Innocent Kaina (Cdi.004), qui est visé par des sanctions, a collaboré avec la CRP/FRP et recruté des personnes dans des camps de réfugiés en Ouganda, notamment des ex-combattants du M23²¹⁶.

185. La CRP/FRP n'est pas parvenue jusqu'ici à rallier un large soutien auprès des autres groupes armés et des communautés de l'Ituri (voir S/2025/446, par. 130 à 133). Le chef d'état-major des FRP a tenté de recruter des jeunes Lendu, mais sans grand succès²¹⁷.

Bases et arsenal

186. Jusqu'à la fin d'octobre 2025, la CRP/FRP est restée largement confinée aux rives du lac Albert, près de Nyamamba. Par la suite, elle a établi trois camps principaux sur le territoire de Djugu, son quartier général se trouvant actuellement à Bule, la ville natale de M. Lubanga²¹⁸.

187. La CRP/FRP a eu recours à des réseaux de trafiquants régionaux opérant entre la République démocratique du Congo, l'Ouganda, le Rwanda et le Soudan du Sud

²¹² Sources : FARDC, services de renseignement, ex-combattants, société civile et chercheurs.

²¹³ Ibid.

²¹⁴ Sources : services de renseignement, ex-combattants, société civile et chercheurs.

²¹⁵ Ibid.

²¹⁶ Sources : services de renseignement, FARDC, combattants du groupe Zaïre et société civile.

²¹⁷ Sources : ex-combattants de la CRP, services de renseignement, société civile et chercheurs.

²¹⁸ Ibid.

pour se procurer des armes et des munitions (voir [S/2024/432](#), par. 150 et 151). Elle a également confisqué ou détourné des stocks appartenant aux FARDC (voir [S/2023/431](#), par. 104 à 112)²¹⁹.

188. Des témoignages concordants ont fait état de transferts de matériel de guerre à la CRP par des éléments des UPDF. Au début de décembre 2025, des éléments des UPDF ont livré du matériel à la CRP à Kasenyi, à Chomia, à Bule, à Jaiba et à Fataki alors que les combats entre la CRP et les FARDC reprenaient²²⁰.

Opérations

189. Depuis août 2025, la CRP/FRP multiplie les attaques contre les FARDC le long du lac Albert dans le but de prendre le contrôle de zones stratégiques du territoire de Djugu. Les FARDC ont riposté au moyen d'armes lourdes et de frappes aériennes. Les combats ont fait des victimes, y compris parmi les civils. Depuis décembre 2025, les affrontements entre la CRP/FRP et les FARDC à Bule et dans les environs ont entraîné des déplacements massifs de population et donné lieu à des attaques contre des civils, ce qui a aggravé la situation de sécurité²²¹.

190. La CRP/FRP a mis en place un système de taxation à la fois volontaire et coercitif afin de mobiliser des ressources à l'appui de ses efforts de guerre (voir annexe 53).

B. Déploiement des Forces de défense populaires de l'Ouganda à Djugu et à Mahagi

191. Les UPDF ont continué de renforcer leurs effectifs dans les territoires de Mahagi et de Djugu et y ont déployé du matériel, souvent sans coordination avec les autorités congolaises et sans autorisation de leur part. À ce jour, entre 8 500 et 10 000 membres des UPDF ont été déployés en République démocratique du Congo, un chiffre supérieur aux 4 000 (2 500 dans le territoire de Beni et 1 500 en Ituri) convenus de manière bilatérale (voir [S/2025/446](#), par. 134 à 140)²²². Au début de mars 2026, les autorités provinciales ont interdit aux troupes et au matériel des UPDF d'entrer en Ituri sans notification et inspection préalables (voir annexe 54).

192. Les UPDF n'ont pas pris part aux opérations des FARDC contre la CRP/FRP, ce qui a renforcé les accusations de partialité et suscité des interrogations quant au motif et à la pertinence du déploiement des UPDF à Djugu et à Mahagi (voir [S/2025/446](#), par. 134 à 140). Les combattants de la CRP/FRP ont souvent cherché refuge dans les camps des UPDF, ce qui a donné lieu à des affrontements entre ces dernières et les FARDC. Les UPDF ont évacué par avion des combattants blessés de la CRP vers Kampala afin qu'ils reçoivent des soins à l'hôpital Lubaga²²³.

²¹⁹ Ibid.

²²⁰ Ibid.

²²¹ Ibid.

²²² Ibid.

²²³ Sources : autorités militaires, services de renseignement, éléments de la CRP et société civile.

VI. Exploitation des ressources naturelles

A. Ituri

Mesures visant à limiter le contrôle des groupes armés sur l'exploitation aurifère

193. Les FARDC ont rétabli l'autorité de l'État sur les zones aurifères de Mabanga, de Nizi et d'Iga-Barrière grâce aux opérations lancées à la mi-août 2025 (ibid., par. 164)²²⁴. Le 29 août 2025, le Gouverneur de l'Ituri a suspendu l'exploitation semi-mécanisée dans certaines zones des territoires d'Irumu et de Djugu afin de priver le groupe Zaïre et la CRP/FRP de leurs sources de revenus (voir annexe 55).

194. Les exploitants de mines d'or se sont plaints de l'application inégale de la mesure susmentionnée. En effet, les activités ont été suspendues dans les zones historiquement associées au groupe Zaïre, tandis qu'elles ont été maintenues dans les sites sous l'influence de la CODECO-URDPC, tels que Lodjo, Mongbwalu et Kobu²²⁵. Les exploitants et les acteurs de la société civile ont affirmé que cette disparité reflétait une nouvelle dynamique de collaboration entre la CODECO-URDPC et les autorités provinciales faisant suite à l'émergence d'un adversaire commun, la CRP/FRP.

195. Comme suite à la visite effectuée par le Ministre des mines à Bunia en octobre 2025, les autorités provinciales ont autorisé la reprise progressive des activités semi-mécanisées, au cas par cas, sous réserve du paiement des taxes en souffrance et de l'engagement écrit de cesser tout versement aux groupes armés (voir annexe 56). En mars 2026, quatre coopératives avaient été autorisées à reprendre leurs activités dans la région de Mabanga-Nizi²²⁶.

Poursuite de l'ingérence d'acteurs armés dans le secteur aurifère de Djugu

196. L'ingérence des groupes armés et la perception de taxes dans le secteur minier de Djugu se sont poursuivies malgré les récents succès des FARDC, qui ont repris le contrôle de certaines zones (voir par. 193).

197. La CODECO-URDPC a continué d'extorquer chaque mois des milliers de dollars aux exploitations minières semi-mécanisées²²⁷. Elle a imposé des taxes aux creuseurs et mis en place des réseaux de racket, offrant des services de sécurité privés aux mines et s'immisçant dans les litiges commerciaux entre creuseurs. De telles pratiques ont été observées sur les principaux sites d'exploitation aurifère de Mongbwalu (Camp Blanquette, Makala et Senzere) ainsi que sur les sites de Kobu, de Bambu et de Licei (voir annexe 57) (voir [S/2025/446](#), par. 160 à 163).

198. Autour de Mabanga, les creuseurs artisanaux ont continué de verser des contributions financières au groupe Zaïre (ibid., par. 164 et 165), puis à la CRP/FRP (voir par. 180)²²⁸. Les acteurs économiques, notamment ceux du secteur minier semi-mécanisé, ont également continué de verser des contributions volontaires ou obligatoires à la CRP/FRP (voir par. 190)²²⁹.

²²⁴ Sources : autorités provinciales, ONU, société civile et chercheurs.

²²⁵ Sources : ONU, société civile et acteurs du secteur minier.

²²⁶ UMOJA, COMISARA, COMICO et Kerove. Source : services miniers provinciaux.

²²⁷ Ibid.

²²⁸ Ibid.

²²⁹ Sources : membres de groupes armés, services de renseignement militaire et société civile.

Augmentation sans précédent de la production d'or semi-mécanisée dans le territoire de Djugu

199. Malgré les engagements pris par les exploitations semi-mécanisées de régulariser leurs activités et de verser des taxes à l'État, la majeure partie de la production a continué de ne pas être déclarée et d'être exportée en contrebande.

200. Au cours de la période considérée, deux grands sites d'exploitation alluviale semi-mécanisée étaient en activité sur le territoire de Djugu. Une combinaison de données empiriques et d'analyses géospatiales a permis de parvenir à une estimation prudente et fondée sur des données factuelles de la production d'or alluvionnaire de ces exploitations, comme indiqué ci-dessous.

201. Le premier site se trouvait au bord de la rivière Shari, entre Mabanga et Nizi²³⁰. Les estimations minimums pour la période allant de mars 2024 à mars 2026 se situaient entre trois et huit tonnes d'or, soit une valeur comprise entre 300 et 800 millions de dollars environ aux prix moyens du marché de 2025. Les images satellites ont révélé une hausse de l'activité minière d'environ 50 % en 2025, ce qui laisse supposer que la majeure partie de la production du site a été réalisée cette année-là (voir annexe 58).

202. Le deuxième site d'exploitation alluviale était situé à environ 25 kilomètres au nord-ouest de Mongbwalu, le long des affluents de l'Ituri, près de Yedi. Depuis le début de 2025, une superficie d'environ 12,5 km² a été visiblement perturbée par l'exploitation minière. Même en se basant sur des hypothèses très prudentes, la production cumulée d'or depuis le début de 2025 aurait dépassé les deux tonnes (voir annexe 59).

203. Par ailleurs, on a constaté une hausse de l'activité minière semi-mécanisée le long de la rivière Ituri et dans la collectivité de Banyali-Kilo. En 2025, le nombre de camps d'exploitation semi-mécanisée en activité dans le territoire de Djugu a doublé par rapport à l'année précédente, passant de 55 à 104. Une relative amélioration des conditions de sécurité à Banyali-Kilo a permis à huit exploitations de démarrer leur production au cours de la période considérée (voir annexe 60).

204. En dépit de ce qui précède, les quantités d'or officiellement exportées depuis l'Ituri en 2025 ne représentaient que 559 kg²³¹. Sur ce total, 226 kg provenaient d'opérations semi-mécanisées à Mambasa, tandis que 292 kg avaient été exportés par DRC Gold Trading, qui a nié s'être approvisionné en or auprès des coopératives de Djugu²³².

205. L'essor de l'exploitation minière semi-mécanisée a coïncidé avec une augmentation de 14 tonnes des exportations d'or ougandaises en 2025. Sur la base d'estimations de production plus élevées – quoique toujours solidement étayées – pour l'Ituri, une hausse comprise entre 10 et 20 tonnes peut raisonnablement être attendue. Compte tenu des schémas largement documentés de contrebande structurelle d'or de l'Ituri vers l'Ouganda (voir S/2025/446, par. 166 à 168), cette corrélation mérite un examen approfondi. On trouvera une analyse des origines déclarées des exportations d'or ougandaises au paragraphe 212.

²³⁰ Ce site était situé dans la zone visée par l'interdiction d'exploitation imposée par le Gouverneur (voir par. 193).

²³¹ Statistiques des services miniers provinciaux conservées dans les archives du Secrétariat.

²³² Sources : représentants de DRC Gold Trading.

Lixiviation de l'or au cyanure

206. En Ituri, le secteur de la lixiviation au cyanure des résidus issus de l'extraction artisanale de l'or a connu une expansion rapide à partir de la fin de 2022²³³. L'exploitation artisanale, qui recourait souvent à l'amalgamation au mercure, ne permettait généralement de récupérer que 30 à 50 % de la teneur totale en or, laissant des résidus contenant encore d'importantes quantités d'or pouvant être extraites par lixiviation. L'utilisation du cyanure est associée à des risques graves pour l'environnement et la santé et est interdite par la loi congolaise (voir annexe 61).

207. Dans le territoire de Djugu, les deux plus grandes installations de traitement au cyanure se trouvaient au sud d'Iga-Barrière²³⁴. Au total, ces sites abritaient 388 bassins de lixiviation d'un diamètre compris entre quatre et sept mètres (voir annexe 62). Le Groupe d'experts estime que ces deux installations ont produit entre une et deux tonnes d'or entre la mi-2023 et janvier 2026. La production actuelle est estimée à environ 30 à 70 kg d'or par mois. Ces opérations constituent donc une source importante et continue de production d'or. Des informations détaillées sur la méthodologie utilisée ainsi que sur sa validation et ses limites figurent à l'annexe 63.

208. Le principal opérateur à l'origine des activités de lixiviation était la Société coopérative des exploitants de déchets d'exploitation artisanale (SOCOOMEDEA). Agréée par arrêté ministériel, celle-ci n'était autorisée à mener que des activités artisanales. Or, la lixiviation au cyanure dans le cadre de l'extraction artisanale est interdite par la loi. Parmi les autres exploitants pratiquant illégalement la lixiviation au cyanure figuraient des membres de la coopérative Umoja (voir [S/2025/446](#), par. 164)²³⁵.

209. Les opérations de lixiviation au cyanure se sont rapidement développées sur l'ensemble du territoire de Djugu. À Mabanga, une centaine de cuves ont récemment été construites, pour une capacité de production totale comprise entre 20 et 50 kg par mois (voir annexe 64). Des installations similaires, quoique plus rudimentaires, ont été observées aux alentours de Kilo, de Mongbwalu et de Pluto (voir annexe 65).

210. Plusieurs installations étaient situées dans des zones contrôlées par la CODECO-URDPC, le groupe Zaïre et la CRP/FRP, ou s'approvisionnaient en résidus miniers dans ces zones, ce qui exposait les exploitants à des actes d'extorsion et générait des revenus pour ces groupes. Samuel « Kadogo », commandant de la CODECO-URDPC, possédait quatre cuves de lixiviation au cyanure sur le site de Liberia, dans la collectivité de Banyali-Kilo²³⁶. Après l'expulsion du groupe Zaïre des environs de Mabanga, d'Iga-Barrière et de Nizi en août 2025, le contrôle qu'il exerçait sur ces opérations s'est affaibli²³⁷.

211. La majeure partie de l'or obtenu par lixiviation au cyanure était exporté clandestinement. La capacité de production liée à la lixiviation n'apparaissait pas dans les statistiques officielles de la province relatives à la production et aux exportations²³⁸.

Hausse des exportations d'or ougandaises

212. En 2025, les exportations d'or ougandaises ont atteint environ 62 tonnes, pour une valeur de 6,4 milliards de dollars, soit un niveau record pour la troisième année consécutive. Il s'agit là d'une augmentation d'environ 30 % en volume par rapport à

²³³ Sources : société civile, services miniers, acteurs du secteur minier et imagerie satellite.

²³⁴ Ibid.

²³⁵ Ibid.

²³⁶ Source : services miniers provinciaux.

²³⁷ Sources : acteurs de la société civile et services miniers.

²³⁸ Sources : statistiques minières provinciales, services miniers et société civile. Voir annexe 66.

2024. L'analyse des données commerciales déclarées a révélé d'importantes incohérences entre les pays d'origine déclarés et la production nationale estimée (voir annexe 66). Compte tenu de l'augmentation concomitante de la production semi-mécanisée d'or sur le territoire de Djugu (voir par. 199 à 205) et des schémas documentés de contrebande structurelle d'or congolais vers l'Ouganda (voir [S/2025/446](#), par. 166 à 168), le Groupe d'experts estime que cette hausse est largement attribuable à l'or provenant de la République démocratique du Congo.

B. Nord-Kivu

Rubaya

213. Afin de vérifier les allégations faisant état d'une intensification de l'activité minière autour de Rubaya, zone contrôlée par l'AFC/M23 depuis le 30 avril 2024 (voir [S/2024/969](#), par. 56), le Groupe d'experts a procédé à une modélisation tridimensionnelle des principaux sites miniers à partir d'images satellites haute résolution datant de mars 2026 (voir annexe 67). La comparaison avec les niveaux d'activité observés un an plus tôt a révélé une augmentation substantielle. D'après ces évaluations, les niveaux de production dépassent les estimations pour 2024, qui s'établissaient à environ 120 tonnes par mois (voir [S/2024/969](#), par. 64).

214. L'AFC/M23 a continué d'imposer des taxes à tous les acteurs des chaînes de production et d'approvisionnement. Les recettes les plus importantes ont été générées par une taxe prélevée à l'étape de la commercialisation, qui s'élevait à 4 dollars par kilo de coltan et à 2 dollars par kilo de cassitérite²³⁹. Le contrôle étroit exercé par l'AFC/M23 sur l'extraction et le transport lui a permis de percevoir des taxes sur la majeure partie de la production (voir annexe 68).

215. De grandes quantités de minerais provenant de Rubaya et d'autres sites miniers du territoire de Masisi ont continué d'être acheminées clandestinement vers le Rwanda (voir [S/2024/969](#), par. 61 à 65, et [S/2025/446](#), par. 109 à 121). Les commissionnaires et les exportateurs basés à Kigali achetaient les minerais directement auprès des négociants locaux et organisaient leur transport. Parmi les principaux négociants figurait Bazimazika Kabano Bazinga, également chargé par l'AFC/M23 de coordonner les activités d'exploitation minière artisanale à Rubaya²⁴⁰.

216. Le transport des minerais de Rubaya à Kigali s'effectuait selon un système strictement contrôlé, reposant exclusivement sur des transporteurs agréés par l'AFC/M23, ce qui incitait ces prestataires à respecter les procédures établies. Les cargaisons en provenance des territoires de Masisi et de Kalehe étaient inspectées à un point de contrôle situé à Mubambiro, près de Goma, afin de prévenir la contrebande. Patrice Biraira supervisait la coordination de ces services de transport²⁴¹.

217. L'AFC/M23 émettait des factures de taxe au kilo à Rubaya et à Mubambiro, lesquelles étaient réglées après la livraison au Rwanda. Une fois les cargaisons livrées, le transporteur s'acquittait des taxes dues en déposant les montants correspondants sur un compte de l'Equity Bank au nom de Patient Haba, coordonnateur financier provincial de l'AFC/M23 (voir annexe 69 et [S/2025/446](#), annexe 16).

218. Depuis 2025, plusieurs entreprises exportatrices nouvellement créées et basées à Kigali ont procédé à l'achat de quantités importantes de coltan à Rubaya. La société Rani Mining Ltd., par l'intermédiaire de son agent principal Gilbert Kabano, a acheté

²³⁹ Sources : chercheurs, société civile et négociants.

²⁴⁰ Sources : négociants et société civile.

²⁴¹ Ibid.

plusieurs cargaisons jusqu'en mars 2026²⁴². Les documents douaniers de l'entreprise montraient un volume d'exportation supérieur à 84 tonnes²⁴³. Une autre société de création récente, 3U Mining Supporters Ltd, a également acheté du coltan à Rubaya au cours de la même période²⁴⁴.

219. Des enregistrements audio et des preuves documentaires, dont l'authenticité a été confirmée, ont permis d'établir que la société Philbert Trading Minerals Ltd. avait acheté du coltan à Rubaya au moins jusqu'en novembre 2025²⁴⁵, date à laquelle l'Initiative internationale de la chaîne d'approvisionnement en étain l'avait radiée de son programme²⁴⁶. Le propriétaire unique de l'entreprise, Viateur Sibomana, avait déjà été soupçonné, en 2011, de ne pas avoir respecté les règles de diligence raisonnable²⁴⁷.

220. La société Kanzamin Limited, autre exportateur basé à Kigali, a acheté et expédié de l'étain, du tantale et du tungstène depuis Masisi au cours de la période considérée²⁴⁸. La société était détenue, au moins en partie, par Dany Nzaramba²⁴⁹, impliqué dans des activités de contrebande d'étain, de tantale et de tungstène en provenance de la République démocratique du Congo en 2012 (voir S/2012/843, par. 175)²⁵⁰. Les documents douaniers indiquent que Kanzamin Limited a exporté au moins 70 tonnes de coltan en 2025²⁵¹.

221. Les éléments susmentionnés montrent que la production minière de Rubaya a augmenté au cours de la période considérée et que les chaînes d'approvisionnement, étroitement contrôlées par l'AFC/M23, ont été intégrées au marché rwandais de l'étain, du tantale et du tungstène.

Croissance des exportations rwandaises en 2025 et flux illicites d'étain, de tantale et de tungstène

222. La production d'étain, de tantale et de tungstène s'est poursuivie dans les principales zones du Nord-Kivu et du Sud-Kivu contrôlées par l'AFC/M23, et des volumes importants ont été détournés vers le Rwanda (voir par. 215 à 220 et S/2025/446, par. 109 à 121)²⁵².

223. La hausse des exportations rwandaises de cassitérite et de coltan coïncidait, tant sur le plan chronologique que quantitatif, avec l'intensification de la contrebande vers le Rwanda en provenance de zones contrôlées par l'AFC/M23. Les exportations de cassitérite du pays ont augmenté de 58 % en 2025, passant de 4 859 à 7 700 tonnes²⁵³. Ces chiffres étaient légèrement supérieurs à la production officielle de cassitérite enregistrée au Sud-Kivu en 2024²⁵⁴. De plus, cette augmentation a coïncidé avec l'arrêt des exportations officielles de l'État à partir de Bukavu en février 2025, comme suite à la prise de contrôle de la zone par l'AFC/M23. Les exportations rwandaises

²⁴² Les factures et les résultats d'analyse relatifs aux cargaisons en provenance de Rubaya, ainsi que les enregistrements audio et les témoignages connexes, sont conservés dans les archives du Secrétariat.

²⁴³ Documents conservés dans les archives du Secrétariat.

²⁴⁴ Informations issues de documents et d'enregistrements audio confidentiels conservés dans les archives du Secrétariat.

²⁴⁵ Ibid.

²⁴⁶ Initiative internationale de la chaîne d'approvisionnement en étain.

²⁴⁷ Ibid.

²⁴⁸ Sources : négociants et société civile.

²⁴⁹ Sources : chercheurs et acteurs du secteur.

²⁵⁰ Documents confidentiels de la société conservés dans les archives du Secrétariat.

²⁵¹ Documents conservés dans les archives du Secrétariat.

²⁵² Sources : société civile, acteurs du secteur minier et chercheurs.

²⁵³ Voir https://www.bnr.rw/documents/Monthly_Exports_1tRIAvE.xlsx.

²⁵⁴ Statistiques des autorités minières provinciales conservées dans les archives du Secrétariat.

de coltan ont également affiché une tendance à la hausse, bien que moins prononcée (voir annexe 70).

224. Le plus grand exploitant de cassitérite du Rwanda et la seule raffinerie d'étain du pays, qui s'approvisionnaient principalement auprès de 17 sites miniers, étaient responsables, à eux deux, d'environ 60 % des exportations de cassitérite en 2024. Aucune de ces deux entités n'a signalé d'augmentation notable de ses volumes d'exportation en 2025²⁵⁵. Cela signifie que, pour attribuer la forte augmentation des exportations de cassitérite exclusivement à la production nationale, celle des autres producteurs rwandais, qui opèrent à plus petite échelle, aurait dû tripler. Or, aucun événement notable susceptible d'expliquer une telle augmentation n'a été signalé dans le secteur de la cassitérite au Rwanda.

225. Le 2 avril 2026, le Groupe d'experts a adressé une demande d'éclaircissement au Gouvernement rwandais au sujet de l'augmentation des exportations de cassitérite et de coltan et est en attente de sa réponse.

VII. Droit de réponse

226. Dans son rapport final de 2025, le Groupe d'experts a indiqué qu'« Edmond Kasereka dét[enait] des parts dans la banque de microfinance T.I.D. » (voir [S/2025/446](#), par. 167). T.I.D. et M. Kasereka ont demandé à exercer leur droit de réponse. Le Groupe d'experts examine actuellement la question et y reviendra dans un rapport ultérieur.

VIII. Recommandations

227. Le Groupe d'experts fait les recommandations suivantes :

Au Conseil de sécurité :

a) Lors du renouvellement du mandat du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1533 \(2004\)](#), envisager d'y inclure des dispositions dans lesquelles le Conseil :

i) Demande aux États Membres d'informer au préalable le Comité en cas de fourniture, de vente ou de transfert d'armes et de matériel connexe au Gouvernement rwandais jusqu'à ce que les dispositions de la résolution [2773 \(2025\)](#) du Conseil soient pleinement respectées (voir par. 68, 71 à 78, 80, 83, 85 et 95 à 101) ;

ii) Encourage les États Membres à exercer une diligence accrue, notamment en assurant la vérification des utilisateurs finaux et le suivi après expédition, lors du transfert de technologies de pointe, qu'elles soient militaires ou à double usage, à des parties belligérantes qui enfreignent l'embargo sur les armes, et à informer le Comité, le cas échéant, des mesures prises à cet égard (voir par. 76, 153 à 160 et 166 à 170) ;

iii) Demande à la RDF et aux FARDC de mettre fin à toute coopération avec des groupes armés non étatiques ainsi qu'à toute forme de soutien à ces groupes, en particulier au M23 (CDe.006) et aux FDLR (CDe.005), entités visées par des sanctions, conformément à la résolution [2773 \(2025\)](#) (voir par. 7, 39, 44, 48, 95 à 100 et 131) ;

²⁵⁵ Communications conservées dans les archives du Secrétariat.

Au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) :

b) Rappeler aux États Membres qu'ils doivent veiller à ce que les acteurs non étatiques ou auxiliaires auxquels sont déléguées des fonctions militaires ou liées à l'application des lois respectent les dispositions applicables du droit international humanitaire et du droit international des droits humains (voir par. 7, 8, 48, 83, 102, 114, 139, 140, 143, 144, 161 et 162) ;

c) Demander à la République démocratique du Congo, au Rwanda et à l'Ouganda des éclaircissements sur les mesures prises pour renforcer la transparence et la traçabilité dans le commerce de l'or, notamment les efforts visant à remédier aux incohérences entre les exportations, les importations et la capacité de production nationale déclarées, ainsi qu'entre l'origine déclarée et les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, conformément au paragraphe 16 de la résolution 2773 (2025) (voir par. 199, 211, 212 et 223) ;

d) Demander au secrétariat de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs de rendre compte de la mise en œuvre et de l'efficacité du Mécanisme régional de certification et des outils connexes (voir par. 199, 211, 212 et 223).

List of Annexes

1. **Annex 1 (para. 5)** – Investigative methodology, particularly in contexts of insecurity and access denial
2. **Annex 2 (para. 7)** – Overview of UN-verified Human Rights Violations and Abuses in DRC in 2025 and 2026
3. **Annex 3 (para. 9)** – Security Incidents Affecting Humanitarian Workers
4. **Annex 4 (para. 11)** – Conflict Related Sexual Violence in DRC
5. **Annex 5 (para. 11)** – Obstruction by AFC/M23 of Access to and Distribution of Humanitarian Assistance to Victims of Sexual Violence in North Kivu
6. **Annex 6 (para. 14)** – ADF/ISCAP as one of the most lethal affiliates of the Islamic State / Da'esh worldwide
7. **Annex 7 (para. 14)** – ADF camps - structure, function and locations
8. **Annex 8 (para. 18)** – Additional information on ADF recruitment
9. **Annex 9 (para. 20)** – ADF attacks since June 2025
10. **Annex 10 (para. 24)** – Further information on ADF modus operandi
11. **Annex 11 (para. 28)** – Provincial Peace Forum on ADF held in Beni from 23 to 25 February 2026
12. **Annex 12 (para. 34)** – Da'esh-disseminated ADF propaganda
13. **Annex 13 (para. 37)** – Taxation and ADF-issued tokens (“jeton”)
14. **Annex 14 (para. 37)** – Video footage of Bonge La Chuma promoting adherence to ADF taxation system
15. **Annex 15 (para. 38)** – Kidnapping for ransom by ADF
16. **Annex 16 (para. 39)** – Update on peace initiatives related to the AFC/M23 crisis
17. **Annex 17 (para. 42)** – The United States Treasury sanctioned RDF and Rwandan Officials, condemning blatant violations of Washington Peace Accords
18. **Annex 18 (para. 45)** – Commitments made by the Governments of DRC and Rwanda during 17-18 March 2026 meeting in Washington DC
19. **Annex 19 (para. 50)** – Paul Kagame interview published in Jeune Afrique
20. **Annex 20 (para. 52)** – Doha talks in Montreux, Switzerland, 13-17 April 2026
21. **Annex 21 (para. 54)** – Statements by AFC/M23 leaders proposing federalism
22. **Annex 22 (para. 60)** – Moise Nyarugabo, key member of Joseph Kabila’s inner circle signing the communique of Sauvons la RDC
23. **Annex 23 (para. 61)** – Tensions affecting AFC/M23 leadership
24. **Annex 24 (para. 77)** – Announcements of withdrawal from Uvira
25. **Annex 25 (para. 78)** – AFC/M23 and RDF coordinated redeployments and operations in South Kivu after withdrawal from Uvira
26. **Annex 26 (para. 79)** – Résistance pour un État de droit au Burundi (RED-Tabara) and Forces Nationales de Libération (FNL) fighting alongside AFC/M23
27. **Annex 27 (para. 90)** – Additional information on the AFC/M23 governance structure
28. **Annex 28 (para. 91)** – Official records of AFC/M23 codified list of taxes applicable in areas under its control
29. **Annex 29 (para. 92)** – AFC/M23 Finance department letter issued to a private company in Goma for the collection of taxes
30. **Annex 30 (para. 92)** – Examples of AFC/M23 issued receipts for taxes and fees
31. **Annex 31 (para. 93)** – AFC/M23 took control of the national electricity (SNEL) water utility (REGIDESO) companies in territories under its control.
32. **Annex 32 (para. 93)** – AFC/M23-linked Imperial Assur Insurance company
33. **Annex 33 (para. 94)** – AFC/M23 - Financial intermediation and emergence of parallel banking channels
34. **Annex 34 (para. 105)** – Documents relating to the attempt to establish a « Coalition nationale des Volontaires pour la Défense de la Patrie » in December 2025
35. **Annex 35 (para. 109)** – Wazalendo armed groups and “generals” active in southern South Kivu in early December 2025
36. **Annex 36 (para. 120)** – Food rations and other support provided to Wazalendo groups in South Kivu
37. **Annex 37 (para. 124)** – CNPSC – Structured taxation system and sectoral revenue framework
38. **Annex 38 (para. 125)** – CNPSC – documents evidencing the exercise of quasi-judicial authority

39. **Annex 39 (para. 132)** – Letter from Victor Byiringiro the FDLR “President” addressed to the U.S. President, and FDLR manifest received in April 2026
40. **Annex 40 (para. 134)** – FARDC telegrams prohibiting FARDC collaboration with the FDLR and with VDP/Wazalendo groups linked to it
41. **Annex 41 (para. 146)** – Establishment of paramilitary “Mining Guard”
42. **Annex 42 (para. 150)** – Deployment of Salvadoran PMCs in the Democratic Republic of the Congo
43. **Annex 43 (para. 155)** – Electronic equipment seized in Masisi Territory
44. **Annex 44 (para. 156)** – Electronic equipment seized on 12–13 August 2025 in Mulamba, Walungu Territory, South Kivu Province
45. **Annex 45 (para. 157)** – Tadiran RT-7106 (PRC-710) Radio seized In March 2025 by Congolese security forces
46. **Annex 46 (para. 159)** – Kenya Airways incident with Jamming/Interference and Flight Management System Control Display Unit (FMS CDU)
47. **Annex 47 (para. 159)** – Official request for assistance to investigate the safety of international civil aviation, and the response of the ICAO
48. **Annex 48 (para. 159)** – Cross-Border GNSS Drift: False Geolocation Between Bujumbura and Uvira
49. **Annex 49 (para. 160)** – Indicative GNSS Interference Affecting KLM Flight KL537 in Eastern DRC
50. **Annex 50 (paras. 166-169)** – Drone attacks on Kisangani airport and technical analysis
51. **Annex 51 (para. 171)** – Drone strike on Goma on 11 March 2026
52. **Annex 52 (para. 183)** – Resignation letter from CRP/FRP members
53. **Annex 53 (para. 190)** – Additional information on CRP/FRP’s resource mobilisation
54. **Annex 54 (para. 191)** – Interdiction on UPDF movements into Ituri without prior notification and approval
55. **Annex 55 (para. 193)** – Suspension order semi-mechanized mining in parts of Djugu and Irumu territories
56. **Annex 56 (para. 195)** – Conditioned resumption of mining activities in parts of Djugu and Irumu territories
57. **Annex 57 (para. 197)** – CODECO-URDPC intervening in favor of artisanal miner in Senzere mining site, Banyali-Kilo
58. **Annex 58 (para. 201)** – Estimates of semi-mechanized gold production along the Shari river, Djugu territory
59. **Annex 59 (para. 202)** – Alluvial Mining around Yedi, Djugu
60. **Annex 60 (para. 203)** – Analysis of active semi-mechanized mining camps in Djugu territory
61. **Annex 61 (para. 206)** – Regulatory framework governing the use of cyanide in mining operations in the DR Congo
62. **Annex 62 (para. 207)** – Satellite imagery of cyanide leaching operations near Iga Barrière
63. **Annex 63 (para. 207)** – A forensic production assessment of cyanide leaching operations
64. **Annex 64 (para. 209)** – Cyanide leaching installations at Mabanga
65. **Annex 65 (para. 209)** – Cyanide leaching installations in Mongbwalu (Sayo – Nzebi area) and Pluto
66. **Annex 66 (para. 212)** – Analysis of 2025 Ugandan gold exports and imports
67. **Annex 67 (para. 213)** – Continued high production levels in Rubaya’s coltan mines – satellite assessment
68. **Annex 68 (para. 214)** – AFC/M23 Mining-related taxes in Masisi and Kalehe territories – receipts and documentary evidence
69. **Annex 69 (para. 217)** – Bank receipts for deposits of AFC/M23's mineral "evacuation" tax
70. **Annex 70 (para. 223)** – Rwandan coltan and cassiterite export statistics

Annex 1 (para. 5)**Investigative methodology, particularly in contexts of insecurity and access denial****Méthodologie d'enquête, particulièrement dans des contextes d'insécurité et de refus d'accès**

The Group has operated in complex and often volatile environments, covering extensive areas of eastern Democratic Republic of the Congo in the course of its investigations. Access to remote or sensitive locations has frequently been constrained by logistical challenges, insecurity, or restrictions imposed by armed groups or official authorities. While such constraints have posed operational challenges, they have not prevented the Group from fulfilling its mandate since its establishment in 2004.

The absence of physical access to areas under the control of AFC/M23 constrained the Group's ability to verify certain specific incidents using standard investigative methods, including the examination of material evidence and on-site observations. Nevertheless, the Group was able to pursue its investigations by applying established methodologies tailored to non-permissive environments.

To mitigate such constraints, the Group has been applying established methodological practices consistent with United Nations sanctions monitoring and reporting in contexts where direct field access is restricted due to insecurity or denial of access by armed groups. In particular, the Group adopted a triangulation-based methodology²⁵⁶ relying on a combination of the following sources and techniques:

- Authenticated documents, photographs, and audio/video recordings.
- In-person interviews with individuals displaced from Goma or other relevant locations after having witnessed the events under investigation.
- Interviews with captured/detained or defected AFC/M23 and RDF elements.
- Remote interviews with victims, witnesses, members of armed groups, including AFC/M23, members of state armed forces, including RDF, trusted key informants, using secure communication platforms and only after rigorous identity verifications when the source was not previously met in person.
- Privileged reliance on primary witnesses and those directly involved or implicated participants in alleged circumstances.
- Triangulation of information across multiple, independent, and credible sources to corroborate facts and assess the reliability of testimony.
- Reliance on trusted and rigorously vetted intermediaries who have worked with the Group in the past.
- Cross-verification of testimonies from multiple independent sources.
- Analysis of satellite imagery, open-source information, and verified multimedia content.
- Use of imagery and third-party verified visual evidence to confirm the presence of military activity, destruction of infrastructure, or civilian impact.
- Confidential inputs from protection actors, researchers, and UN entities operating in adjacent or accessible areas.

²⁵⁶ [S/2006/997](#), pages 17-32.

- Documentation by UN agencies, NGOs, and other verified humanitarian or protection actors, including incident reports.
- Remote data collection, open-source intelligence, and secondary sources.
- Photographs of injuries suffered by victims of atrocities.
- Authentication of origin for all documentary evidence used.
- Credible media and civil society reporting.
- Studies or contemporaneous reports obtained from UN and other credible sources.
- Statements by the alleged sanctions violators.
- Statements published through official government channels or verified social media accounts.
- Verification of circumstantial evidence based on previously documented patterns.
- Analysis of systemic issues based on previously observed behaviors and documented practices.
- Systematic search for extenuating or exculpatory information.
- Conversations conducted in the presence of at least two experts taking notes and verifying relevant documents, photographs, or videos that confirm or contradict key allegations, independently of each other.

Given these limitations on direct documentation in certain geographical areas, the Group prioritized the verification of incidents for which corroboration could be obtained through multiple, independent, and credible sources. Consequently, the Group's findings in this context focused on substantiated patterns and trends of violations, exemplified through verified individual cases. While maintaining a high evidentiary threshold for the confirmation of specific incidents, the Group's inability to access key locations likely resulted in the underreporting of the full extent and severity of violations committed during the reporting period.

The methodology applied is consistent with international standards for documentation of grave violations in armed conflict settings, including guidance from OHCHR,²⁵⁷ the UN Office of Legal Affairs, and relevant jurisprudence from international accountability mechanisms.

²⁵⁷ OHCHR – Commissions of Inquiry and Fact-Finding Missions on International Human Rights and Humanitarian Law, Guidance and Practice, 2015.

Annex 2 (para. 7)**Overview of UN-verified Human Rights Violations and Abuses in DRC in 2025 and 2026****Aperçu des violations des droits de l'homme et des exactions constatées par l'ONU en RDC en 2025 et 2026***1. Main Types of Human Rights Violations and Abuses from January to December 2025*

From 1 January 2025 to 31 December 2025, the UN verified a total of 6,185 violations and abuses across the DRC. The main types of violations and abuses are depicted below:

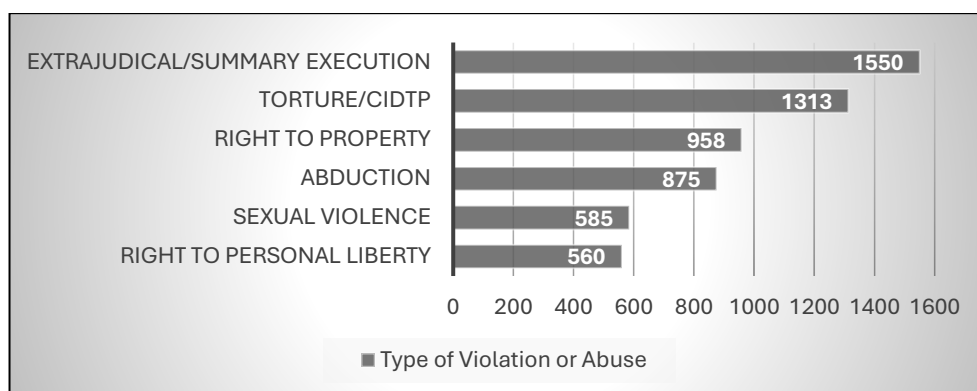


Chart prepared using data provided by UN source.

2. Main Types of Human Rights Violations and Abuses from January through March 2026

From 1 January 2026 to 31 March 2026, the UN verified a total of 1,462 violations and abuses across the DRC. The main types of violations and abuses are depicted below:

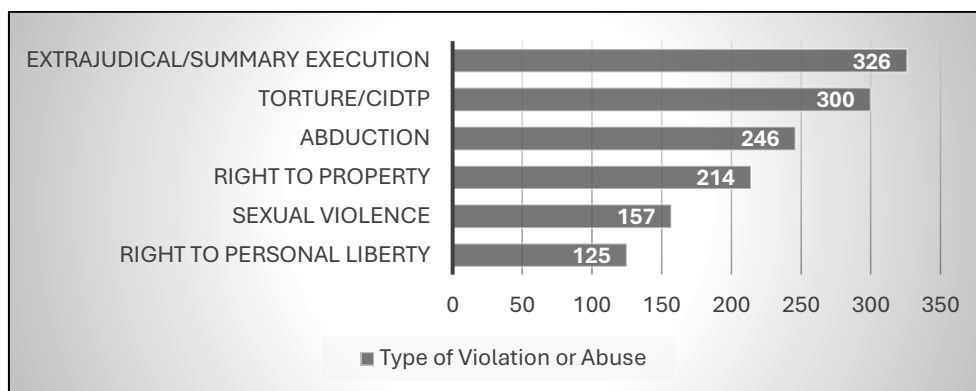


Chart prepared using data provided by UN source.

Chart

Interpretive Note:

- extrajudicial or summary execution is a violation/abuse of the right to life;
- torture and cruel, inhuman or degrading treatment or punishment are a violation/abuse of the right to physical integrity;
- abduction is counted separately from other violations/abuses;

- sexual violence is counted separately from other violations/abuses;
- since one incident can involve multiple violations/abuses, the number of violations/abuses is not necessarily equal to the number of incidents.

3. Main Perpetrators of Violations and Abuses from January to December 2025

Of the 6,185 violations and abuses that were verified by the UN, non-state armed groups were responsible for 71 per cent, while state actors accounted for 28 per cent. The top 6 perpetrators are indicated below.

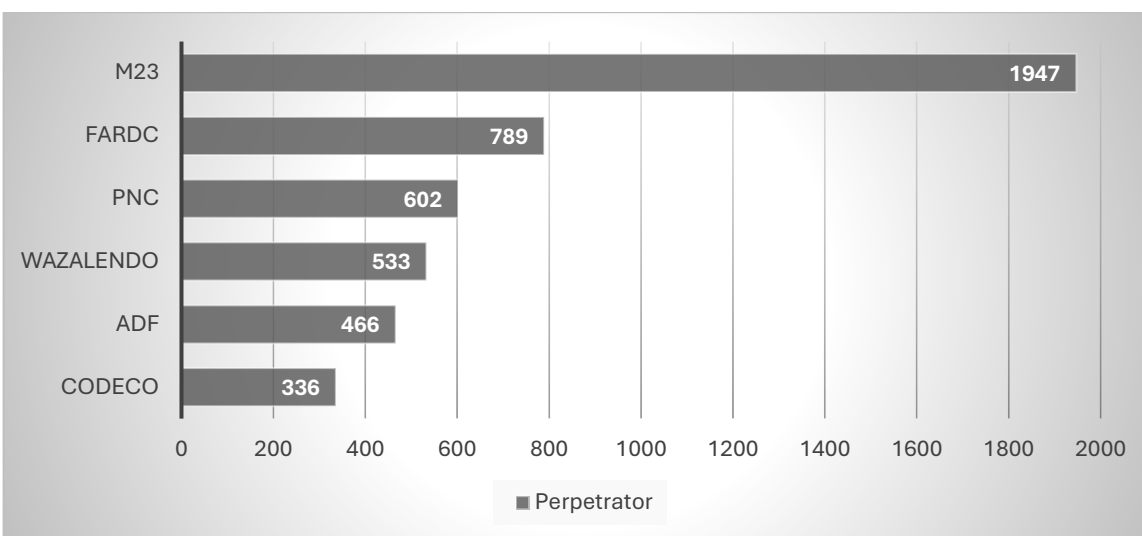


Chart prepared using data provided by UN source.

4. Main Perpetrators of Violations and Abuses from January through March 2026

Of the 1,462 violations and abuses that were verified by the UN, non-state armed groups were responsible for 68 per cent, while State actors accounted for 31 per cent. The top 6 perpetrators are indicated below:

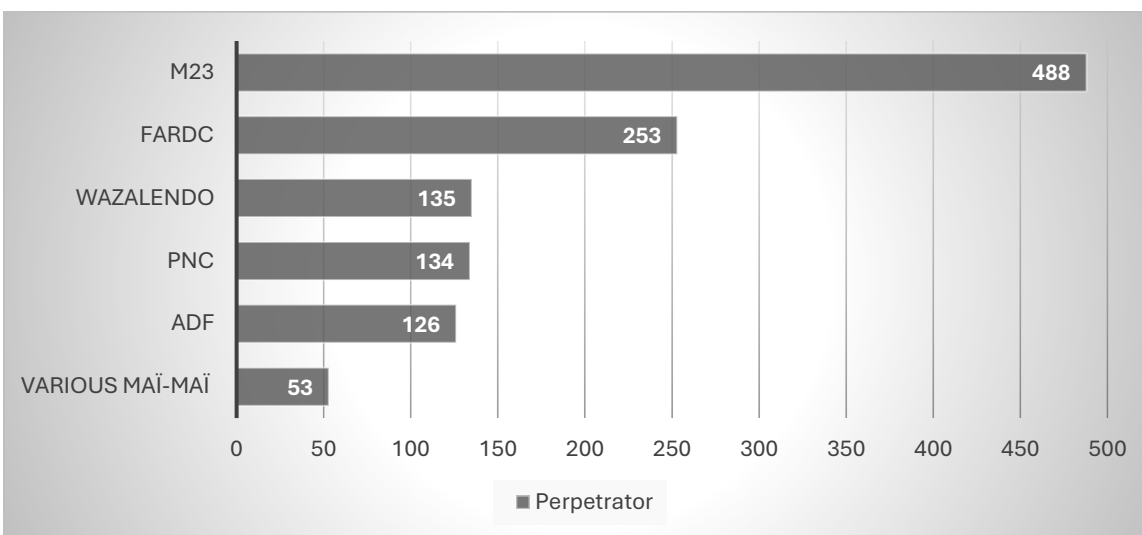


Chart prepared using data provided by UN source.

5. Hate Speech

Article 20, paragraph 2 of the [International Covenant on Civil and Political Rights \(ICCPR\)](#) states that “any advocacy of national, racial or religious hatred that constitutes incitement to discrimination, hostility or violence shall be prohibited by law.” Since limitations on freedom of expression should remain an exception, in 2011 and 2012 the UN Office of the High Commissioner for the Human Rights convened a series of expert workshops to assist States to define the high threshold that must be met to restrict freedom of expression.²⁵⁸ The resulting Rabat Plan of Action contains six criteria establishing a clear line between freedom of expression and incitement to hatred. The Rabat criteria are: (1) the social and political context; (2) status of the speaker; (3) intent to incite the audience against a target group; (4) content and form of the speech; (5) extent of its dissemination; and (6) likelihood of harm, including imminence.²⁵⁹

The Group previously alerted to the danger of hate speech targeting individuals perceived to be affiliated with AFC/M23 or Rwanda ([S/2025/446](#), para. 78). In 2025, the UN documented at least 13 allegations of hate speech directly targeting Rwandophone populations and members of the Banyamulenge community, six of which met the Rabat criteria for incitement to hatred.²⁶⁰

On 27 December 2025, FARDC spokesperson General Sylvain Ekenge made disparaging remarks about Tutsi women on RTNC (the DRC's national television broadcaster), which spread widely on social media.²⁶¹ The DRC government subsequently disavowed the remarks and suspended Ekenge from his functions.²⁶² On 29 December, the RTNC's General Directorate announced the preventive suspension of its interim Director of Television Information, Oscar Mbal Kahji, for allowing such statements to be broadcast.²⁶³

²⁵⁸ [UN Rabat Plan of Action](#).

²⁵⁹ [Rabat criteria](#).

²⁶⁰ UN source.

²⁶¹ [Video](#) on file with the Secretariat.

²⁶² Patrick Muyaya, [X post](#), 29 December 2025. Le Potentiel.cd, [FARDC : le général-major Sylvain Ekenge suspendu pour des propos jugés discriminatoires](#), 29 December 2025.

²⁶³ RNTC.CD, [X post](#), 29 December 2025.

Annex 3 (para. 9)

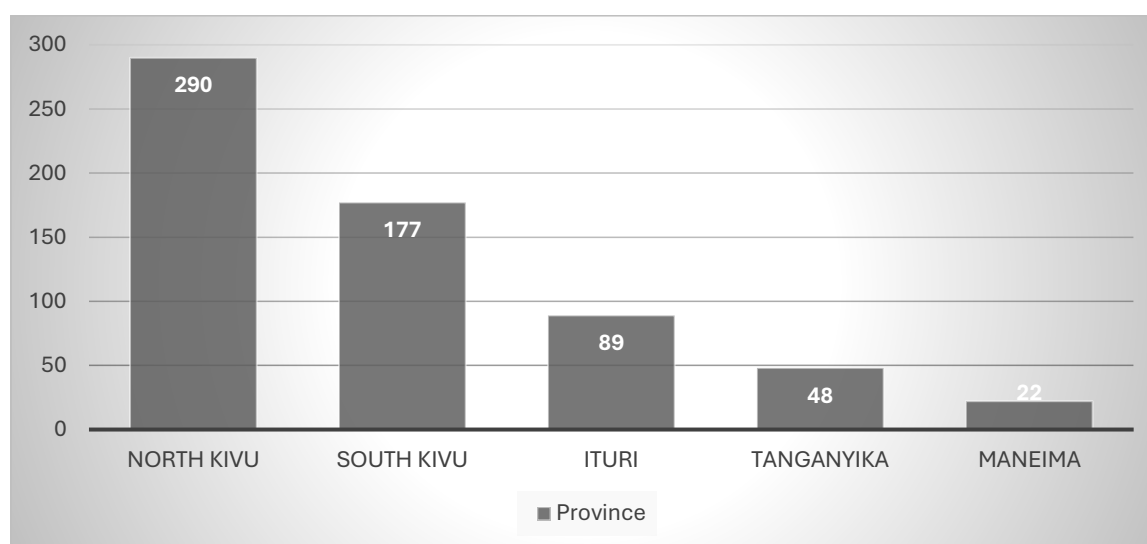
Security Incidents Affecting Humanitarian Workers

Incidents de sécurité touchant les travailleurs humanitaires²⁶⁴

Overview

Under international humanitarian law (IHL), humanitarian relief personnel and objects used for humanitarian relief operations must be respected and protected in armed conflict situations.²⁶⁵ In 2025 and early 2026, the operating environment for humanitarian workers in the eastern provinces of DRC became increasingly complex due to the escalation of the conflict.²⁶⁶ In 2025, OCHA DRC recorded a total of 626 security incidents affecting humanitarian workers, including thirteen deaths.²⁶⁷ This represented a 46 percent increase from 2024 when OCHA recorded a total of 428 security incidents, including nine deaths.²⁶⁸ In January and February 2026, OCHA recorded a total of 83 incidents, including one death.²⁶⁹ The geographic distribution of security incidents in 2025 and January and February 2026 is described below: the majority of recorded incidents occurred in North Kivu and South Kivu.

Figure 1: Geographic Breakdown of Security Incidents Affecting Humanitarian Workers for 2025



Source: The information in the chart was extracted from the OCHA Overview of incidents against humanitarian workers (Jan - Dec 2025).

²⁶⁴ OCHA groups security incidents into different categories: (a) burglaries, robberies, forced entries/intrusion in humanitarian compounds; (b) intimidation, threats, physical aggression, (c) interference or restriction of movement; and (d) other, including kidnappings and killings.

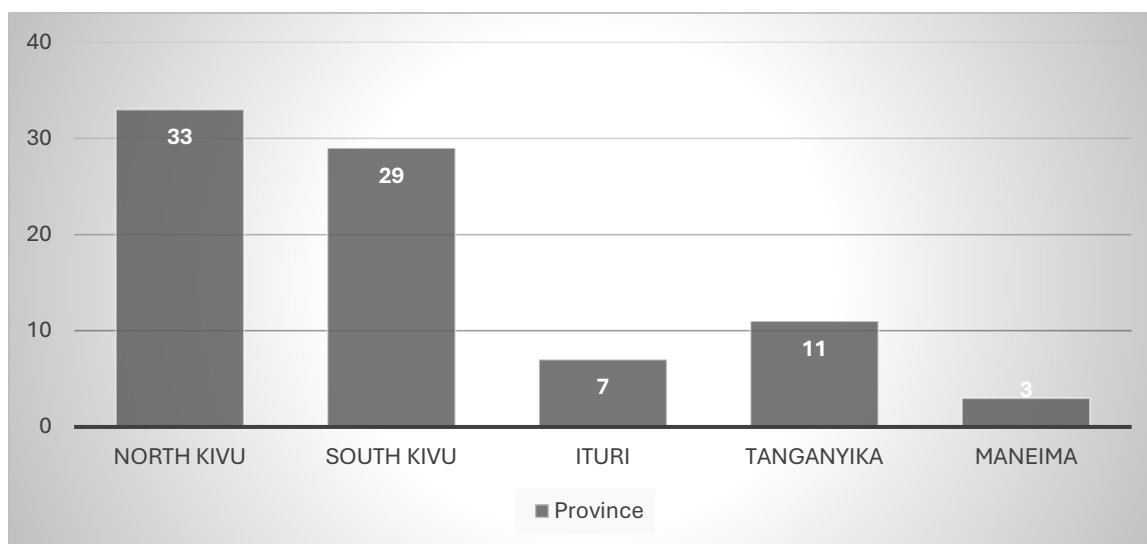
²⁶⁵ <https://casebook.icrc.org/highlight/humanitarian-action-and-ihl>.

²⁶⁶ <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/ingo-forum-drc-strongly-condemns-strike-killed-unicef-aid-worker-gomamarch-2026>.

²⁶⁷ <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/democratic-republic-congo-eastern-region-overview-incidents-against-humanitarian-workers-jan-dec-2025>.

²⁶⁸ <https://www.unocha.org/publications/report/democratic-republic-congo/democratic-republic-congo-overview-incidents-affecting-humanitarian-workers-1st-january-2020-31-december-2024>.

²⁶⁹ <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/democratic-republic-congo-eastern-region-overview-incidents-against-humanitarian-workers-february-2026>.

Figure 2: Geographic Breakdown of Security Incidents Affecting Humanitarian Workers for January and February 2026

Source: The information in the chart was extracted from the OCHA Overview of incidents against humanitarian workers (February 2026).

Drone strikes affecting humanitarian workers in Masisi and Goma

In late 2025 and early 2026, the armed conflict was marked by a rise in aerial warfare, in particular the use of drones. On 2 January 2026, a drone strike hit the office of the INGO War Child in Masisi, killing seven people and injuring 42 and others, mainly women and children (para. 163).²⁷⁰ On 11 March 2026, a drone strike hit a private residence in Goma, killing a female UNICEF staff (paras. 171-172).²⁷¹ The Group is continuing to investigate these incidents.

The Group notes that the use of drones by parties to the conflict must comply with the IHL principles of distinction, proportionality, and precaution.²⁷²

- **Distinction:** parties must do everything feasible to verify that the targets to be attacked are neither civilians nor civilian objects²⁷³ and are not subject to special protection (e.g. humanitarian relief personnel and objects used for humanitarian relief operations);²⁷⁴
- **Proportionality:** parties must ensure that the harm to civilians and civilian objects is not disproportionate to the military advantage the parties seek to achieve from the means and methods of warfare used;²⁷⁵ and
- **Precaution:** parties must take all feasible precautions with a view to avoiding and in any event minimizing harm to civilians and civilian objects.²⁷⁶

²⁷⁰ <https://www.warchild.org.uk/news/war-child-strongly-condemns-attack-its-office-masisi-eastern-drc>.
<https://www.sosmediasburundi.org/en/2026/01/04/north-kivu-at-least-7-civilians-killed-and-more-than-40-wounded-in-a-drone-strike-in-masisi-centre/>.

²⁷¹ <https://www.unicef.org/press-releases/statement-unicef-killing-staff-member-democratic-republic-congo>.

²⁷² <https://www.icrc.org/en/article/faq-international-humanitarian-law-drones-armed-conflict>.

²⁷³ <https://ihl-databases.icrc.org/en/customary-ihl/v1/rule7>.

²⁷⁴ <https://ihl-databases.icrc.org/en/customary-ihl/v1/rule31>; <https://ihl-databases.icrc.org/en/customary-ihl/v1/rule32>.

²⁷⁵ <https://ihl-databases.icrc.org/en/customary-ihl/v1/rule14>.

²⁷⁶ <https://ihl-databases.icrc.org/en/customary-ihl/v1/rule15>.

The Group further notes that pursuant to Resolution 2293 (2016), paragraph 7(e), sanctions can be imposed on individuals or entities for planning, directing, or committing acts that constitute human rights violations or abuses or violations of IHL.

Ambush of humanitarian convoy in Ituri Province

The Group documented that prior to the November 2025 death of Zaïre leader Baraka Maki Amos (para.180), he was involved in a July 2025 attack on humanitarian workers in Ituri. The humanitarians were travelling in a vehicle from Beni to Bunia to distribute humanitarian assistance when they were attacked in Mabanga, an area under the control of Baraka. All the humanitarian workers were killed, their vehicle destroyed, and USD 1.2 million stolen. Sources with knowledge of the matter informed the Group that the stolen money was shared among armed actors including Zaïre and CRP commanders. Sanctioned individual Thomas Lubanga (CDi.007), leader of the CRP, received USD 300,000. Following Baraka's death, his family decided to reimburse USD 900,000 to the humanitarian organisation.²⁷⁷

The Group notes that pursuant to Resolution 2293 (2016), paragraph 7(f), sanctions can be imposed on individuals or entities for obstructing the access to or the distribution of humanitarian assistance.

²⁷⁷ Intelligence, civil society, researchers, and armed groups sources.

Annex 4 (para. 11)**Conflict Related Sexual Violence in DRC****Violences sexuelles liées au conflit en RDC***Background*

1. Resolution [2293 \(2016\)](#), paragraph 7(e) provides that sanctions can be imposed on individuals or entities engaging in or providing support for acts that undermine the peace, stability or security of the DRC, including rape or other sexual violence. A related provision is paragraph 7(f), which provides that sanctions can be imposed for obstructing the access to or the distribution of humanitarian assistance.
2. Conflict-related sexual violence (CRSV) is a sub-set of sexual violence. The UN defines CRSV as rape, sexual slavery, forced prostitution, forced pregnancy, forced abortion, enforced sterilization, forced marriage, and any other form of sexual violence of comparable gravity perpetrated against women, men, girls and boys that is directly or indirectly linked to a conflict, e.g., through the profile of the perpetrator or the profile of the victim. It includes trafficking in persons for the purpose of sexual violence and/or exploitation, when committed in situations of armed conflict.²⁷⁸ CRSV occurs in many conflict settings.²⁷⁹
3. CRSV is a violation of international humanitarian law, international human rights law, and Congolese domestic law.²⁸⁰
4. A common misconception is that there are many false claims of rape and other sexual violence. Research has shown that false claims are rare.²⁸¹ For diverse reasons – shame and stigma, fear of retaliation and lack of protection, fear of abandonment by one’s family or community, lack of trust in the legal system – victims may not wish to report incidents to state authorities for accountability purposes.²⁸² They may however report incidents to care providers to obtain medical and related assistance.
5. Care providers typically do not require perpetrator data, but they may document if the perpetrator was armed.²⁸³ This underscores the importance of data gathered by care providers when assessing the scale of sexual violence in a geographic area. It is acknowledged that in conflict settings, some individuals may make false claims to receive humanitarian assistance and therefore data gathered by care providers also has its limitations.²⁸⁴ Nonetheless, it is generally agreed by experts who are working in the field that the main challenge in DRC is not false reporting.²⁸⁵ It is underreporting.²⁸⁶

²⁷⁸ UN Secretary General Report on CRSV, July 2025, para. 3.

²⁷⁹ UN Secretary General Report on CRSV, paras. 19 – 71.

²⁸⁰ [International humanitarian law and policy on sexual violence](#). United Kingdom All-Party Parliamentary on International Law, Justice and Accountability and the International Bar Association Human Rights Institute, [Ad-Hoc Parliamentary Inquiry into the Responses to CRSV in the DRC](#), June 2025, pp. 39-42.

²⁸¹ Lisak, D., Gardinier, L., Nicksa, S. C., & Cote, A. M. (2010). [False allegations of sexual assault: An analysis of ten years of reported cases](#). *Violence Against Women*. *Violence against Women*, 16(12), 1318–1334. Government of Canada, [Sexual Misconduct Myths and Facts](#).

²⁸² UN Secretary General Report on CRSV, para. 25. [Ad-Hoc Parliamentary Inquiry into the Responses to CRSV in the DRC](#), pp. 16, 19, 37.

²⁸³ Confidential sources.

²⁸⁴ Paltermo T., Peterman A. (2011) [Undercounting, Overcounting and Flawed Estimates in Conflict](#), *Bulletin of World Health Organization*. 89(12), 924–925.

²⁸⁵ Confidential sources.

²⁸⁶ [DRC: Silence, a slow killer](#), August 2025.

2025 Marked by a Rising Level of CRSV in DRC

Documentation by Humanitarian actors

6. One humanitarian actor reported that between January and June 2025, nearly 28,000 victims of sexual violence sought care at facilities they supported in eastern DRC, noting that 75 percent of these attacks were committed by armed individuals.²⁸⁷ A second humanitarian actor recorded 90,000 cases of sexual violence nationwide between January and September 2025.²⁸⁸ The same actor noted that cases of CRSV under their response had increased by more than 35 percent compared to 2024, with some health zones reporting increases of up to 50 percent.²⁸⁹ During the same period, a third humanitarian actor logged 35,000 cases of sexual violence against children nationwide and observed that in the eastern provinces, CRSV had risen steadily since 2022.²⁹⁰ Taken together, these reports from multiple humanitarian actors indicate that sexual violence remained pervasive in DRC and in 2025, CRSV in eastern DRC intensified compared to previous years.

Investigations by the Group of Experts on DRC

1. The Group has verified a sharp escalation of cases of CRSV in South Kivu in areas under the control of the DRC Government and affiliated Wazalendo armed groups (S/2025/858, para. 82, annex 38). The Group also received information about but was not able to investigate new cases of CRSV in Ituri and North Kivu, in particular sexual slavery and forced pregnancy by ADF-ISCAP elements leading to the birth of children (S/2023/990, para. 21, annex 12).²⁹¹
2. The ongoing challenges experienced by the Group to investigate CRSV are outlined in previous reports (S/2024/432, para. 91, annex 60; S/2025/446, para. 150; annex 66; S/2025/858, paras. 2, 3).

UN Verified Information

3. Between January and December 2025, the UN in DRC verified at least 887 cases of CRSV affecting a total of 1,534 victims in conflict-affected provinces in eastern DRC. This represented an increase of 59 per cent in comparison to 2024 when 364 cases were verified. Among the victims were 854 women, 672 girls, four men, and four boys. North Kivu was the most affected province with 676 victims, followed by South Kivu with 537 victims and Ituri with 300 victims. The UN identified that DRC armed groups were responsible for cases affecting 75 per cent of CRSV victims. M23 ranked first followed by CODECO, Wazalendo and Mai-Mai factions. State agents were responsible for cases affecting 19 per cent of CRSV victims. FARDC soldiers ranked first followed by the PNC. Foreign armed forces – the UPDF and the FNDB – as well as foreign armed groups – RED-Tabara – were also responsible for CRSV cases.²⁹²
4. In January 2026, the UN in DRC verified at least 46 cases of CRSV affecting 61 victims in conflict-affected provinces in eastern DRC. This figure represented a 59 per cent decrease compared to December 2025. Among the victims were 39 women, 21 girls and one man. North Kivu was the most affected province with 33 victims (22 women and 11 girls), followed by South Kivu with 22 victims (13 women and nine girls) and Ituri with six victims (four women, one girl and one man). Individual rape (20 incidents) and gang rape (12 incidents) were the most

²⁸⁷ Statement to UN Security Council. 12 December 2025.

²⁸⁸ Advocacy Note: Securing Life-Saving Sexual and Reproductive Health (SRH) Services for Women and Girls in the DRC.13 March 2026.

²⁸⁹ Statement on the Situation for Women and Girls in the Democratic Republic of the Congo. 21 October 2025.

²⁹⁰ The Hidden Scars of Conflict and Silence, 30 December 2025. See also UN Secretary General Report on CRSV, para. 15.

²⁹¹ Confidential sources.

²⁹² UN source. Information on file with the Secretariat.

frequent types of sexual violence. Armed groups continued to bear the main responsibility for CRSV and were responsible for cases affecting 52 per cent of victims. M23 committed most cases with 21 victims (13 women and eight girls), followed by the Nyatura with four victims (two women and two girls), the Raïa Mutomboki with three victims (two women and one girl), and the ADF with two victims, (both women). State agents were responsible for 46 percent of the cases. FARDC soldiers ranked first followed by the PNC and one official from Ministry of Mines and Energy.²⁹³

²⁹³ UN source. Information on file with the Secretariat.

Annex 5 (para. 11)**Obstruction by AFC/M23 of Access to and Distribution of Humanitarian Assistance to Victims of Sexual Violence in North Kivu****Entraves mises en place par l'AFC/M23 à l'accès et à la distribution de l'aide humanitaire aux victimes de violences sexuelles dans le Nord-Kivu***Obstruction of access to and distribution of humanitarian assistance to victims of sexual violence in North Kivu*

1. During the reporting period, the Group received information regarding the attempt by AFC/M23 to exert increased control over humanitarian actors operating in North Kivu (S/2025/858, annex 39), including in relation to the collection, management, and publication of data on sexual violence, with the risk of reducing access to and distribution of humanitarian assistance to victims of sexual violence in North Kivu.
2. Sources indicated that the AFC/M23 reacted negatively to the publication in 2025 by humanitarian actors of data on the level of sexual violence in eastern DRC, viewing the publication of such data as damaging to their reputation and not reflective of their commitment to address CRSV by prevention and punishment measures.²⁹⁴
3. The Group reviewed a document dated 11 February 2026 that the AFC/M23 distributed to multiple humanitarian actors involved in the provision of health care, including governmental and non-governmental organisations and international organisations. Entitled "Note Explicative," the document described institutional failures within the management of the AFC/M23-run North Kivu Provincial Health Department (Direction Provinciale de la Santé or DPS). It detailed alleged irregularities and infractions committed by civil servants within the provincial health system, singling them out by name. It also canvassed a range of broader systemic issues.²⁹⁵
4. Among other things, the note expressed concern regarding the DPS management of sensitive health data, particularly concerning sexual violence. It explicitly referenced data collected and published by two humanitarian actors, asserting that such external data should have been collected, analysed, and validated by the DPS to fulfill its role as the guarantor of reliable and transparent health information. The note recommended strengthening the role of DPS in validating and analysing sexual violence data to ensure the dignity of victims and the effectiveness of interventions.²⁹⁶
5. Following the distribution of this note, the AFC/M23-run Provincial Health Inspection Department (Inspection Provinciale de la Santé or IPS) initiated a series of inspections of the premises of humanitarian actors. IPS inspectors requested aggregate data on sexual violence incidents and access to confidential patient files containing names of victims and other personal information. They also requested access to consumption records for supplies such as PEP kits and dignity kits.²⁹⁷ While humanitarian actors had implemented measures to safeguard confidential patient data, these efforts were not entirely successful. In some instances, IPS inspectors indicated they would go into communities to cross-check information directly with victims. Some humanitarian actors were ordered to cease the distribution of dignity kits to curb the number of what they alleged to be "fake" victims seeking humanitarian assistance.²⁹⁸

²⁹⁴ Confidential sources.

²⁹⁵ Note Explicative. Document on file with the Secretariat.

²⁹⁶ Ibid.

²⁹⁷ A PEP (post-exposure prophylaxis) kit is an emergency medical response given to a person who has been exposed to HIV to prevent possible HIV infection. A dignity kit consists of basic items that women and girls need to protect themselves and maintain hygiene. The contents are not standardized but generally include items like bath soap, underwear, sanitary napkins, detergent, toothbrush, toothpaste, and a flashlight. Some kits include a piece of cloth that can be used to cover oneself.

²⁹⁸ Confidential sources.

6. A joint meeting was held in late March 2026 between humanitarian actors and AFC/M23 at which the issue of sexual violence data was discussed. AFC/M23 officials present at the meeting included Colonel John Imani Nzenze, AFC/M23 Director of Intelligence and the AFC/M23 liaison with humanitarian actors, and Ms. Chantal Kayitaba Murekatete (S/2025/858, annex 39), Special Adviser on Gender, Family and Children, Education, and Social and Humanitarian Affairs. At the meeting, the AFC/M23 reprimanded humanitarian actors and accused them of inventing data. It affirmed that AFC/M23 did not tolerate sexual violence and criticised the lack of perpetrator data in patient files as this made it more difficult for it to punish perpetrators. Further meetings between the AFC/M23 and humanitarian actors were held in late March and April 2026, resulting in an agreement that only aggregate data on sexual violence would be shared in the future. The AFC/M23 expressed its intention to implement measures to increase oversight of the activities of humanitarian actors, but not to impede access to or provision of humanitarian assistance to victims.²⁹⁹
7. At the time of writing, discussions between the AFC/M23 and humanitarian actors about new modalities for engagement on sexual violence were ongoing.³⁰⁰
8. The Group notes that actions by AFC/M23 may have the effect of deterring victims of sexual violence from accessing humanitarian assistance and impede the ability of humanitarian actors to distribute assistance them. It may also reduce the number of recorded and published data on cases of sexual violence in eastern DRC in 2026.
9. Broader discussions on humanitarian assistance through the Doha peace process on the Protocol on Humanitarian Access and Judicial Protection were also ongoing (para. 52).³⁰¹

²⁹⁹ Confidential sources.

³⁰⁰ Confidential sources.

³⁰¹ [Joint Statement on Progress Between the Representatives of Government of the Democratic Republic of Congo and of the Alliance Fleuve Congo/March 23 Movement \(AFC/M23\)](#), 19 April 2026.

Annex 6 (para. 14)**ADF/ISCAP as one of the most lethal affiliates of the Islamic State / Da'esh worldwide****ADF/ISCAP comme l'un des affiliés les plus meurtriers de l'État islamique / Daech à l'échelle mondiale.**

Da'esh ranked ADF/ISCAP as its second most violent affiliate, only surpassed by Somalia in the total claimed death toll in 2025.

On 3 January 2026, Da'esh-managed *'Amaq News Agency* published an Arabic-language infographic presenting aggregated figures for attacks, reported casualties and material losses over the preceding year. According to the infographic, a total of 1,218 operations were claimed across all affiliates, with Nigeria accounting for 368 operations, followed by the Democratic Republic of the Congo (221) and Somalia (176). Reported killed and wounded totalled 5,745, the majority attributed to Somalia (1,734), followed by the Democratic Republic of the Congo (1,216), and Nigeria (1,121).³⁰²

These figures reflect Da'esh claims and were not independently verified by the Group.

³⁰² Site Intelligence Group website, consulted by the Group.

Annex 7 (para. 14)

ADF camps - structure, function and locations

Camps de l'ADF – structure, fonction et localisation

1. ADF's structured deployment model (S/2024/969, paras. 9, 15-17, 23, and annex 2, and S/2025/446, para. 123) was organized around a tiered system of fixed positions, mobile units, and designated regrouping sites referred to internally as "RAV" (supply rendez-vous points) (paras. 24-29). Fixed positions served as semi-permanent strongholds used for command, logistics storage and training activities, typically established in remote forested areas. Mobile positions consisted of smaller, highly flexible combat units tasked with conducting attacks, reconnaissance and population control operations along key axes. The RAV sites functioned as temporary assembly and fallback locations, enabling dispersed elements to regroup, redistribute resources and re-establish command-and-control links following operations, or in response to military pressure.³⁰³
2. This configuration enhanced ADF's operational resilience, enabling rapid retreat and regrouping of mobile units, and hampering efforts to track and neutralize ADF command. ADF's resilience was also supported by extensive knowledge of the terrain,³⁰⁴ and by access to timely intelligence on adversary movements through local collaborators.
3. ADF continued to exploit remote and forested areas to preserve relative freedom of movement (S/2024/969, annex 2), and over the years has developed proficiency in jungle warfare. ADF continued using commercial reconnaissance drones to detect potential threats against their positions and deployed improvised explosive devices to protect camps from attacks (S/2024/969, annex 5). It has also invested in developing local intelligence networks, equipping chosen collaborators with motorcycles, vehicles, and phones to enhance information collection.³⁰⁵

Fixed ADF camps

4. In response to intensified military pressure from the joint Shujaa operations, ADF leadership implemented a strategy of fragmentation and geographic dispersion. This restructuring resulted in the establishment of two principal camps, located at significant distance from one another, one in Ituri Province and the other in North Kivu Province (S/2024/969, paras. 11, 15-17). One camp operated under the direct control of ADF leader Musa Baluku (CDi.036), while the second was commanded by his deputy, Seka Umaru (S/2024/969, para. 24 and annex 7). These two camps hosted the largest concentrations of dependents within ADF. Both adopted a deliberate low-profile posture, characterized by strategic cooperation with local economic actors and a pattern of non-aggression toward surrounding civilian populations. This approach was intended to reduce exposure to military targeting, limiting pressure on the camps and decreasing the necessity for frequent relocation.³⁰⁶

³⁰³ UN sources; civil society, local authorities, military, police, intelligence, and security sources; judicial authorities; humanitarian sources; human rights researchers; interviews with former ADF combatants, survivors of ADF abduction and witnesses.

³⁰⁴ ADF units have been known to return to areas where they had operated in the past.

³⁰⁵ UN sources; civil society, local authorities, military, police, intelligence, and security sources; judicial authorities; humanitarian sources; human rights researchers; interviews with former ADF combatants, survivors of ADF abduction and witnesses.

³⁰⁶ Ibid.

5. In late 2024, Musa Baluku's Madina camp – serving as the headquarters of ADF (S/2024/969, paras. 14-15, S/2021/560, annex 3) – had relocated northwards across the Ituri River, establishing positions in the Apakwanga (also referred to as Pakango) forest area in Ituri Province,³⁰⁷ with smaller, “satellite” positions in forested areas around the main camp ensuring its defenses.³⁰⁸ Until February, Musa Baluku's camp was in Mambasa territory, in an area referred to as “Centrale,” situated between the Epulu and Ituri rivers, in an area of the Ituri Rainforest which hosts the Okapi Wildlife Reserve.³⁰⁹ Madina had relocated to “Centrale” in August 2025, following its displacement from the Apakwanga area³¹⁰ in July 2025 as a result of joint FARDC–UPDF operations.³¹¹ At the time of writing, Madina relocated further north as a result of the Shujaa attacks on 23 February 2026 (para. 27).
6. The strength of Musa Baluku's camp was estimated at approximately 1,500 individuals, including combatants who generally made up 20% of the larger camps. The remaining individuals were dependents, including family members of leaders, elderly or wounded fighters, and abductees undergoing indoctrination. The camp also hosted combatants with key technical and strategic functions, including operational planning and the maintenance of communication channels with Da'esh for coordination and the exchange of expertise. Sanctioned individual Mohamed Ali Nkalubo alias Meddie Nkalubo (CDi.042) remained in Baluku's camp, in charge of communication including with Da'esh for propaganda purposes (S/2024/969, annex 1).³¹²
7. The second large fixed camp, under the command of Seka Umaru, relocated to the remote and densely forested areas of the Bapere sector in north-eastern Lubero territory, North Kivu Province,³¹³ following Abwakasi's move to Lubero territory in the second half of 2024 (S/2024/969, para. 17). At the time of reporting, Seka Umaru's camp was located on Mundiale hill, approximately one day's walk-through dense forest from the village of Bilulu, on the right bank of the Lindi River in the Bapere sector.³¹⁴ The size of Seka Umaru's camp was smaller than that of Madina, and similarly included dependents, wounded fighters, abductees undergoing indoctrination, as well as individuals described as Da'esh emissaries assigned to provide training in improvised explosive devices.³¹⁵

³⁰⁷ In Babila Bakwanza chiefdom, approximately 25 kilometers north of Mungamba village. See also S/2024/969, paras. 15-16.

³⁰⁸ Military and intelligence sources, judicial authorities, UN sources, researchers; interviews with former ADF combatants, survivors of ADF abduction and witnesses.

³⁰⁹ Within the Andifele *groupement* of the Walese Karo chiefdom.

³¹⁰ Situated along the Mambasa–Epulu axis.

³¹¹ This new relocation reinforced the previously documented pattern of strategic withdrawal to sparsely inhabited zones with limited or no State security presence. ADF often used diversionary attacks to facilitate the relocation of its larger camps by carrying out violent incidents in other areas, the group draws security forces away, allowing it to withdraw in an organized manner, protect key leaders and assets, and establish new positions with reduced pressure (S/2024/969, para. 17).

³¹² Military and intelligence sources, judicial authorities, UN sources, local authorities, civil society, researchers. See also S/2026/44, para. 29.

³¹³ Including the Mundiale hill area and adjacent localities.

³¹⁴ Military and intelligence sources, judicial authorities, UN sources, researchers, civil society, Wazalendo combatants. The Lindi River forms part of the boundary between North Kivu and Tshopo Province, in the Bafwasende territory.

³¹⁵ Military and intelligence sources, judicial authorities, UN sources, researchers, civil society.

Mobile ADF camps

8. In addition to the two principal fixed camps, ADF deployed mobile units operating independently across North Kivu and Ituri Provinces. Unlike the fixed camps, these mobile units consisted predominantly of combatants (paras. 20 and 22). They performed offensive, defensive and logistical functions and remained in near-constant movement. Their primary role was to conduct attacks at distance from the fixed camps, thereby dispersing security forces and alleviating military pressure on core leadership positions (S/2024/969, annex 2).³¹⁶
9. In Ituri Province, one such mobile unit, led by “Mzee” Meya Sebagala. During the reporting period, the unit operated within a triangular area bordered by Mamove, Idohu and Mungamba villages in Mambasa territory, downstream of Ituri river. Meya’s camp was estimated to comprise approximately 180 combatants, organized in teams of 15 to 25 fighters tasked with operational missions. In addition, the unit comprised around 120 dependents, including women, children, and family members of leaders.³¹⁷ The unit operated in a highly mobile manner, targeting villages, population centers, major road axes and strategic points assessed to be weakly secured by the FARDC. It carried out ambushes and direct attacks, provoked population displacement and compelled security forces to redeploy significant resources to affected areas, thereby reducing pressure on Musa Baluku’s camp in Ituri Province.³¹⁸
10. The mobile camp led by Abwakasi operated in Lubero territory, North Kivu Province, with support from Muhammad Kasibante, alias Difenda or Defender³¹⁹ who relocated from Ituri to Lubero around April-May 2025.³²⁰ Abwakasi’s group operated within a triangular area covering approximately 80 square kilometers of forested terrain, formed by the villages of Bandulu, Minenye and Mayeba in north-eastern Lubero territory.³²¹ This area lies east of Bafwasende territory in Tshopo Province, south of Mambasa territory, west of the city of Butembo, and north-east of Manguredjipa town.³²² The group comprised an estimated 100-150 combatants, organized similarly into teams of 15 to 25 fighters (para. 20) tasked with conducting specific missions. The camp comprised around 80 dependents, primarily women and children.³²³
11. During the reporting period, Abwakasi’s group continued conducting subversive operations in Lubero territory (S/2025/446, para. 124, and S/2024/969, annex 2) both within and beyond areas covered by Operation Shujaa. It carried out mass killings, large-scale looting, destruction of villages and forced displacement of civilians. Abducted civilians were used as porters for looted goods and subsequently subjected to indoctrination; some were retained in the bush, while others were released and at times exploited as sources within populated areas.³²⁴ At the time of writing, Abwakasi was conducting reprisal and diversionary attacks in Mambasa territory (paras. 21-22).

³¹⁶ Ibid.

³¹⁷ Military and intelligence sources, judicial authorities, researchers.

³¹⁸ Ibid.

³¹⁹ Also known as “Chauffeur”.

³²⁰ Ibid.

³²¹ This area lies at the intersection of Mwenye *groupement* in the Bapere Sector and Manzya *groupement*.

³²² Military and intelligence sources, judicial authorities, UN sources, researchers, civil society.

³²³ Ibid.

³²⁴ Ibid.

12. Other smaller camps led by Tabani and Hadad³²⁵ (S/2024/969, para. 17) operated as mobile units at the peripheries of Lubero territory, with Tabani's group occasionally crossing into Bafwasende territory in Tshopo Province.³²⁶

RAV ("rendez-vous") positions

13. The ADF maintained a network of positions commonly referred to as "RAV" (supply rendez-vous points), which functioned as liaison and logistical points between mobile units operating in the bush and external support networks.³²⁷ These sites were overseen by senior ADF figures and advisers close to Musa Baluku, including Meya, Abwakasi and Difenda.³²⁸
14. RAV positions typically comprised small groups of 15 to 25 fighters tasked with logistical support rather than direct combat. Their functions included the reception of food supplies and ammunition, the transfer of recruits, and meetings with collaborators based in nearby population centers. Fighters assigned to these posts were often young – including minors as young as 12 years of age³²⁹ – but experienced. They often established concealed positions in previously attacked or depopulated villages located near main supply routes, including the RN4 and RN44, as well as secondary agricultural roads and tracks.³³⁰
15. Multiple RAV positions were identified along the Butembo–Manguredjipa axis in North Kivu and along the RN4 between Komanda and Mambasa in Ituri Province. These sites were strategically located near bridges, villages and agricultural zones, facilitating discreet contact with collaborators and supply chains.³³¹
16. According to testimonies of arrested and surrendered ADF combatants as well as former hostages and collaborators, RAV operations typically occurred at dusk, when fighters established contact with suppliers to receive goods while minimizing detection. Security measures included advance positioning, the establishment of observation posts and careful monitoring of approaching contacts, whether on foot or by vehicle, to avoid interception. ADF elements stationed at RAV sites were instructed to avoid confrontation and withdrew if risks are identified. Weapons were used only in self-defense or if ordered by senior leadership.
17. The RAV network constituted a critical logistical and communication link between ADF elements in the bush and external sources of support. These positions facilitated the transfer of essential supplies, recruits, electronic equipment, ammunition and weapons, including materiel procured domestically and from abroad.³³²

³²⁵ Also referred to as Seka Dadi or Adadi, or Sheik Hadad, see S/2024/969, para. 17 and annex 2 (page 35).

³²⁶ Security and intelligence sources, researchers.

³²⁷ UN sources; civil society, local authorities, military, police, intelligence, and security sources; judicial authorities; humanitarian sources; human rights researchers; interviews with former ADF combatants, survivors of ADF abduction and witnesses.

³²⁸ Military, police, intelligence, and security sources; judicial authorities; interviews with former ADF combatants, including collaborators and former RAV operatives.

³²⁹ The Group interviewed a former ADF recruit who was assigned to "RAV" duties at the age of 12.

³³⁰ Military, police, intelligence, and security sources; judicial authorities; interviews with former ADF combatants, including collaborators and former RAV operatives.

³³¹ Military, police, intelligence, and security sources; judicial authorities.

³³² Ibid.

Annex 8 (para. 18)

Additional information on ADF recruitment

Informations supplémentaires sur le recrutement par l'ADF

While ADF's leadership remained predominantly composed of Ugandan nationals, the majority of lower-ranking combatants were Congolese nationals, recruited forcibly, most frequently through abduction. As previously documented, foreign nationals were often recruited through false promises of employment ([S/2023/990](#), annex 12), with only a small fraction joining for ideological reasons. Recent arrests in 2025 of one individual from Mozambique, two from Tanzania and three from Burundi revealed continued efforts to recruit foreign fighters, although the number of foreign recruits remained low.³³³

³³³ Military and intelligence sources. See also [S/2026/44](#), para. 31.

Annex 9 (para. 20)

ADF attacks since June 2025

Attaques de l'ADF depuis juin 2025

1. Following the period of relative lull between March and June 2025 (para. 20), during which no mass-casualty incidents were recorded, a marked escalation in both the frequency and intensity of attacks against civilians was observed from July 2025 onwards, exceeding 650 civilian fatalities at the time of reporting.³³⁴ The incidents outlined below represent some of the deadliest attacks recorded. However, they constitute only a small number of the hundreds of attacks carried out in a sustained and systematic manner during this period.

Attacks in Mzee Meya's operational area

2. In Ituri Province, elements led by Mzee Meya carried out an attack on a church in Komanda town on the night of 26 to 27 July 2025, between 21:00 and 23:00 hours. The attackers targeted Christian worshippers gathered at the Anuarite Catholic chapel during a prayer vigil marking the 25th anniversary of the parish, resulting in 41 fatalities, including 25 women and 16 men. Ten civilians were injured, including three girls and seven boys, and four persons were reported abducted. The assailants also looted and set fire to at least nine houses, including the targeted church, and burned two vehicles.³³⁵ On 29 July, the same group of assailants carried out an ambush along the road linking the villages of Akotano and Loya, approximately 15 kilometers south of Komanda, where they robbed and thereafter killed two civilians by slitting their throat.³³⁶
3. Throughout 2025, Meya's group was responsible for the killing of over 230 persons. Its operations led to the displacement of an estimated 9,000 people and the destruction of at least 36 villages and localities.³³⁷

Attacks in Abwakasi's operational area, in Lubero territory

4. In Lubero territory, Abwakasi's group was responsible for the majority of ADF killings.
5. On 15 August 2025 at approximately 05:00 hours, ADF elements carried out an incursion into the village of Mangoli, located approximately 15 kilometers north of Bandulu, Bapere sector, Lubero territory, killing at least 32 civilians using bladed weapons. An undetermined number of persons were abducted. The assailants also looted and set fire to at least 28 houses.³³⁸
6. On the night of 15 to 16 August 2025, between approximately 20:00 and 22:00 hours, ADF elements carried out an incursion into the town of Oicha, in the Mbimbi neighborhood. The attack resulted in the

³³⁴ UN sources; civil society, local authorities, military, police, intelligence, and security sources; judicial authorities; humanitarian sources; human rights researchers; interviews with former ADF combatants, survivors of ADF abduction and witnesses.

³³⁵ UN sources; civil society, local authorities, military, police, intelligence, and security sources; judicial authorities; researchers.

³³⁶ Ibid.

³³⁷ Ibid. Villages attacked included Katere, Kareso, Mambalenga, Idohu, Ndalya, Oicha, Komanda, Eringeti, Boga, Mbau, Loya and Monge.

³³⁸ UN sources; civil society, local authorities, military, police, intelligence, and security sources; judicial authorities; researchers.

killing of nine civilians and the injury of two others. The assailants set fire to 19 houses and burned five motorcycles.³³⁹

7. Among the most significant incidents attributed to Abwakasi's elements was the massacre of civilians attending a funeral in Ntuyo village, located approximately 6 kilometers east of Manguredjipa town, in Bapere sector, Lubero territory. The attack was carried out on the night of 8 to 9 September 2025, between approximately 19:00 and 23:00 hours. A total of 71 civilians, including men, women, and children, were killed. At least 36 houses were looted and set on fire, and the village was extensively devastated.³⁴⁰
8. On 15 November 2025, between approximately 19:00 and 23:00 hours, ADF elements carried out an incursion into the village of Byambwe, in Manzya *groupement*, Baswagha chiefdom, Lubero territory, killing 23 civilians, including 13 women and 10 men. Among the victims were women admitted to the maternity ward who were killed inside a Catholic Church-run health center. During the attack, four hospital pavilions housing patients were set on fire. The assailants looted and burned 27 houses, including the medical facility, from which equipment and medicines were taken. Several civilians were abducted and used as porters to transport looted goods.³⁴¹
9. Throughout 2025, the attacks perpetrated under Abwakasi's command led to the killing of over 600 persons, making it the deadliest of all ADF units. The attacks resulted in the displacement of an estimated 25,000 people and the destruction of at least 26 villages and 9 mining sites.³⁴²

New peak of violence in March-April 2026 along the RN4 axis

10. After the lull observed in February-early March, ADF attacks intensified in Mambasa territory in mid-March, culminating in the highest monthly fatality levels recorded in the past six months (over 90 reported deaths). Attacks were predominantly concentrated along the National Route 4 (RN4) corridor.³⁴³
11. On 12 March, ADF attacked Muchacha, a large, semi-industrial mining site (S/2021/560, annex 91)³⁴⁴ located 100 kilometers west from Mambasa town, along the RN4 national road (leading from Mambasa to Kisangani). Da'esh subsequently claimed responsibility for the attack, citing 17 civilians and seven FARDC killed,³⁴⁵ and around 100 individuals kidnapped. Photographs showed burning buildings and vehicles (trucks, excavating machines). A significant amount of weaponry was seized from FARDC (AK-47-type assault rifles, machine gun, RPGs, and ammunition).³⁴⁶ Imagery and video recordings of the unfolding attack at Muchacha showed women and children participating in the attack – some as porters, other children (estimated by the Group to be around 10-12 years of age) carrying weapons.³⁴⁷

³³⁹ Ibid.

³⁴⁰ Ibid.

³⁴¹ Ibid. See also <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statements/2025-11-22/statement-attributable-the-spokesperson-for-the-secretary-general-adf-attacks-against-civilians-lubero-territory>.

³⁴² UN sources; civil society, local authorities, military, police, intelligence, and security sources; judicial authorities; researchers.

³⁴³ Ibid.

³⁴⁴ The mining site was exploited by Chinese-owned MCC Resources and Kimia Mining.

³⁴⁵ FARDC were present at the site, guarding the concession. See S/2021/560, annex 91.

³⁴⁶ FARDC and intelligence sources, UN, researchers, Da'esh claims consulted by the Group on SITE Intelligence website.

³⁴⁷ Video footage obtained from Congolese security services on file with the Secretariat.

12. On the night of 1–2 April, militants carried out a large-scale attack in Bafwakoia village along the RN4,³⁴⁸ killing dozens of civilians and burning significant portions of the village. Preliminary reports indicate over 40 fatalities,³⁴⁹ but the Group could not yet independently verify the total death toll. The incident caused displacement and temporarily disrupted movement along the corridor. This attack formed part of a broader pattern of repeated, high-impact operations in the same geographic area, suggesting the group’s ability to exploit persistent security gaps in rural zones.
13. On 6 April, ADF elements launched an attack south of Mambasa town, marking a notable shift in ADF’s area of operations. The attack was initiated shortly after midnight in Arua 2, south of Mambasa town centre, along the Mambasa–Nduye–Mungbere road, triggering panic, looting of shops and pharmacies, before being repelled by FARDC.³⁵⁰ Although the Group has not yet been able to confirm exact casualty figures, the proximity of the incident to Mambasa center marked a significant development, indicating a shift in ADF violence from remote villages toward a significant urban area such as Mambasa, the territorial capital and an administrative and economic hub.
14. The location of the attacks in March-April 2026 represented a geographic extension of the ADF threat toward the borders with Haut-Uele and Tshopo Provinces.

³⁴⁸ Close to Nia-Nia town, near the border with Tshopo Province.

³⁴⁹ Ibid.

³⁵⁰ Ibid.

Annex 10 (para. 24)**Further information on ADF modus operandi****Informations supplémentaires sur le mode opératoire de l'ADF**

ADF fighters attacked in small, highly mobile groups, at times comprising as few as three to five individuals, using mostly bladed weapons and sometimes assault rifles. In coordinated attacks, smaller elements were tasked with diversionary actions, while larger teams of approximately eight to ten fighters conducted the main attack.³⁵¹ ADF continued to target small and relatively undefended villages, with reduced likelihood of a rapid military response. Mass killings were followed by looting, kidnappings, and destruction of property.³⁵²

ADF maintained well-established observation positions in areas stretching from Mambasa to Komanda and Mukasila, as well as around Manguredjipa. These positions enabled advanced surveillance and the preparation of carefully planned operations. Opportunistic attacks were uncommon; movements were typically deliberate and intelligence-driven, often aimed at securing specific items such as medicines or supplies.³⁵³

While ADF did not conduct mass-casualty IED attacks during the reporting period, it continued to employ IEDs as traps to secure camp perimeters, deter intruders, and prevent defections.³⁵⁴ Congolese security and judicial sources reported a noticeable increase in the acquisition and movement of electronic components, including batteries, mobile phones, and other related equipment, suspected to be intended for IED fabrication. Most individuals apprehended in connection with these activities were found in possession of such components, with supply chains linked to Uganda and Butembo. The latter served as a key logistical hub for ADF-associated supply and support networks.³⁵⁵

³⁵¹ Military, police, intelligence, and security sources; UN sources, judicial authorities; researchers.

³⁵² Ibid.

³⁵³ Military, police, intelligence, and security sources; judicial authorities; researchers.

³⁵⁴ UN source, Congolese intelligence and security sources; judicial authorities; former ADF captives interviewed by the Group; researchers.

³⁵⁵ Ibid.

Annex 11 (para. 28)

Provincial Peace Forum on ADF held in Beni from 23 to 25 February 2026

Forum provincial de paix sur les ADF tenu à Beni du 23 au 25 février 2026

Shujaa Operation has been affected by persistent shortcomings, including limited access to timely and reliable tactical intelligence and the deployment of units insufficiently trained in jungle warfare (S/2024/969, para.11), Additional vulnerabilities included the limited infiltration capacity within ADF networks and insufficient availability of surveillance drones. FARDC elements reported that these challenges reflected broader weaknesses in the intelligence system. Gaps in intelligence analysis, inadequate intelligence-sharing and coordination with the UPDF (S/2024/969, para.13), and insufficient resources dedicated to counter-terrorism intelligence constrained the planning and implementation of effective operations.³⁵⁶

The Provincial Peace Forum on the ADF/MTM-ISCAP issue, held in Beni from 23–25 February 2026 under the patronage of President Félix Tshisekedi, aimed to establish a shared understanding of the ADF threat and mobilize coordinated action toward peace and stabilization in North Kivu.³⁵⁷ Convened by the Provincial Governor, Major-General Somo Kakule Evariste, the forum sought to analyze the evolution and impact of ADF activities, assess military and community responses, strengthen cooperation – including cross-border with Uganda – and generate recommendations for an integrated provincial strategy against terrorism and violent extremism.

The forum brought together a broad spectrum of stakeholders, reflecting a whole-of-society approach. Participants included national and provincial political authorities, FARDC and UPDF senior officers, MONUSCO leadership and UN agencies, members of the diplomatic corps, representatives from Ituri and Uganda, security services, local administrators, customary and religious leaders, civil society, private sector actors, youth and women’s groups, as well as victims of ADF violence. This inclusive composition facilitated exchanges across security, governance, humanitarian, and community perspectives.

Key findings emphasized a consensus that the ADF constituted a transnational terrorist movement affiliated with the Islamic State, characterized by deception, manipulation, and reliance on civilian environments to conduct attacks. Participants acknowledged ongoing military pressure – particularly joint FARDC-UPDF operations (Shujaa) – as having degraded ADF capabilities, while stressing that the threat remains significant and requires sustained, multidimensional responses. A central conclusion was that collective awareness, community cooperation (notably intelligence-sharing), and trust between state and non-state actors were critical to success.

The forum underscored the need for an integrated approach combining military action with governance reforms, counter-radicalization, justice, victim support, and socio-economic development. It also highlighted risks posed by disinformation, weak local capacities, and cross-border dynamics. Recommendations focused on strengthening early warning systems, enhancing civil-military collaboration, improving regional cooperation, tracking financial flows, supporting deradicalization and reintegration, and developing a Provincial Integrated Action Plan against terrorism. Overall, the forum concluded that only a coordinated, multi-level strategy—linking local, national, and international efforts – can sustainably reduce the ADF threat and restore stability.³⁵⁸

³⁵⁶ Military, intelligence and judicial sources, UN sources, researchers.

³⁵⁷ FARDC sources, UN, civil society sources.

³⁵⁸ Final report on the Forum, on file with the Secretariat.

*ADF-published videos in reaction to the Forum held in Beni*³⁵⁹

In an apparent reaction to the Forum held in Beni, ADF-linked media channels disseminated two videos on 24 February in which members of the group commented directly on the proceedings. The footage showed small groups of ADF elements³⁶⁰ addressing the forum's discussions. Among those identified is Hamuli Banza Suleiman Zakaria, also known as "Bonge La Chuma," (S/2022/967, para. 23), a Congolese national and prominent ADF religious figure (para. 37).

The speakers addressed Congolese authorities, including the Military Governor of North Kivu, rejecting ongoing military operations by the Governments of DRC and Uganda. They framed the conflict in ideological and coercive terms, asserting that the conflict would only end under two conditions: the population's adherence to Islam as the sole religion, or compliance with payments described as "tokens" imposed by ISCAP (ADF). Failing this, they warned of a protracted and indefinite conflict.

One of the videos further referenced the establishment of a "token" system in the Lwemba area, under which, according to ADF, civilians who complied were permitted to continue their daily activities.

The timing of publication on 24 February, discussing reactions to the ADF-focused Forum that was still ongoing at that moment in Beni 23-25 February, further demonstrated ADF's enhanced level of connectivity. It further attested to ADF's deliberate efforts to expand its online presence and amplify its visibility.

³⁵⁹ Videos on file with the Secretariat.

³⁶⁰ Two individuals in the first video and three in the second.

Annex 12 (para. 34)

Da'esh-disseminated ADF propaganda

Propagande de l'ADF diffusée par Daech

Propaganda video aimed at encouraging foreign recruitment

In September 2025, Da'esh disseminated an 18-minute propaganda video attributed to Islamic State Central Africa Province (ISCAP) through a Telegram channel.³⁶¹ No comparable propaganda video linked to ISCAP had been published since 2022 (S/2022/967, para.28).

A video entitled “Jihad and Da’wah”, was disseminated online and assessed by the Group to be targeting foreign recruitment, calling on supporters to join the group in the DRC. The video explicitly discouraged the continued use of the name “Allied Democratic Forces” and instead promoted the designation “Islamic State Central Africa Province (ISCAP)”, aiming to reinforce affiliation with Da’esh. It included religious references, prayers and sectarian messaging, and claims regarding the forced conversion of Christian civilians.

The video featured footage of alleged ADF combatants and statements by senior ADF commanders and religious figures. The inclusion of speakers identified as originating from the DRC, Uganda, Kenya, Tanzania and Rwanda appears intended to underscore the group’s regional dimension and broaden its appeal to a transnational audience.

The video falsely portrayed ADF as a professional and well-equipped armed force, showing fighters in uniform carrying advanced weapons and displaying Da’esh symbols. This portrayal contrasts with evidence that ADF combatants are poorly equipped, lack standardized uniforms and often only possess rudimentary weapons or no firearms. The footage does not reflect living conditions within ADF camps, which are characterized by severe hardship, including food shortages and limited access to medical care.

The video included a compilation of recent and archival footage depicting combat scenes, executions of captured individuals, including members of UPDF and the FARDC, and images from the burial ceremony in Komanda following the 26 July 2025 massacre by ADF. It contained messages targeting what was described as “Western-influenced” actors and included accusations against international Christian and missionary organizations operating in the region, accompanied by imagery of United Nations insignia and humanitarian vehicles. The segment also referenced military operations in Iraq, Afghanistan, Yemen and Somalia, and included a direct threat to Operation Shujaa.

To date, the Group has not identified evidence that the dissemination of the video has resulted increased foreign recruitment or observable operational shift.

³⁶¹ Video on file with the Secretariat.

Annex 13 (para. 37)

Taxation and ADF-issued tokens (“jeton”)

Taxation and jetons émis par ADF

Since March 2025, ADF progressively expanded its taxation system across multiple localities in Ituri Province. In cases documented by the Group, both tokens marked “Dubius” and “AMANI NAPEO – Delivrance cacao” were collected by ADF elements. Taxation was conducted in villages and agricultural areas, in some instances including local authorities, and was enforced within ADF security zones under threat of displacement or execution.

ADF issued token (“jeton”) marked with the inscription “Dubius”.

Between March and December 2025, ADF elements implemented a standardized taxation system across Mambasa and parts of Irumu territories. This system included the imposition of a USD 10 payment on individuals operating within ADF-controlled or contested areas, including farmers, traders and persons engaged in timber-related activities. In exchange of payment, ADF issued tokens (“jetons”) bearing the inscription “Dubius”, which functioned both as proof of payment and as authorization for movement within ADF-controlled areas.

Corroborated testimonies indicated that collection was conducted directly in villages and agricultural zones, including through engagement with local authorities and on-site distribution of tokens. These practices were enforced within ADF security zones, where civilians were compelled to comply under threat of violence, displacement or execution.

The Group received tokens from various unrelated sources in different locations, indicating the broader geographical distribution of these practices.



Token received from farmers, military intelligence and civil society in Irumu.

Cocoa-related taxation / Taxation liée au cacao

ADF - issued tokens marked with the inscription “AMANI NA UPENDO– Délivrance Cacao”.

The taxation for which these tokens were issued targeted specific economic sectors, particularly cocoa production. The tax consisted of an annual payment of USD 15 imposed on cocoa producers per hectare or per field, referred to as “AMANI NA UPENDO – Délivrance Cacao”. Collection was carried out directly in agricultural fields by groups of 10 to 20 ADF elements.

These practices indicated a shift from episodic looting of agricultural production to the establishment of recurring and organized revenue streams linked to a high-value commodity sector.



Tokens received from farmers and identified by Wazalendos fighters, judicial authorities, and civil society.

Annex 14 (para. 37)**Video footage of Bonge La Chuma promoting adherence to ADF taxation system****Vidéo de Bonge la Chuma promouvant l'adhésion au système de taxation de l'ADF**

Video footage received by the Group in September 2025 depicted a known ADF operative, Bonge la Chuma ([S/2022/967](#), par. 23) stating that individuals were required either to convert to Islam or to pay taxes, and that those who refused would be killed or forced to leave the territories in which ADF operated ([S/2021/560](#) para.29-31).³⁶² Bonge la Chuma was based at ADF's Musa Baluku's headquarters.³⁶³ This messaging indicated that ADF taxation was embedded within a broader coercive framework combining ideological justification with territorial control.



Screenshot from video received from confidential source.

³⁶² Video authenticated by the Group on file with the Secretariat.

³⁶³ Military and intelligence sources, judicial authorities, UN sources, researchers.

Annex 15 (para. 38)**Kidnaping for ransom by ADF****Enlèvements contre rançon par l'ADF**

The Group documented ADF hostage-taking as a source of financing in Irumu (Ituri Province) and Beni (North Kivu Province) territories. According to testimonies, abductees were systematically screened and categorized based on their perceived ability to pay ransom. Those considered able to pay were generally spared, while those unable to pay were executed.

In several documented cases, ADF released hostages prior to launching attacks on villages, as documented in Tchani Tchani and Mamove. During captivity, hostages were used for forced labour while negotiations were ongoing. ADF elements established temporary positions in areas with internet access to facilitate communication with families during ransom negotiations. In some instances, families paid ransom in instalments, using contact details provided by ADF.

Testimonies received by the Group indicated that some payments ranged between USD 4,000 and USD 5,000.

Kidnapping incidents (January–February 2026)

- In early January 2026, in Bwana Sura and Mamove (Irumu territory, Ituri), ADF conducted large-scale incursions resulting in the abduction of dozens of civilians. Some victims who were unable to pay ransom were later found executed.
- On 16 February 2026, 26 hostages abducted in January in Bwana Sura and Mamove were released in Monge, Walesse Vonkutu chefferie (Irumu territory), following ransom payments.
- On 23 January 2026, during an attack in Kazaro (approximately 15 km west of the RN4 axis, Komanda–Luna), ADF abducted several civilians from fields and killed three men. The ADF elements subsequently moved towards Mamove with additional hostages, including a Muslim woman.
- On 17 February 2026, an additional 27 civilians were released after negotiations, with victims confirming to local authorities that ransom payments had been made through their families. Victims reported that ADF initially demanded approximately USD 5,000 per hostage. In most cases, families paid between USD 2,000 and USD 3,000, sometimes in instalments, using contact details provided by ADF. Releases occurred following negotiations.
- On 26 February 2026, in Ofay (capital of Walesse Vonkutu chefferie), audio evidence related to the release of 12 civilians indicated that some hostages paid up to USD 4,500. One elderly hostage had been abducted in Tchani-Tchani (Beni territory).

Annex 16 (para. 39)

Update on peace initiatives related to the AFC/M23 crisis

Mise à jour des initiatives de paix liées à la crise de l'AFC/M23

1. Since the drafting of the Group's midterm report, the diplomatic initiatives under the Washington and Doha frameworks have produced formal commitments but recorded limited tangible implementation on the ground (S/2025/858, para.7). The terms of the UN Security Council resolution 2773 (2025) were not implemented. The developments documented by the Group highlighted a persistent pattern in which formal diplomatic commitments were systematically undermined by simultaneous military reorganization or advances on the ground, thereby weakening confidence in negotiated processes and exposing civilian populations to persistent insecurity (S/2025/858, paras. 8-9; 10-11 and S/2025/446, para.13, and Annex 5).
2. Representatives of the DRC Government and AFC/M23 agreed to a ceasefire and signed the Terms of Reference of the Ceasefire Oversight and Monitoring Mechanism in Doha, Qatar, on 14 October 2025 (S/2025/858, para.11). However, military operations, including clashes and drone attacks impacting civilians, military build-up by both sides, as well as troop reinforcements and territorial expansion by AFC/M23 continued.³⁶⁴
3. The operationalization of the ceasefire monitoring through the International Conference of the Great Lakes Region-Expanded Joint Verification Mechanism Plus (ICGLR-EJVM+) was delayed (S/2025/858, para.11, and annex 5), and eventually signed in April 2026 (para. 52).
4. The capture of Uvira in December 2025 represented a significant territorial expansion occurring in flagrant breach of the bilateral agreement signed in Washington, intended to halt hostilities.³⁶⁵ This sequence of events also heightened the risk of an open confrontation between Rwanda and Burundi.³⁶⁶

Calls for an inclusive dialogue among DRC actors and the African Union as a potential coordination body

5. Calls increased for an inclusive internal dialogue – parallel to the ongoing diplomatic initiatives – among local actors³⁶⁷ to link up external mediation initiatives to domestic causes of chronic instability. In early January 2026, the calls for internal dialogue gained momentum partly due to the lack of progress in the peace process and the worsening security situation on the ground. Consequently, the President of Angola and the outgoing chair of the African Union, João Lourenço, proposed an internal and inclusive dialogue which sought to provide the framework for social, political, and armed groups to address structural and systemic causes of chronic instability in the DRC.³⁶⁸
6. While several Congolese political parties, civil society organizations and armed movements manifested their willingness to participate in the dialogue, they raised concerns over its credibility, inclusivity, and the Government's commitment to implement subsequent resolutions. In letters sent to President João Lourenço, AFC/M23 (see document "A" below) and the "Sauvons le Congo" movement of former

³⁶⁴ Political, diplomatic, civil society and intelligence sources.

³⁶⁵ UN, Civil society, intelligence sources, researchers.

³⁶⁶ Ibid.

³⁶⁷ Political actors, civil society, churches, armed groups

³⁶⁸ Political, diplomatic, civil society and intelligence sources.

President Joseph Kabila (see document “B” below) requested clarification on the relationship between the proposed initiative and the Doha process, including whether it would constitute a new or parallel process.

Lome meeting 16-17 January 2026

7. On 16 and 17 January 2026, the President of the Council of the Republic of Togo and appointed AU mediator, Faure Gnassingbé, convened a meeting in Lomé. According to the final communiqué issued at the end of the meeting (see document “C” below), the AU mediation stated objective was to reinforce harmonization, cohesion, and coordination among all peace initiatives, to capitalize on existing synergies and to avoid any fragmentation of mediation efforts likely to undermine peace and stability in the eastern region of the DRC. The meeting intended to establish a consolidated architecture articulated around three main organs, including President Faure Gnassingbé as a mediator and coordinator of the overall peace process, a panel of five facilitators, each with areas of responsibility and an independent joint secretariat to provide technical assistance to the panel.
8. The initiative was regarded as essential for the AU as the continental organization to ascertain its leadership in the peace process, providing political support and legitimacy to the various peace initiatives and the implementation of key decisions.³⁶⁹

Luanda initiative and proposed ceasefire, February 2026

9. On 9 February, a meeting in Luanda between presidents Félix Tshisekedi, João Lourenço, Faure Gnassingbé and Olusegun Obasanjo called for a ceasefire in eastern DRC, with the aim of accelerating the implementation of the Doha verification mechanisms and ensure compliance with existing agreements and UN Security Council resolutions. On 11 February, Angola proposed that a ceasefire between the DRC Government and AFC/M23 take effect on 18 February. The GoDRC subsequently accepted the ceasefire framework. However, AFC/M23 rejected the initiative, stating it had not been consulted, and accused the GoDRC of continued military operations and acting in bad faith.³⁷⁰ It also questioned Angola’s mediation role and indicated a preference to prioritize the Doha process.
10. On 18 February, the date when the proposed ceasefire was meant to formally take effect, hostilities were ongoing and even escalated in the following days.
11. These developments further highlighted the limited coordination between the different mediation tracks and their minimal impact, amid persistent mistrust between the parties.

(A) Reactions by AFC/M23 and “Sauvons le Congo” on the inter-Congolese Dialogue proposed by Angola

³⁶⁹ Government authorities, Diplomatic and Civil society sources. Also see <https://www.radiookapi.net/2026/02/02/emissions/dialogue-entre-congolais/dialogue-national-felix-tshisekedi-pose-les-conditions>.

³⁷⁰ AFC / M23 Coordinator, Corneille Nangaa, claimed the GoDRC in fact undermined mediation efforts by multiplying parallel diplomatic initiatives. Nangaa further accused the GoDRC of violating its own ceasefire declarations by military offensives, the use of “mercenaries”, and by conducting “indiscriminate bombardments”. See https://x.com/cnangaa/status/2022325018902884491?s=46&t=_n75XfLAIYyaxKQtM7ZzVg.



Alliance Fleuve Congo
Peuple Uni, Digne et Prospère

Le Coordonnateur Politique

Goma, le 09 Janvier 2026

N° Réf : ~~ORA~~/COORDO-POL/AFC-M23/CNY/JPAL/ 2026

A Son Excellence João Lourenço, Président de la République d'Angola et Président en exercice de l'Union Africaine à Luanda/Angola.

Objet: **Accusé de réception des messages nous transmis.**

Excellence Monsieur le Président de la République,

1. L'Alliance Fleuve Congo / Mouvement du 23 Mars (AFC/M23) exprime à Votre Excellence sa très haute considération et salue, avec un profond respect, l'engagement personnel ainsi que les efforts soutenus et les initiatives constantes que Votre Haute Autorité a bien voulu déployer en vue de la recherche d'une solution globale, durable et concertée à la crise aux dimensions multiples qui affecte la République Démocratique du Congo.

2. Nous tenons à exprimer à Votre Excellence notre profonde reconnaissance pour l'attention soutenue, la haute sollicitude et la bienveillance constante que Vous avez bien voulu manifester à plusieurs reprises, dans le noble dessein de rapprocher les positions et de favoriser une convergence harmonieuse des aspirations des différentes parties. Nous mesurons pleinement la portée à la fois fraternelle et politique des messages qui nous ont été aimablement transmis par l'entremise de votre Ministre des Affaires Étrangères, messages utilement complétés par un échange téléphonique d'une importance toute particulière.

3. Nous souhaitons rappeler, avec le plus grand respect, à la haute attention de Votre Excellence que l'Alliance Fleuve Congo / Mouvement du 23 Mars (AFC/M23) demeure pleinement engagée dans la recherche sincère d'une solution pacifique, globale et durable à la crise congolaise.

4. À cet égard, nous tenons à rappeler que notre Organisation a proclamé, de manière volontaire et unilatérale, un cessez-le-feu le 7 mars 2023 à Luanda, dans un esprit de responsabilité et de confiance à l'égard du processus politique alors engagé. Force est toutefois de constater que ce cessez-le-feu n'a jamais été respecté par le Gouvernement de Kinshasa, lequel a fait le choix assumé de privilégier l'option armée, entraînant une succession d'escalades militaires dont il porte l'entière responsabilité.

5. Nonobstant notre attachement constant au respect strict de cet engagement de cessez-le-feu unilatéral, et en dépit des violations répétées commises par les forces gouvernementales et leurs alliés, l'AFC/M23 n'a été contrainte de recourir à des mesures de défense que pour assurer la protection de ses positions et de ses populations, en l'absence de toute autre alternative.

6. Nous tenons à souligner avec clarté que, tant que notre Organisation ne fera pas l'objet d'attaques, l'AFC/M23 continuera de respecter rigoureusement les termes du cessez-le-feu, fidèle à son engagement invariable en faveur d'un règlement politique négocié, fondé sur le dialogue, la bonne foi et la recherche d'une paix véritable.

Excellence, Monsieur le Président,

7. Votre Haute Autorité n'est pas sans savoir que le Gouvernement de la République Démocratique du Congo et l'Alliance Fleuve Congo / Mouvement du 23 Mars (AFC/M23) sont, l'un comme l'autre, pleinement et résolument engagés, depuis le 30 mars 2024, dans un processus de négociation conduit à Doha, sous l'égide de l'État du Qatar, avec la Médiation active de partenaires régionaux et internationaux, notamment les États-Unis d'Amérique, ainsi que de l'Union Africaine, à travers le Médiateur désigné, Son Excellence Monsieur Faure Gnassingbé, Président du Conseil des Ministres de la République du Togo. Ce processus a été engagé dans le but clair et partagé de parvenir à la résolution des causes profondes du conflit par des négociations politiques.

8. Nous tenons respectueusement à rappeler à Votre Excellence que ce processus demeure pleinement en cours et qu'il a, malgré les difficultés inhérentes à toute négociation de cette nature, progressivement et laborieusement abouti à des résultats substantiels, concrets et reconnus. En effet, grâce à la constance, à la persévérance, à la neutralité et au professionnalisme de la Médiation, les parties ont pu avancer de manière significative et conclure cinq instruments majeurs à portée internationale, constituant autant de jalons essentiels du processus de paix, à savoir :

- Le Communiqué conjoint du 24 avril 2025, signé entre l'AFC/M23 et le Gouvernement de la République démocratique du Congo ;
- La Déclaration de principes du 19 juillet 2025 ;



- Le Mécanisme pour la libération des détenus par les parties du 10 septembre 2025 ;
- Le Mécanisme de Surveillance et de Vérification du Cessez-le-feu du 14 octobre 2025 ;
- L'Accord-Cadre de Doha pour un accord de paix global, signé le 15 novembre 2025 entre le Gouvernement de la République démocratique du Congo et l'AFC/M23.

Excellence Monsieur le Président,

9. Les processus de résolution des conflits armés sont, par essence, complexes, exigeants et progressifs. Ils requièrent du temps, de la patience, de la constance et une construction graduelle de la confiance. Dans ce cadre, chaque avancée, même mesurée, constitue un acquis précieux qu'il convient de préserver.

10. À cet égard, les accords conclus à Doha doivent être considérés non comme des étapes secondaires, mais comme des acquis structurants et irréversibles du processus de paix, appelant à être pleinement protégés, consolidés et mis en œuvre.

11. Nous souhaitons également souligner qu'à ce jour, aucune des parties engagées dans le processus de Doha n'a remis en cause ni dénoncé ce cadre de dialogue. Tant le Gouvernement de la République Démocratique du Congo que l'AFC/M23 demeurent formellement et explicitement engagés dans ce processus.

12. Concomitamment, les Médiateurs et Facilitateurs poursuivent, avec constance, responsabilité et détermination, la mobilisation des efforts, des garanties et des mécanismes nécessaires en vue de l'aboutissement d'un accord de paix global, durable et définitif, au service de la stabilité, de la réconciliation nationale et de la paix régionale.

Excellence Monsieur le Président,

13. Tout en exprimant notre très haute considération pour les initiatives récemment évoquées à Luanda, que nous tenons à qualifier de louables dans leur principe, l'Alliance Fleuve Congo / Mouvement du 23 Mars (AFC/M23) se permet, avec le plus grand respect, de soumettre à votre haute appréciation quelques interrogations essentielles, dans le souci de dissiper toute ambiguïté et de préserver la cohérence des efforts de paix en cours.

14. À cet égard, nous souhaiterions être éclairés sur la nature exacte de la démarche envisagée : s'agit-il de l'ouverture d'un nouveau processus de négociations, de la mise en place d'un processus parallèle à celui actuellement conduit à Doha, ou d'une initiative complémentaire appelée à s'inscrire dans la continuité et le renforcement du processus de Doha ?



15. Dans la perspective d'une éventuelle rencontre entre les parties à Luanda, nous souhaiterions également connaître, dans ce cadre précis, le statut qui serait réservé au processus de Doha, ainsi que les modalités envisagées pour son articulation ou son devenir, afin d'éviter toute remise en cause implicite des acquis déjà obtenus.

16. Enfin, nous serions reconnaissants de bien vouloir nous préciser si la Médiation Qatarie est appelée à être associée à cette éventuelle rencontre, et, le cas échéant, à quel titre et dans quel rôle, compte tenu de son implication centrale, constante et déterminante dans le processus en cours.

Excellence Monsieur le Président,

17. Depuis l'ouverture des différents cadres de discussions, nous avons observé avec une attention soutenue une tendance récurrente à la multiplication des initiatives de paix autour d'une même crise. Une telle dynamique, lorsqu'elle n'est pas clairement articulée, est susceptible d'engendrer des chevauchements, des enchevêtrements et parfois des contradictions, au détriment de la clarté, de la cohérence, de la constance et, in fine, de l'efficacité des efforts déployés.

18. De manière plus structurelle, le processus de négociation a souffert, dès ses prémices, d'une instabilité méthodologique et institutionnelle peu propice à la consolidation d'une trajectoire de paix. Engagées initialement à Nairobi, les discussions ont été transférées vers Luanda sans concertation formelle préalable avec la partie Kényane, alors même que le processus était en cours. De façon analogue, alors que les échanges se poursuivaient à Luanda, un nouveau déplacement du cadre de négociations vers Doha est intervenu sans information préalable ni coordination avec les autorités Angolaises. Par ailleurs, parallèlement au processus de Doha, une demande distincte de médiation américaine a été formulée par le Président Félix TSHISEKEDI, introduisant ainsi un canal supplémentaire qui n'a pas été formellement intégré au dispositif existant.


19. La succession de cadres, de médiations et de formats ainsi observée, en l'absence de clarification préalable, d'articulation institutionnelle explicite et de continuité politique clairement assumée, ne saurait réunir les conditions minimales de confiance, de prévisibilité et de crédibilité indispensables à toute négociation de paix sérieuse. Elle tend, au contraire, à fragiliser les mécanismes de médiation, à brouiller les responsabilités, à affaiblir les garanties offertes aux parties et à entretenir une incertitude persistante quant au cadre de référence effectif du dialogue.






20. Dans un tel contexte, aucune négociation, aussi sincère soit-elle, ne peut raisonnablement prétendre aboutir à un accord global et durable. La multiplication de forums non coordonnés, l'absence de cohérence stratégique et la superposition de médiations concurrentes constituent des faiblesses structurelles majeures, incompatibles avec les exigences de stabilité, de confiance mutuelle et de continuité politique que requiert tout processus de paix crédible et soutenable.



AFC/M23 communiqué of 9 January 2026, received from a confidential AFC/M23 source.

(B) Reaction by “Sauvons le Congo”, 14 January 2026:








 @SauvonsLaRdc1

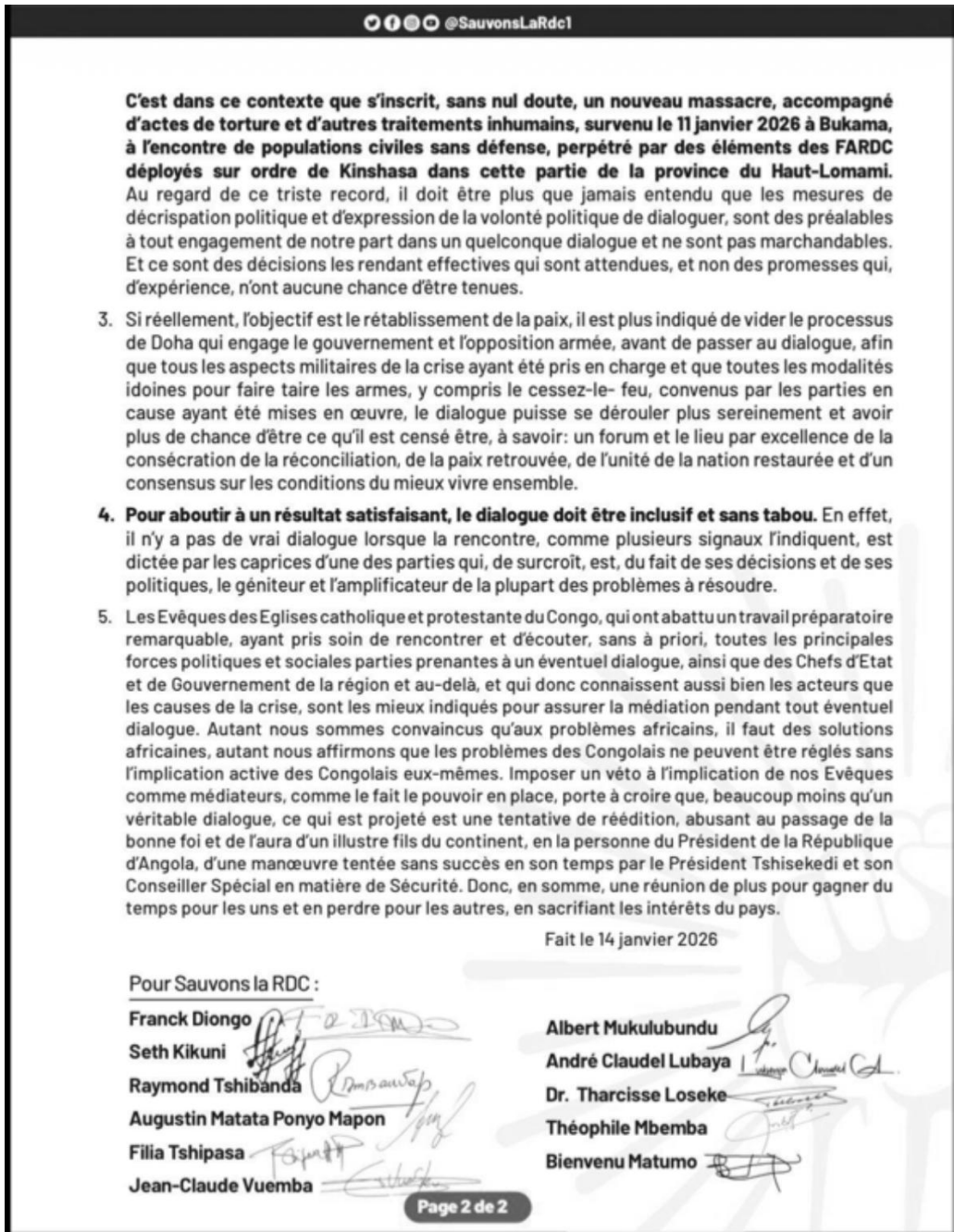
Communiqué du Mouvement Sauvons la R.D.C au sujet du dialogue

Ayant été consulté à deux reprises, par les hautes autorités de la République d'Angola, à leur initiative, au sujet d'un éventuel dialogue entre congolais, **le Mouvement Sauvons la RDC**, salue l'implication personnelle de **Son Excellence João Manuel Gonçalves Lourenço**, Président de la République d'Angola, dans la recherche de la paix en République Démocratique du Congo et réaffirme, pour sa part, son attachement et son engagement au dialogue comme meilleur moyen de règlement des conflits.

Il tient néanmoins à exprimer, ci-après, ses préoccupations et observations en rapport avec cette nouvelle initiative.

1. Le succès de tout dialogue repose d'abord et avant tout sur la sincérité, la bonne foi des parties, ainsi que sur leur constance dans le respect des engagements. Pas sur le nombre de voyages effectués, de capitales visitées ou de médiateurs de haut rang invités à s'impliquer. Le changement sans arrêt de lieux et de médiateurs auquel nous assistons - de Nairobi à Luanda, de Luanda à Doha, de Doha à Luanda, en passant brièvement par Bujumbura, Kampala, Lomé et tant d'autres capitales, consacre l'instabilité de la vision, laisse un goût d'inachevé et semble voulu, beaucoup plus, pour donner le tournis que l'assurance attendue du pouvoir qu'il aurait finalement compris - mieux vaut tard que jamais, le bien-fondé d'une solution politique à la crise. Bien plus, l'instabilité de la parole d'Etat, les ambiguïtés stratégiques, les contradictions quant au choix des options pour la résolution de la crise, l'instrumentalisation des processus politiques, et la manipulation de ceux-ci afin de faire triompher sa cause et non celle du pays, ont fini par enlever toute fiabilité aux discours tenus et engagements pris par le Président Tshisekedi et son régime, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.
2. La volonté politique se prouve par le respect des engagements pris et des accords déjà signés. En l'espèce, il s'agit notamment et principalement de ceux portant sur la libération des prisonniers, la décrispation du climat politique et l'observance du cessez-le-feu souscrits par le Gouvernement. Contrairement à ces accords et engagements, le Gouvernement du Président Tshisekedi continue à arrêter et/ou enlever, contraindre à l'exil des opposants politiques, des généraux et autres officiers, des journalistes, des activistes des droits de l'homme ainsi que tous ceux qui, au nom de la liberté d'opinion qui est constitutionnellement reconnue à tous les citoyens congolais, se permettent d'émettre un son discordant par rapport à celui du pouvoir. De la même manière, toutes les fois que le Président Tshisekedi prend son avion pour, soi-disant, aller à la recherche de la paix, il laisse derrière lui des instructions pour de grands mouvements des troupes, des attaques massives sur des localités densément peuplées, ainsi que des bombardements des civils par des drones et des avions de combat.

Page 1 de 2



Documents obtained from civil society sources

(C) African union mediation Final communique of the high-level meeting on coherence and consolidation of the peace process in the Democratic Republic of the Congo and the Great Lakes Region, 16 & 17 January 2026:



MEDIATION DE L'UNION AFRICAINE

COMMUNIQUE FINAL DE LA REUNION DE HAUT NIVEAU SUR LA COHERENCE ET LA CONSOLIDATION DU PROCESSUS DE PAIX EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET DANS LA REGION DES GRANDS LACS

Lomé, 16 & 17 janvier 2026

1. À l'invitation de **Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE**, Président du Conseil de la République togolaise et Médiateur de l'Union africaine dans le cadre des efforts pour le règlement du conflit et de la situation sécuritaire à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), une Réunion de Haut niveau s'est tenue le 17 janvier 2026 à Lomé, en République togolaise, sur la cohérence et la consolidation du processus de paix en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs.
2. La Réunion de Haut niveau a été présidée par **Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE**. Ont pris part aux travaux les personnalités suivantes :
 - **Son Excellence Olusegun OBASANJO**, ancien Président de la République fédérale du Nigeria, membre du Panel des Facilitateurs ;
 - **Son Excellence Uhuru KENYATTA**, ancien Président de la République du Kenya, membre du Panel des Facilitateurs ;
 - **Son Excellence Catherine SAMBA-PANZA**, ancienne Présidente de la République centrafricaine, membre du Panel des Facilitateurs ;
 - **Son Excellence Mokgweetsi MASI**, ancien Président de la République du Botswana, membre du Panel des Facilitateurs ;
 - **Son Excellence Sahle-Work ZEWDE**, ancienne Présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, membre du Panel des Facilitateurs.
3. Les Ministres des Affaires étrangères et des représentants de la République démocratique du Congo, de la République du Rwanda, de la République d'Angola, de la République du Burundi, de la République d'Ouganda, des États-Unis d'Amérique, de l'État du Qatar, de la République française et de la République togolaise ont également pris part à la Réunion.
4. Le Président de la Commission de l'Union africaine, **Son Excellence Mahmoud Ali Youssouf**, des représentants des Nations Unies, de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), du Groupe de contact international pour la région des Grands Lacs, ainsi que de nombreux partenaires internationaux et représentants de la société civile ont participé aux travaux.
5. La Réunion de Haut niveau a passé en revue les efforts diplomatiques déployés aux niveaux africain et international au cours des douze (12) derniers mois en vue de rouvrir les espaces de dialogue entre les protagonistes du conflit et d'accélérer la dynamique vers la désescalade et des solutions négociées.
6. Elle a rappelé les conclusions de la réunion tenue par le Médiateur avec le Panel des Facilitateurs le 17 mai 2025 à Lomé, et salué les efforts conjugués de la Médiation conduite par la République togolaise, de la CAE et de la SADC, en faveur du retour à une paix durable à l'Est de la RDC et du renforcement de la stabilité dans la région des Grands Lacs.
7. La Réunion de Haut niveau a salué les efforts diplomatiques des États-Unis d'Amérique ayant permis la signature de la Déclaration de principes de

2

CAE

Washington, du 25 avril 2025, de l'Accord de paix de Washington du 27 juin 2025 et d'un accord du Cadre d'intégration économique régionale du 7 novembre 2025 et des Accords de paix de Washington du 4 décembre 2025 entre la RDC et le Rwanda. Elle a également salué les pourparlers de Doha conduits par l'État du Qatar qui ont conduit à la Déclaration de principes de Doha du 19 juillet 2025, suivie de l'Accord-cadre de Doha pour un accord de paix global assorti de huit Protocoles thématiques, signé le 15 novembre 2025.

8. La Réunion s'est également réjouie de la tenue, le 30 octobre 2025 à Paris, de la Conférence de soutien à la paix et à la prospérité dans la région des Grands Lacs.
9. Le Médiateur a réaffirmé sa disponibilité à travailler de manière concertée avec les États-Unis d'Amérique et l'État du Qatar ainsi que toutes les parties prenantes, dans le cadre de la mise en œuvre des accords signés et de la poursuite des négociations de Doha entre le Gouvernement de la RDC et l'AFC/M23.

I. CONSOLIDATION DE LA COHÉRENCE DES EFFORTS DE MÉDIATION

10. La Réunion de Haut niveau a souligné la nécessité de renforcer l'harmonisation, la cohérence et la coordination de l'ensemble des initiatives de paix, afin de capitaliser sur les synergies existantes et d'éviter toute fragmentation des efforts de médiation au détriment de la paix et de la stabilité à l'Est de la RDC.
11. À cet égard, la Réunion a acté la révision de l'architecture de la Médiation, avec le Secrétariat Conjoint Indépendant en appui technique au Panel des Facilitateurs.
12. La Réunion a réaffirmé le rôle du Panel des Facilitateurs comme mécanisme central d'appui politique à la Médiation, agissant de manière coordonnée, complémentaire et dans le strict respect des mandats confiés par le Médiateur.
13. La Réunion a insisté sur la nécessité d'assurer une harmonisation étroite avec les initiatives internationales, afin de garantir la cohérence des messages, le respect du séquençage politique et l'alignement des appuis extérieurs sur les priorités définies dans le cadre de la Médiation.

II. CONSOLIDATION DU PROCESSUS DE PAIX À L'EST DE LA RDC, TENANT COMPTE DES ÉVOLUTIONS RÉCENTES

14. La Réunion de Haut niveau a invité les Parties à accélérer la mise en œuvre de bonne foi de leurs engagements respectifs et à privilégier des moyens pacifiques dans la gestion et le règlement du conflit.
15. La Réunion a réaffirmé son plein soutien au processus de Doha et exhorté les Parties à une reprise sans délai des pourparlers afin de conclure les négociations sur les six (6) protocoles restants.

Handwritten signature

16. Elle a souligné l'importance d'un suivi africain structuré de la mise en œuvre des accords et de l'évolution du processus de paix.

III. DÉCISIONS DE LA RÉUNION DE HAUT NIVEAU

17. Les décisions ci-après ont sanctionné les travaux de la Réunion de Haut niveau :
 - a. L'alignement sur le principe de la centralité de la Médiation conduite par la République togolaise ;
 - b. L'harmonisation de la compréhension et de l'appropriation du processus unifié de médiation à l'échelle africaine ;
 - c. L'alignement des acteurs autour de l'architecture révisée de la Médiation ;
 - d. L'adoption d'un document-cadre de la Médiation, fondé sur l'état des lieux et l'analyse des dynamiques du processus de paix ;
 - e. L'adoption du Plan de travail des Facilitateurs en tant qu'instruments opérationnels guidant l'action coordonnée du Panel ;

IV. DIVERS ET PROCHAINES ÉTAPES

18. Les participants ont exprimé leur profonde appréciation au Gouvernement et au peuple de la République togolaise pour l'accueil chaleureux et les facilités mises à la disposition des délégations, ainsi que pour l'engagement constant du Togo en faveur de la Médiation.
19. Les participants ont réaffirmé leur détermination collective à poursuivre, dans un esprit de cohérence, de coordination et de responsabilité partagée, les efforts engagés afin de consolider durablement le processus de paix et de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs.

Fait à Lomé, le 17 janvier 2026

Handwritten signature

Document obtained from confidential source

Annex 17 (para. 42)**The United States Treasury sanctioned RDF and Rwandan Officials, condemning blatant violations of Washington Peace Accords****Le Département du Trésor des États-Unis a sanctionné les RDF et des responsables rwandais, condamnant des violations flagrantes des Accords de paix de Washington**

On 2 March 2026, the U.S. Office of Foreign Assets Control (OFAC) sanctioned the Rwanda Defence Forces (RDF) and four senior commanders, citing their direct involvement in destabilizing eastern DRC.³⁷¹

According to the U.S. Treasury, the Rwanda Defence Force was “actively supporting, training, and fighting alongside” M23, including through troop deployments, provision of advanced military equipment, and direct participation in territorial offensives. This included the capture of Uvira—days after the signing of the Washington Peace Accords—a strategic urban centre near the Burundi border, which heightened regional tensions and posed a potential cross-border security risk despite the subsequent withdrawal of RDF and M23 elements.

The Treasury assessed that RDF actions materially enabled M23’s capture of key urban centres and mining areas, and contributed to widespread human rights abuses and mass displacement. It further determined that M23’s offensives would not have been possible without the active support and complicity of the RDF and senior officials. This included the deployment of thousands of RDF troops in eastern DRC, their direct engagement in combat operations, and the introduction of advanced military capabilities, including GPS jamming systems, air defence equipment, and drones. The RDF was also reported to have trained M23 fighters at its military facilities and supported recruitment efforts, including among refugee populations.

The Office of Foreign Assets Control concluded that such conduct constituted material support to a sanctioned armed group and actions threatening the peace, security, and stability of the DRC, in violation of the Washington Peace Accords and broader international de-escalation efforts, and called for the immediate withdrawal of RDF troops, weapons, and equipment from DRC territory.

Accordingly, Vincent Nyakarundi, Chief of Staff of the RDF; Major-General Ruki Karusisi, commander of the RDF 5th Infantry Division and former Special Operations Force Commander; General Mubarakh Muganga, Chief of Defence Staff; and Stanislas Gashugi, Special Operations Force Commander since 15 March 2025, were designated for their leadership roles within the RDF.

³⁷¹ <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sb0411>.

Annex 18 (para. 45)

Commitments made by the Governments of DRC and Rwanda during 17-18 March 2026 meeting in Washington DC

Engagements pris par les gouvernements de la RDC et du Rwanda lors de la réunion des 17 et 18 mars 2026 à Washington DC.

Representatives of the Governments of the DRC and Rwanda met in Washington DC on 17–18 March 2026, to advance the implementation of the Washington Accords and agree on concrete steps to de-escalate the conflict.³⁷²

According to a Joint Statement on Advancing the Washington Accords issued on 18 March 2026 by the Governments of Rwanda, DRC, and U.S.,³⁷³ both Rwanda and DRC agreed on a set of coordinated measures aimed at de-escalating tensions and advancing progress on the ground, including:

- Mutual commitment to specific measures to support each other’s sovereignty and territorial integrity;
- The scheduled disengagement of forces/lifting of Rwanda’s defensive measures in designated areas within DRC territory;
- Time-bound and intensified efforts by the DRC to neutralize the FDLR;
- The protection of all civilians.

The Group consulted a copy of the agreement, titled “Initial Steps Plan” (Plan), which referenced a map of North and South Kivu Provinces identifying six areas of interest: five located in North Kivu, and one in South Kivu. These corresponded to areas (Named Area of Interest or “NAI”) defined in Operational order (OPORD) (S/2025/858, paras. 8 and 14), broadly overlapping with areas of known FDLR presence.

The Plan agreed upon during the 17-18 March 2026 meeting required both parties to undertake sequential action in the areas identified: RDF and AFC/M23 to withdraw its forces and equipment, and FARDC to subsequently neutralize FDLR, including “through kinetic action against any and all FDLR members present in the designated areas.” FARDC operations against the FDLR would thus require the prior withdrawal of RDF elements from the area.

The Plan defined actions and timelines for NAI 1 and 2 (located in North Kivu, specifically around Pinga-Mpeti-Lukweti), and NAI 3 (situated in the Hauts Plateaux of South Kivu, excluding Minembwe).

The Plan also required RDF withdrawal from the Lubero frontline (Alimbongo, Kasegbe and Kayna), even though this area was not marked as a “NAI” on the OPORD map.

The Plan established the following timeline and actions:

- **By 18 March 2026:** Rwanda to ensure the absence of RDF and AFC/M23 personnel and equipment in NAI-2 (Mpeti–Lukweti–Kimoho axis, extending until Mweso);
- **By 23 March 2026:** Rwanda to withdraw all RDF personnel and equipment from Lubero territory (Alimbongo, Kasegbe and Kayna) to Rwandan territory;
- **By 31 March 2026:** The DRC to initiate operations against the FDLR in NAI-1 along the Pinga–Lukweti axis, and to cease any collusion, communication or co-location between FARDC and FDLR elements;
- **By 31 March 2026:** Rwanda to ensure the absence of RDF and AFC/M23 personnel and equipment in NAI-3;

³⁷² Diplomatic, intelligence and governmental sources.

³⁷³ <https://www.state.gov/releases/office-of-the-spokesperson/2026/03/joint-statement-by-the-governments-of-the-united-states-of-america-the-democratic-republic-of-the-congo-and-the-republic-of-rwanda-on-advancing-the-washington-accords/>

- **By 31 March 2026:** The DRC to submit to the United States a proposal for operations to neutralize the FDLR and affiliated groups in NAI-3;
- **By 15 April 2026:** The DRC to commence operations to neutralize the FDLR in NAI-2, including through kinetic action, unless it determines the continued presence of RDF or AFC/M23 personnel or equipment in the area;
- **By 15 April 2026:** The Parties to invite the United States to assess the presence of RDF and AFC/M23 elements in NAI-2;
- **In April 2026:** A Joint Oversight Committee (JOC) meeting to be convened in Washington on or before 25 April 2026, with both parties to submit plans regarding Ruzizi no later than seven days prior;
- **In September 2026:** Full implementation of the CONOPS.

The Plan outlined additional commitments, including:

- Rwanda to refrain from conducting drone strikes in DRC territory, and the DRC to refrain from conducting drone strikes in Rwandan territory;
- The DRC to refrain from conducting drone strikes or attacks against RDF personnel and equipment departing the identified zones;
- The DRC to refrain from launching offensive operations against AFC/M23 positions in Lubero;
- The DRC to ensure the absence of collusion, communication or co-location between FARDC and FDLR elements;
- Surrendering FDLR elements to be handed over to MONUSCO;
- The Parties to request a report from MONUSCO on FDLR repatriations between 27 June 2025 and 18 March 2026;
- The Parties to ensure the protection of civilian populations without discrimination across the DRC territory, and to instruct associated forces to do the same.

At the time of drafting, there was only limited implementation of the agreed actions and the timelines were not respected (paras. 46-51).

In Lubero, at the time of reporting, RDF and AFC/M23 still at Alimbongo, i.e. 20 km south of Lubero. Kasegbe and Kayna were not vacated.³⁷⁴ RDF did not withdraw its equipment to Rwanda, as foreseen in the agreement, but rather redeployed them to Rutshuru territory and the Masisi-Walikale axis, including heavy artillery, jamming, spoofing and other air defense capabilities.

While RDF and AFC/M23 withdrew a few kilometers from Mpeti³⁷⁵ and Mindjenje (located within NAI-2, at the border between Walikale and Masisi territories) towards Kalembe (approximately 15 kilometers) but remained within artillery-strike distance from these localities. During the second half of April operations were ongoing to retake these localities.³⁷⁶ Additionally, despite having vacated Mpeti and Mindjenje – which relieved offensive pressure on Pinga – RDF and AFC/M23 still controlled and maintained operations along southern axis leading to Pinga, via Lukweti and Nyabiondo,³⁷⁷ facing FARDC supported by APCLS, FDLR-FOCA, NDC/R, ANCDH and other Wazalendo groups.³⁷⁸

³⁷⁴ Military, diplomatic and intelligence sources, UN sources, civil society, researchers, AFC/M23 elements, Wazalendo combatants.

³⁷⁵ Less than 15 kilometers from Mpeti.

³⁷⁶ Military, diplomatic and intelligence sources, UN sources, civil society, researchers, AFC/M23 elements, Wazalendo combatants.

³⁷⁷ Ibid.

³⁷⁸ Ibid.

Most of the villages vacated by M23/RDF were occupied by the Wazalendo, FARDC, and Congolese state authorities progressively returned to some of the localities – such as in Kipese, Lubero territory, and Mpeti and Minjenje.³⁷⁹ Clashes continued in and around the vacated areas, and some of the initially vacated areas were subsequently reoccupied by AFC/M23.

RDF and AFC/M23 continued to occupy and control large parts of Masisi and Walikale territories, as well as Rutshuru and Nyiragongo territories and significant portions of South Kivu. At time of drafting, there was no evidence of RDF withdrawals from North and South Kivu to Rwanda.³⁸⁰

On the contrary, new RDF troop and materiel reinforcements with new troops and materiel reinforcements were documented in April passing through Nyangezi-Kamanyola towards Ruzizi Plaine, Lemera in the Moyens Plateaux, and others towards the Hauts Plateaux of Uvira and Mwenga. RDF positioned sophisticated weaponry, including anti-aerial defense systems (MANPADS) and conducted attacks with kamikaze and armed drones, notably between 10 and 19 April (paras. 168-170).³⁸¹

³⁷⁹ FARDC and Wazalendo sources; UN and researchers.

³⁸⁰ Military, diplomatic and intelligence sources, UN sources.

³⁸¹ Ibid.

Annex 19 (para. 50)

Paul Kagame interview published in Jeune Afrique

Entretien de Paul Kagame publié dans Jeune Afrique

In an exclusive interview granted to Jeune Afrique on 26 March 2026,³⁸² President Paul Kagame addressed questions about Rwanda's role in the ongoing conflict in the DRC, the US sanctions and the RDF's expected withdrawal from the DRC.

Kagame rejected Rwanda's responsibility in the DRC conflict, portraying the conflict as a Congolese internal issue and attributing escalation to Kinshasa's actions, including alleged collaboration with FDLR, which he claimed was as a long-standing and unresolved security threat to Rwanda. He minimized the relevance of FDLR force size, emphasizing instead their ideology and alleged backing by the DRC Government as the primary concern.

Kagame characterized Rwanda's actions as defensive measures, asserting that operations beyond its borders – which he admitted including deployment of troops, materiel, and coordination with AFC/M23 – were justified measures to neutralize this threat, even if conducted 5–20 km inside DRC territory.

Kagame indicated no intention to withdraw or scale down Rwanda's military posture, stating that defensive measures would remain in place until the perceived threat was addressed, by any means necessary, conditioning progress on reciprocal implementation of agreements by the DRC. He dismissed international sanctions as insulting, unjustified and politically motivated, arguing that Rwanda was being penalized for safeguarding its security. He described the fall of Uvira as “inevitable”, a necessary consequence of the situation on the ground, claiming that it should not have come as a surprise to any of the parties, including the US, since they were informed on a daily basis of the “evolution of the situation”.

On allegations of human rights and international humanitarian law violations by AFC/M23, Kagame dismissed such accusations, arguing that conditions in areas under M23 control (including Goma and Bukavu) had improved compared to the period prior to their takeover. He suggested that criticism of M23's conduct was selective and overlooked previous instability, implicitly rejecting claims of abuses and portraying the group as contributing to improved security conditions.

Kagame stated Joseph Kabila's association with M23 proved that the latter was not a Rwandan movement, but a Congolese movement now known as AFC/M23: “the issue posed by this movement is a Congolese political problem, which must find a Congolese political solution.” Kagame distanced himself from direct involvement with Kabila, stating that Kabila's association with AFC/M23 and his presence in M23-controlled areas reflected his own political choices. He framed Kabila as part of a broader Congolese political dynamic, indicating that individuals seeking to contribute to stability in the DRC were “welcome” in Rwanda, and denied that Rwanda was directing or sponsoring his actions.

On his future relations with President Tshisekedi, Kagame remained ambiguous and stated being comfortable with the “status quo”. He stated that there is “still a great deal of work to be done, both in the East and in the Congo as a whole, so that neither poses a threat to its neighbors, particularly Rwanda. That is why we will be uncompromising when it comes to the security of our border—by all means.”

³⁸² <https://youtu.be/jBTZKT2uTe4?si=EnIcd0KXXfHbXPYA>;
<https://www.jeuneafrique.com/1784913/politique/paul-kagame-nattendez-pas-de-moi-que-je-leve-nos-mesures-de-defense-alors-que-vous-laissez-felix-tshisekedi-faire-ce-quil-veut/>

Annex 20 (para. 52)

Doha talks in Montreux, Switzerland, 13-17 April 2026

Pourparlers de Doha à Montreux, Suisse, du 13 au 17 avril 2026

Building on the Declaration of Principles, discussions focused on improving humanitarian access including by reopening the Goma and Kavumu airports, the operationalization of the ceasefire monitoring and verification mechanism, and the exchange of prisoners³⁸³ (S/2025/858, paras. 7, 10-11).

On 14 April, representatives of the DRC Government, AFC/M23 and the International Conference on the Great Lakes (ICGLR) signed a Memorandum of Understanding on the operationalization of the ceasefire monitoring through the ICGLR-Expanded Joint Verification Mechanism Plus (ICGLR-EJVM+)³⁸⁴ (annex x, and S/2025/858, para.11). Discussions on a humanitarian protocol only resulted in the issuing of a joint statement on 17 April, stating the intention to facilitate access and freedom of movement for humanitarian personnel, to begin ceasefire monitoring activities and to proceed with the release of prisoners. The parties undertook to continue negotiations on the remaining protocols.

The AFC/M23 was represented by six delegates, and five “experts”. The delegates were Jean-Paul Shaka, AFC advisor;³⁸⁵ Benjamin Mbonimpa, AFC permanent secretary and M23 executive secretary; René Abandi Munyarugerero, chief negotiator for AFC/M23; Jean Pierre Alumba Lukamba Omokoko, advisor to AFC-Coordinator Corneille Nangaa; Lt. Col Donat Muganza, M23 military intelligence officer; and Major Fred Ngenzi Kagorora, AFC/M23 liaison officer for military and political coordination.³⁸⁶ Fred Ngenzi is a Rwandan-Congolese national, influential member of M23 since the movement’s first iteration in 2012, and a key liaison with Rwandan leadership and RDF, notably through Brigadier General Patrick Karuretwa (S/2014/428, para. 65 and annex 41, S/2025/446, para. 8) and Jean Paul Nyirabutama, deputy advisor to President Kagame on defense and security (para. 98).

The five experts assisting the AFC/M23 team were Justine Mbabazi Rukeba, advisor on Human Rights, Gender, Peace Building, Legal and Judicial Reforms; Chantal Kayitaba Murekatete, AFC/M23 humanitarian focal point in Goma, and advisor on Humanitarian Affairs, Gender, Social Affairs; Cedric Fiema Pundu Yange, advisor on Banking, Insurance and Finance Sector; as well as Claude Ibalanky Ekolomba and Franck Mwe Di Malla Apenela as “external” advisors.³⁸⁷

(1) Memorandum of Understanding between the International Conference on the Great Lakes (ICGLR) and the Government of the Democratic Republic of Congo and Congo River Alliance / March 23 Movement – as Parties of the Doha Declaration of Principles on the Operationalization of EJVM Plus ICGLR

The Memorandum of Understanding (MoU), signed on 14 April 2026, established the operational framework for implementing the Doha ceasefire through the Expanded Joint Verification Mechanism (EJVM+), formalizing cooperation between the Government of the DRC, AFC/M23, and the ICGLR. It defined the structure, mandate, and functioning of the ceasefire monitoring system, including joint verification teams, equal representation of the Parties, and the participation of observers (AU, Qatar, United States) and MONUSCO, with a focus on surveillance, investigation, and reporting of ceasefire violations.

³⁸³ Diplomatic and confidential sources.

³⁸⁴ Ref annex x (on peacemaking initiatives)

³⁸⁵ Lawyer registered with the New York Bar.

³⁸⁶ UN, diplomatic and confidential sources.

³⁸⁷ Ibid.

The agreement further set out modalities for coordination, information-sharing, security guarantees, and access to areas of operation, alongside provisions on financing, reporting, dispute resolution, and liability. It underscored the commitment of the Parties to facilitate monitoring activities, ensure the safety of verification personnel, and resolve disputes through the Doha facilitation framework, with the aim of operationalizing a permanent ceasefire and reducing violations through structured oversight mechanisms.

See the full text of the MoU below.

REF: ICGLR/COVMBRCAFC/M23/MOU/VER/04/2026/EMM



MEMORANDUM OF UNDERSTANDING

BETWEEN

THE INTERNATIONAL CONFERENCE ON THE GREAT LAKES REGION (ICGLR)

AND

GOVERNMENT OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO AND

CONGO RIVER ALLIANCE/ MARCH 23 MOVEMENT

AS PARTIES OF THE DOHA DECLARATION OF PRINCIPLES

ON THE OPERATIONALIZATION OF THE EJVM PLUS ICGLR

1

REF: ICGLR/COVMBRCAFC/M23/MOU/VER/04/2026/EMM

resolution to the current armed conflict in the DRC, including relevant articles of UNSC Resolution 2808 that gives to MONUSCO mandate to support the Ceasefire Oversight and Verification Mechanism, and as well as applicable International Law.

NOTING the framework agreement between the Government of the Democratic Republic of Congo and the Republic of Rwanda, signed in Washington, on June 27, 2025 in its provisions recommending the Doha peace process;

REFERRING to the 19th Ordinary Meeting of the Ministers of Defence of the International Conference on the Great Lakes Region, held on November 8, 2025, in Kinshasa, DRC at points 6.11.8-10, convening a meeting of Defence Experts from the ICGLR to review the Terms of Reference, finalize a memorandum of understanding clarifying the roles, responsibilities, hierarchical lines, operational modalities, and the cost of monitoring by EJVM;

IN ACCORDANCE with the agreement that established the Ceasefire Oversight Verification Mechanism of October 14, 2025, in DOHA, QATAR between the Government of the Democratic Republic of Congo (DRC) and the Congo River Alliance/March 23 Movement (AFC/M23), in favor of a path toward a permanent ceasefire agreement;

3

ML

REF: ICGLR/COVMBRCAFC/M23/MOU/VER/04/2026/EMM

Preamble

WHEREAS this Memorandum of Understanding (hereinafter referred to as "MoU") is signed between the International Conference on the Great Lakes Regions (hereinafter referred to as "ICGLR") Secretariat and the GOVERNMENT OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO (DRC) AND CONGO RIVER ALLIANCE/ MARCH 23 MOVEMENT (AFC/M23) AS PARTIES OF THE DOHA DECLARATION OF PRINCIPLES (hereinafter referred to as "PARTIES OF THE DOHA PEACE PROCESS") for the purposes of operationalization of the EXPANDED JOINT VERIFICATION MECHANISM PLUS (EJVM+) in Eastern Democratic Republic of the Congo (hereinafter referred to as "DRC");

AIMING to define the terms, modalities, and operation framework for the rapid and full operationalization of the ICGLR through its technical body, the Expanded Joint Verification Mechanism (EJVM) in its capacity as a member of the Ceasefire Oversight and Verification Mechanism (COVM). Established within the framework of the Doha Process, with the two signatory Parties;

IN ACCORDANCE with the Charter of the United Nations, the constitutive act of the African Union (AU), the fundamental principles of the Constitution of the Democratic Republic of Congo (DRC), and relevant United Nations Security Council Resolutions that recommend peaceful

2

ML

REF: ICGLR/COVMBRCAFC/M23/MOU/VER/04/2026/EMM

TAKING NOTE OF the DOHA framework agreement of November 15, 2025, between the Government of the Democratic Republic of Congo and the Congo River Alliance/March 23 Movement;

The Parties to DOHA PEACE PROCESS and the ICGLR Secretariat, each individually a "Party" and collectively, the "Parties", have agreed on the following.

Objectives of the MoU

The purpose of this Memorandum of Understanding is to establish a formal framework for collaboration between the Ceasefire Monitoring and Verification Mechanism of the Doha Framework Agreement and the International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR), acting through its technical body, the Expanded Joint Verification Mechanism (EJVM), with the participation of the Parties, namely the Government of the Democratic Republic of the Congo and the Alliance Fleuve Congo/Movement of March 23 (AFC/M23).

In accordance with their respective mandates, and with a view to ensuring the effective implementation of the permanent ceasefire, this MoU aims in particular to organize the modalities for the participation of the EJVM within the Ceasefire Monitoring and Verification Mechanism, and to establish effective mechanisms for information-sharing, operational coordination, and technical cooperation among the Parties;

4

ML

REF: ICGLR/COVM/BRCA/FC/M23/MOU/VER/10642026/EMM

The Terms of Reference for the EJVM are attached hereto as Annex A and are incorporated by reference into this MoU.

SECTION II Implementation of the MoU

The parties agree as follows:

Composition: The Ceasefire Oversight and Verification Mechanism is composed of:

- (a) Three representatives of the Government of the Democratic Republic of the Congo ("the Government") and three representatives of the Alliance Fleuve Congo/Movement of March 23 ("AFC/M23") (the "Parties");
- (b) Representatives of the African Union, the State of Qatar, and the United States may serve as observers;
- (c) The International Conference on the Great Lakes Region ("ICGLR"), through its Expanded Joint Verification Mechanism ("EJVM").

The EJVM+ shall comprise the EJVM, three representatives of the Government, and three representatives of the AFC/M23 (in a coordination role); and

ML

REF: ICGLR/COVM/BRCA/FC/M23/MOU/VER/10642026/EMM

- (d) MONUSCO, as an additional participant.

Mission: The mission of the mechanism is to conduct surveillance, monitoring, verifying and reporting the implementation of the permanent ceasefire including the investigation on any alleged violation as well as taking necessary measures with the interested parties to avoid further violations.

Command: The leadership of the Ceasefire Oversight and Verification Mechanism will be determined by the Parties. EJVM plus will be commanded by the Commander EJVM. For the duration of this MOU, the EJVM should not be commanded by a representative originating from a country involved in the conflict, either AFC/M23 representative.

Joint Verification: The verification shall be conducted by the Joint Verification Team appointed by the Commander EJVM which will be joined by equal representative of the Parties and where possible Observers.

Secretariat: The composition of the Secretariat shall be determined by the Parties.

Sharing of verification reports: The reports of the activities related to the verification of ceasefire violations shall be shared with the Commander EJVM or his representative. The Commander of the EJVM+ shall prepare a

REF: ICGLR/COVM/BRCA/FC/M23/MOU/VER/10642026/EMM

consolidated report and transmit it to the members of the Doha Ceasefire Monitoring and Verification Mechanism.

Finance. The parties shall mobilize resources for the activities of the mechanism. The EJVM shall propose a budget for the EJVM Plus.

Mission planning. Mission planning shall be conducted jointly between Ceasefire Oversight and Verification Mechanism and the EJVM.

Security. The parties shall ensure that the EJVM Plus is accorded secure and unimpeded access to both sides of the frontline for the purpose of facilitating their effective participation in the monitoring of the permanent ceasefire on the ground. Additionally, the parties commit to ensuring the safety of the experts at all times during verification missions.

Coordinating Meetings. Either party to the MOU may call for a meeting within a notice of 72 hours. The quorum of the meeting shall be realized when both parties are present with Observers.

Conduct and Discipline. Members of the Ceasefire Oversight and Verification Mechanism shall abide by the cultural and legal considerations of the DRC.

ML

REF: ICGLR/COVM/BRCA/FC/M23/MOU/VER/10642026/EMM

Liability and third-party claims provisions

Each Party shall assume responsibility for any damage, injury, disability, or death suffered by its own personnel in the course of the implementation of the MOU. However, the liability of the Party exercising control over the area may be incurred in cases of gross negligence, deliberate omission, or a serious breach of the agreed security measures;

Entry into force

This MoU shall enter into force on the date of its signature by the Parties ("Effective Date") for the period of the Ceasefire Oversight Verification Mechanism mandate unless earlier terminated in accordance with the terms of this MoU. If there is more than one date of signature, the latest date shall be the date from which this MoU shall enter into force.

Amendments

This MoU may be modified, supplemented, or amended at any time by written agreement between the Parties. Amendments to this MoU shall be made in writing and signed by the duly authorized representatives of the Parties. Such amendments shall become effective from the date of signature of the Parties.

Settlement of disputes

The Parties shall use their best efforts to promptly settle through direct negotiations any dispute, controversy, or claim arising out of the MoU or the interpretation, application, breach, termination or invalidity thereof

REF: ICGLR/COV/M/DRCA/FC/M23 MOU/VER/19942026/EMM

initially referring the matter to the facilitators of the DOHA peace process and the Executive Secretary of the ICGLR within (30) days.

Privileges and immunities

Diplomatic privileges and immunities remain fully in effect in all areas during execution of the Ceasefire Oversight and Verification Mechanism.

Termination

This MoU may be terminated by either Party by giving thirty (30) days' written notice to the other that will become effective thirty (30) days from the date of its receipt. Where notice of termination is given, Parties of the DOHA peace process and ICGLR Secretariat will take immediate steps to bring any provision of support or joint activities to a close in a prompt and orderly manner. This MoU shall automatically terminate upon fulfillment of the mandate as described in the agreement on the ceasefire oversight verification mechanism. Upon termination of the MoU, the Parties shall cooperate to bring the agreements set forth in this MoU to an orderly conclusion. For the avoidance of doubt, any determination of this MoU shall not terminate the requirement to maintain confidentiality.

REF: ICGLR/COV/M/DRCA/FC/M23 MOU/VER/19942026/EMM

IN WITNESS WHERETO the undersigned, being duly authorized thereto, have on behalf of the Parties hereto signed this MoU in Nairobi, on this 14 Day of April, 2026

AGREED BY:

[Signature]
Representative of the Republic of DRC

[Signature]
Benjamin MBO NIMPA
Representative of the AFC/M23

MURITA LUWABELWA
Executive Secretary of the ICGLR

Confidential source

(2) Joint DRC Government – AFC/M23 communiqué on humanitarian protocol and judicial protection, the operationalization of the joint ceasefire monitoring and verification mechanism, and release of prisoners, 17 April

After difficult discussions on a humanitarian protocol – notably on the issue of reopening the Goma and Kavumu airports – no MoU was signed and parties agreed on issuing a joint communiqué statement instead, reflecting a reluctant compromise on the published language reflecting several operational and humanitarian priorities that were discussed linked to the implementation of the Doha framework.³⁸⁸

The Parties reported progress toward a protocol on humanitarian access and judicial protection, and reaffirmed their commitment to comply with international humanitarian law, international human rights law, and refugee law. They undertook to protect civilians and civilian objects, including critical infrastructure and essential services, and to refrain from attacks on goods indispensable to civilian survival. The communiqué also emphasized obligations to ensure safe, rapid, and unimpeded humanitarian access, safeguard humanitarian personnel and assets, prevent diversion of aid, and maintain the delivery of basic services and medical assistance to affected populations.

The Parties further agreed to operationalize ceasefire monitoring through the expanded Joint Verification Mechanism (EJVM+) and the Ceasefire Monitoring and Verification Mechanism (CMVM), with initial verification missions to be launched within one week, with support from MONUSCO.

Confidence-building measures included a commitment to release 311 AFC/M23 detainees and 166 prisoners held by AFC/M23, within ten days in line with mechanism signed on 14 September 2025. The communiqué also underscored the intention to sustain momentum in the peace process by advancing remaining protocols under the Doha framework, while acknowledging the role of regional and international partners—including Qatar, the United States, the African Union, and the International Conference on the Great Lakes Region—in facilitating implementation.

³⁸⁸ Diplomatic and confidential sources with knowledge of the discussions in Montreux.

Communiqué conjoint entre les représentants du Gouvernement de la République démocratique du Congo et de l'AFC/M23 sur les progrès réalisés concernant le protocole relatif à l'accès humanitaire et à la protection judiciaire, l'opérationnalisation du mécanisme de surveillance et de vérification du cessez-le-feu, ainsi que la libération de prisonniers

Le 17 avril 2026

La déclaration suivante est publiée par le Gouvernement de la République démocratique du Congo, ainsi que l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 Mars (AFC/M23), ainsi que les gouvernements de l'État du Qatar, des États-Unis d'Amérique, de la République togolaise (en tant que médiateur de l'Union africaine), l'Union africaine, de la Suisse, à l'issue des réunions qui se sont tenues du 13 au 17 avril à Montreux, en Suisse, concernant la mise en œuvre de l'accord-cadre de Doha pour un accord de paix global.

Début du texte de la déclaration :

Du 13 au 17 avril, des représentants du Gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) et de l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars (AFC/M23), ainsi que des États-Unis d'Amérique, de l'État du Qatar, de la République du Togo (en tant que médiateur de l'Union africaine), l'Union africaine et de la Suisse, se sont réunis à Montreux, en Suisse, pour discuter du protocole sur l'accès humanitaire et la protection judiciaire, conformément aux dispositions du accord-cadre de Doha pour un accord de paix global entre le gouvernement de la RDC et l'AFC/M23, signé à Doha le 15 novembre 2025.

Le gouvernement de la RDC et l'AFC/M23 (les Parties) ont convenu de l'importance cruciale d'assurer une aide humanitaire vitale à la population de l'est de la RDC et ont réalisé des progrès substantiels en vue de la conclusion d'un protocole sur l'accès humanitaire et la protection judiciaire.

Au cours des négociations, les Parties ont convenu de respecter l'ensemble des obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés, selon qu'ils sont applicables et de se référer aux principes fondamentaux de la Constitution de la République démocratique du Congo.

Les Parties ont aussi convenu de s'abstenir de toute attaque, destruction, enlèvement ou mise hors d'usage des biens indispensables à la survie de la population civile, y compris les denrées alimentaires, les zones agricoles destinées à la production de denrées alimentaires, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation ainsi que les infrastructures et la fourniture de services de télécommunications et d'énergie, ainsi que les installations hospitalières et scolaires.

Les Parties ont reconnu que l'aide humanitaire comprend, sans s'y limiter, les activités et services liés à la fourniture de nourriture, de nutrition, de soins de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène, d'abris, et à la garantie que la protection des civils reste primordiale pendant la conduite des hostilités. Cela inclut les activités de protection, y inclus celles visant à prévenir et à répondre à la violence, à l'exploitation et aux abus à l'encontre des civils, y compris des femmes et des enfants, et à promouvoir le respect du droit international humanitaire et droit international des droits de l'homme.

Les Parties ont convenu de respecter et protéger les acteurs humanitaires, y compris les intervenants locaux et les bénéficiaires, ainsi que les objets utilisés pour les opérations de secours humanitaires afin de leur permettre d'opérer en toute sécurité.

Les Parties ont convenu, chacune en ce qui la concerne, de tout mettre en œuvre pour empêcher que l'aide humanitaire ne soit ni détournée, ni pillée. Elles s'engagent en outre à ne pas indûment influencer la sélection de prestataires et de bénéficiaires.

Les Parties ont convenu de s'abstenir de toute action qui compromettrait la fourniture d'une aide humanitaire délivrée sur la base des principes humanitaires dans les territoires affectés par le conflit.

Les Parties ont convenu de faciliter un accès humanitaire rapide, sans entrave, sûr et durable, ainsi que la liberté de circulation du personnel humanitaire, des biens et des services, y compris pour la fourniture d'une aide humanitaire conforme aux principes fondamentaux aux populations dans le besoin, sur la base de besoins évalués de manière indépendante, sans distinction basée sur la religion, origine familiale, condition sociale, résidence, opinions ou convictions politiques, appartenance à une race, à une ethnie, à une tribu, à une minorité culturelle ou linguistique sur les territoires affectés par le conflit.

Les Parties ont convenu de faciliter le passage et de permettre la liberté de circulation du personnel humanitaire, des biens et des convois humanitaires.

Les Parties ont convenu de respecter, protéger et faciliter la fourniture continue de services essentiels à la population civile. Les Parties s'abstiendront de toute action qui compromet ces services et faciliteront l'accès de la population aux services sociaux de base (alimentation, eau, soins de santé, logement, éducation). Les Parties ont convenu, lorsqu'elles mettent en œuvre des mesures affectant les services sociaux de base, de tenir compte de l'impact humanitaire sur la population civile.

Dans toute la mesure du possible et avec le moins de retard possible, les Parties ont convenu de fournir les soins et l'assistance médicale requis par l'état des blessés et des malades, notamment en prenant toutes les mesures possibles pour rechercher, recueillir et évacuer les blessés et les malades. À cette fin, les Parties s'engagent à faciliter le transport de fournitures médicales et

d'aide humanitaire par des organisations humanitaires impartiales afin de soutenir le fonctionnement des établissements de santé et autres unités médicales dans les zones touchées par le conflit armé.

En plus de ces engagements, les Parties, en collaboration avec la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), ont signé un protocole d'accord qui met en œuvre le Mécanisme conjoint de vérification élargi Plus (MCVE+). L'opérationnalisation du MCVE+ permet au Mécanisme de surveillance et de vérification du cessez-le-feu (COVM), établi dans l'accord-cadre de Doha, de commencer à mener des activités de surveillance, de suivi et de vérification et à faire rapport sur la mise en œuvre du cessez-le-feu permanent entre les Parties. Les Parties et la CIRGL ont exprimé leur volonté de lancer, dans un délai d'une semaine, les premières missions de vérification du COVM, rendues possibles grâce au soutien logistique de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO).

Les parties ont également convenu de procéder, dans un délai de 10 jours, à la libération de prisonniers conformément au Mécanisme de libération des détenus signé le 14 septembre 2025 afin de continuer à renforcer la confiance. Les Parties remercient le CICR pour la fourniture des listes des détenus conformément aux procédures établies.

Les Parties ont convenu de maintenir la dynamique du processus de paix et à continuer de s'appuyer sur les progrès réalisés concernant le Protocole sur l'accès humanitaire et la protection judiciaire, tout en accélérant les négociations sur les protocoles restants, notamment en soumettant aux facilitateurs des propositions de plans concrets pour les prochaines étapes.

Le Gouvernement de la RDC et l'AFC/M23 expriment leur gratitude à l'État du Qatar, aux États-Unis, à la Suisse, à la République du Togo, l'Union africaine ainsi qu'aux Nations unies, notamment par l'intermédiaire de la MONUSCO, pour leur soutien indéfectible à la promotion de la paix et de la stabilité dans l'Est de la RDC et dans l'ensemble de la région des Grands Lacs.

Fin du texte de la déclaration.

Confidential source

Annex 21 (para. 54)


Statements by AFC/M23 leaders proposing federalism

Déclarations des dirigeants de l'AFC/M23 proposant le fédéralisme

Corneille Nangaa and Bertrand Bisimwa publicly promoted federalism as a model for DRC in late November 2025, including through social media statements.³⁸⁹

Statement by Corneille Nangaa, 27 November 2025:



 **#URGENT** : le Coordinateur de l' **#AFC/ M23** # **Corneille_Nanga** , annonce que la République Démocratique du Congo aura une nouvelle appellation celle de la République **#Fédérale** du Congo (**RFC**).

Video footage of Corneille Nangaa, received by the Group on 27 November 2025 from a confidential source, also posted on X:

Original French:

“ C’est notre terrain commun : le Congo, la République démocratique du Congo, que nous appelons encore République démocratique du Congo par conformisme. Mais nous, dans notre logique, nous n’avons pas peur d’aller à Naivasha. Nous nous sommes dit que nous nous battons au Congo et, dans notre projection en tant que mouvement, la République démocratique du Congo devra devenir la République fédérale du Congo. Et nous n’avons pas peur : c’est une option, c’est une vision. Car nous disons que le Congo est un intérêt primordial, mais le véritable intérêt, c’est le Congolais pris individuellement, où qu’il se trouve. C’est pour cela que nous nous battons.”

English translation [by the Group]:

³⁸⁹ <https://24newsagency.com/rdc-jose-makila-soppose-fermement-a-la-vision-federaliste-de-corneille-nangaa> ; Bisimwa: “We have always asserted and reasserted it at the negotiating table: integration (merging or mixing) within a defeated army is not our choice. We will build and lead the new Defense and Security Forces of the Federal Republic of Congo” https://x.com/bbisimwa/status/1994820683516580189?s=46&t=_n75XfLAIYaxKQtM7ZzVg.

“This is our common ground: the Congo, the Democratic Republic of the Congo, which we still call the Democratic Republic of the Congo out of conformity. But for our part, in our logic, we are not afraid to go to Naivasha. We have said to ourselves that we are fighting in the Congo and, in our projection as a movement, the Democratic Republic of the Congo should become the Federal Republic of the Congo. And we are not afraid: this is an option, this is a vision. For we say that the Congo is a primary interest, but the real interest is the Congolese individual, wherever they may be. That is what we are fighting for.”

This speech reflects earlier public statements by Nangaa, talking since 2024 about taking power by force and instating a federalist system.³⁹⁰

Statement by Bertrand Bisimwa

Bertrand Bisimwa posted on social media AFC/M23’s rejection of army integration (“brassage” or “mixage”), in favor of AFC/M23 building and leading the new armed forces of a the “Federal Republic of Congo”:



Source: [X account of Bertrand Bisimwa](#), posted on 29 November 2025

“We have always asserted and reasserted it at the negotiating table: integration (merging or mixing) within a defeated army is not our choice. We will build and lead the new Defense and Security Forces of the Federal Republic of Congo”

[English translation by the Group]

³⁹⁰ https://x.com/rdc_times/status/1773341807780266233?s=46&t=_n75XfLAIYyaxKQtM7ZzVg, 28 March 2024.

Annex 22 (para. 60)**Moïse Nyarugabo, key member of Joseph Kabila’s inner circle signing the communique of Sauvons la RDC****Moïse Nyarugabo, membre clé du cercle rapproché de Joseph Kabila, signataire du communiqué de Sauvons la RDC**

Moïse Nyarugabo signed the final communiqué of Joseph Kabila’s Sauvons la RDC’s³⁹¹ second conclave held from 6–8 April 2026 as one of its “founding members” and “Coordinator of the Technical Secretariat (see full text below). It was the first time Nyarugabo was associated with the movement or that his signature appeared on a Sauvons la RDC communiqués or declarations.³⁹²

The communiqué constituted a sharp critique of the authorities in Kinshasa, challenging the constitutional and political legitimacy of existing institutions. It portrayed the regime as ineffective, oriented toward authoritarian control and political self-preservation, marking a shift toward dictatorship. It cited the systematic repression of opposition and the refusal of meaningful political dialogue as its defining features. Governance was characterized as predatory, serving regime continuity rather than public administration.

The communiqué concluded by situating Sauvons la RDC within the framework of constitutional resistance, invoking article 64 of the DRC Constitution related to the defense of the state. As such, the text was simultaneously a critique of the regime and a call for political mobilization.

³⁹¹ <https://sauvonslardc.org/2025/10/15/urban-renewal-loans-available/>.

³⁹² <https://sauvonslardc.org/2025/12/05/declaration-relative-v-a-la-signature-de-laccord-de-paix-entre-la-rdc-et-le-rwanda/> ; <https://sauvonslardc.org/2026/01/19/sauvons-la-rdc-denonce-et-exige-la-liberation-immediate-et-sans-condition-daubin-minaku-communiqué/>.



🌐 📱 📺 📢 @SauvonsLaRdc1

2^e Conclave du Mouvement Sauvons la RDC – Communiqué final

Les membres fondateurs du Mouvement Sauvons la RDC se sont réunis du 6 au 8 Avril 2026, sous la Présidence du Président de la République Honoraire, **S.E. Joseph Kabila Kabange**.

A cette occasion, ils ont examiné la situation politique, sécuritaire, économique et sociale du pays ainsi que les différentes initiatives régionales et internationales de recherche de solution à la crise qui prévaut en République Démocratique du Congo.

Au terme de cet examen, ils ont fait le constat que :

Le pouvoir en place a délibérément engagé le pays dans une dérive dictatoriale clairement assumée, caractérisée par une répression politique, systématique et brutale, un musellement violent de toute voix discordante et le refus de tout dialogue crédible pouvant mettre fin à la crise.

Bien plus, contrairement à ses engagements internationaux et aux aspirations de notre peuple à la paix, ce pouvoir a choisi la voie de la guerre, y compris contre les populations civiles qu'il est censé protéger, en violation du droit de la guerre.

Cela étant, les membres fondateurs :

1. Dénoncent les atteintes graves et répétées aux libertés publiques et aux droits fondamentaux, les bombardements indiscriminés des zones fortement habitées en mettant gravement en danger les populations civiles (Minembwe, Masisi, Goma), le recours à des assassinats et tentatives d'assassinats de personnalités qui refusent de se plier à la dictature, l'abandon total, aux ADF, des populations de l'Ituri et de la partie septentrionale de la Province du Nord Kivu, livrées à des massacres d'une cruauté indescriptible. Il en est de même de la population dans l'espace Grand Bandundu et dans la commune de Maluku, qui subit les horreurs des Mobondo.

Ces actes odieux contreviennent aux dispositions pertinentes de la Constitution et constituent des graves violations des règles et principes fondamentaux du droit international humanitaires ainsi que du droit de la guerre.

2. Expriment leur compassion et leur solidarité à l'endroit des hommes, des femmes, des jeunes et des vieux, victimes de cette barbarie d'État, ainsi qu'à leurs familles.

3. Déplorent la dégradation continue des conditions de vie sur l'ensemble du territoire national, marqué par une précarisation croissante des populations dont 64 millions d'entre elles vivent sous le seuil de pauvreté (Rapport INS 2025), la famine et l'insécurité chronique, faisant de la RDC la tête de liste des pays en extrême pauvreté.

4. S'agissant des initiatives de recherche de la paix, tout en saluant les efforts déployés par les uns et par les autres (Washington, Doha, Union Africaine, Luanda, Lomé, Nairobi, CENCO/ECC), ils notent qu'à cause de la mauvaise foi du pouvoir en place, les perspectives d'une paix durable s'éloignent de plus en plus.

Ce résultat décevant est aussi dû à ce que ces initiatives ont jusque-là, sciemment éludé ou gravement minimisé les causes profondes de la crise, à savoir le non-respect du pacte républicain de Sun-City, de la Constitution et des lois de la République, l'illégitimité des institutions, les choix désastreux du régime en place, une gouvernance prédatrice et la consolidation d'un système dictatorial, l'instrumentalisation de la justice à des fins politiques ainsi que l'exploitation du tribalisme et de la stigmatisation comme stratégies de division pour se maintenir au pouvoir.

5. Notent, avec préoccupation, l'opacité qui, comme dans le cas du deal minier, entoure les autres accords qui ont été conclus entre le régime de Kinshasa et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, singulièrement l'Accord sanitaire qui viole l'éthique médicale et le droit à la protection des données personnelles, et l'Accord pour l'accueil des migrants refoulés de ce dernier pays.

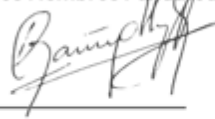
A ce régime de Kinshasa qui est prêt à tout vendre, à brader les intérêts nationaux pour se ménager les faveurs de tous ceux qui peuvent garantir ou sécuriser sa survie, les membres fondateurs rappellent que la RDC et ses ressources ne sont pas son bien privé dont il peut disposer à sa guise mais bien un patrimoine commun appartenant à tous les Congolais.

Bien plus, La RDC est encore moins un dépotoir humain où les autres viendraient décharger tous ceux qu'ils n'ont pas envie de garder chez eux.

6. S'opposent à toute tentative de révision et de changement de la Constitution et s'engagent à y faire échec. De ce qui précède, ne pouvant se dérober au devoir que leur prescrit, comme à tout citoyen congolais responsable, la Constitution en son article 64, alinéa 1, les membres fondateurs du Mouvement Sauvons la RDC réaffirment leur détermination à poursuivre la lutte jusqu'à ce qu'il soit mis fin à cette dictature abjecte.

Fait le 08 avril 2026

Pour les Membres Fondateurs



Me Moïse Nyarugabo

Le Coordonnateur du Secrétariat Technique.

Source: Sauvons la RDC website (<https://sauvonslardc.org/2026/04/12/communique-final-2e-conclave-du-mouvement-sauvons-la-rdc/>)

Annex 23 (para. 61)**Tensions affecting AFC/M23 leadership****Tensions affectant la direction de l'AFC/M23**

Internal tensions within AFC/M23 persisted, including divisions between AFC and M23 leadership, linked to differing objectives. While prominent political figures like Corneille Nangaa and Joseph Kabila harbored ambitions to seize power in Kinshasa, most M23 leaders were opposed to military operations beyond North and South Kivu.³⁹³ AFC/M23 sources reported that Makenga did not trust Kabila, and the two did not have a good relationship.

Tensions were also reported between certain M23 officers and Rwanda. Reports resurfaced that Rwandan authorities were considering Makenga's replacement, amid allegations that Makenga maintained close ties to Uganda and lacked trust in Rwanda.³⁹⁴ Sanctioned individuals Laurent Nkunda (CDi.022)³⁹⁵ and Baudoin Ngaruye (CDi. 019), both perceived as aligned with Rwanda, were expected to assume more prominent roles within M23 (S/2025/446, para. 9). This prospective restructuring favouring Rwanda-aligned AFC/M23 leaders deepened mistrust among commanders and combatants loyal to Makenga,³⁹⁶ historically associated with Uganda (S/2014/428, paras. 59-66, S/2025/446, para. 9, annex 3).

Tensions also affected M23 senior leadership, including over access to and distribution of resources.³⁹⁷ Historical and personal rivalries accentuated, notably between Makenga and Baudoin Ngaruye, who only tolerated each other because their external sponsor, Rwanda, imposed their cooperation.³⁹⁸

³⁹³ Ibid.

³⁹⁴ Intelligence sources, AFC/M23 sources.

³⁹⁵ AFC/M23 and intelligence sources, sources close to the Rwandan government, and a researcher reported the presence of Laurent Nkunda in Goma at the end of March 2026.

³⁹⁶ Including Bernard Byamungu and Imani Nzenze.

³⁹⁷ AFC/M23 and intelligence sources, UN, and researchers.

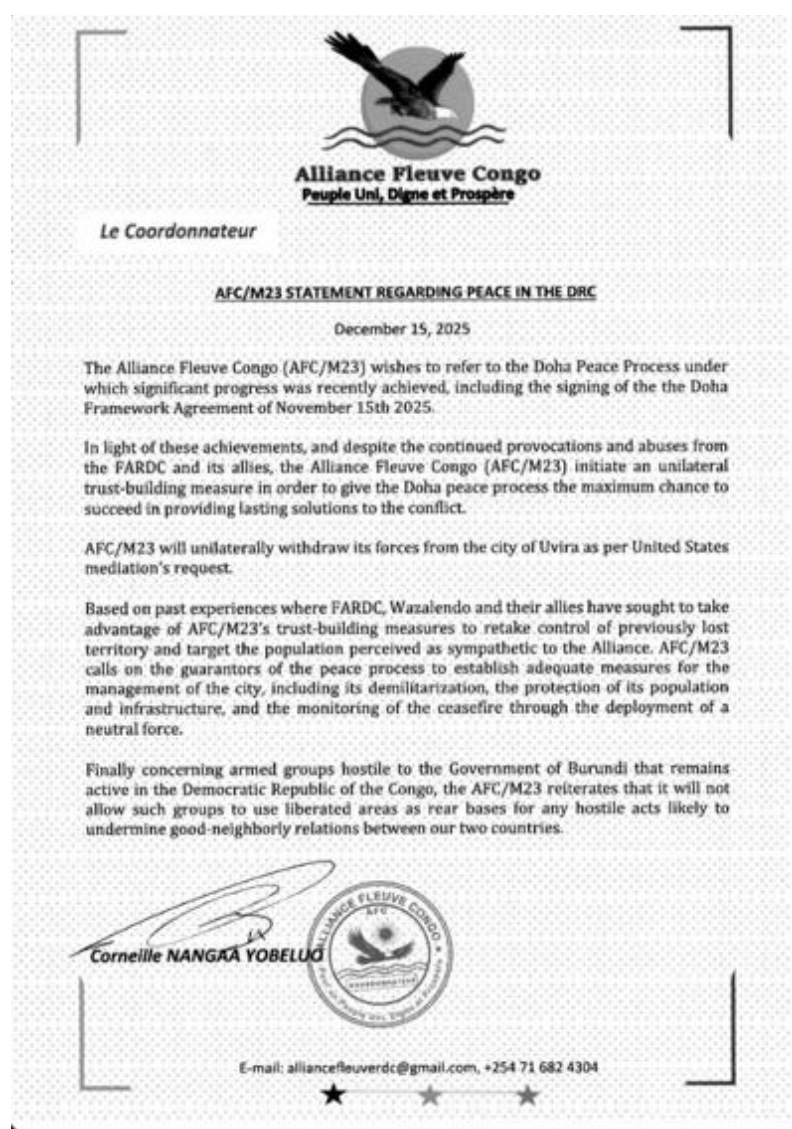
³⁹⁸ Ibid.

Annex 24 (para. 77)**Announcements of withdrawal from Uvira****Annonces du retrait d’Uvira**

Initial withdrawal announcement on 15 December 2025

On 16 December, AFC coordinator Corneille Nangaa posted on his X account a statement in which he announced that AFC/M23, referring to the Doha process and the signing of the Doha Framework agreement on 15 November 2025, it will unilaterally withdraw its forces from Uvira “as per the United States' mediation request”.

AFC/M23 urged the “guarantors of the peace process” to establish conditions for the city’s administration following its withdrawal. These included the demilitarization of Uvira, protection of civilians and infrastructure, and the deployment of a neutral force to oversee the ceasefire. Given the practical difficulties associated with implementing the third requirement, it appeared more like a delaying tactic than a credible commitment to ceasefire monitoring.



Source: [Corneille Nangaa’s official X account, posted on 16 December 2025](#)

Despite public claims of withdrawal, in practice, only a partial, staged withdrawal has taken place, amounting to a strategic repositioning of M23 and RDF forces (para. 77). Some elements repositioned north of Uvira other across the Hauts and Moyens Plateaux, linking up with Twirwaneho and Red Tabara elements. Thereby, AFC/M23 consolidated its presence in elevated positions overlooking the Ruzizi Plain, in anticipation of a full withdrawal.³⁹⁹ The town remained effectively under AFC/M23 and RDF control until January. AFC/M23 and RDF maintained a covert presence within Uvira, including through combatants dressed in civilian attire or their integration into local “police” units.⁴⁰⁰

AFC/M23 Letter addressed to the UN Secretary General, January 2026

In a letter addressed to the Secretary-General three days prior to its withdrawal from Uvira, AFC/M23 justified the withdrawal by citing its “sincere commitment to the ceasefire” and its intention to pursue a peaceful and political resolution of the conflict. It further indicated that it had requested MONUSCO to ensure civilian protection in Uvira and called for the deployment of a “neutral force”.

However, according to information obtained by the Group, an AFC/M23 delegate in Doha acknowledged that the capture of Uvira had overstretched coalition forces, suggesting that the withdrawal also constituted a tactical repositioning aimed at preserving leverage in ongoing negotiations.

³⁹⁹ Military and intelligence sources, UN, researchers, armed groups sources.

⁴⁰⁰ Ibid.



Alliance Fleuve Congo
Peuple Uni, Digne et Prospère

COORDONNATEUR POLITIQUE

Goma, le 15 janvier 2026

N°Réf 003/COORDO-POL/AFC-M23/CNY/TMC/2026

À **Monsieur António Guterres**,
Secrétaire Général des Nations Unies à
New York / États-Unis d'Amérique

Objet : Mise à la disposition de la communauté internationale de la ville d'Uvira

Monsieur le Secrétaire Général,

Faisant suite à notre décision du 15 décembre 2025, relative au retrait de nos forces de la ville d'Uvira, ainsi qu'à notre correspondance référencée 003/COORDO-POL/AFC-M23/CNY/JPAL/2026 du 12 janvier 2026 adressée à Madame la Représentante spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en République Démocratique du Congo, par laquelle nous avons formellement invité la MONUSCO à assurer la protection des populations civiles de ladite ville, conformément à son mandat.

Animée par le souci constant de lever toute ambiguïté quant à notre bonne foi, à notre attachement sincère au cessez-le-feu en vigueur, ainsi qu'à notre engagement résolu en faveur d'une résolution pacifique et politique à la crise.

Notre Organisation, l'Alliance Fleuve Congo / Mouvement du 23 mars (AFC/M23), a décidé, en ce jour, de placer officiellement la ville d'Uvira sous la responsabilité pleine et entière de la Communauté Internationale.

À compter de cette date, notre Organisation désengage l'unité d'observation et de monitoring qui attendait organiser la remise et reprise de la ville avec la force neutre et décline toute responsabilité quant à la sécurisation de cette importante agglomération de la province du Sud-Kivu.

Il incombe, désormais, à la Communauté internationale, dans le cadre de ses responsabilités et de ses engagements, d'assurer la protection des populations civiles, la préservation de la paix, ainsi que la sécurité de l'ensemble des habitants d'Uvira, sans aucune discrimination.

Nous attirons solennellement l'attention de la Communauté internationale sur le fait que l'armée Burundaise, les FDLR, les groupes armés dits Wazalendo, ainsi que les mercenaires soutenant les FARDC, constituent une menace manifeste pour la ville d'Uvira. Ces acteurs armés ne sont « parties » à aucun engagement issu d'un processus de paix.

À ce titre, leur présence et leurs activités représentent une menace directe et immédiate non seulement pour les populations civiles, mais également pour le processus de paix en cours et pour la stabilité régionale dans son ensemble.

Dans ce contexte préoccupant, il apparaît indispensable que la Communauté internationale assume pleinement ses responsabilités et veille au déploiement rapide d'une force véritablement neutre dans la ville d'Uvira, afin d'éviter que celle-ci ne bascule à nouveau dans le chaos, la désolation et la violence.

La présente démarche, entreprise en toute responsabilité, s'inscrit dans notre volonté claire de préserver les civils, de consolider le cessez-le-feu et de créer les conditions d'une paix durable, fondée sur le dialogue, le respect des engagements internationaux et les principes du Droit International Humanitaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de notre très haute considération.


Cornelle NANGAA YDBEULO



2/3

2

Document received from diplomatic source

Annex 25 (para. 78)

AFC/M23 and RDF coordinated redeployments and operations in South Kivu after withdrawal from Uvira

Redéploiements coordonnés et opérations de l'AFC/M23 et des RDF dans le Sud-Kivu après le retrait d'Uvira

Disregarding calls by the United States at the Security Council for a withdrawal at least 75 kilometers north of Uvira,⁴⁰¹ AFC/M23 and RDF only withdrew until Sange, 35 kilometers north of Uvira, in the Ruzizi Plain, where it established its headquarters. In fact, strategic redeployments were aimed at ensuring control of strategic positions in the hills surrounding Uvira, as well as key axes and positions in the Moyens and Hauts Plateaux, which would allow them to project force for subsequent operations.⁴⁰²

The exact strength and geographic distribution of AFC/M23 and RDF deployments could not always be reliably determined. However, as noted in paragraphs 98-100, the RDF exercised operational control over AFC/M23 forces, including through mixed RDF–M23 units and the embedding of RDF officers within M23 units in operational command roles. Accordingly, overall troop estimates are presented on a conservative basis. Furthermore, no significant withdrawals of RDF or M23 personnel were observed, notwithstanding the requirements set out in Resolution 2773 (2025) and subsequent commitments (paras. 43-50).

Positions:

- Forces redeployed in several directions: one contingent advanced north toward Sange along the RN5 between Kamanyola and Uvira, where AFC/M23 established their South Kivu headquarters; another moved south toward Makobola; a third repositioned in the hills surrounding Uvira; and a fourth deployed to the Hauts Plateaux to reinforce Twirwaneho and Red Tabara combatants.⁴⁰³ Withdrawal included repositioning in, and control of the following areas/localities: Sange, Kamanyola, Lemera, Mulenge, Kahololo, Masango, Bishambo, Mikenge, Kamombo, Tuwe Tuwe, Point Zero, and Minembwe.⁴⁰⁴
- In March 2026, AFC/M23 and RDF forces also occupied the hills of Lemera, west of Sange, forming a corridor extending toward Minembwe (**see map below**).⁴⁰⁵ Continued reinforcements AFC/M23 were reported across the Hauts Plateaux of Fizi Territory and Uvira Territory, as well as on the Ruzizi Plain, throughout March 2026.
- RDF reinforced its presence and positioning on front lines in South Kivu. On 2 February 2026, approximately 25 trucks carrying RDF troops departed from Bugarama and Nyangezi in Rwanda, arriving in Kamanyola before continuing toward Luvungi and Sange along the RN5.⁴⁰⁶ One week later, around 15 additional trucks originating from Bukavu and Rwanda were also observed transiting Kamanyola towards southern positions. These reinforcements aimed to consolidate AFC/M23 positions around Sange and the axis leading to Minembwe in the Hauts Plateaux.⁴⁰⁷

⁴⁰¹ Request made by the US during an emergency session convened at the UN Security Council on 19 December 2025, following the takeover of Uvira and on the occasion of MONUSCO's mandate renewal, confirmed in Resolution 2808 (2025). See <https://www.un Geneva.org/en/news-media/news/2025/12/114214/security-council-renews-dr-congo-peacekeeping-mission-amid-renewed>.

⁴⁰² Military intelligence, diplomatic sources; UN; AFC/M23 sources; Wazalendo sources; Banyamulenge sources; sources close to RDF.

⁴⁰³ Ibid.

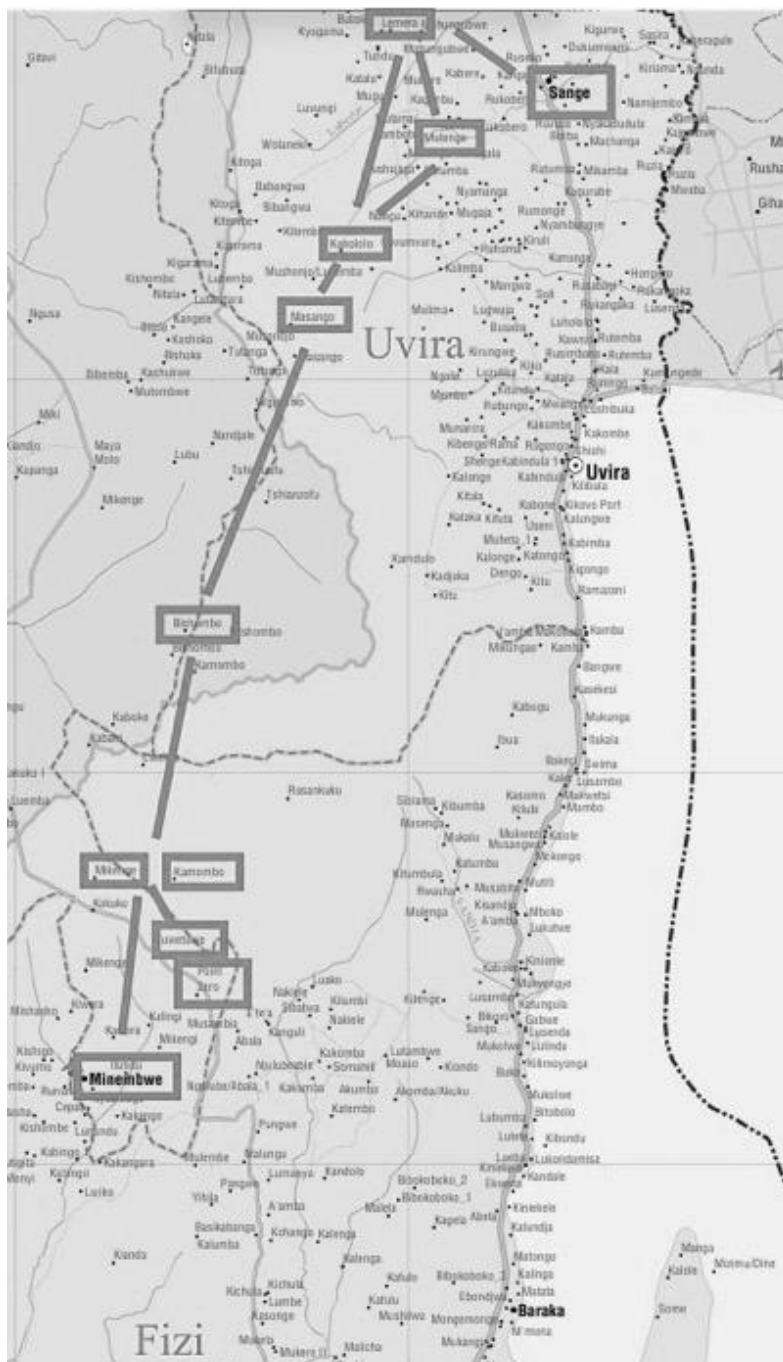
⁴⁰⁴ Ibid.

⁴⁰⁵ Ibid.

⁴⁰⁶ Intelligence sources, civil society sources, researchers, and diplomatic sources.

⁴⁰⁷ Military intelligence, diplomatic sources; AFC/M23 sources; Banyamulenge sources and sources close to RDF.

- As of mid-February 2026, RDF deployments in South Kivu were as follows: approximately 1,800 troops along the Ruzizi Plain–Moyens Plateaux axis; 800 troops in the Hauts Plateaux; 1,800 troops along the Ngweshe–Mwenga axis; and an undetermined number elsewhere, including in direction of Fizi.⁴⁰⁸



Map showing positions and movements of the AFC/M23-RDF coalition after the retreat from Uvira – annotated by confidential source, February 2026.

Base map: MONUSCO

The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations

⁴⁰⁸ Ibid.

Operations:

- In late January 2026, the AFC/M23 coalition, including Twirwaneho combatants, launched an offensive and temporarily seized the strategic positions of Point Zero, Kanguli, and Tuwe-Tuwe along the Mwenga–Fizi road. Although FARDC-FDNB forces subsequently regained these positions on 29 January, continued fighting along the southern axis suggests that Baraka, Fizi, and potentially Kalemie remain exposed to further advances. At the time of drafting, intense fighting for control of Minembwe was ongoing.⁴⁰⁹
- In mid-February, the frontline stabilized north of Uvira. Fighting ceased on the Ruzizi Plain but persisted in the highlands. The line settled around Kabunambo (approximately 25 kilometers north of Uvira, south of Sange, where AFC/M23’s forward headquarters was located) with a 10–15 kilometer buffer between the warring parties.

⁴⁰⁹ Ibid.

Annex 26 (para. 79)**Résistance pour un État de droit au Burundi (RED-Tabara) and Forces Nationales de Libération (FNL) fighting alongside AFC/M23****Résistance pour un État de droit au Burundi (RED-Tabara) et Forces nationales de libération (FNL) combattant aux côtés de l'AFC/M23**

RED Tabara and FNL armed groups have been targeted by joint FDNB and FARDC attacks since 2023 (S/2023/431, paras. 134-140). Therefore, since the extension of the AFC/M23-crisis into South Kivu, both RED Tabara and FNL have allied themselves with Twirwaneho and AFC/M23. RED Tabara already had long-standing ties with Rwanda and RDF, with recruitment for the group ongoing in refugee camps in Rwanda - particularly Mahama camp - and the subsequent training of recruits occurring at the Gako, Gashora and Gabiro military facilities in Rwanda (S/2024/432, para. 103 and S/2025/446, annex 14).⁴¹⁰

During the reporting period, AFC/M23, Twirwaneho, RED Tabara and FNL, with RDF support, have conducted multiple joint operations, including the capture of key positions along the Mwenga–Fizi axis – notably Point Zero, Kanguli, and Tuwe Tuwe – and sustained operations in and around Minembwe in January and February 2026.⁴¹¹

RED Tabara had long-standing camps in Masango (Uvira territory), Magunda (Mwenga territory), and Kipupu (Mwenga territory). Although the RED Tabara leadership has repeatedly denied any links with AFC/M23, Red Tabara combatants have taken part in hostilities alongside AFC/M23, Twirwaneho, and RDF across several axes, including in including Muranvia and Bijabo, as well as along the routes leading to Minembwe.

FNL elements were present in the Nyaburunda forest (Uvira territory), in mountainous areas near Sange, and in Magunda, where they co-locate with Red Tabara units.

By mid-February 2026, RED Tabara and FNL combatants had physically joined the AFC/M23-RDF-Twirwaneho coalition in the Kamombo sector of the Hauts Plateaux.⁴¹² Intelligence sources also reported that additional RED Tabara and FNL combatants redeployed from the Hauts Plateaux of Fizi, Uvira and Mwenga toward the hills overlooking Sange along the Burundian border.

The proximity of RED Tabara and FNL combatants to the border and their involvement in hostilities alongside AFC/M23 and RDF worried Burundian authorities that the AFC/M23 coalition and Rwanda could use these rebel groups to destabilize Burundi.⁴¹³

Security concerns regarding the cross-border movement of armed actors led Burundi to close border posts with the DRC and designate several frontier areas as “military zones” on 9 December 2025. On 25 February 2026, Burundi reopened a number of crossings, citing economic, humanitarian, and operational/military considerations. This step did not reflect diminished security concerns but rather a transition from emergency closure measures to a system of controlled and securitized border management, characterized by increased patrols, enhanced military presence at key crossing points, and selective restrictions on cross-border movement.

⁴¹⁰ Military, intelligence, former recruits, family members of recruits, former refugees from Mahama refugee camp in Rwanda, armed group sources, and researchers.

⁴¹¹ Military, intelligence, armed group and Banyamulenge sources, and researchers.

⁴¹² Military, intelligence, armed group and Banyamulenge sources, and researchers.

⁴¹³ Burundian authorities.

Annex 27 (para. 90)

Additional information on the AFC/M23 governance structure

Informations complémentaires sur la structure de gouvernance de l'AFC/M23

In its previous reports, the Group documented the AFC/M23 parallel administration and provided details on nominations and newly installed local authorities, including security and intelligence actors (S/2024/432, annex 25; S/2022/967 annex 23; S/2024/969, paras. 40, 59-61; S/2025/446 annex 16).

New appointments following the takeover of Goma and Bukavu have been publicly announced in AFC/M23 communiqués (see below).

On 6 March 2026, AFC/M23 adopted Decision No. 021/COORD-PR/AFC-M23/2026, formalizing the structure of its Political Coordination and appointing senior administrative officials. Through this decision, AFC/M23 designated:

- Tshisola Kwasa Mukwenu Yannick as Chief of Staff of the Political Coordination (Tshisola was suspended on 16 March 2026; subsequently resigned and replaced by Vicky Ntumba in April 2026⁴¹⁴);
- Ruguduka Baleke Stanislas as Deputy Chief of Staff in charge of political, administrative, legal and diplomatic affairs;
- Nsengiyumva Kajombole Victor as Deputy Chief of Staff responsible for economic, financial and development matters, including resource mobilization.

The decision repealed any prior conflicting provisions and tasked the Permanent Secretary of AFC/M23 with its implementation. The decision was signed in Goma by Bertrand Bisimwa, President of M23 and Deputy Coordinator of AFC/M23 in charge of political, administrative, legal and diplomatic affairs.

Nord Kivu:

Under the same provincial order of 1 April 2026, AFC/M23 designated an extensive network of neighborhood-level authorities across the communes of Goma and Karisimbi, covering both primary and deputy positions.

In the **commune of Goma**, the following appointments were made:

- Dedesi Mitima Jean de Dieu as Chief of the Himbi neighborhood, with Kanane Daniel François as Deputy Chief;
- Fanta Sadiki Bella as Chief of Mapendo, with Mukubwa Rwicha Jean de Dieu as Deputy Chief;
- Mwaka Kubuya Jean as Chief of Lac-Vert, with Tshomba Nicolas as Deputy Chief;
- Namunganga Rahabu Françoise as Chief of Kyeshero I, with Rutagaramba Rugo Etienne as Deputy Chief;
- Ishara Nzabanita Emmanuel as Chief of Kyeshero II, with Zabika Zirirane Jonathan as Deputy Chief;
- Akiza Rwabahenda as Chief of Les Volcans, with Grace Faïda Grady as Deputy Chief;
- Habamungo Kadakala Désiré as Chief of Katindo, with Hategekimana Kabaje Jérémie as Deputy Chief;
- Kambale Sikulikyolo Théophile as Chief of Mikeno, with Safari Sambiri Joseph as Deputy Chief.

In the commune of **Karisimbi**, AFC/M23 appointed:

- Bilingo Masandi Annie as Chief of Mabanga-Nord, with Muhamed Batalingane Lucien as Deputy Chief;
- Nzadi Vikayilwira as Chief of Mabanga-Sud, with Matabaro Mastaki Justin as Deputy Chief;
- Bushu Bulenda Georges as Chief of Katoyi, with Anifa Kavira Mwenge as Deputy Chief;

⁴¹⁴ https://x.com/afcongo/status/2042173815896076509?s=46&t=_n75XfLAIYyaxKQtM7ZzVg

- Bahani Muchinya Sarah as Chief of Kasika, with Obedi Rwabika Léonce as Deputy Chief;
- Habaweze Maliro Germain as Chief of Majengo, with Kavada Balinda as Deputy Chief;
- Busanga Luutu Emile as Chief of Virunga, with Shako Tchomba Souverain as Deputy Chief;
- Nzoloko Akiba Claude as Chief of Mugunga, with Balume Nyirenge Nicodème as Deputy Chief;
- Bahati Lugere Jackson as Chief of Ndosho, with Sadiki Runiha Benjamin as Deputy Chief;
- Gabikire Maguru Ibrahim as Chief of Kahembe, with Mumbere Kavutirwake Michel as Deputy Chief;
- Masinisindano Serge as Chief of Murara, with Mukeyina Brigitte as Deputy Chief;
- Bahemuke Célestin as Chief of Bujovu, with Gafurura Gitsitsi Blaise as Deputy Chief.

2

Vu l'Arrêté Provincial n°01/005/CAB/GP-NK/2025 du 24 avril 2025 portant organisation et fonctionnement du Cabinet du Gouverneur de la Province du Nord-Kivu ;

Vu l'Arrêté Provincial n°01/007/CAB/GP-NK/2025 du 24 avril 2025 portant nomination des Membres du Cabinet du Gouverneur de la Province du Nord-Kivu ;

Considérant le besoin de doter les quartiers de la Ville de Goma des animateurs capables de répondre aux enjeux actuels de consolidation de paix ;

Vu la nécessité et l'urgence ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Sont désignées Chefs de Quartiers et Chefs de Quartiers Adjoins dans la Ville de Goma, les personnes dont les noms, post-noms et prénoms repris ci-dessous en regard de leurs fonctions.

Il s'agit de :

I. COMMUNE DE GOMA		
N°	NOMS, POST-NOMS & PRENOMS	FONCTIONS
1	DEDESI MITIMA Jean de Dieu	Chef de Quartier HIMBI
2	KANANE DANIEL François	Chef de Quartier Adjoint HIMBI
3	FANTA SADIKI Bello	Chef de Quartier MAPENDO
4	MUKUBWA RWICHA Jean de Dieu	Chef de Quartier Adjoint MAPENDO
5	MWAKA KUBUYA Jean	Chef de Quartier LAC-VERT
6	TSHOMBA NICOLAS	Chef de Quartier Adjoint LAC-VERT
7	NAMUNGANGA RAHABU Française	Chef de Quartier KYESHERO 1
8	RUTAGARAMBA RUGO Etienne	Chef de Quartier Adjoint KYESHERO 1
9	ISHARA NZABANITA Emmanuel	Chef de Quartier KYESHERO 2
10	ZABIKA ZIRIRANE Jonathan	Chef de Quartier Adjoint KYESHERO 2
11	AKIZA RWABAHENDA	Chef de Quartier LES VOLCANS
12	GRACE FAIDA GRADY	Chef de Quartier Adjoint LES VOLCANS
13	HABAMUNGO KADAKALA Désiré	Chef de Quartier KATINDO
14	HATEGKIMANA KABAJE Jérémie	Chef de Quartier Adjoint KATINDO
15	KAMBALE SIKULIKYOLO Théophile	Chef de Quartier MIKENO
16	SAFARI SAMBIRI Joseph	Chef de Quartier Adjoint MIKENO
II. COMMUNE DE KARISIMBI		
N°	NOMS, POST-NOMS & PRENOMS	FONCTIONS
1	BILINGO MASANDI Annie	Chef de Quartier MABANGA-NORD
2	MUHAMMED BATALINGANE Lucien	Chef de Quartier Adjoint MABANGA-NORD
3	NZADI YIKAYILWIRA	Chef de Quartier MABANGA-SUD
4	MATABARO MASTAKI Justin	Chef de Quartier Adjoint MABANGA-SUD
5	BUSHU BULENDA Georges	Chef de Quartier KATOYI
6	ANIFA KAVIRA MWENGE	Chef de Quartier Adjoint KATOYI

Adresse : Avenue du Lac, Quartier Himbi, Commune de Goma, Goma/RDC
 @municipal2023@gmail.com

7	BAHANI MUCHINYA Sarah	Chef de Quartier KASIKA
8	OBEDI RWABIKA Léonce	Chef de Quartier Adjoint KASIKA
9	HABAWEZE MALIRO Germain	Chef de Quartier MAJENGO
10	KAVADA BALINDA	Chef de Quartier Adjoint MAJENGO
11	BUSANGA LUJUTU Emile	Chef de Quartier VIRUNGA
12	SHAKO TCHOMBA Souverain	Chef de Quartier Adjoint VIRUNGA
13	NZOLOKO AKIBA Claude	Chef de Quartier MUGUNGA
14	BALUME NYIRENGE Nicodème	Chef de Quartier Adjoint MUGUNGA
15	BAHATI LUGERE Jackson	Chef de Quartier NDOSHO
16	SADIKI RUNIHA Benjamin	Chef de Quartier Adjoint NDOSHO
17	GABIKIRE MAGURU Ibrahim	Chef de Quartier KAHEMBE
18	MUMBERE KAVUTIRWAKE Michel	Chef de Quartier Adjoint KAHEMBE
19	MASINI SINDANO Serge	Chef de Quartier MURARA
20	MUKEYINA Brigitte	Chef de Quartier Adjoint MURARA
21	BAHEMUKE Célestin	Chef de Quartier BUJOVU
22	GAFURURA GITSITSI Blaise	Chef de Quartier Adjoint BUJOVU

Article 2 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent Arrêté Provincial.

Article 3 : Le Directeur de Cabinet du Gouverneur de Province ainsi que le Maire de Goma sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté Provincial qui sort ses effets à la date de sa signature.

Fait à Goma, le **01 AVR 2026**

= :BAHATI MUSANGA Erasto :=

Pour copie certifiée conforme à l'Original

Goma, le **01 AVR 2026**
Cabinet du Gouverneur de la Province du Nord-Kivu,

= : **NSANZAMAHORO TENGERA VINCENT** :=

Directeur de Cabinet

PROVINCE DU

On 9 April 2026, the AFC/M23-appointed Governor of North Kivu, Bahati Musanga Joseph, also known as Bahati Erasto (S/2024/432, paras. 35, 36 and 102), adopted a provincial order reorganizing key administrative positions within the province. Citing the need to enhance efficiency and effectiveness within the public administration, the order reassigned several senior officials across territorial and municipal functions:

- Katembo Ndaliéni Julien, previously Mayor of Goma, was appointed Administrator of Lubero Territory,
- Kisuba Ngabo Désiré, formerly Deputy Mayor of Goma, was elevated to Mayor of Goma.
- Nshimimana Juvénal, previously head of mobilization and recruitment, was appointed Deputy Mayor of Goma.
- Katembo Isevisya, formerly Administrator in Lubero, was reassigned as Deputy Mayor of Goma.
- Radjabu Kwizera Elle, previously Assistant Territorial Administrator of Lubero, was appointed Deputy Mayor of the Karisimbi commune.
- Munyandekwe Fizi Innocent, formerly Mayor of Kirumba, was reassigned as Assistant Territorial Administrator of Lubero,
- Kavugho Jeanine, previously Deputy Mayor of Kirumba, was appointed Mayor of Kirumba.

2

Vu l'Arrêté Provincial n°01/001/CAB/GP-NK/2025 du 11 février 2025 portant nomination du Directeur de Cabinet du Gouverneur de la Province du Nord-Kivu ;
Vu l'Arrêté Provincial n°01/005/CAB/GP-NK/2025 du 24 avril 2025 portant organisation et fonctionnement du Cabinet du Gouverneur de la Province du Nord-Kivu ;

Considérant la nécessité de procéder à la permutation de quelques Cadres de l'Administration Publique dans la Province du Nord-Kivu pour des raisons d'efficacité et d'efficacé ;
Vu l'urgence et la nécessité ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Sont permuées de leurs postes d'attache les personnes ci-après dont les fonctions sont reprises en regard de leurs noms et post-noms.
Il s'agit de :

N°	NOMS ET POST-NOMS	ANCIENNE AFFECTATION	NOUVELLE AFFECTATION
01	KATEMBO NDALIENI Julien	Maire de GOMA	Administrateur du Territoire de LUBERO
02	KISUBA NGABO Désiré	Maire Adjoint de GOMA	Maire de GOMA
03	NSHIMIMANA Juvénal	Chef d'Equipe de Mobilisation et Recrutement	Maire Adjoint de GOMA
04	KATEMBO ISEVISYA	Administrateur du Territoire de LUBERO	Bourgestre Adjoint de la Commune de GOMA
05	RADJABU KWIZERA Elle	Administrateur du Territoire Assistant de LUBERO	Bourgestre Adjoint de la Commune de KARISIMBI
06	MUNYANDEKWE FIZI Innocent	Bourgestre de la Commune de KIRUMBA	Administrateur du Territoire Assistant de LUBERO
07	KAVUGHO Jeanine	Bourgestre Adjoint de la Commune de KIRUMBA	Bourgestre de la Commune de KIRUMBA

Article 2 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent Arrêté Provincial.

Article 3 : Le Directeur de Cabinet du Gouverneur de Province est chargé de l'exécution du présent Arrêté Provincial qui sort ses effets à la date de sa signature.

Fait à Goma, le 09 AVR 2026
=: BAHATI MUSANGA Erasto :=

Pour copie certifiée conforme à l'Original
Goma, le 09 AVR 2026
Cabinet du Gouverneur de la Province du Nord-Kivu,
=: NSANZAMAHORO SENGEMA VINCENT
Directeur du Cabinet



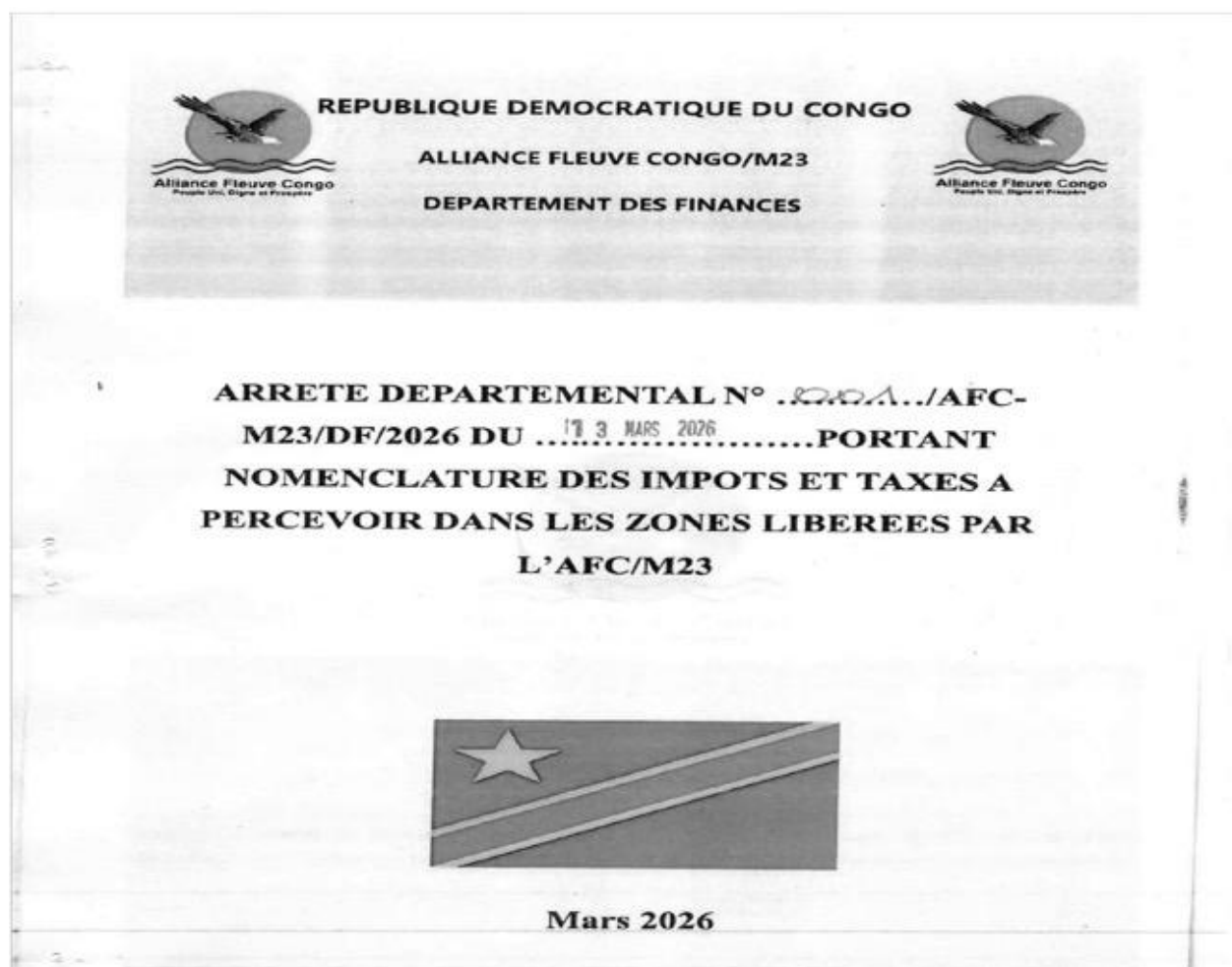
Adresse : Avenue du Lac, Quartier Himbi, Commune de Goma, Goma/RDC
E-mail : gouvernoratnk2025@gmail.com

Order signed by the AFC/M23 appointed governor of North Kivu. Document received from an economic actor.

Annex 28 (para. 91)**Official records of AFC/M23 codified list of taxes applicable in areas under its control****Documents officiels relatifs à la nomenclature codifiée des taxes de l'AFC/M23 applicables dans les zones sous son contrôle.**

AFC/M23 published a Tax code distinguishing direct taxes⁴¹⁵ – including on personal and corporate income – from other categories of taxes, and specified for each levy the taxable event, periodicity, and applicable rate. The code has set out a structured and comprehensive revenue framework for AFC/M23.

On 24 March 2026, in Goma, AFC/M23 officially launched the new fiscal nomenclature for territories under its control in North and South Kivu provinces.⁴¹⁶ The initiative was led by the AFC/M23's Coordination through its Finance Department, represented by the Deputy Head of Finance, Fanny Kaj Kayembe, in the presence of the Vice-Governor in charge of finance, economy and development, Chadrack Amani Bahati, as well as provincial financial sector authorities (customs, tax, etc.) and members of the Federation of Enterprises of the Congo (FEC).



Document received from AFC/M23 sources.

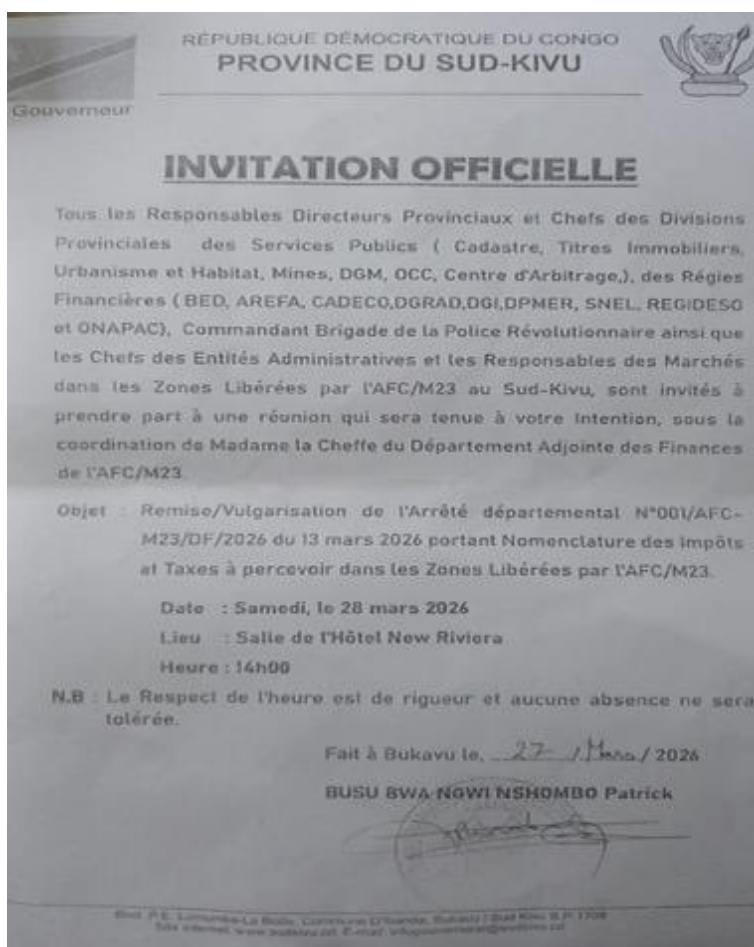
⁴¹⁵ The document is on file with the Secretariat.

⁴¹⁶ [GOMA: L' AFC M23 LANCE OFFICIELLEMENT UNE NOUVELLE NOMANCLATURE.](#)

AFC/M23 information campaign for the dissemination of its tax code⁴¹⁷

Following the publication of its Tax code, AFC/M23 conducted large dissemination within the territories under its control in eastern DRC.

On 27 March, AFC/M23 Governor for South Kivu convened all Congolese States provincial directors and heads of divisions of public services, including mines, customs, tax, migration, agriculture, states water company (REGIDESO) and electricity (SNEL) companies, and AFC/M23 local authorities to attend a meeting dedicated to the presentation and dissemination of the AFC/M23 tax code. On 28 March 2026, in Bukavu, the Deputy Head of the AFC/M23 Finance Department, Fanny Kaj Kayemb, handed over the new tax nomenclature to the Governor of South Kivu, Busu Bwa Ngwi Shombo Patrick.⁴¹⁸



Document received from AFC/M23 sources.

⁴¹⁷ AFC-Alliance Fleuve Congo on X: "AFC/M23 : UNE RÉVOLUTION FISCALE EN GESTATION POUR LIBÉRER LA RDC DE L'ARBITRAIRE Pendant que l'ancien pouvoir de Kinshasa laissait prospérer une fiscalité chaotique, étouffante et gangrenée par les prélèvements fantômes, l'AFC/M23 pose aujourd'hui les bases d'une réforme <https://t.co/igispB21Gu>" / X.

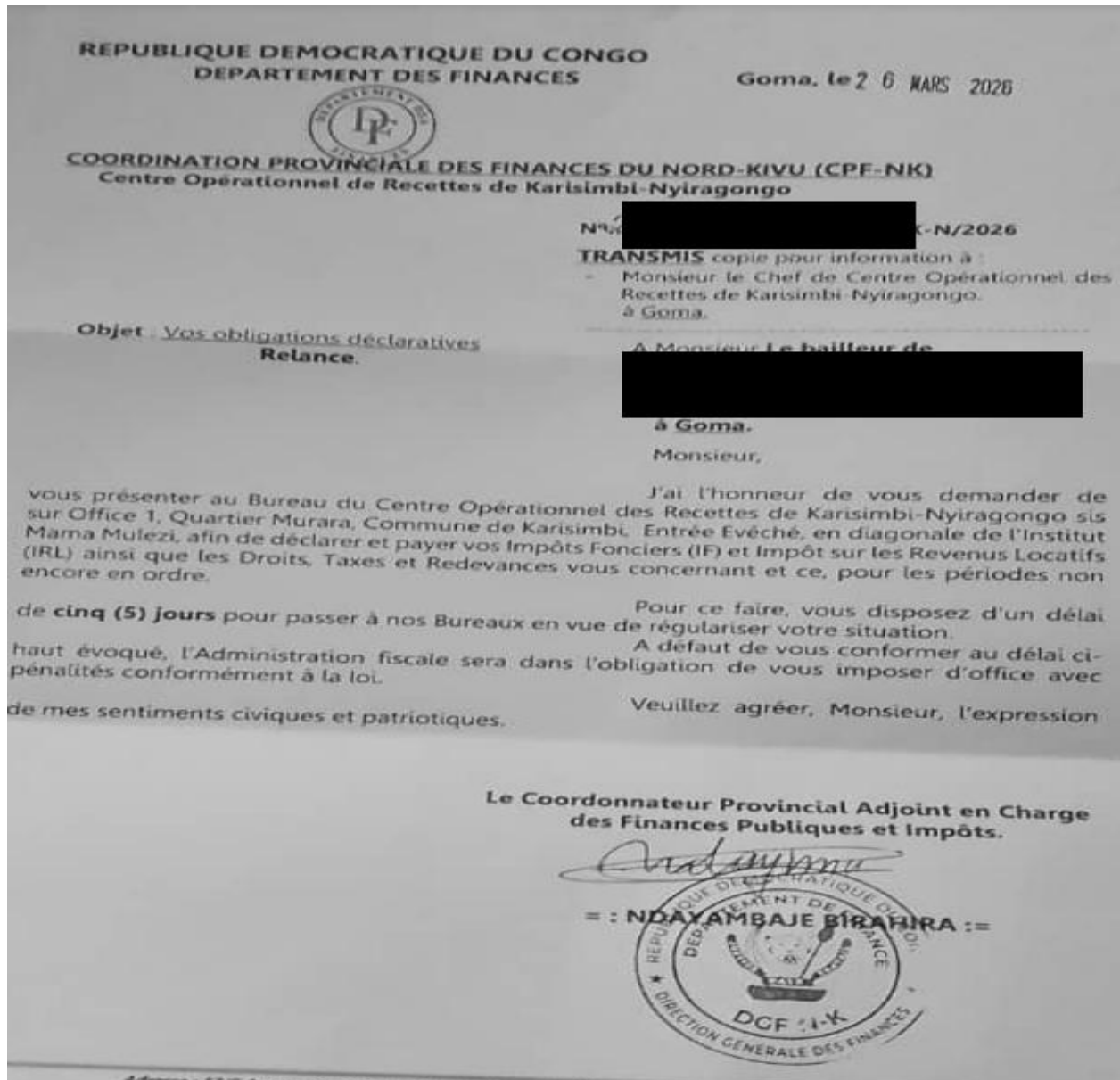
⁴¹⁸ CONGO RÉVOLUTION on X: "Ce samedi 28 mars 2028 à Bukavu, la cheffe adjointe du département des finances de l'AFC/M23, @FannyKaj1, a remis au gouverneur du Sud-Kivu la nouvelle nomenclature. Sur 536 taxes et impôts de l'ancienne nomenclature, 225 sont maintenus, soit un écart de 311, ou 60 %. <https://t.co/1557YHscuT>" / X.

Annex 29 (para. 92)

AF/M23 Finance department letter issued to a private company in Goma for the collection of taxes

Correspondance du département des finances de l'AFC/M23 adressée à une entreprise privée à Goma pour la collecte des taxes

The Group obtained a tax enforcement notice issued by the AFC/M23 provincial finance coordination in North Kivu through the Karisimbi–Nyiragongo revenue operations center. The notice instructed a private economic operator to present themselves within five days to declare and settle outstanding liabilities, including property tax, rental income tax, and other applicable duties and fees. It further indicated that failure to comply would result in ex officio tax assessment with penalties.



Document received from a confidential source.

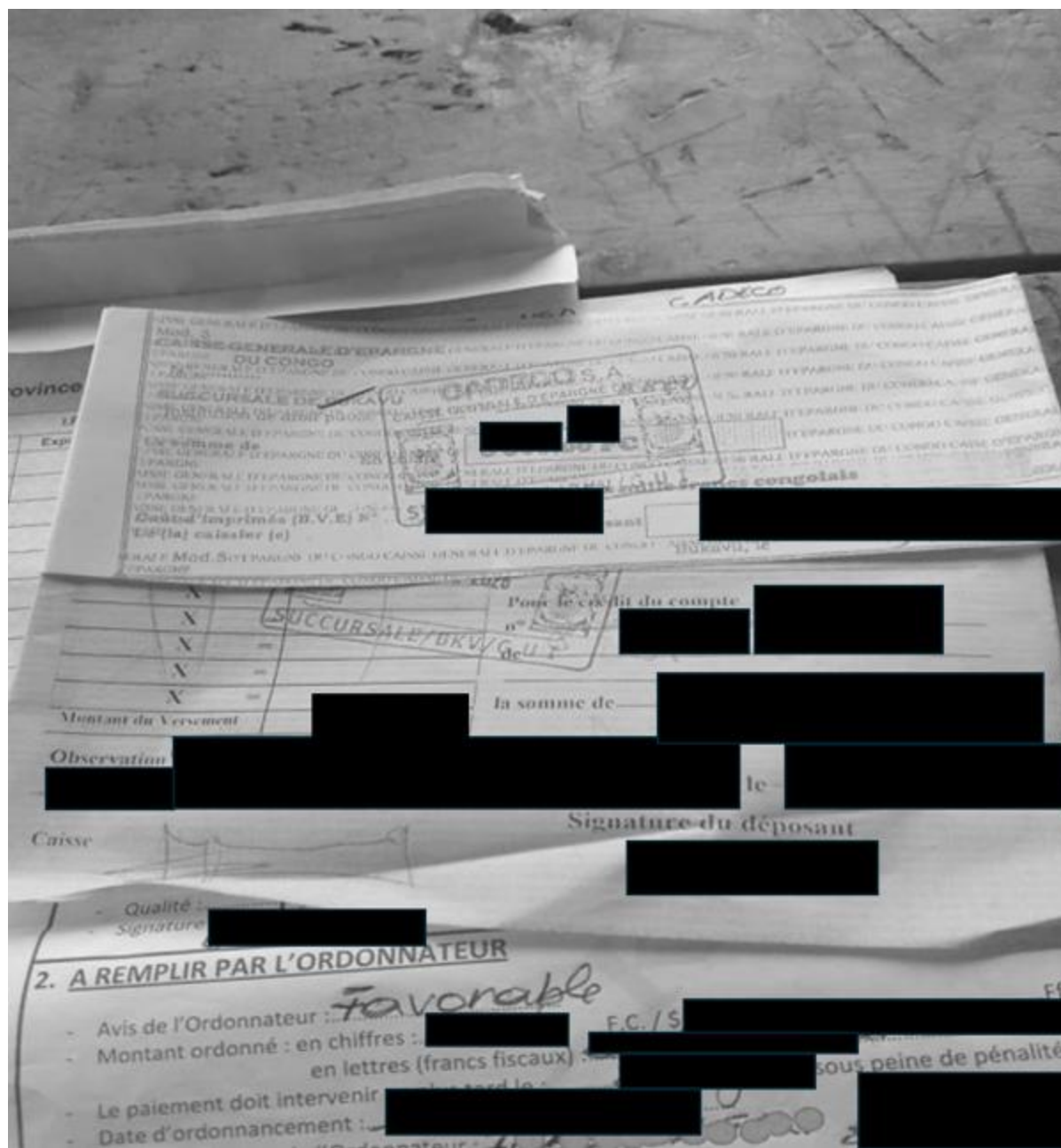
Annex 30 (para. 92)

Examples of AFC/M23 issued receipts for taxes and fees

Exemples des reçus émis par l'AFC/M23 pour des taxes et autres paiements

1. AFC/M23 issued receipt through CADECO payment slips for "custom fees" payment

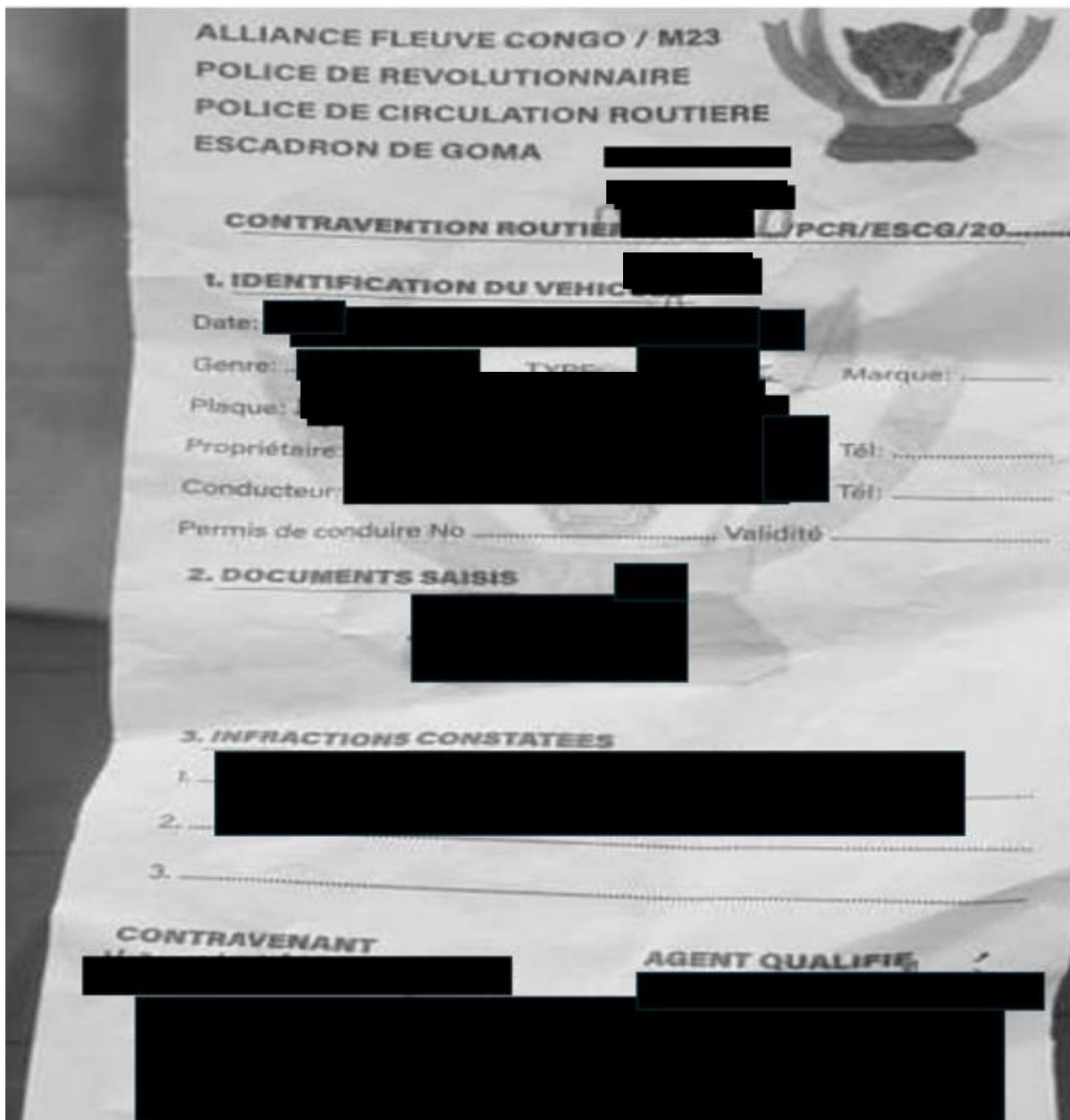
Payment fees delivered by the AFC/M23 following the issuance of a construction permit using a receipt of CADECO.



Document obtained from confidential armed group source

2. AFC/M23 ticket for a traffic notice amounting to \$100 as per AFC/M23 tax code

The Group obtained a traffic violation notice issued by the AFC/M23 “Revolutionary Police” traffic unit in Goma, documenting the enforcement of road regulations. The notice recorded a fine of USD 100 imposed on a driver for driving under the influence of alcohol.

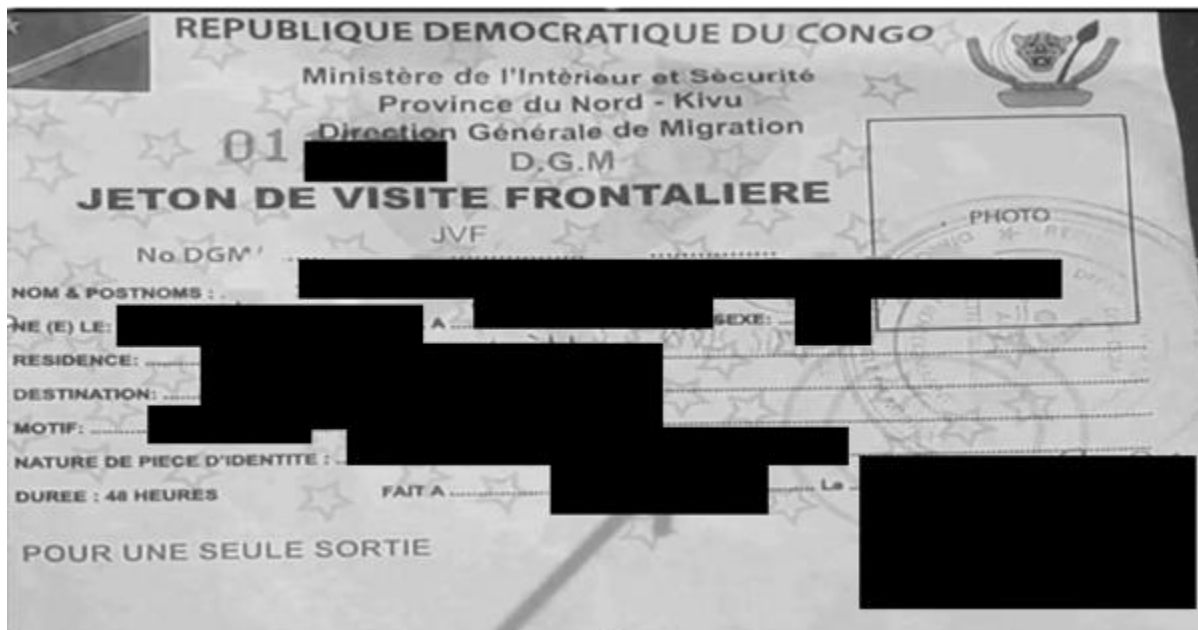


Document illustrating traffic fine applied by AFC/M23, received from a confidential source.

3. AFC/M23 issued receipt illustrating exit visa fee from the DRC territory for seven days as per the provision of article I.2.1 of AFC/M23 tax code.



AFC/M23 issued token illustrating exit visa fee from the DRC territory as per article I.2.1(1) of AFC/M23 tax code.



Documents received from a confidential source.

Annex 31 (para. 93)

AFC/M23 took control of the national electricity (SNEL) water utility (REGIDESO) companies in territories under its control.

L’AFC/M23 a pris le contrôle de la société nationale d’électricité (SNEL) et de la Régie de distribution d’eau (REGIDESO) dans les territoires sous son contrôle

On 5 March 2026 in Goma, AFC/M23 Permanent Secretary and Head of the Executive, Benjamin Mbonimpa, convened the management of SNEL and REGIDESO, in the presence of the AFC/M23-appointed Governor of South Kivu and the deputy head of the finance department, to announce AFC/M23 take over both SNEL and Regideso.

AFC/M23 subsequently placed both SNEL and Regideso under the administrative authority of provincial governors and the financial oversight of its finance department, while mandating the centralizing and banking all revenues of these entities under a “single window” system.⁴¹⁹

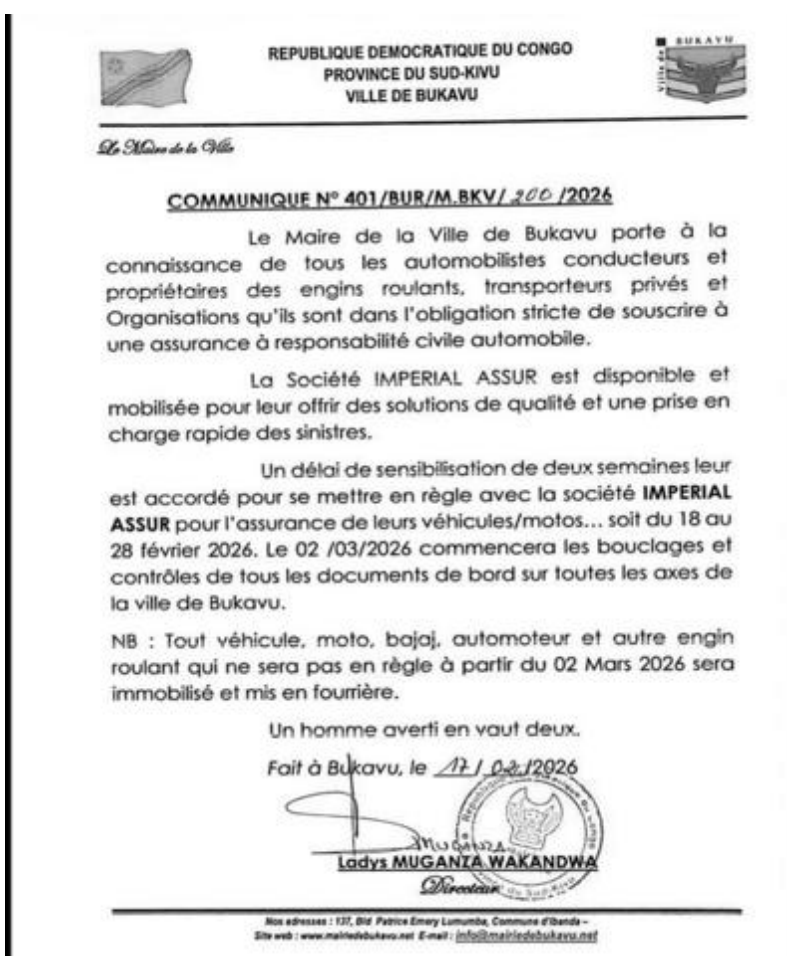
⁴¹⁹ (163) L’AFC-M23 pour une réadaptation du mode de gestion technique et financière de la SNEL et la Regideso - YouTube.

Annex 32 (para. 93)

AFC/M23-linked Imperial Assur Insurance company

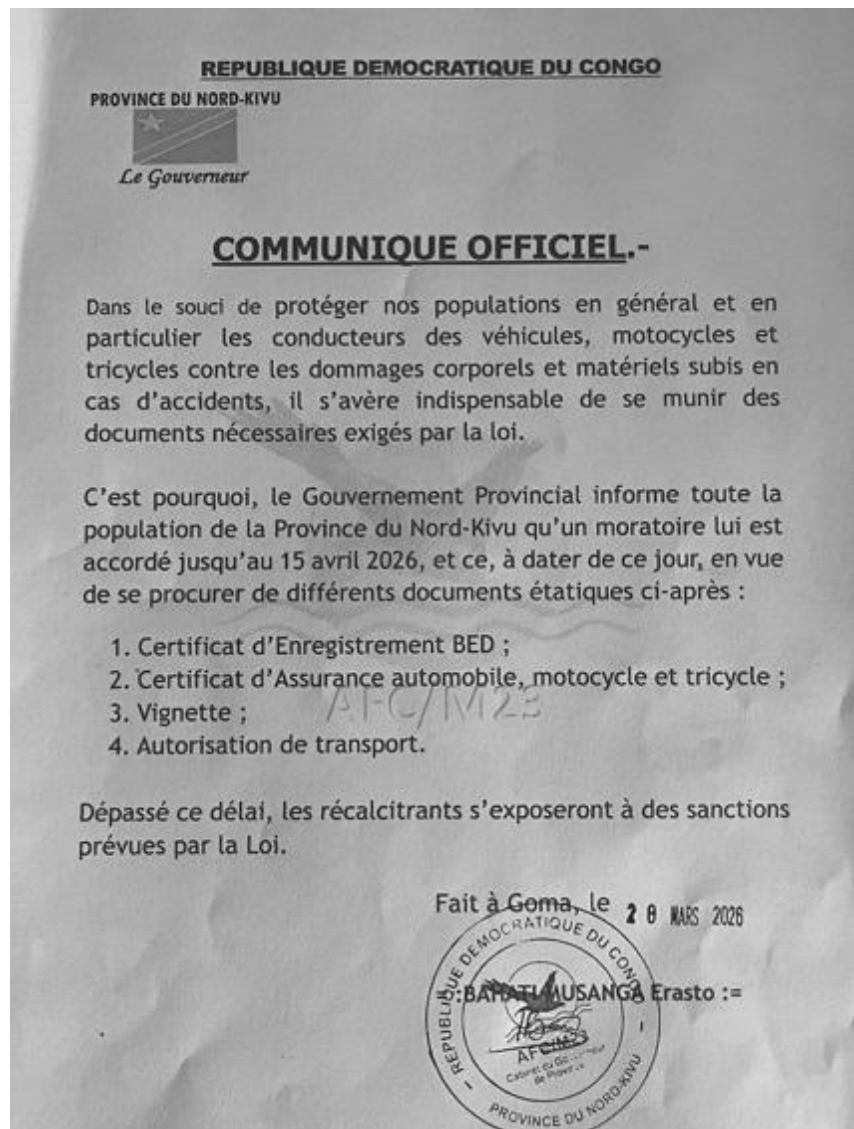
Société d'assurance Imperial Assur liée à l'AFC/M23

AFC/M23 facilitated the replacement of existing insurance companies, in particular the National Insurance Company (SONAS) with new entities such as Imperial Assur,⁴²⁰ which began operations in mid-2025. The Group obtained copies of official notices issued by AFC/M23 mandating compulsory third-party liability insurance for all vehicles and transport operators. The notice in South Kivu designated Imperial Assur as the provider responsible for delivering insurance services and set a two-week compliance period, after which enforcement measures—including vehicle checks, immobilization, and impoundment—would be implemented.



Communiqué by the AFC/M23 appointed mayor of Bukavu. Document received from AFC/M23 source.

⁴²⁰ Sud-Kivu : Imperial Assur lance ses activités à Bukavu - Radio Maendeleo.



Communiqué of the AFC/M23-appointed governor for North Kivu. Document received from AFC/M23 source.

Imperial Assur-issued administrative and commercial documents

The Group obtained a set of administrative and commercial documents evidencing the sequential process required for vehicle regularization in areas under AFC/M23 control. These included a receipt issued by the Congolese State provincial *Bureau d'Enregistrement et de Développement (BED)* for vehicle registration (USD 50), a corresponding registration certificate valid for one year, and insurance documentation issued by *Imperial Assur*. The registration certificate identified the vehicle, owner, and validity period.

Insurance documentation reviewed by the Group included payment receipts and certificates issued by *Imperial Assur* for multiple vehicles, indicating standardized third-party liability coverage (“responsabilité civile”) for defined durations (typically three to six months). Premiums observed range between USD 107 and USD 690 depending on vehicle category and duration.

Receipts evidencing insurance coverage with Imperial Assur.

BED
Bureau d'enregistrement et de développement (BED)
Adresse: 141. AV. Patrice Emery LUMUMBA,
Q. Nderere, Commune d'IBANDA, Ville de BUKAVU
Email: bedcongoinfo@gmail.com / Tél: +243 849098277

REÇU N° [REDACTED]

En Chiffres [REDACTED]

REÇU DE: [REDACTED]

La somme de (en toute lettres): [REDACTED]

Pour: [REDACTED]

[REDACTED] Signature [REDACTED]

IDENTIFICATION DU CLIENT			
Nom	[REDACTED]	Adresse Physique	[REDACTED]
Prénoms	[REDACTED]	Nature Document Identité	[REDACTED]
Téléphone	[REDACTED]	Numéro Document	[REDACTED]
Email	[REDACTED]		
IDENTIFICATION DU VÉHICULE			
Immatriculation	[REDACTED]	Puissance Fiscale (CV)	[REDACTED]
Numéro Chassis	[REDACTED]	Matr. Immat.	[REDACTED]
Marque	[REDACTED]	Année de Fabrication	[REDACTED]
Type de Véhicule	[REDACTED]	Année de mise en circulation	[REDACTED]
Modèle	[REDACTED]	Couleur	[REDACTED]
Nombre de sièges	[REDACTED]	Usage	[REDACTED]
		Durée (Mois)	2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Annex 33 (para. 94)

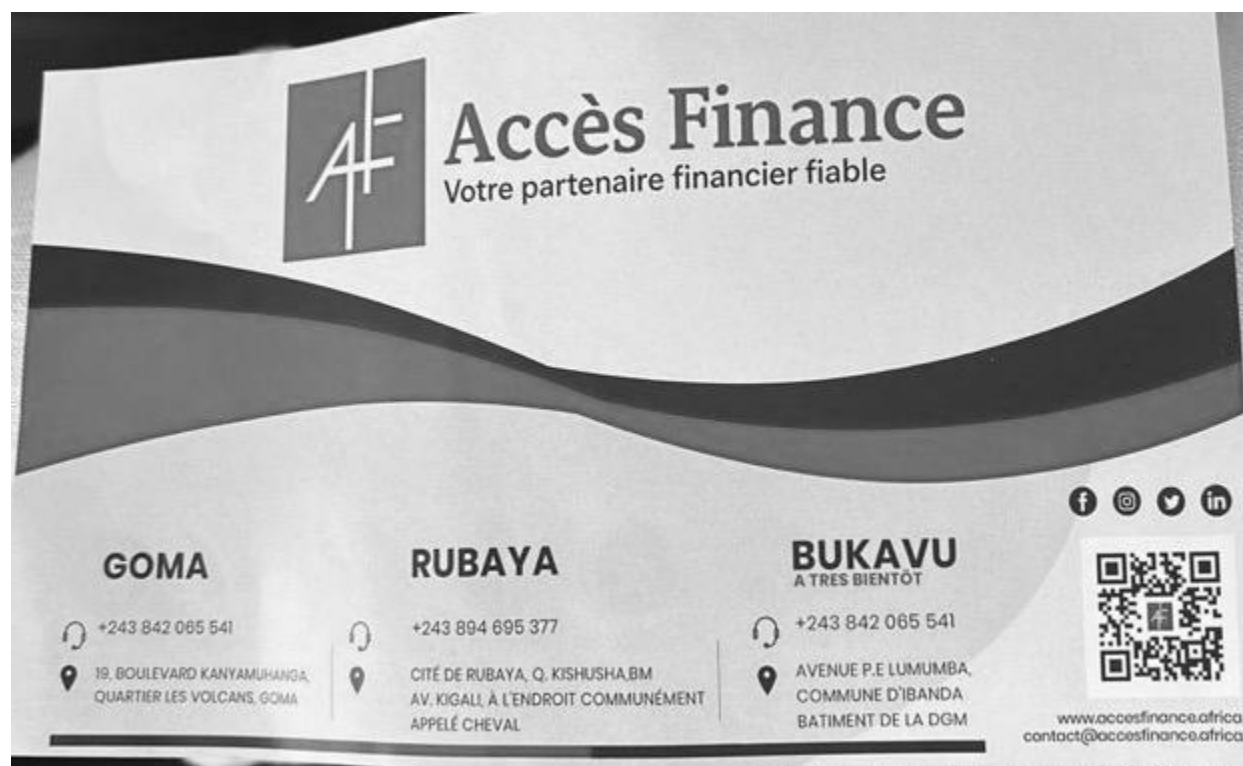
AFC/M23 - Financial intermediation and emergence of parallel banking channels

AFC/M23 – Intermédiation financière et émergence de circuits bancaires parallèles

The Group documented the emergence of financial intermediation mechanisms operating within areas under AFC/M23 control, such as “Accès Finance S.A.”,⁴²¹⁴²²⁴²³ which presented itself as a financial institution offering deposit, transfer and account-based services. The company was operational in Goma and Rubaya, with planned expansion to Bukavu.

Account documentation from January 2026, including client identification details and account numbers, indicated that individuals were able to open and operate accounts through this entity. AFC/M23 promoted Access Finance S.A., expanding financial intermediation in areas under its control and potentially enabling oversight and capture of financial flows.⁴²⁴

No publicly verifiable evidence of regulatory authorization from the Central Bank of the Congo exists for this company, nor confirmation of its inclusion among licensed banks, microfinance institutions, or electronic money issuers. The activities of Accès Finance indicate the provision of financial services outside the State financial system, contributing to the development of parallel financial channels benefiting AFC/M23.



⁴²¹ Official / primary web presence: <https://accesfinance.africa> also appears as: <https://www.accesfinance.africa>).

⁴²² App distribution: Google Play listing: <https://play.google.com/store/apps/details?id=com.banksoft.client.accessFinance>.

⁴²³ LinkedIn: <https://cd.linkedin.com/company/acces-finance>

YouTube (example video): <https://www.youtube.com/watch?v=5kOWihG3WPg>

Facebook: <https://www.facebook.com/100067446540898/videos/-bonne-nouvelle-pour-la-population-de-goma-sous-l'autorit%C3%A9-de-lafem23-la-stabilit%C3%A9-1608550256803084/>.

⁴²⁴ <https://www.facebook.com/m23twirwaneho/videos/rdc-rubaya-acces-finance-une-nouvelle-banque-op%C3%A9rant-dans-le-nord-kivu-territoire/1272577938091509/>.

The image shows a document from Access Finance. At the top left is the logo 'AF' and contact information: www.accesfinance.africa, www.accesfinance.net, and contact@accesfinance.net. Below this is the address: 10 Boulevard Kanyamuhanga, Quartier les Volcans, Commune de Goma, Ville Goma. At the top right is the logo 'AF' and the text 'Accès Finance' with the tagline 'Nous parvenons à l'essentiel'. The main body of the document lists account details, but the values are redacted with a black box. The labels are: 'Nom du Compte :', 'Code Client :', 'Numero Compte :', and 'Date de creation:'. At the bottom, there is a message: 'Merci d'avoir choisi Accès Finance SA. Votre confiance nous honore et nous engageâtre à vos côtés pour réaliser vos projets et bâtir ensemble un avenir prospère.'

Nom du Compte : [REDACTED]

Code Client : [REDACTED]

Numero Compte : [REDACTED]

Date de creation: [REDACTED]

Merci d'avoir choisi Accès Finance SA. Votre confiance nous honore et nous engageâtre à vos côtés pour réaliser vos projets et bâtir ensemble un avenir prospère.

Documents obtained from confidential source.

Annex 34 (para. 105)

Documents relating to the attempt to establish a « Coalition nationale des Volontaires pour la Défense de la Patrie » in December 2025

Documents relatifs à la tentative d'établir une « Coalition nationale des Volontaires pour la Défense de la Patrie » en décembre 2025

COMMISSION PRÉPARATOIRE ELECTIVE DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF
NATIONAL DE LA COALITION DES VDP- WAZALENDO EN RD CONGO
Tél (+243)815807743/995546010/838806210
E-mail: coanatvdpwazalendo@gmail.com

À la particulière attention des Responsables des mouvements ou groupes des VDP –WAZALENDO de la RD Congo, Tous, avec pouvoir de Représentation par procuration spéciale ;

Qualité : Délégué à l'Élection / Membre de la Commission / Personnalité Invitée

Messieurs ou Mesdames les Responsables des mouvements ou groupes des VDP – WAZALENDO de la RD Congo, Tous, avec pouvoir de Représentation par procuration spéciale ;

Votre Commission Préparatoire électorale a l'honneur et l'urgence de vous convier à l'étape finale et historique de la mise en place de notre Directoire National.

Cette cérémonie marquera l'aboutissement de nos efforts d'unification derrière la vision du Chef de l'État, S.E. Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, et condensera en trois heures les phases cruciales suivantes : l'Élection, la Proclamation des résultats et l'Installation des membres du Directoire Exécutif National.

Détails de l'événement	
Date	Samedi 13 Décembre 2025
Heure	12h00 précises (Clôture impérative à 18h00)
Lieu	Salle LA REINE DE LA PAIX, GOMBE, en diagonal de l'INRB, Huileries, Kinshasa
Tenue	Tenue de ville

Votre ponctualité est essentielle pour le bon déroulement du processus électoral (pour les postes compétitifs) et pour le respect du chronogramme serré.

Veillez agréer, Monsieur le Chef d'État-Major-Général des FARDC , l'expression de notre très haute considération et de notre engagement patriotique.

Fait à Kinshasa, le 10/12/2025



Me Richard PALUKU, Président de la Commission Préparatoire Élective

CHRONOGRAMME DÉTAILLÉ FINAL DE L'ACTIVITÉ

Événement : Mise en place du Directoire Exécutif National de la Coalition VDP-WAZALENDO

Lieu : Kinshasa Période : 12h00 précises à 18h00

Heure (Début)	Heure (Fin)	Durée	Phase de l'Événement	Activité Principale	Responsable
12h00	12h25	25 min	1. ÉLECTION / VOTE	Accueil des Délégués et Participants, Remise de la Brochure de Présentation Institutionnelle Stratégique de la Coalition Nationale VDP/WAZALENDO et Démarrage immédiat du Vote pour les postes compétitifs.	Commission/P protocole
12h25	12h40	15 min	2. TRANSITION / ANALYSE	Clôture des opérations de vote, Mot de la Commission et lecture du Rapport Synthétique des travaux préparatoires.	Président de la Commission
12h40	13h10	30 min	3. PROCLAMATION DES RÉSULTATS	PROCLAMATION OFFICIELLE et définitive des 23 membres élus et désignés (y compris les postes par cooptation).	Secrétaire Rapporteur
13h10	13h40	30 min	4. INSTALLATION OFFICIELLE	Lecture des Actes d'Investiture et Cérémonie de Prestation de Serment des membres du Directoire.	Doyen d'âge
13h40	14h00	20 min	5. ORIENTATION	Discours d'Orientation du nouveau Président du Directoire Exécutif National. ¹⁰	Nouveau Président du Directoire ¹¹
14h00	14h45	45 min	6. TRAVAUX INITIAUX (Urgence)	Première session de travail : Adoption du Règlement Intérieur du Directoire.	Directoire Exécutif National
14h45	15h00	15 min	7. CLÔTURE OFFICIELLE	Lecture des résolutions (si nécessaire), Photos de Famille et Fin de la cérémonie formelle.	Président du Directoire
15h00	16h00	60 min	8. POINT DE PRESSE	Conférence de presse du nouveau Directoire Exécutif National (DEN) avec les médias nationaux et internationaux.	Porte-Parole du DEN
16h00	18h00	2h00	9. COCKTAIL & ÉCHANGES	Réception, cocktail et échanges protocolaires entre les membres du Directoire, les autorités invitées et les délégués.	Protocole/Organisation
18h00			FIN DE L'ÉVÉNEMENT	Clôture impérative du site.	

Fait à Kinshasa, le 10/12/2025

Me Richard PALUKU



Président de la Commission Préparatoire Élective

LISTE DES MEMBRES DU DIRECTOIRE EXECUTIF NATIONAL DE LA COALITION NATIONALE DES PATRIOTES (VDP/WAZALENDU) EN RDC.

Fonction / Rôle	Nom / Prénom et Contacts	Observations
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION Président du Conseil d'Administration	Hon. Prince Willy MUSHIKI BUSHIKI	
MEMBRES DU DIRECTOIRE EXECUTIF NATIONAL Président National	Dashy Sishy (si) Emmanuel	
1 ^{er} Vice-Président National	WABWELWA KIWILA Duto	
2 ^{ème} Vice-Président National	OMBWA SHAFIPE MUNABAKASAMBE	
3 ^{ème} Vice-Président National	ENGE LOMBE Gerard	
Porte-Parole	ASSANDA MWENEBATU Joseph	
Porte-Parole adjoint	AKILI MAGAYANE KUAMBILWA	

Secrétaire National (SN) / Chargé de l'Inscription et Numérique	Monsieur KALALA ABANDAU Jean	
Secrétaire National (SN) / Chargé des planifications, Logistique et recherches	KAVUGHO FUNDI Rosette	
Secrétaire Exécutif National (SN) / Chargé de la Trésorerie générale, Intendance et Budget	PALUKU MBUSA FAERICE	
Secrétaire National (SN) / Chargé de l'Intégration et Rattachement, Démobilisation et Formations	Monsieur SHUKURU KALUME PATRICK	
Secrétaire National (SN) / Chargé de la formation idéologique et doctrinale	M ^{re} KALUKULA BIN KALUKULA MUSHKWABO ARUNA	
Secrétaire National (SN) / Chargé de relations extérieures, partenariat, mobilisation des fonds et coopération	Monsieur EDDY MBUYI SINZAHERA	
Secrétaire National (SN) / Chargé des affaires sociales,	Monsieur GHIMANYE MUSIMWA Prince	

solidarité nationale, affaires humanitaire, genre, femme et famille		
Secrétariat National (SN) / Chargé des affaires coutumières, traditionnelle, culturelles et mystico-religieuse	SELEMANI BWAMI KITUNDA [REDACTED]	
Membre rattaché (Affaires coutumières)	KAKULE SAHANI MONILPH [REDACTED]	[REDACTED]
Membre rattaché (Affaires coutumières)	JOSEPHINE MURIMANYA CIRUZA [REDACTED]	
Secrétariat National (SN) / Chargé de la Mobilisation, RH et Organisations des missions	NELIBIZI AIMABLE [REDACTED]	
Secrétariat National (SN) / Chargé des affaires politiques, relations avec les institutions, FARDC et PNC		
Membre rattaché (Affaires Politiques)	BWETSHIA KABENGELE HUGOR [REDACTED]	
Membre rattaché (Relation avec les institutions, FARDC et PNC)	GUSTAVO FRANCISCO KASONGO [REDACTED]	

Secrétariat National (SN) / Chargé des Affaires Juridiques	Me PALUKU MATOFALI GUY RICHARD SAMUEL [REDACTED]	[REDACTED]
Secrétariat National (SN) / Chargé des Relations Interprovinciales	Monsieur BUSHENYULA CIHEBEYE CHRISTIAN [REDACTED]	[REDACTED]

Documents received from Wazalendo and DRC government sources

Annex 35 (para. 109)

Wazalendo armed groups and “generals” active in southern South Kivu in early December 2025

Groupes armés Wazalendo et « généraux » actifs dans le sud du Sud-Kivu au début du mois de décembre 2025.

2

I. EFFECTIFS DES COMBATTANTS ENGAGES AUX FRONTS

N°	GROUPE ARME	LOCALISATION	RESPONSABLE	GRADE	EFFECTIF
1	FPL	LUBARIKA	ALEXIS MWAMBA DUNIA	Lt Gén. -	3786
2	COPACO	ZIRALO	KIRIKICHO MIRIMBA	-	675
3	RM	BUNYAKIRI/KALEHE	MUNGORO MATOFALI	-	517
4	APL	LUSAMBO	MAYELE WILONDJA RASHIDI	-	450
5	CNPSC	BABENGWA	AMURI WILLIAM YAKOTUMBA	-	362
6	CPLC/FABB	KABANJA	KALEMBE NGOMANZITO	-	1093
7	MPLC/FPLC	KALONGE	RENE MUKANDAMA ITONGWA	-	546
8	MNLC	KAGOGO	KASHUMBA MUSAGARA	-	254
9	UCAC	MUNANIRA	JEAN NALUBE	-	322
10	UPCB	MASANGO	ILUNGA RUSESEMA	-	1080
11	LPCC	MASANGO RUDEFU	MUHUBIRI MUSHOMBE PACIFIQUE	-	511
12	MPDAC	KAGOGO	OMARI NAMUTAGA	-	176
13	FPDP	KITALA	KURUNINGA VENANCE	-	112
14	MRPC	BUTUMBA	AMURI MAMADOU	-	234
15	FPCC	LUHITO	NYERERE BUNANA	-	256
16	MAIMAI NDONDI	KATOBO	NDONDI	-	121
17	URCOP	KIRAMBI	KASHOLOGOSI BIRASI JOHN	-	233
18	MDP	RUBANGA	MAKANAKI KASIMBIRA JOHN	-	123
19	MAIMAI PATRON	MASANGO 2	PATRON	-	125
20	FPC	LULAMBO	MCHINGWA	-	231
21	MAIMAI TORONTO	LWEBA	TORONTO	-	424
22	MAIMAI REUNION	MAKYAKA	REUNION	-	112
23	GPE DE JEUNES	MALINGI	MAMASA KAJIWEKA	-	343
24	MULC	KISEKE	MILENGE ISHIBONANE ZELAMBUMA	-	162

3

25	FCLP	NANINDI	E'A MUKINA CESAR	-	454
26	MAIMAI ISHIBWELA	KONGWE	ISHIBWELA WAELENGO	-	277
27	MAIMAI ANGULU	ACIKA	ICIMBOELO	-	124
28	MAIMAI AOCI	KIPOMBO	AOCI WITANDA	-	156
29	MCVA	LUBUMBA	ISSA MUTOKA NGUVU ZA MILIMA	-	378
30	MAIMAI LWISULA	MIKI	KWISULA KISALE C'ARRIVE	-	132
31	FPDC	KIPUPU	KIBUKILA MUTETEZI TRESOR	-	521
32	MAIMAI MUPEKENYA	MATHETA	LWIKO	-	241
33	FDCC	TUWETUWE	KAKOBANYA NAKALAMBI	-	345
34	MAIMAI NAKILIBA	KIGOGO	NAKILIBA MATEBURA	-	224
35	MAIMAI ACTION	MUHUZI	ACTION LEOPOLD	-	184
36	UPC	MUKUTU	RUMA HONDWA	-	134
37	RM	NYAMIBUNGU	IBANDA WABENGA	-	642
38	RM	CIRONGE	MUS MUBANGO SAFARI	-	321
39	APDC/RM	KASHESHI/KASHIMBA	GASTON LUKISA BLAISE	-	883
40	RM	MUPOKE	LUKOKA NAMUNINGA	-	124
41	RM	LWAMBA	WINDELA KAFUMA	-	320
42	RM	MUMBILI	100 KILOS WABULA	-	123
43	RM	LUYULU	KIMBA MUSAFIRI	-	131
44	RM	MIGELE	MUKAMBA BOZY	-	89
45	RM	BWANA HALI	KABALA MUSUMBU	-	476
46	MAIMAI KIMPENZE	WAMITI	BIMPENZE MANZYA	-	454
47	MAIMAI	KITINDI	MAKINDU	-	467

48	MAIMAI SHUSHA	LWEKA	VANDAME	-	143
49	MPDAC	KAGOGO	RUKUMETA PIERRE	-	504
50	KIBALO KYETU	MASANGO	JULES MAVAZI	-	215
51	LANDA BANGO	KIRUNGU	HURUMA LANDA BANGO	-	118
52	MMK	SANGE	KAMAMA MBIGIRWA	-	1213
53	UPCN	LEMERA	JOGO BYAMUNGU	-	106
54	FABB-A	MIRIMBA	ASSANI MBAKANI	-	122
55	CPDC	LULENGE	MEDI YEREMIA	-	111
56	MPLC/SEBA	LUVUNGI	SEBASTIEN NAMULERHA	-	143
57	UPCRN	MINOVA	GENTIL TUUNGANE	-	345
58	GAM	SEBELE	OLIVIER KIZA	-	130
59	FPDP/RDC	NYAMUTIRI	EMMANUEL MBOLE	-	267
60	AFPDC	LUBERIZI	MAMAN CLAUDINE	-	127
61	CNL/FAP	LUBERIZI	MWENYEMALI YOSHUA	-	87
62	UPN	LUVUNGI	DORCAS NDAMUSO ABDOU	-	288
63	PNCN	MULENGE	TUNDWA EFESO	-	75
64	UCL	KAHANDA	KIJANGALA MUTONGA	-	61
65	FAP	LANGALA/LEMERA	NAKAMBOGO NDEGESHA	-	43
66	MALAIKA	MULANGABALA/KASO NGO	IMANI MANDEVU	-	470
67	MALAIKA	MACHAPANO/NAMO YA	KABALA SELEMANI	-	300
68	UPPD/RDC	KAZIBA WALUNGU	POUTINE RIZIKI	-	402
69	MCDPIN/RAD	KALEHE HAUTS PLATEAUX	HAGUMA RUKEBA MIKE MIKE	-	783
70	PDNC	MULUME MUNENE	OLAME CHRISTOPHE	-	251
71	M. MAHESHE	WALUNGU	MAHESHE	-	302
72	M. NYAMBABA	WALUNGU	JOSUE NYAMABA	-	301
73	APDC/RAD	KALEHE	BAHIGE/KALUME	-	854
74	UPDC/RM	WALUNGU	MAATABARO JESUS	-	600
75	RM	MWEMA	KALUME MUKANIWA KIWIS	-	256
76	MRPDP	KATOBO	MECHACK RADI	-	110
77	FARC	BIJOMBO/ISHENGE	SAMUEL MAYELE CLEVER	-	400
			SOUS TOTAL		29744



Commentaire : Des ces effectifs comme l'indique le tableau ci-dessus, il y a dans les 29744 éléments engagés sur les lignes des fronts, quelques centaines des combattants venus du Maniema et du Tanganyika.

Document received from a confidential source.

Annex 36 (para. 120)

Food rations and other support provided to Wazalendo groups in South Kivu

Rations alimentaires et autres formes de soutien fournies aux groupes wazalendo au Sud-Kivu


 RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
 MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET ANCIENS
 COMBATTANTS
 RESERVE ARMÉE DE LA DÉFENSE « RAD »

 COALITION NATIONALE DES VOLONTAIRES POUR LA DÉFENSE
 DE LA PATRIE / SENTINELLE DE LA RDC
 CN-VDPS - RDC
 Tel : +243 975473189/811358410

N°002/KM/COORD/WAZ/RDC/2026 Uvira, le 14 avril 2026

Transmis copie pour information à :

- A Monsieur le Commandant de la 33^e région militaire,
- Commandant secteur Sokola 2 Sud Sud-Kivu
Tous à Uvira.
.....

Objet : Accusez de réception de vivres

A Monsieur le Commandant axe opérationnel Makobola-Uvira
A **Uvira.**

Mon commandant,

Nous avons l'honneur de vous transmettre, ce

dont l'objet reprend en marge.


En effet, Nous accusons réception, en date du 13 avril 2026, du don du Président de la République destiné aux volontaires pour la défense de la patrie, composé de : 50 sacs de farine de maïs, 50 sacs de riz, 25 sacs de haricots, 18 sacs de sucre, 9 cartons de sardines et 3 bidons d'huile de palme auprès du T4 de l'axe opérationnel Makobola-Uvira.

Nous exprimons au Chef de l'État notre profonde gratitude.

Restants fidèles à sa vision et aux institutions de la République, nous lui attachons notre soutien indéfectible pour la paix et la restauration de l'autorité de l'État.

Nos sentiments patriotiques.

Pour la coalition nationale

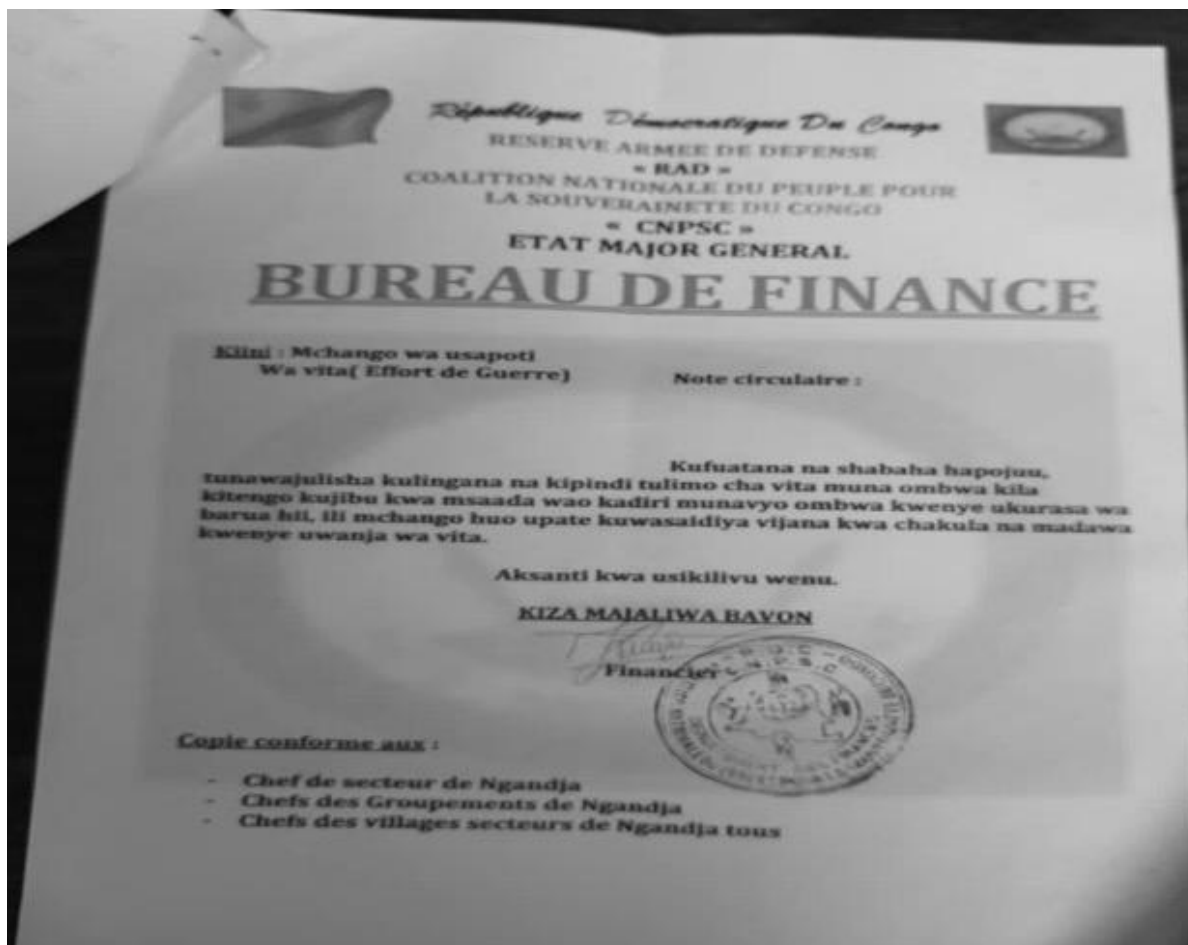

KAMAMA MBIGIRWA
 Commandant de la coalition

Annex 37 (para. 124)**CNPSC – Structured taxation system and sectoral revenue framework****CNPSC – Système de taxation structuré et cadre sectoriel de génération de revenus**

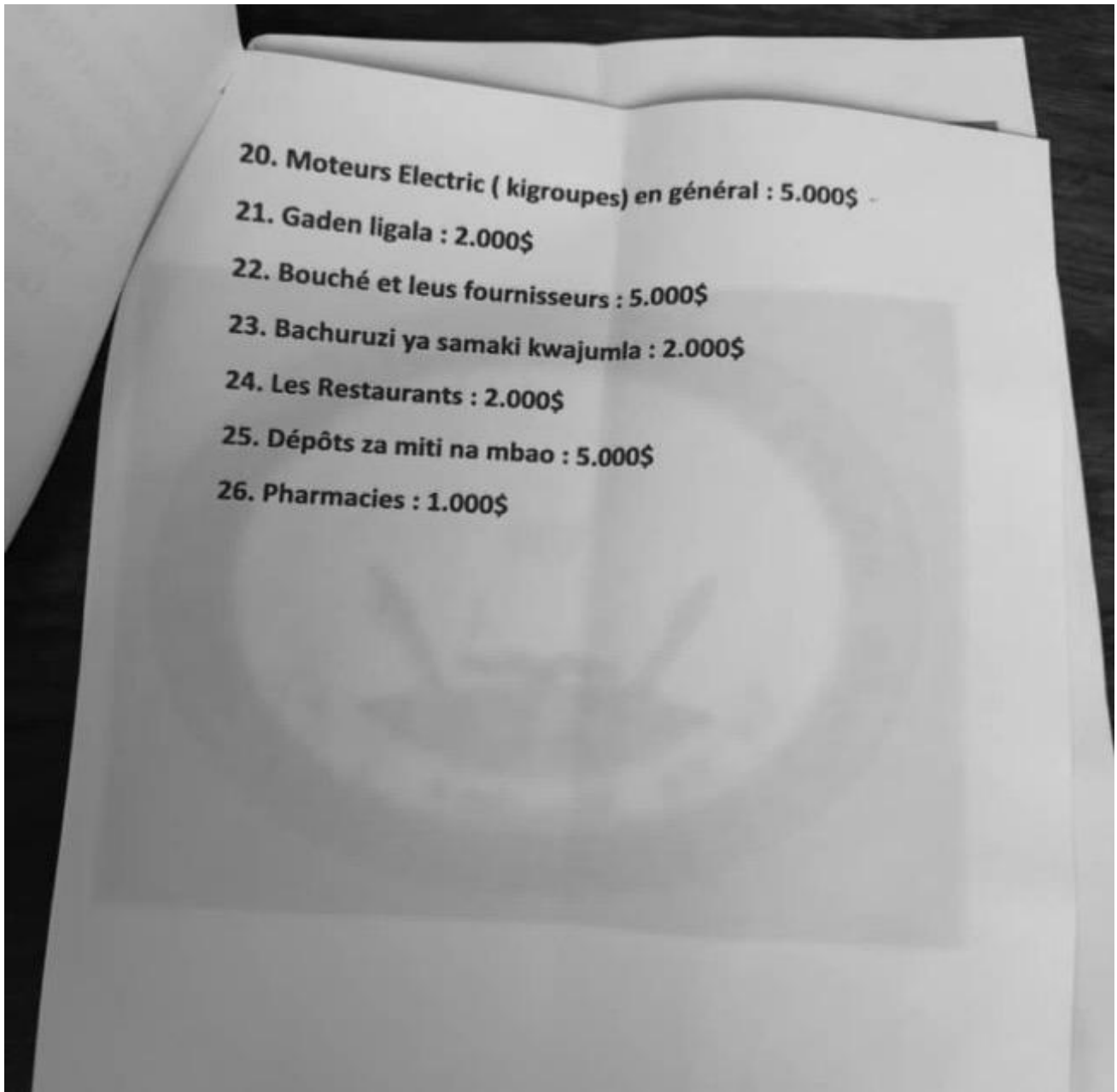
The Group obtained a circular issued by the “Bureau des finances” of the CNPSC, under the label “Réserve armée de défense” (RAD), outlining a coordinated system of taxation across areas under its influence. The document, presented as a formal fiscal directive, framed taxation as a contribution to the “effort de guerre” and was addressed to administrative structures at sector, groupement, and village levels, indicating an organized chain of dissemination and enforcement.

The taxation framework established fixed and standardized tax across a wide range of economic actors and sectors. These included commercial entities and service providers such as agencies (USD 1,000), motorcycle associations (USD 1,000), cooperatives and traders (USD 2,000–5,000), hotels and bars (USD 3,000), and transport-related actors, including tankers (USD 5,000). The system further targeted productive sectors and supply chains, including mining cooperatives (USD 2,000), gold processing equipment such as generators and crushing tools (up to USD 5,000), fishing-related activities, timber depots, and agricultural services.

In addition, the framework imposed sector-specific charges on essential and small-scale economic activities, including restaurants (USD 2,000), pharmacies (USD 1,000), hydraulic associations (USD 500), and waste management services (USD 5,000). The inclusion of both large-scale and subsistence-level actors suggests an effort to maximize revenue extraction across the full spectrum of local economic activity. The document also referenced a “50 per cent share” linked to “state services”..



1. AGENCE : 1.000 \$ Par Agence
2. ASSOCIATION DE MOTARD : 1.000 \$ Par Association
3. CONCASIER : En Générale : 5.000 \$
4. FEC : 5.000 \$
5. TRAITEMENT DE DECHETS : Par unité 5.000 \$
6. Les Négociants : 5.000\$
-Machine pour bruler l'or en Général : 5.000 \$
7. MARTON PIQUEUR en Général : 5.000 \$
8. P.P.O : Selon le puits influant 1.000 \$
9. LES SERVICES DEL' ETAT 50 %
 - D agri : 500 \$
 - KAPATA : 500 \$
10. Bisima ya maji : 1.000\$
11. Association des Hydrauliques ; 500\$
12. BOITE et HOTEL en général : 3.000 \$
13. Grand Maisons négociants : 5.000\$ (Négociants)
14. Police Routière : 1.000 \$
15. D.MAP : 1.000 \$ (Voir Pablo)
16. Coopératives Minières : 2.000\$
17. Kasomba en Général: 2.000\$
18. Lotéristes : 3.000\$
18. Tankiers en Général : 5.000\$



Document obtained from confidential Wazalendo source, military intelligence, mine operators, and mining services.

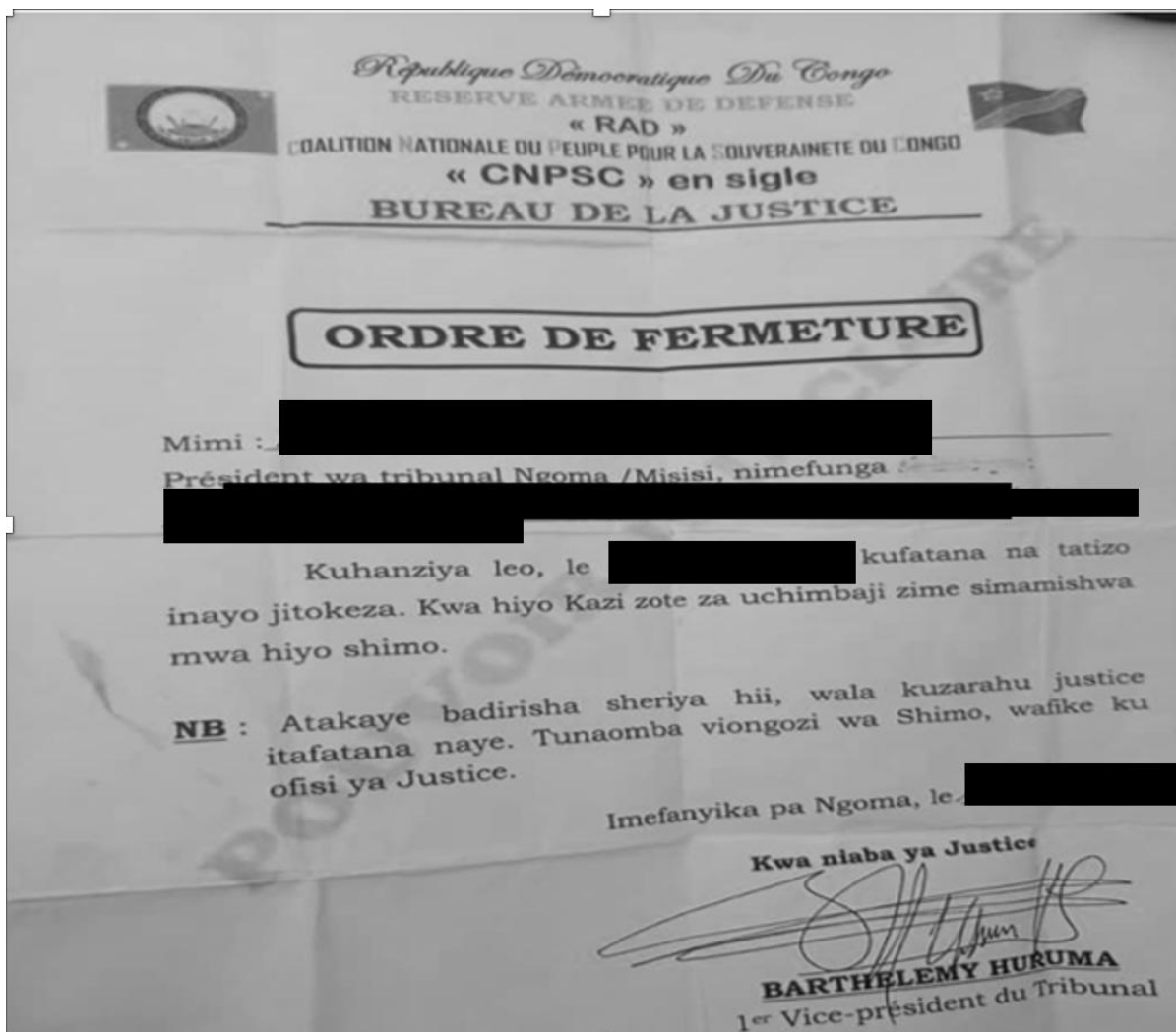
Annex 38 (para. 125)

CNPSC – documents evidencing the exercise of quasi-judicial authority

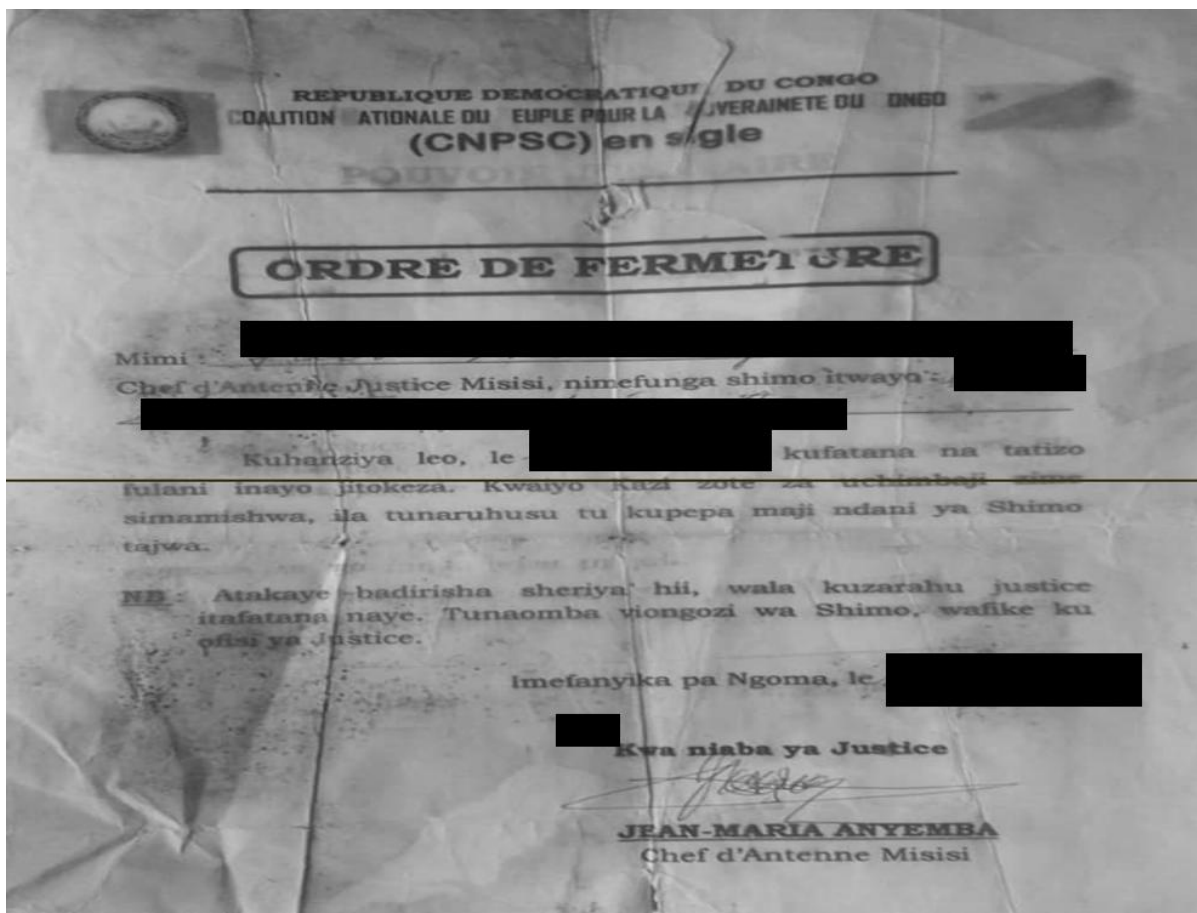
CNPSC – documents attestant l'exercice des fonctions quasi judiciaires

1. Closure orders evidencing sustained judicial enforcement and regulatory control over mining activities (December 2023–August 2026)

The Group obtained official “closure orders” (“ordres de fermeture”) issued by the CNPSC’s “Bureau de la justice”, directing the suspension of mining activities at identified sites in areas under its influence, including locations in Ngoma and Misisi, in Fizi territory. The documents identified responsible individuals, specified the affected mining sites, and indicated dates of enforcement spanning multiple years (including 18 December 2023 and 23 August 2026), suggesting continuity in the exercise of authority over time. The orders further state that all extraction activities had to cease immediately and warned that any violation would result in arrest and referral to CNPSC “justice” authorities.



Document obtained from confidential mine pit owners and Wazalendo source



Document obtained from confidential mine pit owners and Wazalendo source.

2. CNPSC “Justice” - Official summons (“invitation”) issued to a mine pit owner.

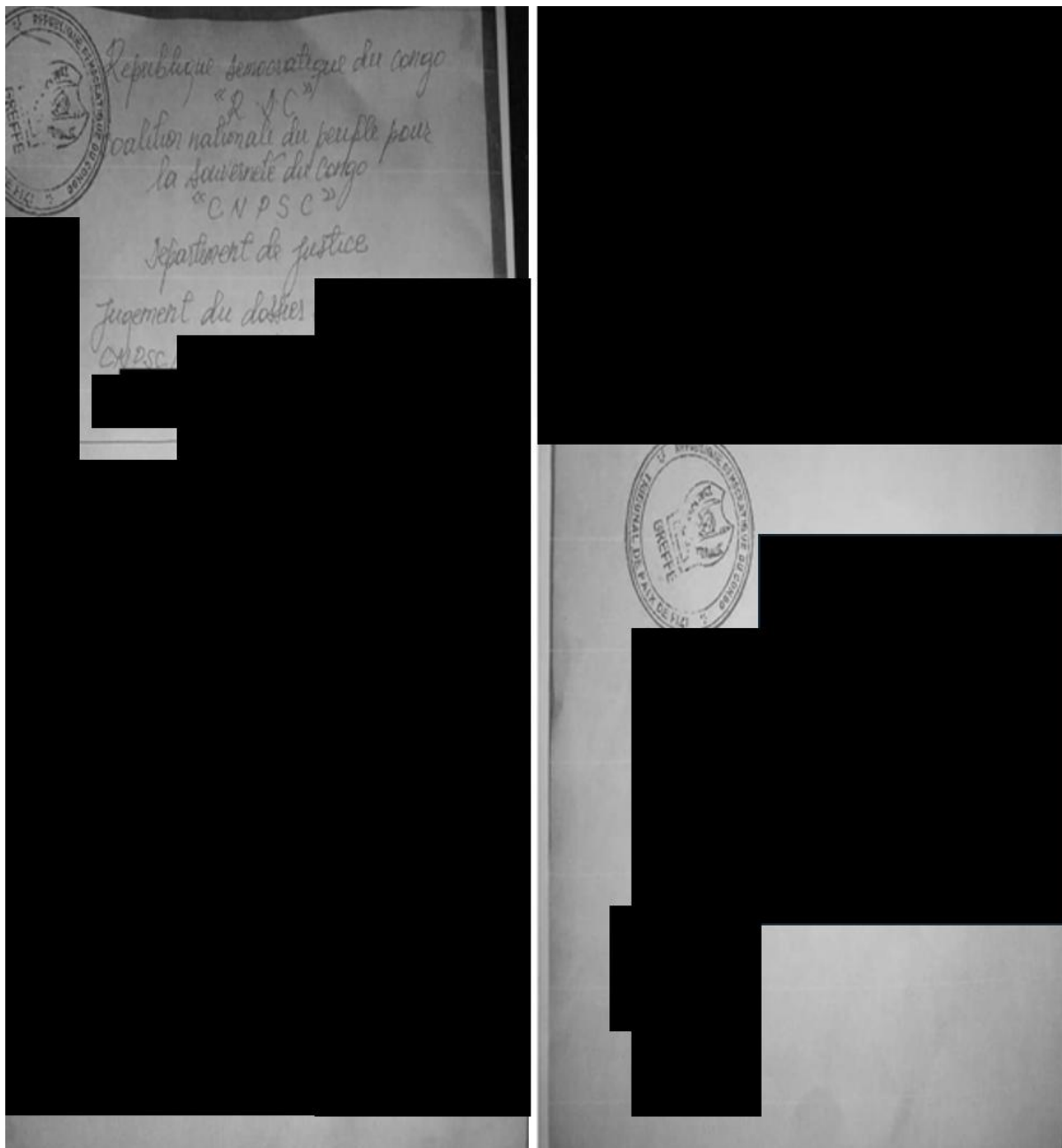
The Group obtained an official summons (“invitation”) issued by the CNPSC under its “Justice” structure, requiring a named individual to appear before a judicial office in Ngoma on a specified date (18 December 2024).



Document obtained from confidential source.

3. Judicial records evidencing the exercise of quasi-judicial authority

The Group obtained multiple handwritten judicial documents issued under the authority of the CNPSC “Department of Justice,” including a formal judgment relating to a dispute between private individuals. The documents identified the parties involved, outlined the facts of the case, and recorded findings following an investigation conducted by CNPSC-affiliated authorities. They included references to evidentiary elements, witness statements, and the reasoning underpinning the decision, and were signed by designated judicial officials, with references to a “High Council” authority. The documents had official stamps and indicated dates and locations of issuance (e.g., Ngoma, April 2022).



Document obtained from confidential source.

Annex 39 (para. 132)

Letter from Victor Byiringiro the FDLR “President” addressed to the U.S. President, and FDLR manifest received in April 2026

Lettre adressée par Victor Byiringiro, « Président » des FDLR, au Président des États-Unis, et le manifeste FDLR reçu en avril 2026

(1) Letter addressed to the U.S President by the president of FDLR



BUREAU DU PRESIDENT / IBIRO BYA PEREZIDA / OFFICE OF THE PRESIDENT

Homepage: <https://urugaga.org> Tel: +243 858 820 862 Email: fdlr2020@proton.me

A Son Excellence Monsieur le Président des États-Unis d'Amérique
The White House
1600 Pennsylvania Ave NW
Washington, DC 20500
USA

Le 02 Juillet 2025

Objet : Contribution des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda pour ramener la paix dans la Région des Grands Lacs Africains.

Monsieur le Président

Permettez-nous de vous adresser, avec tout le respect dû à votre haute fonction, nos sincères félicitations pour la signature de l'Accord de paix de Washington intervenue le 27 Juin 2025 entre la République Démocratique du Congo et la République du Rwanda. Vous avez brillamment réussi dans les délais record où d'innombrables acteurs ont échoué pendant trois (3) décennies d'insécurité à l'Est de la République Démocratique du Congo.

Les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) accueillent favorablement et soutiennent toutes les initiatives sincères visant à ramener une paix véritable et durable dans la Région des Grands Lacs Africains (RGLA) en mettant fin définitivement aux conflits armés récurrents qui ravagent la Région depuis plus de trois décennies et qui avaient déjà coûté la vie à plus de dix (10) millions d'êtres humains en RDC (ex-Zaïre) en 2010 (cfr le rapport Mapping de l'ONU, 2010, toujours classé sans suite et le rapport Gersony).

Les FDLR remercient toutes les personnes physiques ou morales qui ont œuvré pendant ces trois décennies passées à trouver les voies et moyens pour résoudre l'épineux problème de l'insécurité persistante dans la RGLA. Elles remercient particulièrement le Président américain M. Donald TRUMP qui s'y est investi personnellement et dont les efforts ont abouti à l'Accord de paix du 27/06/2025 entre la RDC et le Rwanda. Elles remercient aussi la SADC, la Communauté Sant'Egidio, l'Eglise du Christ au Congo, l'Union Africaine, l'Union Européenne, la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC) et l'ONU pour leurs efforts inlassables dans la recherche d'une paix juste et durable dans la Région.

Les FDLR soulignent néanmoins que, contrairement à la propagande du régime rwandais et ses soutiens politiques, elles n'ont jamais été une menace pour le Peuple Rwandais dont elles sont par ailleurs l'émanation et pour lequel elles luttent.

De même, contrairement au narratif que le régime rwandais ne cesse de chanter pour tromper l'opinion publique internationale, les FDLR ne sont pas une organisation génocidaire ou terroriste. Kigali tient ce narratif afin que l'opinion internationale détourne son regard des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et crimes de génocide dont il est coupable dans la Région.

En effet, dès sa création en Mai 2000 par des réfugiés rwandais disséminés à travers le monde, et après le calvaire inédit vécu par les survivants des différents massacres commis par le Front Patriotique Rwandais (FPR-Inkotanyi) au Rwanda et en RDC, et abandonnés à leur triste sort après le désengagement des institutions internationales en charge des réfugiés, le mouvement « Les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda, FDLR en sigle » s'est donné pour mission de protéger les réfugiés rwandais rescapés, contre les récurrentes menaces d'extermination proférées et exécutées par les forces du FPR-INKOTANYI sans discontinuer depuis trois décennies.

Par ailleurs, les FDLR se sont impliquées activement, et ont toujours manifesté leur volonté de participer dans toutes les initiatives visant à ramener la paix et la stabilité dans la Région.

Parmi ces initiatives il y a lieu de citer:

- le désarmement et le cantonnement des combattants à Kamina et la destruction des armes devant la Communauté Internationale à Kinshasa en 2001 ;
- la déclaration de Rome par les FDLR devant la Communauté Internationale et sous la facilitation de la Communauté Sant'Egidio (Mars/Avril 2005) ;
- les rencontres de Chambucha et de Ntoto avec les représentants de la RDC sous les auspices de l'Eglise du Christ au Congo (2007 et 2011) ;
- la rencontre de Nyabiondo entre les représentants du Gouvernement de la RDC, de la MONUSCO et des FDLR sous la facilitation de l'Eglise du Christ au Congo (2008) ;
- la contribution à la Conférence de Goma (2008) ;
- le désarmement de plus de 1500 combattants, la remise de leurs armes à la SADC/MONUSCO et le cantonnement des combattants désarmés et de leurs dépendants dans les camps de Kisangani, Kanyabayonga et Walungu (2014), en présence de la Communauté Internationale et des journalistes internationaux ;
- la participation à la réunion de Rome en 2014 sous la médiation de la Communauté Sant'Egidio représentée par Monseigneur Matteo Maria Cardinal ZUPPI, réunissant des représentants des USA (Sénateur Russell D. FEINGOLD, envoyé spécial des USA dans la RGLA), M. Martin KOBLER, Représentant Spécial du Secrétaire-Général des Nations Unies en RDC, les représentants des Etats de l'UE et des représentants de la RDC.

En réponse à toutes ces initiatives de paix auxquelles les FDLR ont répondu présentes, le Rwanda a brillé par son absence et son sabotage, tandis que la Communauté Internationale n'a pas respecté ses engagements d'accompagner positivement et activement ces initiatives.

C'est ainsi que les engagements pris par la RDC et la Communauté Internationale à Rome en 2005 et en 2014 ont été jetés aux oubliettes en prônant et encourageant plutôt la destruction des FDLR par le feu des armes.

Par ailleurs, de 2009 à 2015, les FARDC, en collaboration avec les forces spéciales des Forces Rwandaises de Défense (RDF) et de la MONUSCO ont mené des opérations militaires contre les

FDLR à l'Est de la RDC. Ces opérations ont fait plusieurs centaines de milliers de morts et de déplacés au sein des populations Congolaises et des réfugiés Rwandais.

Il s'agit des opérations:

- UMOJA WETU (Nord-Kivu, Janvier 2009)
- KIMIA I et II (2009)
- AMANI LEO (FARDC/MONUSCO 2010)
- AMANI KAMILIFU (MONUSCO/FARDC Février 2012)
- SOKOLA II (FARDC Nord et Sud-Kivu, 2015)

Dans un souci de mise en application des préconisations des maîtres à penser dans la création du chaos et le sabotage des processus de paix dans le monde, certains membres de la Communauté Internationale ont planifié et mis en exécution dès 2007 la décapitation par tous les moyens du leadership des FDLR .

C'est ainsi que le Président des FDLR M. Ignace MURWANASHYAKA, le Vice-Président M. Straton MUSONI et le Secrétaire-Exécutif M. Callixte MBARUSHIMANA ont été arrêtés et mis en prison en Allemagne et en France, puis trainés devant les tribunaux nationaux et internationaux pour leur « rôle présumé » dans les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis dans les provinces du Nord et Sud-Kivu (RDC) en 2009.

Il sied de noter que le Président Ignace MURWANASHYAKA est mort en prison en Allemagne en 2019 dans des circonstances non élucidées, que le Vice-Président Straton MUSONI a été condamné en Allemagne à une peine de 8 ans puis libéré et déporté au Rwanda où il est souvent exhibé comme un trophée de guerre et que le Secrétaire-Exécutif Callixte MBARUSHIMANA a été relaxé en 2011 par la Cour Pénale Internationale faute de preuves. Le Général Sylvestre MUDACUMURA, feu-Commandant des forces des FDLR, quant à lui, a été froidement abattu dans un raid coalisé des FARDC et des RDF en 2019.

Enfin, en 2018, la RDC avec la complicité de Kigali, a décidé unilatéralement de rapatrier de force et dans des conditions inhumaines, après une longue période de privations alimentaires avec risques d'inanitions délibérées, les ex-combattants des FDLR et leurs dépendants cantonnés à Kisangani, Walungu et Kanyabayonga. Certains d'entre eux ont été recyclés par le régime rwandais et retournés en RDC pour combattre dans l'armée rwandaise (RDF). La situation actuelle des autres n'est pas connue.

Il n'est pas inopportun de signaler que, dans une tactique d'accusation en miroir dont le régime rwandais est passé maître, les exactions imputées faussement aux FDLR par le FPR-INKOTANYI et ses thuriféraires sont plutôt celles délibérément commises par ses propres forces qui les font endosser aux FDLR afin de les discréditer et ainsi salir leur image.

En guise d'illustration, pour ne citer qu'un cas, en Février 2021, le FPR a assassiné dans une embuscade tendue sur la route Goma-Rutshuru l'Ambassadeur italien M. Luca Attanasio et s'est empressé d'attribuer ce forfait aux FDLR.

Les FDLR déclarent que le projet visant à les neutraliser n'a pour objectif que de décimer les réfugiés rwandais présents à l'Est de la RDC, survivants des massacres successifs orchestrés depuis 1990 par les forces du Front Patriotique Rwandais (FPR-Inkotanyi) au pouvoir à Kigali.

La neutralisation des FDLR ne résoudra pas le problème de fond qui est d'essence politique et qui, par conséquent, ne peut se résoudre que politiquement à travers des pourparlers francs, sincères et inclusifs entre toutes les parties concernées. C'est ce que les FDLR sollicitent depuis des années.

Les FDLR restent convaincues et déclarent haut et fort qu'elles ne sont en rien impliquées dans la déstabilisation de la RGLA, et que s'il y a une force nuisible à neutraliser dans la Région, c'est bel et bien les Forces de Défense Rwandaises (FDR) qui sèment la mort et la désolation au sein des populations de la Région et sont à l'origine de l'insécurité persistante au Rwanda, en RDC et dans toute la Région depuis 1990 dans l'intérêt de piller des richesses immenses de la RDC et massacrer des Bantous de la RGLA.

Les FDLR réaffirment leur ferme attachement à la paix et sont convaincues que l'ouverture de l'espace politique libre et sécurisé au Rwanda, et un dialogue franc, constructif et hautement inclusif entre toutes les parties sont et restent la seule voie viable pour la recherche d'une paix durable dans la Région.

Les FDLR restent attachées à la paix et réaffirment leur plein engagement à toutes les initiatives visant à ramener la paix, la sécurité et la prospérité dans la RGLA et l'épanouissement harmonieux de tous les peuples frères auxquels elles seront conviées.

Les FDLR restent déterminées à mener à bien leur mission de protéger les populations rwandaises réfugiées à l'Est de la RDC jusqu'à leur retour définitif dans leur mère-patrie le Rwanda en toute sécurité et dignité.

Veillez agréer, Excellence Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Victor BYIRINGIRO

Lt-Général



Président ai des FDLR

CPI à:

- Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo
- Monsieur le Président de la République du Burundi
- Madame la Présidente de la République Unie de Tanzanie
- Monsieur le Président de la République de l'Ouganda
- Monsieur le Président en exercice de l'Union Africaine
- Monsieur le Président de l'Angola
- Monsieur le Président de la République Sud-Africaine
- Monsieur le Président du Rwanda
- Monsieur le Secrétaire Général de l'ONU
- Monsieur le Président de l'Union Européenne
- Monsieur le Président en exercice de la SADC
- Monsieur le Président en exercice de la Communauté des États de l'Afrique de l'Est
- Monsieur le Président en exercice de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs

(2) Manifest shared with the Group by an FDLR source in April 2026:

MANIFESTE – PROGRAMME ET STATUTS DES FORCES DEMOCRATIQUES DE LIBERATION DU RWANDA (FDLR)

I. MANIFESTE – PROGRAMME.

PREAMBULE

Le problème rwandais relève de l'histoire.

En effet, le système de clientélisme de type féodal dit "UBUHAKE" basé sur le complexe de supériorité et d'infériorité que le régime féodo-monarchique a inculqué dans la vie quotidienne du citoyen rwandais a fait que le HUTU était réduit au rang d'esclave et le TUTSI élevé au rang de "seigneur". Cette mentalité fut bannie et éradiquée par la Révolution Populaire de 1959.

C'est ce genre d'UBUHAKE que le Front Patriotique Rwandais (FPR – INKOTANYI) cherche à raviver en opérant un lavage de cerveau de la population rwandaise en organisant des séminaires et des campagnes d'intoxication et d'endoctrinement (genre ingando) en vue de la dépersonnalisation totale du citoyen rwandais. C'est de ce système que cherche à se libérer le peuple rwandais dans son ensemble.

Depuis l'éclatement de la guerre lancée le 01 Octobre 1990 par le FPR – INKOTANYI à partir de l'Ouganda, le Rwanda vit un drame sans précédent. Cette guerre d'invasion a fait basculer le Rwanda dans un abîme de souffrances et de tragédies. Les estimations les plus crédibles, à l'intérieur du Rwanda, font état de plus de trois (3) millions de morts, de plusieurs centaines de milliers de blessés et mutilés, de plusieurs centaines de milliers de prisonniers et disparus sans compter de nombreuses victimes dans les camps des déplacés.

A l'extérieur du Rwanda, principalement dans les pays limitrophes, le FPR-INKOTANYI a massivement massacré les réfugiés Hutu rwandais. Selon le "Mapping Report du 01 Octobre 2010" de l'Organisation des Nations Unies (ONU), les massacres commis en République Démocratique du Congo (RDC) par le FPR-INKOTANYI sont susceptibles d'être qualifiés de génocide par un tribunal compétent.

La situation née de la prise du pouvoir par le FPR- INKOTANYI en Juillet 1994 en violation flagrante de l'Accord de Paix d'Arusha du 04 Août 1993 est d'une extrême gravité.

Le bilan du FPR – INKOTANYI reste extrêmement négatif pour le Rwanda sur le plan politique, juridique, socio-économique, intellectuel et moral. L'édifice institutionnel bâti depuis l'indépendance du Rwanda en 1962 s'est effondré. Le Rwanda et son peuple se retrouvent de nouveau soumis à un pouvoir sans partage.

Sur le plan politique, la monopolisation du pouvoir par une poignée de militaires, d'intellectuels et d'hommes d'affaires issus d'une seule ethnie minoritaire Tutsi, l'instauration d'un Etat totalitaire, révèlent le mépris du régime en place envers le peuple rwandais considéré comme mineur et incapable de faire des choix politiques et de les assumer.

Sur le plan économique, tous les indicateurs montrent que les richesses du pays sont inégalement réparties. La corruption ainsi que la spoliation des biens meubles et immeubles publics et privés ont été institutionnalisées. Non seulement les principaux circuits économiques et financiers sont entre les mains d'une clique qui contrôle tout le pouvoir, mais on assiste aussi à une véritable perte de souveraineté nationale suite à une privatisation irresponsable des entreprises publiques.

Sur le plan social, le paysan rwandais connaît une chute vertigineuse de son niveau de vie et une aggravation dangereuse de la fracture sociale suite au phénomène de paupérisation, à l'absence de services de santé publique et d'éducation, à la marginalisation et à la dépravation de la jeunesse.

La politique de la haine interethnique et d'idéologie raciale prônée par le régime en place et les associations extrémistes ne cessent d'élargir le fossé entre les composantes de la société rwandaise.

La famille, noyau du développement socio-économique du pays, a vu son unité et sa cohésion complètement démantelées.

Sur le plan des droits de l'homme, l'échec du régime mis en place par le FPR – INKOTANYI est tout aussi désolant. Les éliminations massives à caractère ethnique, les exactions et arrestations arbitraires, la persécution de l'Eglise chrétienne, les exécutions sommaires individuelles et collectives, les enlèvements et les disparitions, les tortures, les viols et d'autres formes d'atteintes aux droits de la personne humaine ont été institutionnalisés dans le but de briser tout espoir de justice et de liberté du peuple rwandais.

La dictature du FPR-INKOTANYI étend ses atrocités dans toute la Région des Grands Lacs Africains ; une situation qui risque d'entraîner le Rwanda et la Région toute entière dans un abîme encore plus profond.

En utilisant la tragédie rwandaise comme fonds de commerce, de manipulation et d'extorsion, le régime du FPR – INKOTANYI s'adonne à une extermination planifiée d'une partie du peuple rwandais pour sauvegarder les privilèges et perpétuer la domination d'une élite corrompue et de mâter un peuple qui n'a jamais accepté la tutelle de l'oligarchie en place. Cette politique de répression n'est pas aveugle. Elle s'inscrit dans le cadre d'une stratégie bien élaborée qui vise à éliminer tout projet, réel ou potentiel, de résistance à son ordre établi par force, et à paralyser la population par la douleur et la peur afin d'inhiber en elle toute velléité de contestation.

Convaincus que la crise politique, économique, sociale et morale qui ronge la société rwandaise n'est pas une fatalité;

Convaincus qu'il est grand temps de combattre cette stratégie de la violence afin de permettre au peuple rwandais d'être le principal acteur de son propre destin;

Persuadés qu'aucun citoyen rwandais, épris de paix et d'amour pour son pays et pour son peuple, ne peut demeurer spectateur indifférent du désastre en cours depuis Octobre 1990;

Avons décidé de créer les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda, FDLR en sigle.

La création des FDLR est une réponse légitime du peuple rwandais au mépris, à l'arrogance et à la répression impitoyable et sanguinaire que le FPR – INKOTANYI a préféré opposer à diverses initiatives faites en vue du dialogue politique, de l'ouverture démocratique et du respect des droits fondamentaux de la personne humaine.

Les FDLR constituent donc une Organisation de libération qui vise à redonner l'espoir d'une nouvelle ère de paix et de reprise en mains, par le peuple rwandais, de son avenir et de ses destinées.

L'objet du présent "Manifeste – Programme et Statuts" est d'exposer les éléments qui permettront au peuple rwandais de sortir du désarroi qui l'accable depuis plusieurs années.

Les FDLR regroupent les personnes qui ont fermement décidé de se lever comme un seul homme pour:

- Mettre fin au génocide perpétré par le FPR – INKOTANYI depuis Octobre 1990;
- Œuvrer au rétablissement d'une paix durable, au développement intégral et à la concorde nationale et internationale;
- Réhabiliter le peuple rwandais dans ses droits;
- Œuvrer au rétablissement d'un Etat de droit visant à aider la société rwandaise à se réconcilier avec elle-même, à travailler pour son propre progrès socio-économique et son plein épanouissement;
- Réaliser les objectifs définis par leurs statuts.

1. PRINCIPES DIRECTEURS.

La recherche de solutions au conflit rwandais doit se fonder sur une analyse minutieuse des causes profondes qui l'ont généré et sur les leçons tirées des événements tragiques qui ont marqué l'histoire du Rwanda.

A cet égard, les FDLR estiment que :

- Le conflit rwandais est d'essence politique et la solution doit être politique;
- Toute démarche sincère de négociation ou d'arbitrage visant à résoudre ce conflit doit être soutenue;
- Le respect des droits fondamentaux du citoyen et de ses valeurs morales et culturelles demeure un principe sacré devant être sauvegardé;
- Une solution politique n'est viable que si elle est juste, équitable et préserve les intérêts légitimes de toutes les composantes de la société rwandaise;
- L'unité nationale et la sauvegarde des acquis de la Révolution Sociale de 1959 demeurent les piliers de la société rwandaise.

Les FDLR considèrent que toute perspective d'une solution durable à la crise actuelle doit être fondée sur un certain nombre de principes communément partagés par le peuple rwandais et fondés sur la culture rwandaise et la déclaration universelle des droits de l'homme.

Parmi ces principes, l'on peut citer notamment:

- Respect et promotion de la dignité humaine et des droits fondamentaux de la personne humaine, des libertés fondamentales individuelles et collectives;

- Respect des droits des minorités et protection des identités culturelles;
- Promotion de l'état de droit, des valeurs démocratiques et républicaines;
- Respect d'un vrai multipartisme politique, d'un vrai pluralisme social et économique;
- Séparation, indépendance et complémentarité des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire;
- Egalité devant la loi;
- Droit du peuple à une justice équitable garantissant à tout citoyen une vie digne;
- Respect des valeurs morales et culturelles du peuple rwandais;
- Préservation de la souveraineté de l'Etat rwandais et respect de l'intégrité territoriale des pays voisins;
- Etablissement des relations de bon voisinage et de coopération dans le cadre du respect mutuel de la solidarité avec les partenaires rwandais;
- Lutte contre l'aliénation du pays;
- Instauration d'une loi fondamentale basée sur les principes ci-dessus.

2. PROGRAMME.

Les FDLR se proposent notamment de:

2.1. Politique intérieure

- Promouvoir l'instauration dans le pays d'un pouvoir ayant comme responsabilité première de protéger et rassurer chaque citoyen, sans aucune distinction;
- Combattre toutes les causes et les situations conduisant à l'état de réfugié;
- Concourir au bien-être, à la cohésion et à la réconciliation des Rwandais;
- Instaurer et promouvoir un pouvoir fondé sur les principes universels de l'Etat de droit, la démocratie basée sur le pluralisme politique, les élections libres et transparentes ainsi que d'autres valeurs républicaines;
- Asseoir les valeurs morales dont le respect de la vie et la dignité humaine, le respect et l'amour du prochain, la tolérance, la justice, l'honnêteté, la vérité, l'égalité, l'émancipation de l'individu;
- Respecter les droits des minorités et assister les groupes vulnérables.

2.2. Politique extérieure

- Œuvrer au rétablissement d'une paix durable et de la stabilité dans la Région des Grands Lacs Africains;
- Promouvoir une politique active de bon voisinage, de coopération et d'échanges avec les Etats voisins en vue d'une intégration dans les marchés régionaux;
- Intensifier les rapports avec les partenaires étrangers et les organismes internationaux;
- Redorer l'image du pays et du peuple rwandais auprès de la Communauté Internationale;
- Œuvrer en faveur de l'intégration économique et politique au niveau régional et international.

2.3. Economie et développement.

- Construire un pays moderne et prospère;
- Lutter contre la corruption et le pillage du patrimoine national;
- Satisfaire les besoins de base de la population en matière d'habitat, alimentation, santé, éducation et formation, information, culture et loisirs;
- Encourager la femme rwandaise à jouer pleinement son rôle dans le développement du pays;
- Promouvoir l'initiative privée;
- Réduire les dépenses liées à l'armement;
- Améliorer le bien-être et la qualité de la vie des Rwandais tout en protégeant l'environnement.

2.4. Justice

- Mettre en place une commission nationale indépendante de vérité et réconciliation;
- Œuvrer pour la mise en place d'un tribunal international neutre et traduire devant la justice tous les responsables de la tragédie rwandaise sans distinction.
- Poursuivre et punir, sans aucune distinction tous les coupables de la tragédie rwandaise;
- Réhabiliter toutes les victimes innocentes (personnes physiques ou morales) de la tragédie rwandaise;
- Garantir le droit et la sécurité pour le retour digne des réfugiés au Rwanda;
- Protéger les droits fondamentaux de la personne humaine.

2.5. Sécurité.

- Sauvegarder la sécurité nationale;
- Garantir l'épanouissement et la sécurité des personnes et des biens;
- Mettre en place une armée nationale et des services de sécurité dans lesquels se retrouvent toutes les composantes de la population rwandaise;
- Lutter contre le terrorisme national et international.

Annex 40 (para. 134)

FARDC telegrams prohibiting FARDC collaboration with the FDLR and with VDP/Wazalendo groups linked to it

Télégrammes des FARDC interdisant toute collaboration avec les FDLR ainsi qu'avec les groupes VDP/Wazalendo qui leur sont liés

TELEGRAMME

EXT-URGENT GROUPE-DATE-HEURE
051355A JAN 26

DE : CHEFEMG FARDC

POUR : PROGOU MIL (TOUS) - COMD ZDEF (TOUS) - COMD RGN MIL (TOUS) - COMD SECT OPS (TOUS)

INFO : VPM/MDNAC - CHEF MM - IG FARDC - CHEFEM FORCES (TOUS) - SCHEFEM (TOUS)

SEC : SECRET N°01/00005 /EMG/DEPT OPS/26

VOUS INFORME (-) IL ETRE STRICTEMENT INTERDIT (-) TOUT ENTRETIEN RELATION AVEC FDLR (-) ET TOUTE COLLABORATION AVEC VDP AYANT LIENS AVEC FDLR (-) EN OUTRE (-) VOUS DEVOIR (-) SENSIBILISER VDP (-) DANS ZRESP RESPECTIVES (-) NE PAS COLLABORER AVEC FDLR (-) EXECUTION CORRECTE (-) ACK (-) (-)

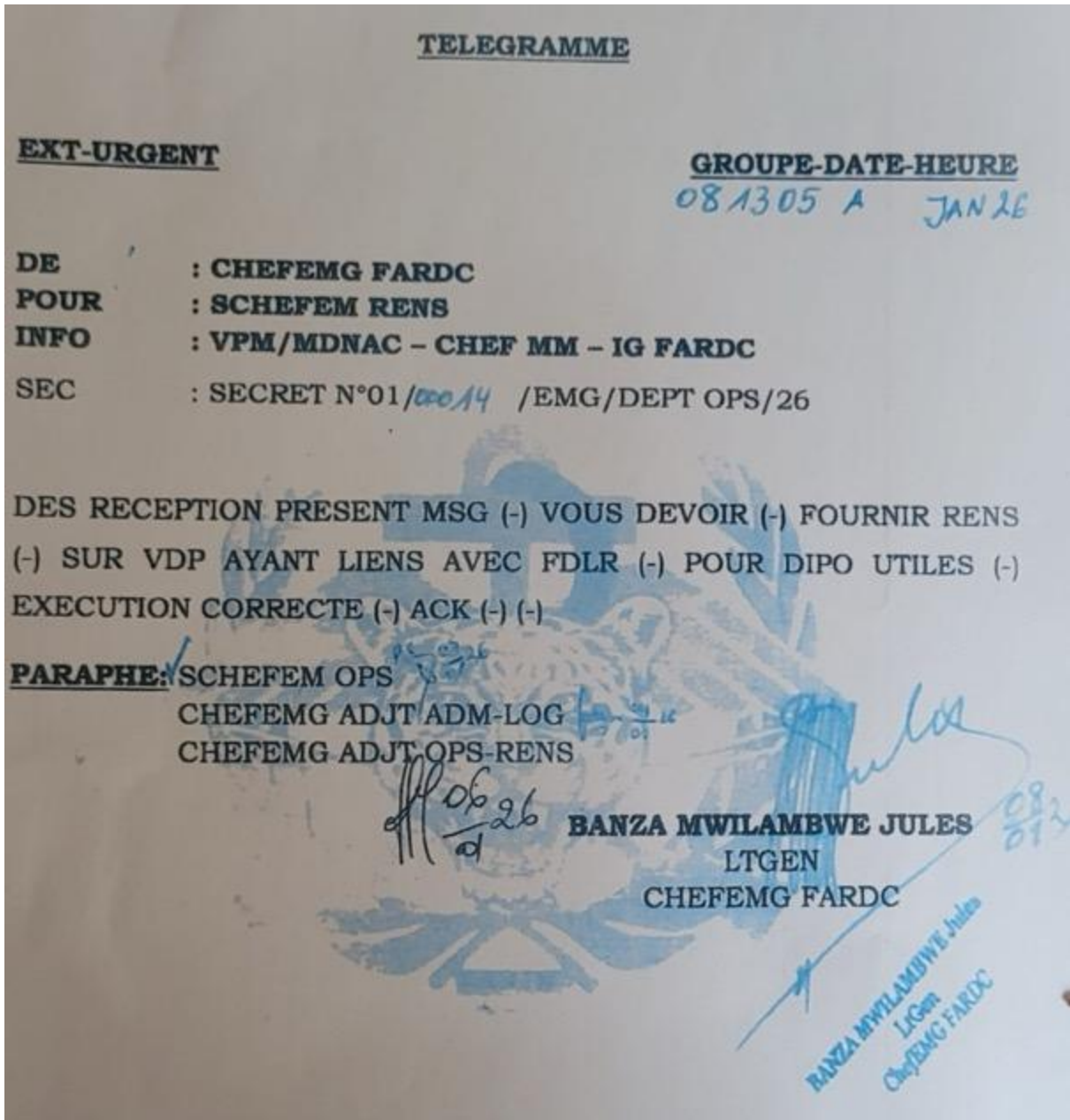
PARAPHE / SCHEFEM OPS P. 27
26

CHEFEMG ADJT ADM-LOG

CHEFEMG ADJT OPS-RENS

BANZA MWILAMBWE JULES
Lt Gen
Chef EMG ADJ Adm-Log

BANZA MWILAMBWE JULES
LTGEN
CHEFEMG FARDC



Documents received from FARDC source

Annex 41 (para. 146)

Establishment of paramilitary “Mining Guard”

Création de la Garde Minière, unité paramilitaire


COMMUNIQUÉ DE PRESSE -Embargo jusqu’au lundi 27 avril 2026 à 08h 00 heure de Kinshasa-
L’Inspection Générale des Mines annonce la création de la Garde Minière, une unité paramilitaire dédiée à la sécurisation du secteur minier en République Démocratique du Congo

L’Inspection Générale des Mines (IGM) informe l’opinion publique nationale et internationale de la création officielle de la Garde Minière, une unité spéciale paramilitaire destinée à sécuriser l’ensemble de la chaîne d’exploitation des minerais en République Démocratique du Congo.

« La volonté du Président de la République, que nous mettons en œuvre, est d’assainir l’ensemble du secteur minier de la RDC, en éliminant les pratiques contraires à la bonne gouvernance à la transparence et à la traçabilité des minerais », a déclaré l’Inspecteur Général, Rafael Kabengele.

D’ici fin 2028, le déploiement progressif d’un effectif de plus de 20 000 gardes couvrant les 22 provinces minières dont l’IGM a la supervision est prévu. Le premier contingent sera composé de 2 500 à 3 000 agents, recrutés à l’issue d’un processus de sélection rigoureux.

Les recrues suivront un programme d’entraînement intensif de six mois, conduit en collaboration avec la Maison militaire, et seront dotées d’équipements de dernière génération.

Calendrier de mise en œuvre :

- mai 2026 : ouverture du recrutement, sans distinction de genre
- juin à décembre 2026 : formation de la première promotion de recrues
- décembre 2026 : déploiement du premier contingent opérationnel
- fin 2027 : couverture complète des besoins sécuritaires dans le Grand Katanga et la Grande Orientale
- fin 2028 : extension du dispositif à l’ensemble des provinces minières du territoire national

Le programme, financé à hauteur de 100 millions de dollars, s’inscrit dans le cadre de partenariats stratégiques avec les États-Unis et les Émirats arabes unis, et sera déployé au sein d’infrastructures d’entraînement déjà opérationnelles.

La Garde Minière aura pour principales missions :

- la sécurisation des sites miniers sur l’ensemble du territoire national
- le convoiement sécurisé des minerais, depuis les zones d’extraction jusqu’aux unités de traitement et aux postes frontaliers

-le remplacement progressif des éléments des forces de défense actuellement déployés dans les zones minières.

La mise en place de la Garde Minière permettra, à terme, d'optimiser la valorisation des ressources minières de la RDC et d'offrir un environnement sécuritaire fiable et stable, indispensable à la continuité des activités et à la protection des investissements.

À propos de l'Inspection Générale des Mines

Créée par le décret n°23/19 du 9 juin 2023, l'Inspection Générale des Mines est l'organe chargé du contrôle, de l'audit et de la lutte contre la fraude dans le secteur minier en République Démocratique du Congo.

Rafael Kabengele, Inspecteur Général, a pris ses fonctions à la tête de l'institution le 12 janvier 2026.

Contact presse :

Anasthasie Tudieshe +243815358310

Confidential source

Annex 42 (para. 150)**Deployment of Salvadoran PMCs in the Democratic Republic of the Congo****Déploiements de PMC salvadoriens en République démocratique du Congo**

The present annex consolidates documentary, photographic and communication material relating to the 2025 deployment of approximately 300 Salvadoran nationals to the Democratic Republic of the Congo (DRC). The documentation reviewed includes communication screenshots, photographs of individuals identified in connection with the contractual structure, and a scanned professional business card associated with legal representation.

WhatsApp communications reviewed by the Group indicate that private military personnel were recruited under a one-year contractual framework offering a monthly remuneration of USD 4,225, with the first deployments commencing in July 2025. Subsequent exchanges, reproduced in **Figure 1** below refer to the early termination of contracts, the return of personnel to El Salvador, and alleged payment disputes involving partial settlement proposals of USD 300 conditioned upon signature of discharge documentation.

Health consequences were consistently referenced in the communication records, including confirmed cases of malaria among returnees and hospitalizations within the Salvadoran public health system (**Figure 2**).

Commercial registry records identified Importaciones de Productos Americanos (IMPROA S.A. de C.V.) as the locally registered entity, referenced in communications and media reporting as having managed contractual matters within El Salvador. Former El Salvador army Colonel Juan Emilio Velasco Alfaro is listed as legal representative of the company in official registry documentation. The declared corporate object of IMPROA does not explicitly reference overseas security recruitment, suggesting functional expansion beyond its formal commercial description (**Figure 3**).

From a financial perspective, for 300 individuals to be contracted at USD 4,225 per month, the gross monthly contractual exposure would approximate USD 1,267,500, corresponding to an annual exposure of approximately USD 15,210,000 under a full twelve-month implementation.

Figure 1:



WhatsApp communications allege the recruitment of approximately 300 Salvadoran former police and military personnel for deployment to the Democratic Republic of the Congo under a one-year contract, reportedly managed by IMPROA S.A. de C.V., with a monthly remuneration of USD 4,225.

Confidential source

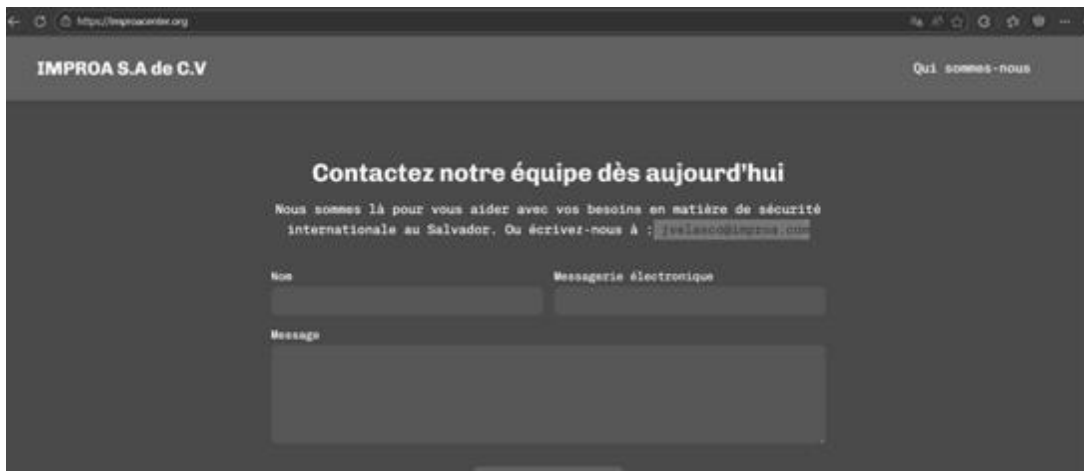
Figure 2:



Photographic evidence indicates austere living conditions of Salvadoran PMC personnel in Kisangani, characterized by makeshift encampments with sandbag fortifications, rudimentary shelter, and limited infrastructure.

Confidential source

Figure 3



Screenshot of IMPROA S.A. de C.V. website displaying a contact interface referencing international security services in El Salvador. The page includes a direct contact email (jvelasco@improa.com), consistent with the identity of Juan Emilio Velasco Alfaro as legal representative.

Confidential source

Annex 43 (para. 155)

Electronic equipment seized in Masisi Territory

Équipements électroniques saisis dans le territoire de Masisi



Recovered electronic equipment seized in Masisi Territory, North Kivu Province, consisting of multiple ruggedized control units fitted with whip antennas, arranged for storage or field deployment.

Confidential source



Close-up of a MindMade WB Group ruggedized electronic module seized in Masisi, fitted with an RF connector and identification labels (QR code and serial markings).

Confidential source

Annex 44 (para. 156)**Electronic equipment seized on 12–13 August 2025 in Mulamba, Walungu Territory, South Kivu Province****Les équipements électroniques saisis le 12 et 13 août 2025 à Mulamba, dans le territoire de Walungu, province du Sud-Kivu**

Modules bearing identical MindMade WB Group manufacturer markings (see annex 43) recovered on 12–13 August 2025 in Mulamba, Walungu Territory, South Kivu Province.
Confidential source

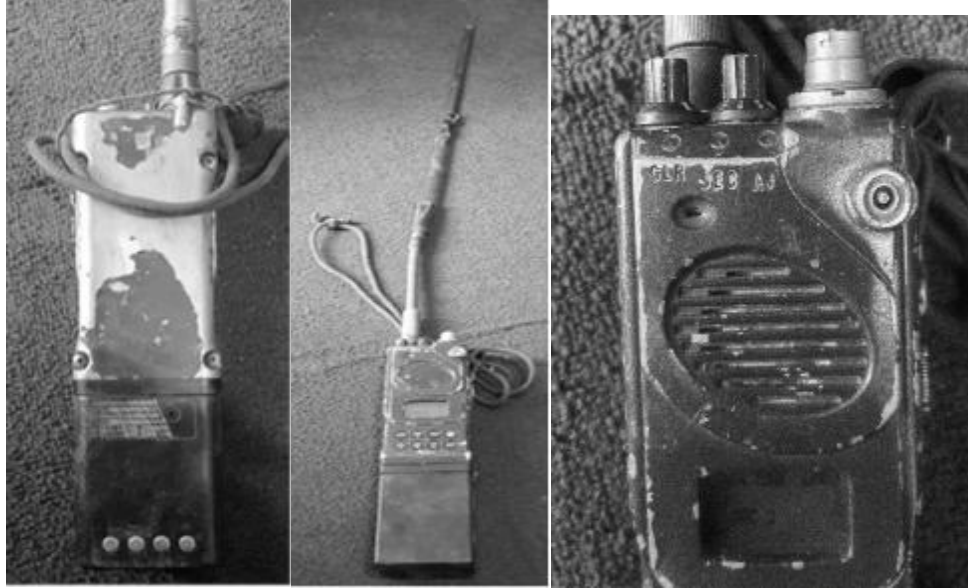


Module bearing MindMade WB Group manufacturer markings, consistent with previously recovered equipment. This unit was documented as part of seizures conducted during field operations in Mulamba, Walungu Territory, South Kivu Province.
Confidential source

Annex 45 (para. 157)

Tadiran RT-7106 (PRC-710) Radio seized In March 2025 by Congolese security forces

Radio Tadiran RT-7106 (PRC-710) saisie en mars 2025 par les forces de sécurité congolaises



Confidential military sources

Annex 46 (para. 159)

Kenya Airways incident with Jamming/Interference and Flight Management System Control Display Unit (FMS CDU)

Incident de Kenya Airways avec brouillage/interférences et unité d'affichage de contrôle du système de gestion de vol (FMS CDU)

DASNA
Collectez tous les cas similaires
et projet de lettre à envoyer à l'hierarchie
26/1/2026
15 JAN 07/2026

Kenya Airways
The Pulse of Africa

REPUBLIQUE DU BURUNDI
 DIRECTION GENERALE
 DE L'AUTORITE DE L'AVIATION
 CIVILE DU BURUNDI
 (DG-AACBI)

Reçu le: 26/1/2026
 N°: 0057
 Répondu le:
 Paraphé:

15th January, 2026.

Directeur Général
 Direction Générale Autorité de l'Aviation Civile du Burundi
 B.P. 694
 Bujumbura, Burundi

Ref: OAT/OTH/2026/0050/0002

Dear Sir/Madam,

GPS INTERFERENCE/JAMMING

The following incident has been reported to our Flight Safety Office:

Date of Occurrence: 13/01/2026
 Location: HBBA
 Aircraft Type: B737
 Registration: 5Y-CYF
 Flight No: KQA460 NBO-BJM,
 KQA461 BJM-NBO.
 Phase: INITIAL CLIMB

SUMMARY

"Experienced GPS jamming/interference on both approach into and on departure climb out of Bujumbura.
 GPS L INVALID & GPS R INVALID CDU messages.
 GPS DATA UNRELIABLE QRH Checklist carried out & ATC informed."

Kindly investigate this further to avert a similar situation in the future. Your feedback on the occurrence will be highly appreciated.

Yours Sincerely,



Captain Haig Anyonyi,
 Director, Corporate Quality, Safety and Environment.
 Email: Haig.Anyonyi@kenya-airways.com
 Cc: IATA Regional Office

Head Office: Airport North Road Entabasi, P. O. Box 19002 00200, Nairobi, Kenya. Tel: +254 (20)642 2000. www.kenya-airways.com

Source: Military intelligence



Picture of a Flight Management System Control Display Unit (FMS CDU) of a plane landing in Bujumbura, indicating “position uncertain” following jamming on 13/1/2026.
Confidential source.

Annex 47 (para. 159)

Official request for assistance to investigate the safety of international civil aviation, and the response of the ICAO

Demande officielle d'assistance pour enquêter sur la sécurité de l'aviation civile internationale, et la réponse de l'OACI

REPUBLICQUE DU BURUNDI
Ministère des Infrastructures, des Logements
Sociaux, des Transports et de l'Équipement.

Bujumbura, le 20.01.2026



DIRECTION GENERALE

A Monsieur le Secrétaire Général de
l'Organisation de l'aviation civile
Internationale (OACI)
à
Montréal

N/Réf : 729/DG/0134/2026

Objet : Demande d'assistance urgente pour une enquête
de sécurité de l'aviation civile internationale

Monsieur le Secrétaire Général,

Je vous adresse avant tout mes salutations et mes vœux de bonheur et de prospérité pour l'année 2026.

En ce qui concerne l'objet en marge, je saisis l'occasion de vous informer que depuis le 19 octobre 2025, plusieurs cas de brouillage des équipements de navigation à bord des aéronefs, visiblement orchestrés à partir du territoire d'un pays voisin, ont été enregistrés dans l'espace aérien du Burundi, mettant en péril la navigation aérienne internationale.

A titre illustratif, je vous fais parvenir une copie du rapport d'incident officiel de la compagnie aérienne Kenya Airways nous transmis en date du 15 janvier 2026.

Face à cette violation de l'esprit et des principes de la Convention de Chicago, je vous demande instamment une assistance urgente en vue d'une enquête technique efficace, après laquelle des actions subséquentes sont à mener en vue de freiner cette atteinte délibérée à la sécurité des aéronefs et des personnes à bord.

Comptant sur votre sensibilité à la sécurité aérienne, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma haute considération.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AUTORITE
DE L'AVIATION CIVILE DU BURUNDI
LI COE GUYANS HARERIMANA

C.P.L.A :

- Madame la Directrice Régionale du Bureau ESAF de l'OACI
- Monsieur le Directeur à l'AACB (tous)

B.P 694 Bujumbura-Burundi Tél : +257 22203102 (Secrétariat);
Email: aacb@aacb.gov.bj ; aacbburundi@gmail.com ; www.aacb.gov.bj

Confidential source



International
Civil Aviation
Organization

Organisation
de l'aviation civile
internationale

Organización
de Aviación Civil
Internacional

Международная
организация
гражданской
авиации

منظمة الطيران
المدني الدولي

国际民用
航空组织

Eastern and Southern African Regional Office/Bureau régional Afrique orientale et australe

Réf: ES AN 6/5 – 0040

30 January 2026

Lieutenant-Colonel Gervais HARERIMANA
Directeur Général
Direction Générale
Autorité de l'Aviation Civile du Burundi
Bujumbura - Burundi
Email: ascb@ascb.bi; harage04@gmail.com

Objet: Préoccupations en matière de sécurité de l'aviation relatives aux interférences visant le Système mondial de navigation par satellite (GNSS)

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de vos lettres réf. 729/DG/0134/2026, datée du 20 janvier 2026, relatives aux activités de brouillage des équipements de navigation à bord des aéronefs et de leur rage visant le Système mondial de navigation par satellite (GNSS/GPS) signalées dans l'espace aérien du Burundi et la demande d'assistance technique pour mener une enquête efficace.

Par la présente, je voudrais vous confirmer que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) partage entièrement votre préoccupation sur ce phénomène regrettable que l'on observe de plus en plus récemment dans diverses régions du monde.

En effet, depuis 2003, l'OACI joue un rôle actif dans l'élaboration de recommandations et d'éléments indicatifs concernant le brouillage radiofréquence (RFI) du GNSS. Il y a lieu de rappeler la résolution A41-8 de l'Assemblée de l'OACI, appendice C, Assurer la résilience des systèmes et des services CNS/ATM de l'OACI, qui constitue la politique de l'OACI la plus récente en matière de résilience du GNSS.

À ce propos, par lettre circulaire réf. E 3/5-24/54 en date du 30 avril 2024 (dont une copie est ci-jointe), le Secrétaire général de l'OACI attirait l'attention des États sur la question cruciale des interférences visant le GNSS et les informait des résultats du Symposium EUR/MID sur la radionavigation qui s'est tenu du 6 au 8 février 2024, à Antalya (Turquie). Parmi les résultats importants du symposium figurent des recommandations pertinentes portant sur les efforts que toutes les parties intéressées sont appelées à poursuivre pour assurer la sécurité, la fiabilité et la résilience de la navigation aérienne.

.../2...

United Nations Office at Nairobi Complex, Ogar
P.O. Box 44291-0100 GPD
Nairobi, Kenya

Tel. +254 20 742239508
J2026
Fax. +254 20 7421070/7422628

Email: icao@icao.int
Website: <https://www.icao.int/ESAF>

-2-

L'OACI note avec appréciation que votre État a pris des mesures d'atténuation diligentes en émettant rapidement un avis aux navigateurs aériens (NOTAM) sur la base des premiers comptes rendus d'incidents de brouillage radiofréquence du GNSS. Il est essentiel que les États garantissent la continuité de la fourniture de services de navigation aérienne sûrs, fiables et efficaces, même en cas de perturbations. La sécurité est une priorité absolue. Les États doivent également disposer de capacités de navigation et de procédures opérationnelles alternatives pour gérer efficacement les défaillances du GNSS.

Bien que l'OACI ne soit pas habilitée à mener l'enquête technique demandée sur les interférences GNSS, un mécanisme permettant de traiter les cas d'interférences transfrontalières a été mis en place dans le cadre d'un protocole d'accord avec l'Union internationale des télécommunications (UIT).

En vertu des dispositions d'un protocole d'accord, les cas d'interférence ayant un impact transfrontalier qui ne peuvent être résolus au niveau national ou international par des procédures habituelles doivent être signalés à l'UIT. Le rapport doit inclure des informations détaillées, telles que la description de l'interférence (service GNSS affecté, durée du problème, zone affectée et toute information sur la source présumée de l'interférence, autres détails). Pour plus d'informations sur la procédure de signalement, je vous invite à vous référer à l'Appendice F du Manuel du GNSS (OACI Doc 9849), ci-joint.

En vue d'assurer une surveillance continue et efficace de la situation actuelle, il y a lieu de recommander aux exploitants d'aéronefs d'élaborer une procédure selon laquelle l'équipage serait tenu d'informer le contrôle de la circulation aérienne (ATC) des incidents de RFI du GNSS, de même que les constructeurs d'équipement d'origine (OEM) de l'aéronef et de l'avionique.

Soyez assuré de la disponibilité de l'OACI, à travers son Bureau régional accrédité, à fournir l'appui nécessaire dans la mise en œuvre par votre État des mesures recommandées pour l'atténuation des vulnérabilités du GNSS, selon les besoins.

Veillez agréer, Monsieur le Vice-Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.


Lucy Mbugua
Directrice régionale

Pièces jointes:

- Lettre aux États réf. E 3/5 – du Secrétaire général de l'OACI en date du 30 avril 2024
- Appendice F du Manuel du GNSS (OACI Doc 9849)

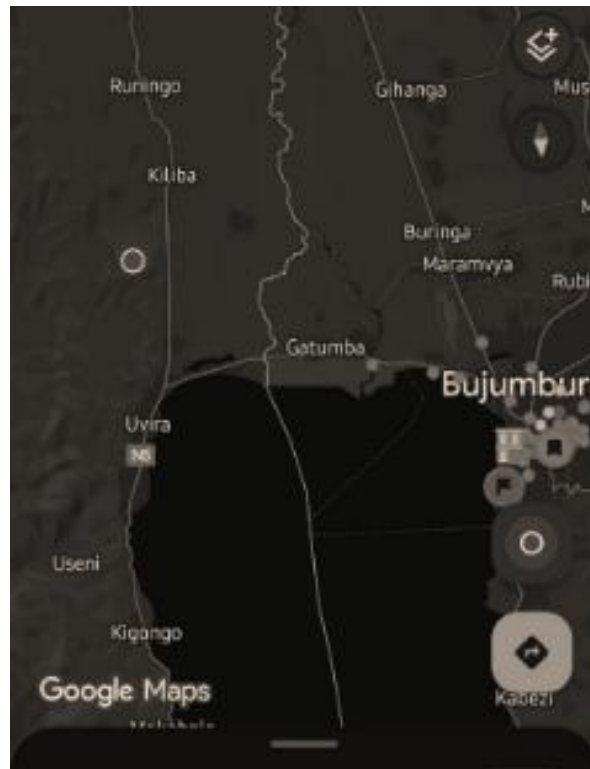
Copie:

- M. le Secrétaire général de l'OACI, Montréal, Canada

Confidential source.

Annex 48 (para. 159)**Cross-Border GNSS Drift: False Geolocation Between Bujumbura and Uvira****GNSS transfrontalière : géolocalisation erronée entre Bujumbura et Uvira**

While attempting to determine location using mobile phone GPS services, the device utilized by the Group of Experts indicated a position in Sange, South Kivu Province, Democratic Republic of the Congo, despite the Group being physically present in Bujumbura, Burundi. The discrepancy persisted across multiple devices and was assessed as consistent with GNSS spoofing or jamming effects, affecting satellite navigation signals in the area at the time of the observation.



Screenshot of smartphone map interface showing the Bujumbura area displaying the user's location in Kiliba / Sange. The position marker appears across the border near the Uvira axis despite the device being physically located in Bujumbura.

Source: Map data ©2026 Google

The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Annex 49 (para. 160)

Indicative GNSS Interference Affecting KLM Flight KL537 in Eastern DRC

Interférence GNSS indicative affectant le vol KLM KL537 dans l'espace aérien Est de la RDC



Flightradar24 playback of KLM flight KL537 (Amsterdam–Kigali) shows a significant discrepancy between barometric altitude (38,975 ft) and GPS altitude (35,850 ft) while transiting the eastern DRC–Rwanda airspace. Such divergence is consistent with satellite navigation interference, including GNSS jamming or spoofing affecting aircraft positional data received by tracking systems.

Source: Flight Radar24 (<https://www.flightradar24.com/data/flights/kl537#3ec39cd0>)

The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations

Annex 50 (paras. 166-169)

Drone attacks on Kisangani airport and technical analysis

Attaques de drone sur l'aéroport de Kisangani et analyse technique

Attack on Bangoka airport Kisangani

Between the night of 31 January and 1 February 2026, as well as on 5 February 2026 and 1 March 2026 Bangoka Airport in Kisangani was hit by three distinct waves of fixed-wing, unmanned aerial vehicles (UAV/drone) attacks. The incidents occurred in a structured temporal sequence, and involved multiple drones configured for one-way strike missions (kamikaze drones).

The first wave commenced at approximately 01:45 local time during the night of 31 January to 1 February 2026. Eight kamikaze drones were launched within a limited timeframe. According to available operational records, six kamikaze drones were intercepted or neutralized. Two were not recovered.

The second wave of kamikaze drone attacks occurred during the night of 4 to 5 February 2026. The first drone attack was at 01:07 local time, followed by a second drone at 04:30. Both drones were intercepted. The third strike occurred on 5 February 2026, at approximately 14:00 local time during daylight hours and was also intercepted.

On 1 March 2026, between 15:46 and 21:30, four kamikaze drones once again targeted Bangoka airport. The first drone impacted approximately 250 meters from the control tower, at 200 meters from a hangar used by FARDC for the operation of TAI Anka UAV systems.

The second drone approached the end of the runway in proximity to positions held by the Republican Guard. The third drone crashed directly in front of the TAI Anka hangar, narrowly missing a landing Airbus A330 aircraft, and destroying a generator supplying power to the UAV control system. The fourth drone fell into the Kagenge River, approximately 450 meters from the airport. All four UAVs failed to reach their intended targets, which may indicate a technical malfunction or inaccuracies in targeting coordinates.

Physical damage remained limited, with one fatality and one injured individual reported, with no recorded destruction of airport structural assets. The material evidence recovered and photographed confirms technical uniformity across the incidents .

The nocturnal employment of the system is consistent with an autonomous navigation architecture based on satellite-enabled positioning and inertial stabilization, rather than reliance on visual piloting. Across all three attacks, the technical characteristics observed remained consistent, **indicating the use of the same system configuration and operational profile throughout the attacks.**

Geographically, Kisangani is separated from several known front-line areas by approximately 400 kilometers. The propulsion and fuel-based configuration documented in the debris is consistent with medium-range one-way UAV capability within such operational envelopes. The fuel system components photographed indicate sufficient capacity for extended flight duration. The combination of lightweight composite airframe and two-stroke propulsion suggests endurance optimization.

Examination of the structural debris

The Group obtained access to the remnants of a drone that struck Bangoka Airport during the initial wave of attacks. The debris was examined on 9 February 2026, and the findings were comprehensively documented through photographic evidence (Figures 1-6). Finding and conclusions are detailed below.

Drone with fixed-wing composite construction, medium range, semi-industrial fabrication: Examination of the structural debris photographed (**Figure 1**) indicates a drone with a fixed-wing composite construction. Recovered fragments show layered fiberglass and carbon composite panels bonded with industrial epoxy resin (**Figure 2**). The absence of metallic airframe framing suggests a weight-optimized structure typical of medium-range loitering munition platforms. The internal rib structure visible in several photographs demonstrates CNC (Computer Numerical Control) cut composite reinforcement rather than improvised wooden bracing, indicating semi-industrial fabrication standards (**Figure 2**).

Catapult deployment: No landing gear assemblies, skid structures, or recovery mechanisms were identified in the documented debris. This confirms one-way strike configuration. The wing fragments photographed show mounting points consistent with catapult launch stress reinforcement. The leading-edge laminate thickness and reinforced root section indicate structural adaptation for rail or pneumatic catapult acceleration. The absence of abrasion patterns associated with runway take-off further supports catapult deployment.

Navigation module: A navigation module identified as Here4 (figure 3) an Australian-branded Cube Pilot product manufactured in Taiwan, was recovered intact and mounted on a dedicated metallic support bracket. The component bears the following markings: PN: 134600579, SN: 251000217, REV: 001. The module housing, fasteners, and labeling are consistent with industrial production standards.

Engine compatible with endurance-oriented UAV platforms: A high-torque digital servomotor identified as Savox SB-2270SG Taiwanese-origin product (Figure 3) was recovered and remains mounted to a rigid structural bracket. The unit displays industrial markings including a part number, serial number, and revision identifier. The servomotor is housed in a CNC-machined aluminum casing and is equipped with steel gear transmission.

The SB-2270SG is a brushless digital servo motor designed to operate on a 7.4–8.4 V DC supply, corresponding to a two-cell lithium-ion battery configuration. Such servos are designed for precise and repeatable angular positioning under sustained mechanical load. The construction and torque rating of the unit are consistent with applications involving aerodynamic control surfaces.

The propulsion system consists of a Dual-cylinder, air-cooled internal combustion engine with a finned cylinder head and aluminum crankcase. The engine casing bears the molded marking “DLE”, identifying the manufacturer as DLE Engines (Figure 4) Multiple subcomponents display individual part numbers and serial numbers, including PN: 173200007, PN: 172000013, and serial numbers beginning with the prefix 25, indicating recent production.

The engine architecture includes a diaphragm carburator, aluminum intake and exhaust assemblies, and a direct-drive propeller interface. These characteristics are consistent with gasoline engines designed for UAV and heavy aeromodelling applications. DLE engines are manufactured in the People’s Republic of China and distributed globally as COTS (Commercial Off-The-Shelf) propulsion units.

Based on physical dimensions, mounting configuration, and associated propeller characteristics, the engine corresponds to a medium-displacement class, assessed within the range of approximately 40–55 cubic centimeters. Engines of this class are typically selected for endurance-oriented UAV platforms requiring sustained cruise performance rather than short-duration thrust.

Propeller: The recovered propeller (**Figure 5**) is manufactured from carbon-fiber composite, exhibiting a visible woven structure and reinforced blade root. The blade bears a yellow manufacturer logo consistent with Mejzlik Propellers manufactured in Czech Republic. The propeller hub incorporates a reinforced multi-bolt mounting interface designed for high-torque internal combustion engines.

Although the exact diameter and pitch markings are not visible on the recovered fragment, the blade geometry and hub configuration are consistent with propellers typically paired with engines in the 40–55 cc range.

These characteristics indicate the use of regulated power distribution and signal conditioning subsystems. The level of finish, serial traceability, and standardized connectors are **consistent with semi-industrial manufacturing practices and exclude ad hoc or improvised assembly**.

The examined components demonstrate a coherent and integrated UAV architecture based on **commercially available but professional-grade subsystems**. Navigation, actuation, propulsion, and power components originate from multiple international manufacturers and are integrated using standardized mechanical and electrical interfaces.

From an operational standpoint, the configuration also reflects weight optimization considerations. The explosive payload appears to have been limited to an estimated 4 to 6 kilograms, incorporating a fragmentation mechanism composed of metallic ball bearings. This type of payload design is indicative of an **anti-personnel effect, prioritizing lethality against individuals over destructive effects on infrastructure**.

The reported consequences of the three waves were one fatality and one injury. No structural destruction of airport infrastructure was recorded. No runway collapse, terminal damage, or fuel storage detonation occurred. This damage profile aligns with the limited warhead mass inferred from debris examination.

The selection and integration of components originating from multiple commercial product lines, readily available on the open market and through online procurement channels, confirm a **deliberate effort to fragment the supply chain and reduce traceability to a single manufacturer or point of origin**. This modular assembly approach is consistent with a **system produced on demand**, rather than through standardized industrial production.

Kamikaze drone attacks in South Kivu, March-April 2026

In March and April 2026, the Group documented a series of kamikaze drones attacks with the remnants of the drones bearing a high degree of similarity with those utilized in the strikes against Kisangani airport. Notably:

- On 10 March 2026, two one-way attack (“kamikaze”) drones were shot down over Mikenge in the Hauts Plateaux area.
- On 2 April at approximately 12:00 another kamikaze drone struck FARDC positions at Point Zéro in the Itombwe of Mwenga Territory.
- On 9 April at approximately 17:00, a kamikaze drone struck FARDC and Wazalendo positions along the Mikenge-2 axis in the Itombwe sector, Mwenga Territory.
- On 10 April at approximately 23:00, in the Kutundu axis within Kitundu groupement (Uvira area), a kamikaze drone struck positions of the FARDC 113th Infantry Regiment, causing multiple FARDC casualties. Approximately 30 minutes later, around 23:30, a drone strike targeted additional FARDC positions in Muranyya, Bijombo (Uvira Territory), affecting elements of the 22nd Simba Battalion. Shortly thereafter, around midnight, another drone strike hit FARDC positions in Mugeti, Bijombo.
- On 25 April, FARDC confirmed having shot down another kamikaze drone at Point Zero in Minembwe. The incident followed FARDC’s reported interception of another kamikaze drone in Kakenge, northern Minembwe, within the previous 48 hours.

Conclusion

The Group concludes that a comparative review of debris imagery and descriptions associated with the Kisangani incidents, the recent incidents between March and April 2026, indicates a high degree of technical commonality. Similarities include fixed-wing expendable airframes, compact rear-propulsion layouts, simplified launch-oriented construction, and the repeated use of the exact subcomponents integrated into a purpose-built one-way attack platform. These recurring characteristics **confirm manufacture within the same production ecosystem**.

The drones do not appear to correspond to any known mass-commercialized drone brand or openly marketed military model. Instead, the available indicators are more consistent with low-volume, contract-style production tailored for operational use. Such platforms appear **designed around deniability**, with generic airframes, non-distinctive electronics, modular commercial parts, and absent visible manufacturer markings. This architecture significantly complicates forensic tracing to a specific state company.

Debris of one of the drones that struck the airport of Kisangani photographed and analyzed by the Group of Experts on 9 February 2026



Figure 1



Figure 2



Figure 3



Figure 4



Figure 5



Figure 6

Photos of the debris of kamikaze drones shot down in the Hauts and Moyen Plateaux, received from FARDC sources



Source : Military intelligence sources.

Annex 51 (para. 171)

Drone strike on Goma on 11 March 2026

Frappe de drone à Goma le 11 mars 2026

On 11 March 2026, at around 4:00 a.m., two successive detonations were reported near a residential compound located in the Himbi neighborhood in Goma, with the second detonation impacting a residential structure. The Group conducted an analysis based on photographic and video evidence, complemented by testimonial and expert evidence.

The temporal spacing of approximately five minutes between the two detonations indicate either sequential targeting or a correction between initial and follow-on strike, which is consistent with loitering munition employment or remotely guided UAV-delivered munitions.

The structural damage patterns on the impacted house, including localized breaches, material displacement, and fragmentation impacts on surrounding surfaces, confirms the detonation of an explosive device designed to generate both blast overpressure and high-velocity fragments.

The structure is a two-stores residential building constructed of rendered masonry. The roof consists of a wooden frame covered with ceramic tiles. Observed damage is concentrated on the upper section of the façade and along the roofline (**Figure 1, 2**). A partial collapse of the wooden roof structure is visible, along with the outward projection of multiple roofing elements.

The façade exhibits a high density of small, localized impact marks. Most perforations are quasi-circular and relatively uniform in size, (Figure 5, 6) indicating the projection of high-velocity metallic fragments. This pattern is consistent with the effects of a high-explosive fragmentation (HE-FRAG) charge. The density of impacts is greatest around the first-floor windows and gradually decreases toward the lateral sections of the façade and the lower level (**Figure 4**).

The absence of a ground crater, combined with the concentration of damage along the roofline, suggests that the detonation occurred at the edge of the roof or slightly above it. The observed breakage of roof beams and the outward displacement of tiles indicate a release of explosive energy upon contact with, or immediately after impact on the structure (**Figure 3**).

The spatial distribution of impacts on the façade indicates a forward and downward-oriented fragmentation cone. This configuration is consistent with a descending attack trajectory. Based on the vertical dispersion of impacts, the angle of attack is estimated to be between 25 and 45 degrees.

The identified trajectory and the location of the detonation point are consistent with a munition delivered by an unmanned aerial system (UAS). The extent and intensity of the observed damage exceed those typically associated with light improvised munitions dropped from small drones, suggesting the use of an aerial munition specifically designed to produce a significant fragmentation effect.

The available information supports, as the leading working hypothesis, the use of a glide munition of approximately 70 mm caliber, carrying an explosive payload estimated at 5 to 10 kg, possibly combining incendiary and high-explosive fragmentation effects. According to witness accounts and damage analysis, the munition was delivered by a propeller-driven unmanned aerial platform approaching from over Lake Kivu. **The same platform has released two successive munitions:** the first producing a muffled explosion in the lake, and the second detonating on the house approximately 5 to 10 minutes later.

Confidential sources confirm the presence of a second drone, possibly in an observation role.

The detonation pattern is consistent with an airburst detonation triggered by a sensor before direct impact, at approximately the height of the upper section of the victim's bedroom window. On the basis of the observed blast effects (**Figure 4**) and witness accounts, the victim died instantly.



Figure 1



Figure 2



Figure 3



Figure 4

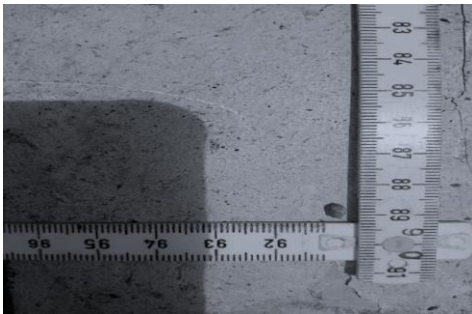


Figure 5

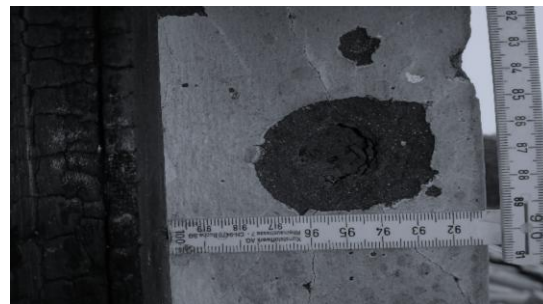


Figure 6

Confidential source

Annex 52 (para. 183)

Resignation letter from CRP/FRP members

Lettre de démission des cadres de la CRP/FRP

Kampala, le 18 Octobre 2025

**DECLARATION DES HAUTS CADRES FONDATEURS DU MOUVEMENT
POLITICO-MILITAIRE C.R.P
SUITE AUX ANTIVALEURS QUI ROUINENT LE MOUVEMENT**

Nous, hauts cadres et membres fondateurs du mouvement politico-militaire Convention pour la Revolution Populaire en sigle C.R.P, sommes très surpris, déçus et choqués de constater le ridicule qui a élu domicile dans le chef de celui dont nous avons désigné comme notre autorité politique du mouvement, à la personne de monsieur Thomas LUBANGA DYILO.

En effet, le mouvement C.R.P depuis sa création en date du 07 Janvier 2025, avait pour but d'apporter un changement radical en RDC sur tous les plans. Car qui dit changement, sous-entend le courage de combattre ses propres anciennes habitudes ou comportement, avant de prétendre imprimer un nouveau mode de vie ou de conduite à autrui. C'est ainsi que nous-mêmes avons pris un engagement courageux au péril de notre vie et celle de nos dépendants pour mener une lutte de libération au bénéfice de tout le peuple congolais.

Curieusement, avant même que la C.R.P ne totalise une année, nous nous sommes rendu compte que celui à qui nous avons donné le pouvoir, est une incarnation absolue de tous les antivaleurs que la C.R.P a toujours reproché aux gouvernants de la RDC tant au niveau national que provincial. Nous citons notamment :

1. La gestion autocratique : ceci est démontré par l'absence du débat, la confiscation des toutes les taches dans un travail en vase clos, où il croit pouvoir tout faire et mieux faire seul au détriment des organes du mouvement et même les réunions sont convoquées au grès de son humeur ;
2. L'affairisme dans la révolution : à peine pris le control du centre de négoce IGA BARRIERE par les éléments de la FRP-CRP, monsieur Thomas LUBANGA alors Président du mouvement, a pris la décision unilatérale d'ériger un système de péage route sur la RN27 à travers ses représentants personnels méconnus par le comité, où chaque véhicule était obligé de payer la somme qui varie entre 50 et 100\$ avant de passer et cette pratique a duré près d'un mois. Une façon d'imposer encore de la souffrance à ceux dont on prétend libérer. Malgré tout cela, le fond collecté n'a jamais été présenté au comité directeur jusqu'à ces jours.
3. Manque de vision claire : il a confondu la révolution à une vacance dorée à Kampala sans la moindre intention de mener une lutte de libération au sens du terme.
4. L'escroquerie voire l'amaque des opérateurs économiques de l'ituri au nom de la C.R.P: Menace des commerçants sous prétexte de la souscription à l'effort de guerre à échange d'une exonération future après coquette du pouvoir par la C.R.P et ce, à l'insu du collège de fondateurs et comité directeur ;






5. Le clanisme dans le fonctionnement : il ne donne de l'importance qu'aux orientations ou conseils prodigués par les ressortissants de son clan et c'est ces derniers qui se donne le luxe même de tracer la ligne maitresse de la C.R.P ;
6. L'extrême opacité dans la gestion financière : le Président Thomas LUBANGA a expressément ignoré le chargé des finances du mouvement, désigné le jour même de la création de la C.R.P, pour ainsi imposer sa propre petite sœur avec qui il vit dans la même maison. C'est pourquoi, la gestion financière échappe donc au contrôle de tous les membres du mouvement ;
7. L'arrogance en outrance et le mépris total à l'égard d'autres membres fondateurs du mouvement, etc.

Il ressort en outre que, l'initiative pour la création de la C.R.P et surtout sa désignation à la Présidence, n'aurait servi que de tremplin pour son encension politique et financière entant qu'un homme aux intentions sournoises, dont la vraie nature s'est révélée au fil du temps, malheureusement dans un virage éhonté et très dégoûtant, en dépit des véritables mobiles ayant concouru à la création de la structure aussi prestigieuse que la C.R.P, pour tenter de libérer le peuple meurtri, abandonné et oublié de l'ituri en particulier et ceux du reste du pays en général.

C'est pourquoi, face à ce comportement irresponsable de monsieur Thomas LUBANGA DYILO qui relève d'une délinquance politique démesurée, de vouloir à tout prix caporaliser tous les cadres en vue de les soumettre à sa petite volonté, nous avons pris la décision en ce jour, de nous désengager totalement de la C.R.P dont l'image est complètement souillée et qui visiblement s'est écartée de ses objectifs fondamentaux suite à l'avarice incontrôlée.

Par conséquent, nous interpellons la conscience des filles et fils ituriens, de ne plus jamais tenter d'apporter le moindre soutien à la C.R.P dans son format actuel et surtout pas à travers monsieur Thomas LUBANGA qui s'en sert au profit de ses besoins personnels tout en se moquant des victimes d'atrocités de l'ituri qui ont besoin d'une libération en urgence.

LES SIGNATAIRES

01. BUNGAMUZI KAKANI Charles 
02. Tuzuba Basitako Vital 
03. Ungiyerho Biruinyo-David : 
04. WEDUNGA NDARA BAUDOUIN 
05. DRANI DRILEBA J. Xavier 

Annex 53 (para. 190)**Additional information on CRP/FRP's resource mobilisation****Informations complémentaires sur la mobilisation des ressources du CRP/FRP**

CRP/FRP established a voluntary as well as a coercive system of taxation to mobilize resources for its war efforts ([S/2024/432](#), paras. 167-170, [S/2025/446](#), paras-158-159). Multiple sources reported that Hema community traders and businessmen made voluntary and coercive cash contributions, ranging between USD 10,000 to USD 50,000 each, while other provided foodstuffs to sustain the armed movement.⁴²⁵

CRP/FRP also mobilised resources through taxation at checkpoints. CRP/FRP sources reported that along the Nizi-Mongwalu axis CRP/FRP charged USD 100 per heavy truck per movement, and USD 25 for light vehicles. The same sources indicated that the CRP/FRP raised between USD 15,000 to 18,000 per day. CRP/FRP had also deployed its elements to collect taxes at gold mining sites, which generated considerable resources to sustain the war efforts. The resources served to purchase weapons and ammunitions.

⁴²⁵ CRP ex-combatants, Intelligence, civil society and researchers sources

Annex 54 (para. 191)

Interdiction on UPDF movements into Ituri without prior notification and approval

Interdiction des mouvements de l'UPDF vers l'Ituri sans notification préalable et autorisation



Mahagi, le 04-103 . /2026

N°324/D53BUR/AT/MGI/2026

TRANSMIS copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le Gouverneur Militaire et Commandant des opérations de l'Ituri à **BUNIA**

OBJET : Instruction sur l'entrée
des éléments UPDF
Cl. : J.038

- A Messieurs :
- Le Chef de Poste de la DGM ;
 - Le Chef de Poste de l'ANR ;
 - Le Chef de Poste de DSF ;
 - Le Commandant Escadron Police des Frontières ;
- (TOUS) à **MAHAGI**

Monsieur,

Sur instruction de Son Excellence Monsieur le Gouverneur Militaire et Commandant des opérations de Province de l'Ituri, il est strictement interdit de faire entrer sur notre Territoire par les frontières de ANZIDA et KAROMBO les éléments UPDF et leurs matériels sans l'aval de la hiérarchie.

Stricte application.



L'ADMINISTRATEUR MILITAIRE
DU TERRITOIRE,

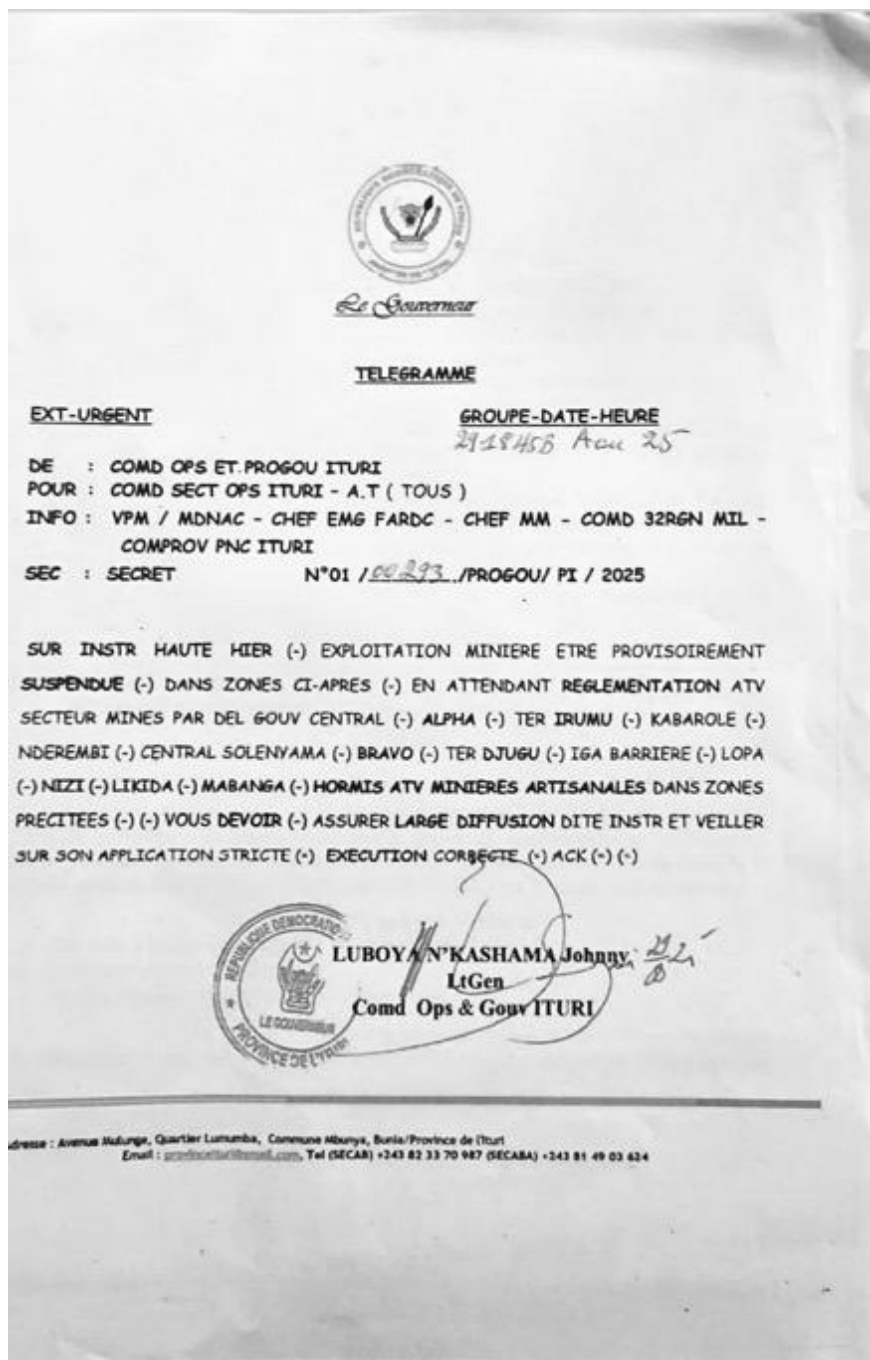
Disanoa-Lalua Jacques
= DISANOA-LALUA Jacques =
« Colonel/DSD »

Confidential source

Annex 55 (para. 193)

Suspension order semi-mechanized mining in parts of Djugu and Irumu territories

Ordre de suspension des activités semi-mécanisées dans une partie des territoires de Djugu et Irumu



Instruction sent by the military governor of Ituri, Gen. Johnny Luboya N'Kashama

Annex 56 (para. 195)

Conditioned resumption of mining activities in parts of Djugu and Irumu territories

Résomption partielle des activités minières dans des zones des territoires de Djugu et Irumu

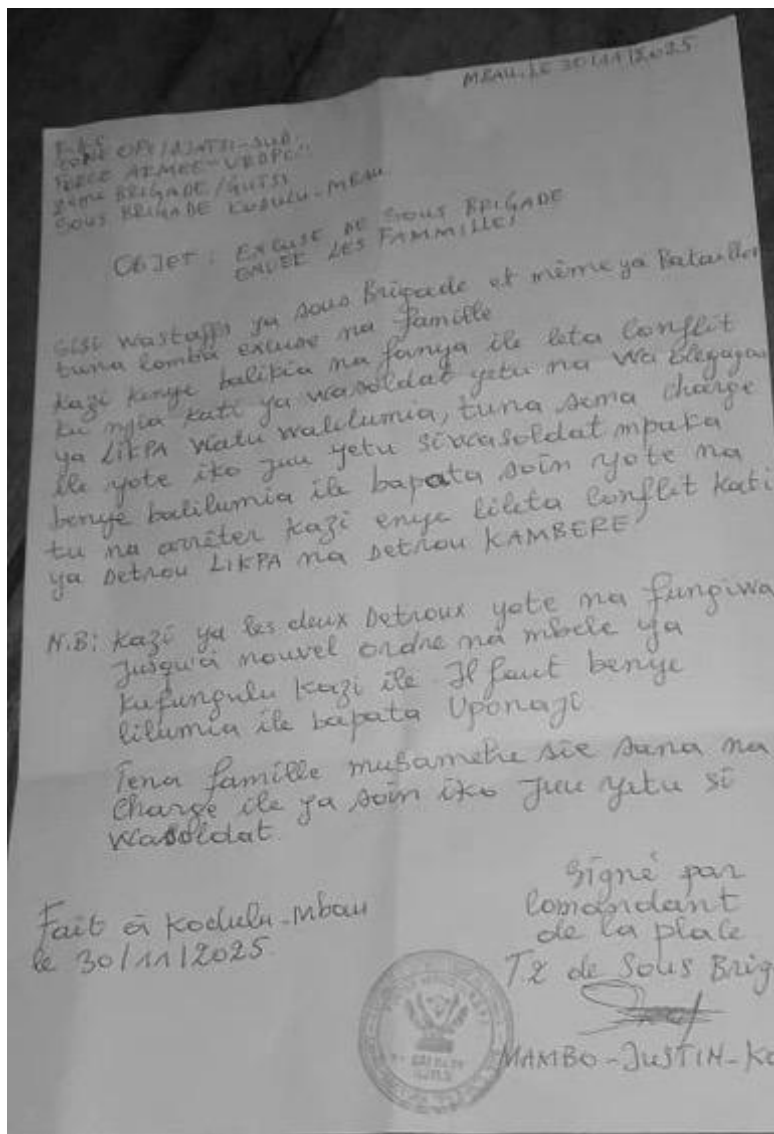


Letter sent by military governor of Ituri, Gen. Johnny Luboya N'Kashama, to the provincial mining services enumerating the conditions under which semi-mechanized mining operators can be allowed to resume operations

Annex 57 (para. 197)

CODECO-URDPC intervening in favor of artisanal miner in Senzere mining site, Banyali-Kilo

Intervention par CODECO-URDPC en faveur d'un exploitant minier à Senzere, Banyali-Kilo



Letter from a CODECO/URDPC intelligence officer based in Mbau-Kodulu to intervene in favour of a mining operator, Kambere Mbasa. The latter was in conflict with a competitor to access a richly mineralized vein. The conflict further escalated after Kambere used dynamite during the operations, wounding one of his competitor's workers. Mbasa Kambere sought recourse to CODECO/URDPC to secure his operations. Following the incident, the pit was closed by the mining services.

Confidential source.

Annex 58 (para. 201)

Estimates of semi-mechanized gold production along the Shari river, Djugu territory

Estimation de la production aurifère par des opérations semi-mécanisées le long de la Rivière Shari, territoire de Djugu

The Group assessed information provided by mining officials and civil society sources to derive conservative gold production estimates per production unit, typically composed of two to three excavators feeding a sluice, in Djugu territory, with a particular focus on operations along the Shari River. In parallel, detailed information was collected on the volume of gold-bearing gravel (“paydirt”) processed by each unit on a daily basis. Combining these daily production figures with estimated throughput allowed the Group to establish a conservative estimate of the recovered grade of the alluvial deposits along the Shari River. The total volume of material mined was then estimated on a six-monthly basis from March 2024 onwards using medium-resolution satellite imagery, complemented by average deposit depths derived from cross-checked interviews.

1. Context, assumptions and scope of the analysis

The typical alluvial mining setup in Djugu territory consists of 2–3 excavators working with a locally constructed sluice (commonly referred to as a “*drum*”). One to two excavators remove topsoil, prepare the site, and transport gold-containing gravel, also known as “paydirt”. The remaining excavator ensures that paydirt is continuously being fed into the sluice. A sluice is a channel that uses flowing water to separate gold from gravel.

According to concordant sources, a standard operation of this type in Djugu territory, assuming 12–20 effective workdays per month, can conservatively be expected to produce 1.8–3 kg of gold per month, equivalent to approximately 150 g/day on average.⁴²⁶ This aligns with other lower-bound estimates for profitable operations in the area.⁴²⁷

Along the Shari River, reported production levels are considerably higher. Observed daily yields per sluice typically reach 300 g/day, with peaks up to 500 g/day or more.⁴²⁸

As such, information on expected daily production per operating unit does not allow us to infer total alluvial production in a specific area over time. The number of days of production per operating unit varies widely throughout the year because of seasonal and idiosyncratic operational constraints. In addition, there are no reliable statistics available on the number of excavators operational in a specific area. The reported number of excavators per site is often an underrepresentation to evade the 4500 USD/year tax.⁴²⁹

This annex therefore presents a model to estimate alluvial production along the Shari River by assessing the average grade of the resource, i.e. grams of gold per m³ of gravel. The average grade in combination with the estimated total volume (in m³) of mined material over time allows us to estimate total gold production of the operation.

2. Estimated gravel throughput

To estimate the grade of the Shari River deposits, daily throughput is assessed alongside observed daily gold production. Throughput is the volume of paydirt processed by the operation. The average grade of the resource is then obtained by dividing the average daily gold production by the daily throughput. Two independent methods are used to crosscheck the estimates: the sluice processing capacity and the excavator feeding cadence. Combining both methods increases confidence in the result.

The sluices in use are generally described as having a “horizontal V”-shaped configuration. The upper sluice, measuring 3–4 m in length, performs initial washing and sorting. Finer material then passes to a second sluice of similar length positioned at an angle underneath the first (= the second leg of the V) equipped with gold matting. The most recurrent sluice widths

⁴²⁶ Mining officials, civil society actors, geologists.

⁴²⁷ Ibid.

⁴²⁸ Ibid.

⁴²⁹ Ibid.

range from 0.5–0.8 m.⁴³⁰ Some sluices used are considerably larger, but for the purposes of the current analysis we will be focusing on a standardized setup.

While sluice length influences gold recovery efficiency, sluice width primarily determines processing capacity. Industry references indicate that sluices of the aforementioned dimensions can typically process 22.5–36 m³ of paydirt per hour.⁴³¹

Whereas sluice capacity gives a first, but rather broad, range of estimate of expected throughput, data on excavator feeding cadence provides a more specific and independent estimate of throughput. Smaller excavators with a 300-kg bucket reportedly complete a loading cycle in ~30 seconds, corresponding to approximately 18 m³/hour (assuming a gravel density of 2 tons/m³). Larger excavators with 1.5 m³ buckets have turn-around times of 3–5 minutes, equating to roughly 22 m³/hour based on an average of 15 cycles per hour.⁴³²

These data points are internally consistent, showing a feeding rate between 18 and 23 m³/hour. Moreover, this throughput aligns with the lower end of the sluice's processing capacity, indicating that excavator feeding cadence rather than sluice capacity is the primary bottleneck. This is typical for semi-mechanized alluvial mining operations.

Knowing the hourly throughput rate, it is necessary to determine the effective number of operating hours per day to calculate the total daily throughput of paydirt. Although work is typically organized into three shifts totaling 21 hours, actual feeding of the sluice is periodically interrupted due to routine operational requirements, including excavator repositioning and ensuring sufficient stockpiled paydirt.⁴³³

For the purposes of this assessment, we will therefore consider an estimated 19 to 20 hours of effective daily production. In combination with the hourly feeding rate of 18 – 22 m³, this corresponds to an approximate daily throughput of 350 – 450 m³ of paydirt.

3. Estimating recovered grade from throughput and production

Based on this throughput, we can translate the observed daily gold outputs along the Shari River into indicative grade values. Considering a daily throughput of 400 m³ of paydirt and a gold production level of 300 g/day, this corresponds to roughly 0.75 g/m³, while 500 g/day corresponds to approximately 1.25 g/m³. Days with exceptionally high production can also reflect more continuous and optimized feeding, leading to a somewhat lower grade in practice.

	Daily production	Recovered Grade
Low	150 grams	0.38 g/m ³
Good	300 grams	0.75 g/m ³
Great	>500 grams	>1.25 g/m ³

4. Assessing plausibility using independent reference points

Several independent reference points support the plausibility of the estimated grade range for the Shari River deposits:

Rule-of-thumb grade used by mining authorities

Mining officials apply a rule-of-thumb grade of “1 g per (large) excavator bucket” for production estimates in Shari. This corresponds to 1 g per 1.5 m³, reflecting the approximate volume of a large excavator bucket. This equals 0.67 grams per m³. The shorthand is broadly consistent with an excavator feeding cadence of 15 cycles per hour (approximately 4 minutes per cycle) over an effective working period of 20 hours, yielding 300 grams per day.

⁴³⁰ Ibid.

⁴³¹ See eg. Robin Grayson, ‘Best available techniques for placer gold mines’, p. 671

⁴³² Mining officials, civil society actors, geologists

⁴³³ Ibid.

Comparison with global and Congolese alluvial benchmarks

Assuming a recovery rate of 60–80 percent⁴³⁴, the inferred true grades of the Shari river deposit can be compared against a placer (i.e. alluvial) deposit grade distribution model developed by the United States Geological Survey (USGS) to provide an objective assessment of deposit quality.⁴³⁵ This comparison places the Shari resource within a global context and allows for a structured evaluation of its relative standing among documented placer deposits.

The table below presents recovered grades and their corresponding true grades and percentile ranges across the three recovery-rate scenarios:

Recovered Grade (g/m ³)	60% recovery rate		70% recovery rate		80% recovery rate	
	True grade (g/m ³)	Percentile	True Grade	Percentile	True Grade	Percentile
0.38	0.63	78-82	0.54	75-78	0.48	72-76
0.75	1.25	90-93	1.07	88-91	0.93	86-89
1.25	2.08	95-97	1.79	94-96	1.56	93-95

Overall, the USGS benchmarks place the estimated grade of the Shari resource broadly within the 80th–95th percentile of documented global placer gold deposits. At the time of writing, no detailed resource estimates or exploration reports were available for placer systems in Djugu territory to enable a more localized comparative framework. However, historical geological assessments from other Congolese alluvial gold hubs provide relevant reference points.

In Kampene (Maniema Province), historical records indicate placer deposit grades averaging approximately 1.6 g/m³ (with a reported range of 0.88–1.95 g/m³).⁴³⁶ Along the Kimbi river in Fizi territory (South Kivu Province), operations from the 1930s to 1950s reported recovered grades in the range of 0.5–0.93 g/m³.⁴³⁷ These values indicate that the estimated grades along Shari, including the inferred average of around 0.75 g/m³, fall well within the spectrum of known Congolese placer deposit grades and are not anomalous in a regional context.

The Kilo-Moto placer systems are widely regarded as high-quality deposits, and the Shari basin, situated along a paleo-channel and in proximity to primary mineralization, aligns with this geological profile. This suggests that certain stretches of the Shari deposit may yield recovered grades significantly higher than 0.75 g/m³.

Interpretation and limits of field pan sampling

Field identification of exploitable deposits is carried out through localized sampling at the base of the gravel column, with assessments relying largely on visual and intuitive evaluation by operators.⁴³⁸ A yield of ½–1 “tige” (0.1 g) per two 15-kg pans is considered promising. This corresponds to approximately 3.3–6.6 g/m³.⁴³⁹ However, these samples represent bottom-layer concentrations, which are typically several times richer than the overall deposit due to gravitational sorting and localized gold accumulation in bedrock traps. As a result, such sampling results are not reliable predictors of average grade, but they do provide a reasonable indication of mineralization intensity and economic viability.

Operating costs and influence on grade targeting

The Shari placer deposits are overlain by thick swampy sediments, requiring substantial efforts to reach the paydirt that can extend over several months. Given these high preparatory costs in fuel (400 liters per 21-hour working day per excavator) and manpower, it is reasonable that operators focus on areas with above-average expected yields, which helps explain why

⁴³⁴ Robin Grayson, l.c., p. 673.

⁴³⁵ USGS, Grade and Tonnage Model of Placer Au-PGE, <https://pubs.usgs.gov/bul/b1693/html/bull42lh.htm>.

⁴³⁶ The mentioned average is weighted by volume of the respective resource. Hattingh J. et Taylor C. B. (2007). A review of the South Kivu – Maniema Exploration permit and the Kampene Mining and concession areas - Democratic Republic of Congo. Wardell Armstrong International Limited. La Quinta Resources Corporation. Ref : 61-0441, as referenced by the German Federal Institute for Geosciences and Natural Resources, “[Evaluation Géologique et Economique des Gisements d’Or Alluvionnaire de Kampene, Maniema, RD Congo](#)”, April 2024, p.3.

⁴³⁷ G. Schaar, Les mines d’ or du 5^{ème} parallèle, Académie royale des sciences coloniales, 1959, p. 39

⁴³⁸ Mining officials, civil society actors, geologists.

⁴³⁹ Ibid.

reported Shari production levels consistently exceed the conservative baseline estimate of 150 g/day commonly used by mining services.

5. From observed mine footprint to cumulative production

Daily production cannot be extrapolated across the year because operations along the Shari River include extended periods of preparatory work, as mentioned above, as well as intermittent downtime for equipment maintenance and eventualities such as last year's administrative suspension. These factors vary and cannot be reliably quantified.

A more robust approach is therefore to infer cumulative production from changes in excavated surface area visible on satellite imagery. Semi-mechanized alluvial mining creates identifiable water-filled pits, tailings ponds, and reworked channels, allowing mined areas to be mapped over time. This method implicitly incorporates all operational interruptions.

Accumulated production is estimated by multiplying the mapped excavated area by the average paydirt thickness. Interlocutors report that economically attractive placer deposits in Djugu generally have 0.5–1.5 m of gravel, while major river systems such as the Shari exhibit thicker sequences.⁴⁴⁰ Observers estimate Shari paydirt at 2–3 m on average, with some zones up to 8 m.⁴⁴¹ However, grades decline toward the upper gravel layers because of gravitational sorting, so exceptionally thick zones contribute less to overall output than their thickness alone would suggest. For conservative estimation, an average paydirt thickness of 2 to 3 m is applied.

Alluvial mining along the Shari River provides a suitable case study due to the clear visibility of excavation activity on satellite imagery. The river basin and its successive expansions can be monitored effectively using 3-metre resolution imagery from Planet Labs PBC, allowing reliable tracking of spatial progression over time. Excavated sections are reused as water reservoirs and tailings ponds, resulting in a relatively orderly and easily identifiable mining footprint.

A key limitation relates to the temporal resolution of the satellite-based approach. Once an area is identified as excavated, its full estimated production potential is counted immediately, even though extraction within that area may still be ongoing. This can lead to over- or under-estimation at specific points in time, as the method does not distinguish between depleted sections, newly opened areas and those still in mid-extraction. However, these temporal discrepancies are expected to average out over longer observation periods, particularly when imagery is assessed at regular intervals.

A second limitation is the potential inclusion of non-productive features, such as artificial dams, sterile zones, or areas cleared but not mined, which may be captured within the mapped footprint. To take this limitation into account, a correction factor will be applied in the below calculations. Despite this, the most significant uncertainties remain the grade of the deposit and the average paydirt thickness, which exert a far greater influence on production estimates.

Although the methodology developed lends itself to replication in other semi-mechanized mining context in the DR Congo and beyond, it should be noted that not all such operations exhibit the same characteristics as those described for the Shari River. Extrapolating the methodology for instance to the semi-mechanized mining operations in the *Réserve de faune à Okapi* (See S/2022/479, paras. 141-150) would not be valid. There, mining activity frequently reworks previously disturbed areas, producing a diffuse and shifting footprint that does not expand in a clear, cumulative manner. As a result, surface area progression cannot be reliably linked to incremental volume extracted, making production estimates derived from this approach considerably more uncertain.

6. Production estimates derived from spatial analysis

Planet Labs PBC satellite imagery with a 3-metre resolution was analyzed to quantify the expansion of mined surface area along the Shari river. Measurements were conducted twice yearly beginning in March 2024. The additional surface area identified in each interval is presented below (in thousand m²):

Period	Additional surface area mined (1000 m²)
3/2024-09/2024	949
09/2024-03/2025	1,156

⁴⁴⁰ Mining officials, civil society actors, geologists.

⁴⁴¹ Mining officials, civil society actors, geologists.

03/2025-09/2025	1,586
09/2025-03/2026	1,525
Total	5,216

The cumulative mapped area over the two-year period is therefore 5.22 km². In line with a conservative analytical approach, we will correct for that part of the mining footprint that corresponds to the non-productive features. Considering the characteristics of mining along the Shari river, a correction factor of 80% will be applied. We will hence assume a total mined footprint of 4.2 km².

Using this total mined footprint and applying different assumptions for average recovered grade and average paydirt thickness, the resulting production estimates (in tons) are shown below:

Average recovered grade (g/m ³)	Avg. Paydirt Thickness (m)		
	2	2.5	3
0.38	3t	4t	5t
0.75	6t	8t	10t
1	8t	10t	13t
1.25	10t	13t	16t

These values represent cumulative gold production estimates for the period March 2024 – March 2026, based solely on observed excavation footprints and the stated grade and thickness assumptions.

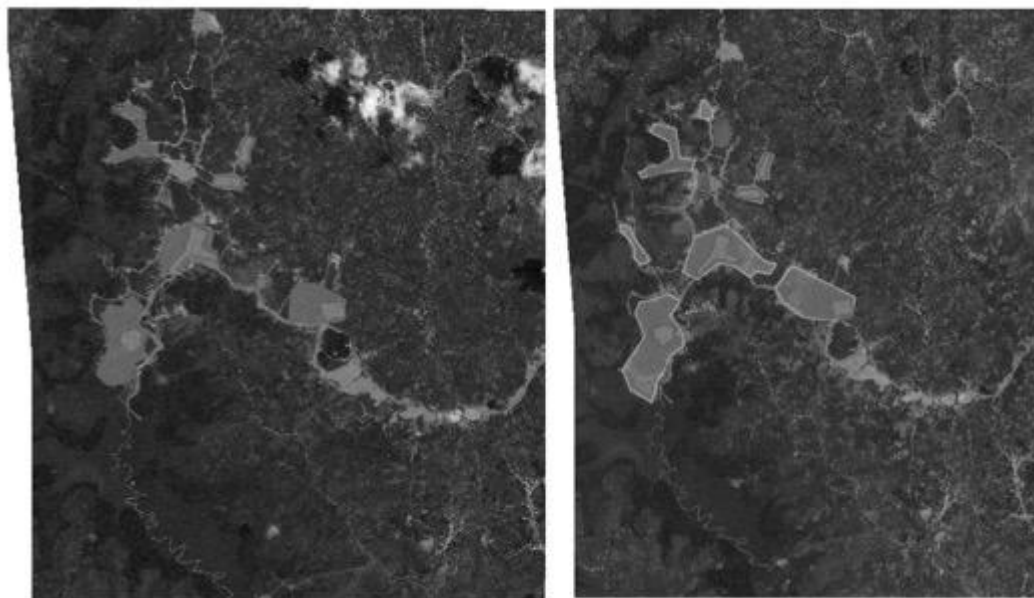


Image © 2026 Planet Labs PBC, September 2024 (left) and March 2025 (right). Analysis by the Group of Experts

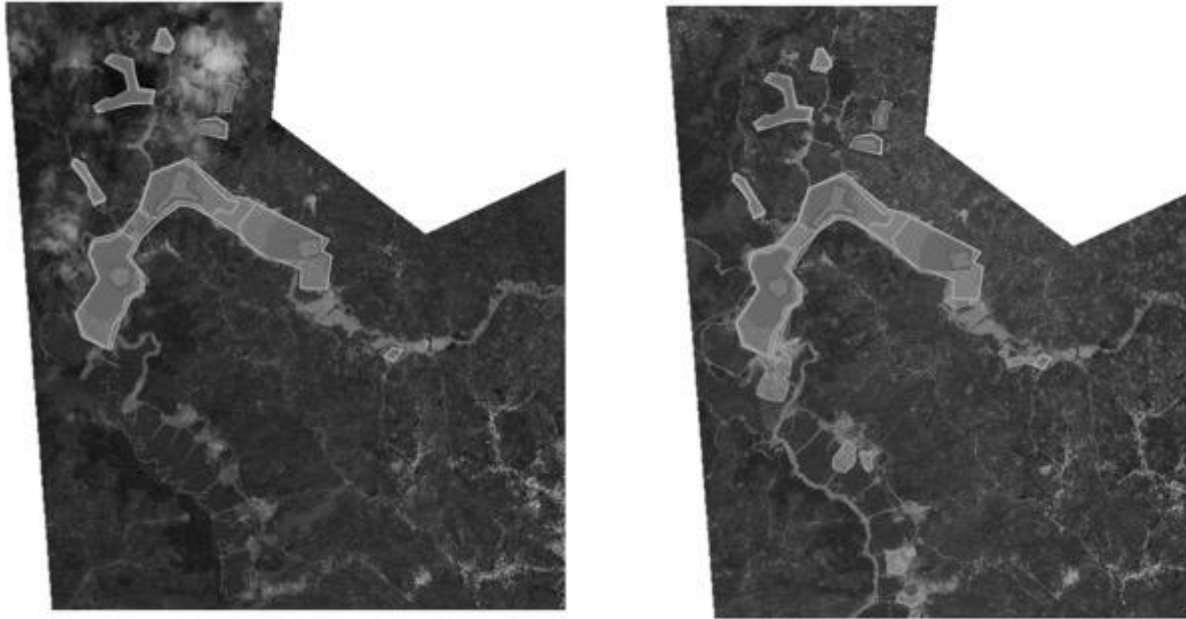





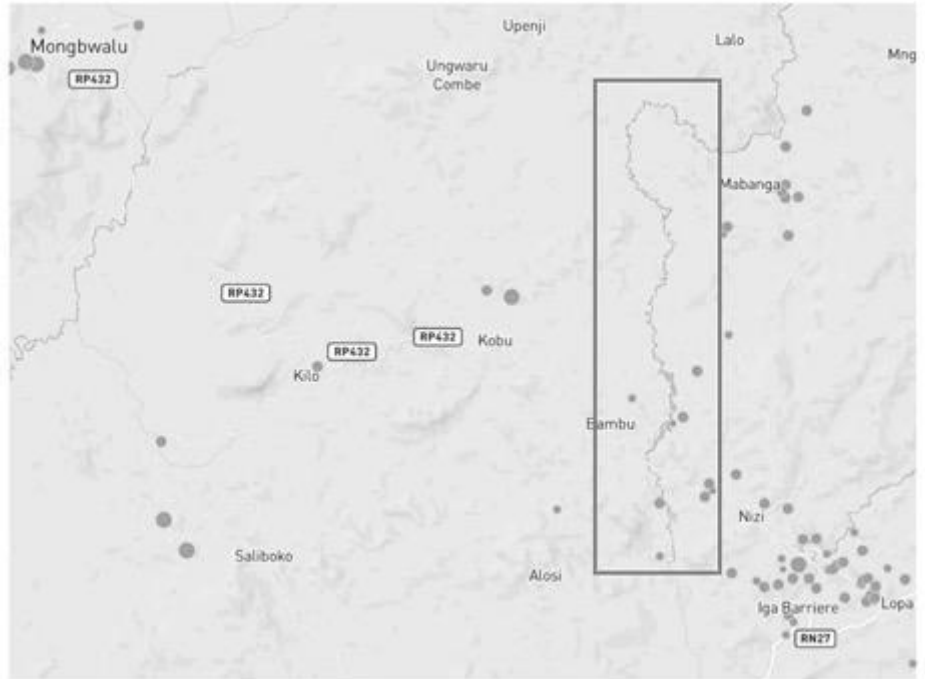
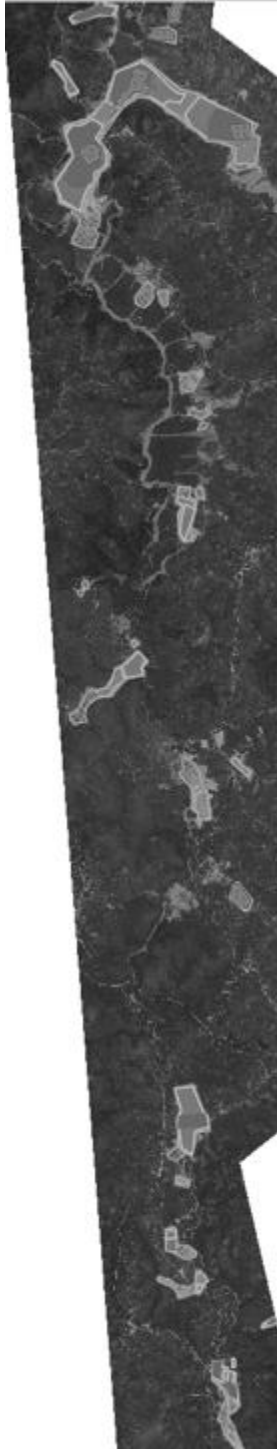


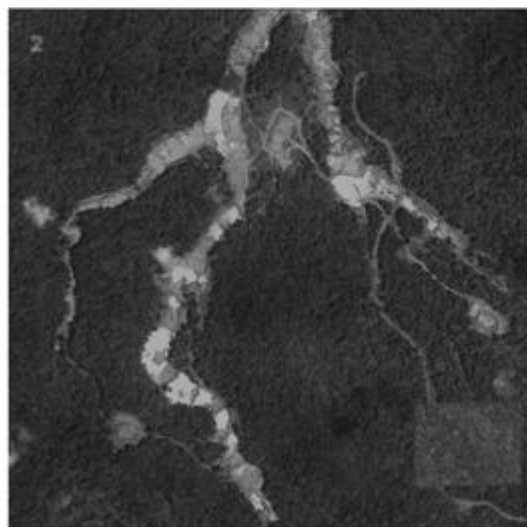
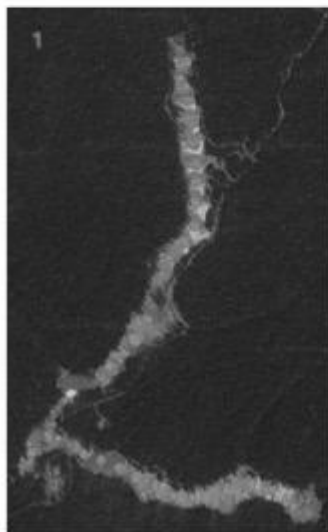
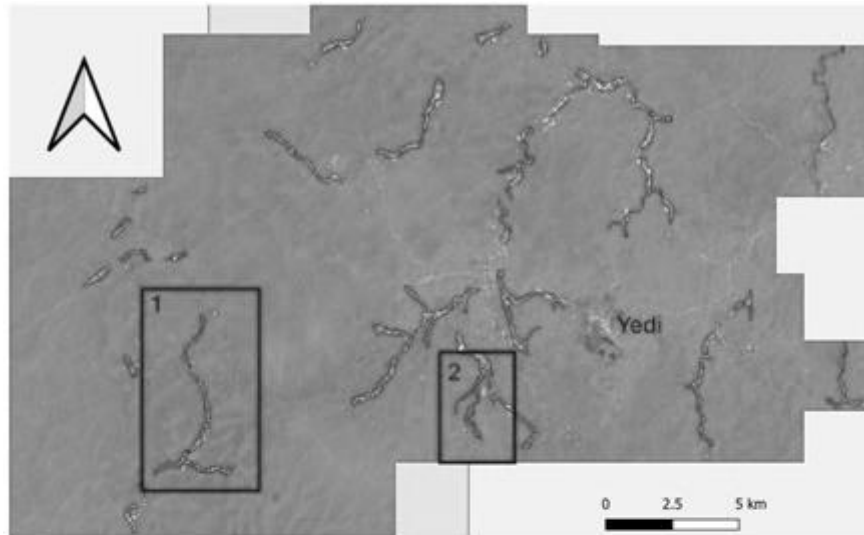
Image © 2026 Planet Labs PBC, September 2025 (left) and March 2026 (right)
Analysis by the Group of Experts

-  **Mined Surface_2403**
-  **Mined Surface 2409**
-  **Mined Surface_2503**
-  **Mined Surface_2509**
-  **mined Surface_2603**



Above: IPIS and Mapbox map, showing location of Shari river section shown on the left (Image © 2026 Planet Labs PBC, March 2026).

The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations

Annex 59 (para. 202)**Alluvial Mining around Yedi, Djugu****Exploitation alluvionnaire autour de Yedi, Djugu**

Source: (top) Near-Infrared Image with visible excavation highlighted, © Copernicus Sentinel Data, March 2026 and (bottom left and right) © Google Earth/Maxar Technologies, Airbus, Landsat and Copernicus, June 2025
The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations

A second alluvial mining area in Djugu territory that experienced a major expansion in 2025 is located around Yedi, a secluded locality approximately 25 km northwest of Mongbwalu. Mid-June 2024, mining operators began constructing a 55 km dirt road from Komanda to Yedi. By the last quarter of 2024, semi-mechanized alluvial mining became visible on EU Copernicus satellite imagery.

Since then, the pace of mine-site development has been exceptionally rapid. Within just over one year, approximately 12.5 km² of terrain have been visibly disturbed by alluvial mining activities. High-resolution satellite imagery shows extensive and fast excavation of small riverbeds, with shallow overburden and the continuous formation of gravel tailings fans. These patterns are characteristic of operations working directly in the active channel, where paydirt is relatively shallow; a conservative estimate places average paydirt thickness between 0.5 and 1.0 m. The spatial footprint of the workings is also relatively “clean”: excavated cells along the river are frequently reused as water reservoirs or tailings ponds, reducing the non-productive part of the footprint. The methodology developed in the previous annex can hence be applied.

Not all visibly disturbed ground represents actual excavation of paydirt. Applying a conservative correction factor of 70%, the effectively mined area is estimated at 8.75 km². Even under the most conservative assumptions for both grade and paydirt thickness, cumulative production over the past year likely reaches several tons of gold. It should be noted that no production was officially declared for this operation in 2025.⁴⁴²

The table below summarizes estimated production (in tons) across a range of conservative and plausible paydirt thicknesses and grades, including a minimum recovered grade of 0.35 g/m³:

Recovered grade (g/m ³)	Paydirt thickness (m)		
	0.5	0.75	1
0.35	1.5t	2.3t	3.1t
0.5	2.2t	3.3t	4.4t
0.75	3.3t	4.9t	6.6t
1	4.4t	6.6t	8.8t
1.2	5.25t	7.9t	10.5t
1.5	6.5t	9.8t	13.1t

⁴⁴² Ituri province production and export statistics, 2025, mining services, document on file with the Secretariat.

Annex 60 (para. 203)

Analysis of active semi-mechanized mining camps in Djugu territory

Analyse des camps actifs d'exploitation semi-mécanisée dans le territoire de Djugu

To assess overall trends in semi-mechanized mining activity in Djugu territory, the Group used the number of identifiable mining camps active during the year as a proxy indicator. This approach was adopted for reasons of efficiency and feasibility. Mapping changes in mined surface area requires substantial resources, whereas the visual identification of mining camps provides a reliable first-order indication of the level of mining activity.

Mining camps display a distinctive and recurrent signature in medium-resolution satellite imagery. They are typically characterized by rectangular, man-made earthen embankments delineating the camp area and are situated near visibly exploited alluvial deposits. During periods of operation, high-reflectance features associated with corrugated iron roofing, metal containers and equipment are generally observable. These features disappear once a camp is abandoned (see below). EU Copernicus satellite imagery for 2024 and 2025 was systematically reviewed, and Planet Labs PBC imagery was used selectively to confirm the operational status of camps where required. As with any visual classification based on medium-resolution satellite imagery, some degree of over- or under-identification of likely mining camps cannot be excluded.



Left: active mining camp near Yedi; Center: abandoned mining camp near Yedi; Right: active mining camp along the Ituri river. Source: © Google Earth/Airbus, 2025

The use of mining camps as a proxy indicator reflects both the scale of material and manpower deployed and the spatial progression of alluvial exploitation along placer deposits. This relationship is indicative but not linear. The maps show camps that were active at some point during the reference year, rather than simultaneously. Some were abandoned shortly after establishment due to insufficient ore grades, while others ceased activity following resource depletion. In addition, smaller and more transient camps are likely associated with significantly lower levels of equipment and output than larger, longer-established camps. Accordingly, the results provide an indicative rather than exhaustive measure of mining activity over the period under review.



Position of active mining camps 2024 (left) and 2025 (right); Base layer: © OpenStreetMaps

The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

A comparison of the maps indicates a marked increase in semi-mechanized mining activity in 2025. The expansion was particularly pronounced, though not exclusively so, in the aforementioned areas surrounding Yedi and along the Shari River. Nine mining camps commenced operations in southern Banyali-Kilo. Significant stretches of the Ituri River were also exploited and mining operators ventured into new areas, including around Makofi in the north.

In quantitative terms, approximately 55 mining camps were identified as having been active at some point during 2024, compared with 104 in 2025. Some of the camps highlighted on the maps are located just beyond the administrative boundaries of Djugu territory. Given their immediate proximity and linkage to mining activity within Djugu, these sites were included to present a more representative picture of overall trends.

The raw number of such camps for 2024 gives an inflated impression of semi-mechanized activity throughout that year. First, mining activity around Yedi only appeared in the last quarter of 2024. Moreover, after a significant lull in violence in Banyali-Kilo collectivity in 2023, there was a renaissance of semi-mechanized mining in the first half of 2024, especially around Abelkoso. This triggered a spate of particularly violent attacks by CODECO-URDPC, killing 126 civilians in incidents directly linked to control over mining activity, including six foreigners.⁴⁴³ Mining activity stopped overnight and the timid boom hence turned into a sudden bust. This alteration between interacting cycles of violence and semi-mechanized mining had been observed in Djugu before and therefore serves as a cautionary tale for the current gold rush in the area.

⁴⁴³ UN Sources

Annex 61 (para. 206)

Regulatory framework governing the use of cyanide in mining operations in the DR Congo

Cadre réglementaire sur l'utilisation de cyanure dans des opérations minières en RD Congo

The use of cyanide in combination with mercury is widely recognized as one of the most hazardous forms of artisanal gold mining, especially as their interaction results in the formation of stable, highly hazardous compounds. These substances contaminate soil and aquatic ecosystems, endangering the health and livelihoods of the local population.

Under Annex C of the Minamata Convention on Mercury, to which the Democratic Republic of the Congo is a State Party, cyanide leaching of mercury-bearing tailings is identified as a practice that should be eliminated as a matter of priority.⁴⁴⁴ Scientific and policy guidance issued under the Convention, including UNEP's guidance on sound tailings management in ASGM, further emphasizes that this practice represents a worst-case scenario.⁴⁴⁵ Consistent with these international commitments, the Democratic Republic of the Congo's National Action Plan under the Minamata Convention explicitly commits the Government to eradicating these practices.⁴⁴⁶

The *Règlement minier*, as amended by Decree n°18/024 of 8 June 2018, subjects the use of cyanide in mining activities to a prior authorization regime. Cyanide is treated as a hazardous chemical reagent whose use is restricted to mineral processing and transformation activities carried out in processing plants or workshops expressly authorized by the Minister of Mines. Unauthorized use of cyanide, including its use by artisanal miners, mining cooperatives, or unapproved processing units, is prohibited and exposes the operator to administrative sanctions, including withdrawal of authorization or *agrément* (art 238 *Règlement minier*).

Authorization to use cyanide is further conditioned on compliance with restrictive environmental impact management requirements. In accordance with articles 430 to 433 of the *Règlement minier*, any mining or processing activity involving hazardous substances must be covered by risk assessments and mitigation plans. These instruments must specifically target risks associated with the use, storage and disposal of cyanide.

While the *Règlement minier* governs the authorization to use cyanide, the requirement to obtain a prior licence for its importation derives the import licensing regime is established under *Ordonnance-loi n°83-033 du 12 septembre 1983 portant régime général du commerce extérieur*. Cyanide, as a dangerous chemical product, falls within the category of goods requiring prior authorization for importation. In practice, import licenses are issued only to operators able to demonstrate lawful end-use, notably possession of a valid ministerial authorization to use cyanide under the *Règlement minier*, and compliance with applicable environmental approvals. The only gold producer to which such authorizations are currently awarded is Barrick Gold, which operates the Kibali Gold Mine in Haut Uele province.⁴⁴⁷

⁴⁴⁴ https://minamataconvention.org/sites/default/files/documents/information_document/Minamata-Convention-booklet-Sep2019-EN.pdf.

⁴⁴⁵ http://minamataconvention.org/sites/default/files/documents/information_document/4_INF6_ASGM_Guidance.English.pdf.

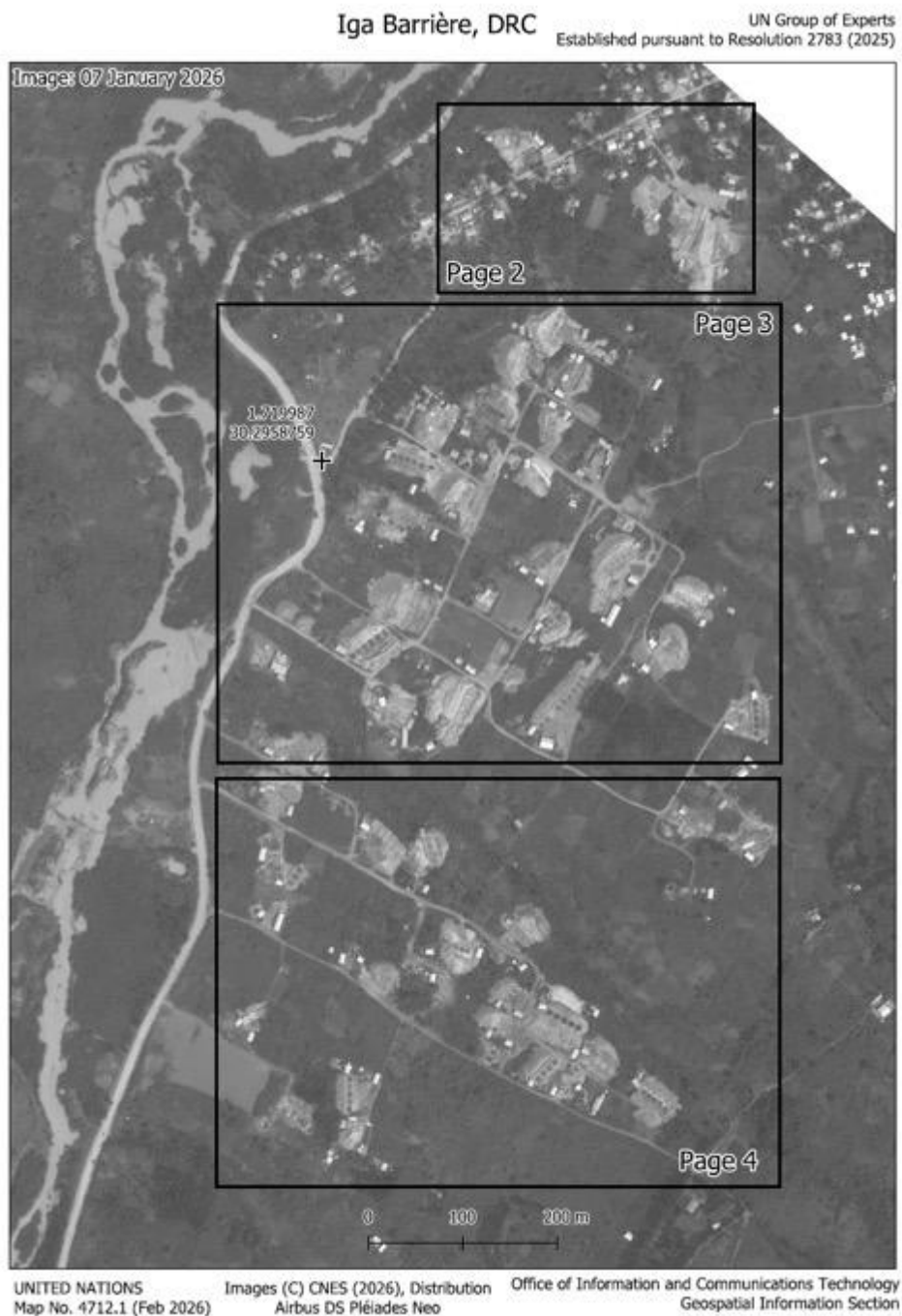
⁴⁴⁶ https://minamataconvention.org/sites/default/files/documents/national_action_plan/RDC-NAP-2021-FR.pdf.

⁴⁴⁷ Mining officials.

Annex 62 (para. 207)

Satellite imagery of cyanide leaching operations near Iga Barrière

Images satellitaires des opérations de lixiviation au cyanure vers Iga Barrière



UN Group of Experts
Established pursuant to Resolution 2783 (2025)

Iga Barrière, DRC



Page 2

Office of Information and Communications Technology
Geospatial Information Section

Images (C) CNES (2026), Distribution
Airbus DS Pliades Neo

UNITED NATIONS
Map No. 4712.2 (Feb 2026)

UN Group of Experts
Established pursuant to Resolution 2783 (2025)

Iga Barrière, DRC



Images: 07 January 2026

Office of Information and Communications Technology
Geospatial Information Section

Images (C) CNES (2026), Distribution
Airbus DS Pliades Neo

UNITED NATIONS
Map No. 4712.3 (Feb 2026)

Annex 63 (para. 207)

A forensic production assessment of cyanide leaching operations

Analyse de la production fondée sur des indices matériels des opérations de lixiviation au cyanure

1. Introduction and summary

In cyanide leaching, crushed gold-bearing rock is mixed with a weak cyanide solution. The cyanide dissolves the gold out of the rock, releasing it into the liquid in a form that can be recovered.

To capture the dissolved gold, activated carbon is added to the solution. Gold sticks strongly to the carbon, so as the liquid flows past, the gold is absorbed onto the carbon grains, while the remaining waste rock and solution are removed.

Once the carbon is “loaded” with gold, it is separated from the slurry and treated with a hot chemical solution that washes the gold off the carbon. This gold-rich liquid is then processed further—typically by electrolysis or smelting—to produce metallic gold. There are currently three installations in Bunia where gold can be recovered from the activated carbon, although smuggling of activated carbon to Uganda remains prevalent as well.⁴⁴⁸

This assessment presents a methodology for estimating gold production capacity of cyanide-leaching operations by analyzing accumulated tailings and associated processing infrastructure visible in high-resolution satellite imagery. Because spent tailings accumulate and are not normally removed, they provide a cumulative and unavoidable physical record of past production. The approach combines estimates of accumulated tailings volumes with throughput modelling. The throughput model is derived from measurements of leaching tank dimensions and operating cycles, and gives an indication of the volumes of spent tailings that are expected to be added per month. Cross-checking these two independent indicators strengthens the reliability of the estimates and provides an external means of assessing the production of leaching operations.

The assessment is based on detailed 3D-modelling of the accumulated spent tailing heaps that are deposited next to the leaching tanks. The modeling was inferred by combining data from high resolution satellite imagery with known physical properties of the tailings, which consist of fine-grained quartz sand. The model indicates that approximately 180,000 tons of tailings were treated by January 2026, with an average grade ranging between five and ten grams of gold per ton, potentially more under less conservative assumptions.

2. Accumulation analysis

In the facilities under consideration, tailings generated through cyanide leaching are deposited adjacent to the processing vats. Over time, these deposits constitute a cumulative record of all ore processed since the beginning of operations. This feature, while incidental to the operation, has the effect of significantly enhancing transparency. By estimating both the physical volume of the tailings and the average grade of the ore, it is possible to infer total gold extraction volumes over the operational period.

Satellite imagery provides clear delineation of the horizontal footprint of these tailings. The primary challenge therefore lies in determining heap height, and hence volume, from these two-dimensional images.

The tailings consist of fine-grained quartz sand. Granular materials naturally stabilize at a characteristic angle of repose, defined as the angle at which gravitational forces balance the internal frictional resistance of the grains. In other words, it is the natural slope along which loose sand settles without collapsing. Hence, if we know how wide the heap is and how steep loose sand naturally piles up, we can estimate how tall the heap must be.

For dry quartz sand, this angle typically approximates 34°. ⁴⁴⁹ This allows us to calculate the approximate height of the heaps using basic geometry: the height is equal to the horizontal run of the slope (i.e. the horizontal distance from the base of the slope to its edge) times the tangent of the angle of repose.

⁴⁴⁸ Civil society sources, mining officials.

⁴⁴⁹ See for instance: [H.M. Beakawi Al-Hashemi, O.S. Baghabra Al-Amoudi, A review on the angle of repose of granular materials, Powder Technology 330 \(2018\), p.399.](#)

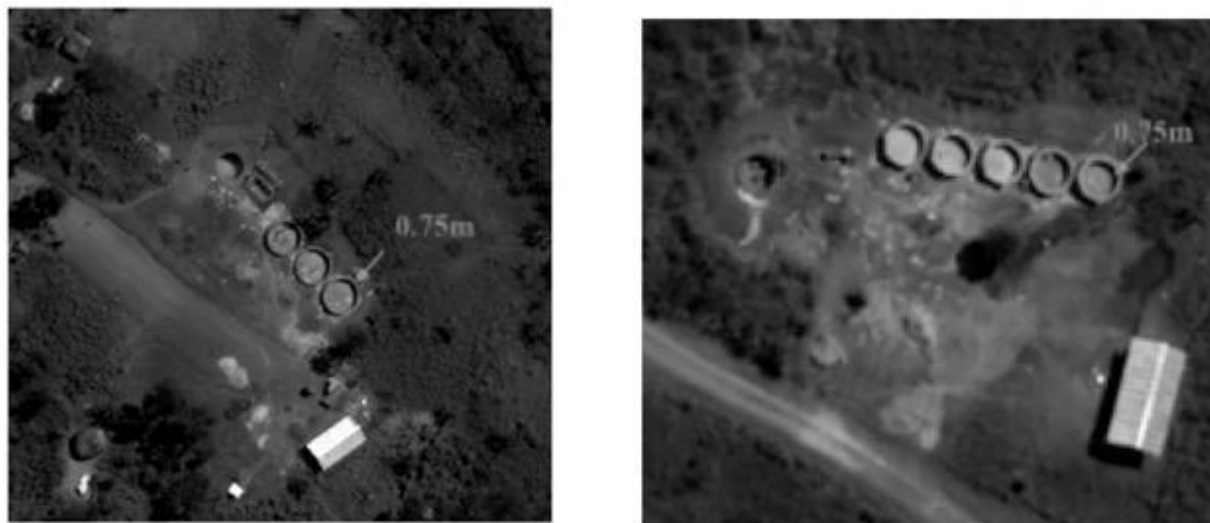
These estimates are approximate and intentionally conservative. This methodology provides a reasonable approximation for constructing three-dimensional models of the tailing heaps, but several limitations remain. The angle of repose may deviate from standard values, as the grain size and consistency of the quartz-rich tailings are not precisely known. Humidity of the spent tailings can also influence the angle of repose, although the tailings accumulated along the slope have typically dried out under direct sunlight. In addition, the heaps are often irregularly shaped, making contour delineation more challenging and introducing a degree of subjectivity into the modelling. Finally, the satellite imagery might contain off-nadir and terrain-related distortions, leading to some geometric inaccuracies.

2. Throughput analysis

In addition to the accumulation analysis whereby we calculate the total historical volume of processed ores via the geometry of the tailing heaps, we can also conduct a throughput analysis. Hereby the monthly processing capacity of the operation is calculated based on the dimensions and count of active treatment vats.

The maximum throughput of a cluster of leaching vats depends on the volume of the treated ore per vat and the duration of a treatment. Based on interviews with industry insiders, one treatment cycle at the Iga Barriere operation takes 14 days, excluding filling and emptying the tank.⁴⁵⁰

The volume of treated ore depends foremost on the volume of the tanks. For the tank volume, we need their diameter and depth. Tank diameter can easily be measured using high resolution satellite imagery, such as 30cm Airbus Neo Pleiades. To establish the depth of the tanks, satellite imagery can also be used by means of the shadow method. Hereby we look at the length of the shadow cast by the sun inside empty tanks. More specifically, the depth of the tank will be equal to the length of the shade times the tangent of the sun's elevation angle.



Images: © Airbus, 16.05.2023

On these images (Airbus, 16.05.2023), one can measure the length of the shade cast in the leaching vats to be approximately 0.75 meters. The sun elevation was 64.24°

$$depth = 0.75m \times \tan(64.24^\circ) \approx 1.5m$$

The tanks on the left of each image are visibly deeper, though they are not used to treat ore, but rather to collect and treat the gold-containing solution after leaching.

A depth of 1.5 meters is logical as the sand is shoveled out of the tanks by hand after treatment.⁴⁵¹ Deeper leaching tanks would therefore be highly impractical. Typical tank depth was further confirmed by analyzing other high resolution satellite

⁴⁵⁰ Mining officials, researchers, civil society actors.

⁴⁵¹ Mining officials, researchers, civil society actors and satellite imagery analysis.

imagery (Airbus January 2026) and by interviews.⁴⁵² An estimated two-thirds of the volume of the tank is filled with dry ore.⁴⁵³

3. Cross-checking and validation of model

To ensure the robustness and credibility of the production-estimation framework, a systematic cross-checking and validation process was applied. This process compares the theoretical maximum throughput of a cluster of leaching tanks with the 3D-modeled volume of the adjacent accumulated tailing heap. By analyzing multiple clusters and time periods, the method assesses whether observed tailings volumes fall within the expected range of throughput.

The following calculations apply the same basic method repeatedly across different clusters to test whether observed tailings volumes are consistent with plausible processing capacity. This dual-track validation serves to confirm the internal consistency of the model and to identify any anomalies requiring further investigation. It provides a transparent, repeatable mechanism for verifying production estimates.

Cluster 1

Throughput analysis



Images: © Airbus: May 2023 (left), April 2024 (center), August 2025 (right)

The maximum throughput of each these leaching tanks (6m diameter) per month is :

$$r^2 \times \pi \times d \times 65\% \text{ dry tailing content} \times 2 \text{ cycles} = \text{monthly volume per tank}$$

$$(3m)^2 \times \pi \times 1.5m \times 65\% \times 2 \text{ cycles} = 55.1m^3$$

Low resolution satellite imagery from Planet Labs PBC indicates that the cluster started operating in July 2023, when light, high-contrast quartz sand becomes visible and the footprint of the installation increases.

Between July 23 and April 2024, when the second high resolution image was taken, the maximum combined throughput of these tanks was :

$$55 m^3 \times 3 \text{ tanks} \times 9 \text{ months} = 1485 m^3$$

Between April 2024 and August 2025, the maximum combined throughput was:

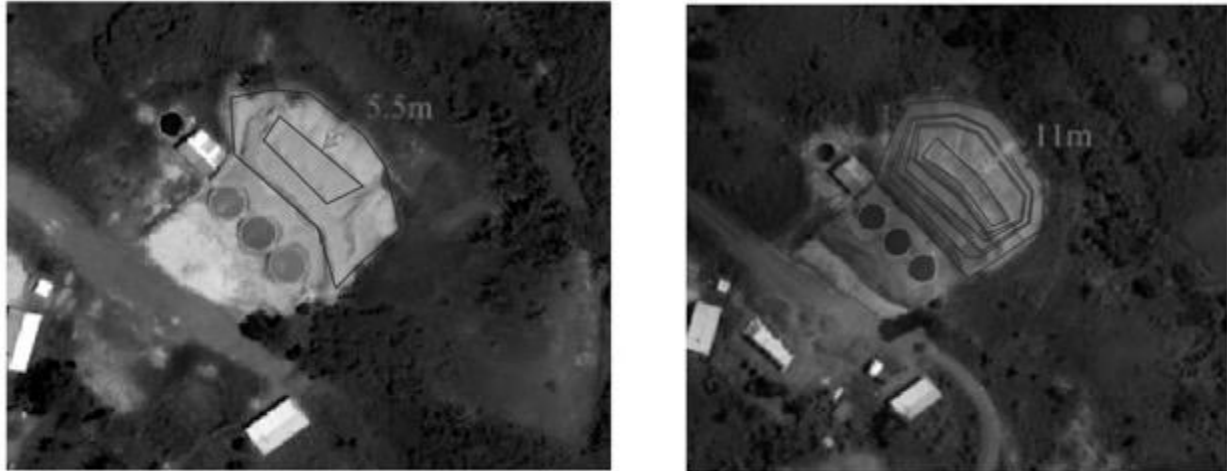
$$55 m^3 \times 3 \times 16 = 2640 m^3$$

Accumulation analysis

When assessing the accumulated tailings for the April 2024 and August 2025 image respectively, we estimate the height by multiplying the horizontal run of the slope times the tangent of the angle of repose.

⁴⁵² Ibid.

⁴⁵³ Published studies report lower dry-weight fractions (40%) under faster processing conditions (i.e. days rather than weeks), these are hence not directly comparable to conditions in the operations in Iga Barrière. A higher proportion of dry-weight is expected in prolonged vat leaching, making a two-thirds assumption conservative in the absence of clearer operational data.



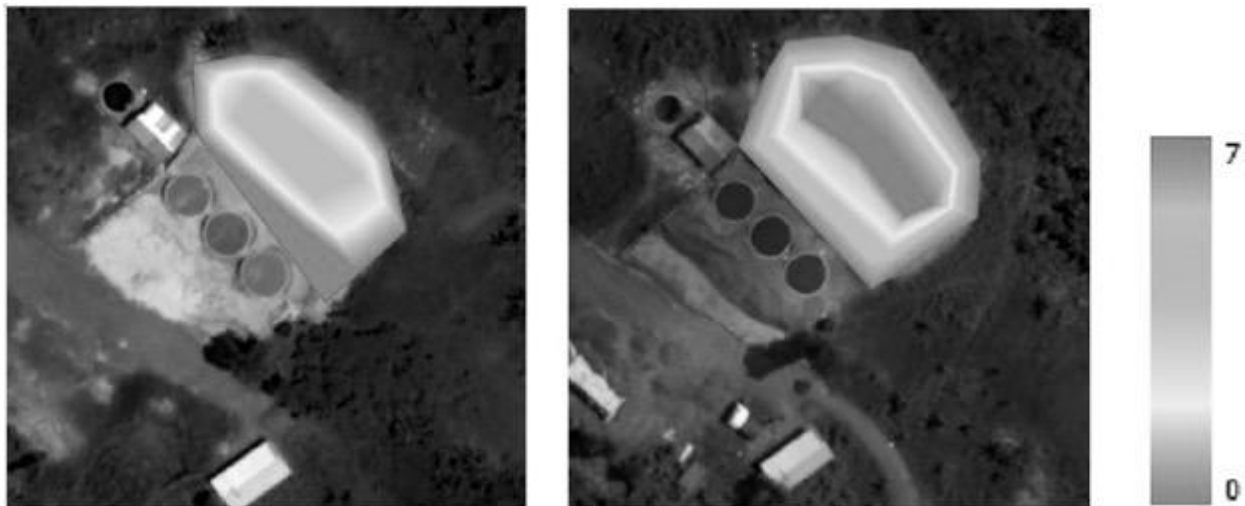
Images: © Airbus, April 2024 (left) and August 2025 (right)

For the April 2024 image, this is: $5.5m \times \tan(34^\circ) = 3.7m$

For the August 2025 image, this is: $11m \times \tan(34^\circ) = 7.5m$

Using QGIS, contours are manually digitized based on estimated slope heights, after which a 3D model is generated using the Triangular Irregular Network (TIN) tool. The Raster Surface Volume tool calculates the volume of the modeled tailings heap.

This gives the following results:



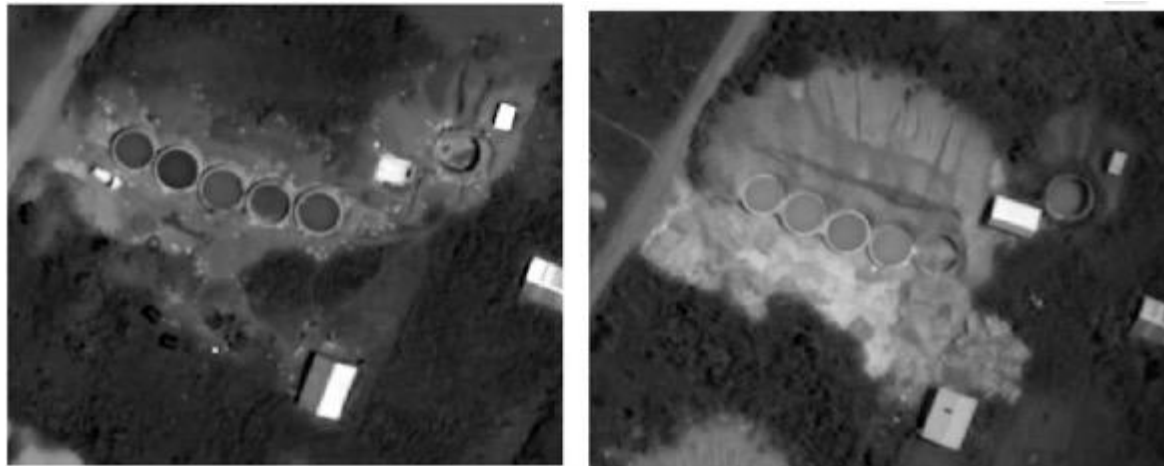
Images: © Airbus, April 2024 (left) and August 2025 (right)

	Maximum accumulated throughput (m^3)	Measured volume of tailings heap (m^3)	Measured/max throughput
April 2024	1485	1100	75%
August 2025	4125	3300	80%

The observed increase in tailings volume, equivalent to approximately 75–80 per cent of the maximum theoretical throughput, falls within the expected range. Variance from the maximum can be explained by the manual emptying and refilling of tanks between 14-day leaching cycles and the time required to source input material. The assumed two-thirds dry-material capacity per tank is also an estimate.

While this alignment provides initial validation of the model, further corroboration is required to ensure that the consistency observed is not coincidental and that the methodology remains reliable across all observed leaching operations. We will therefore assess three more randomly selected clusters that showed continuous operation during the period observed with high resolution satellite imagery.

Cluster 2



Images: © Airbus, April 2024 (left) and August 2025 (right)

The above images show a time comparison between April 2024 and August 2025. Low resolution imagery from Planet Labs indicates that production commenced mid-July 2024.

Using the aforementioned formulas, we calculate the maximum throughput of ore during that period, for a tank with measured diameter of 5 meters.

$$(2.5m)^2 \times \pi \times 1.5m \times 65\% \times 2 \times 13 \text{ months} = 498m^3$$

For five vats the total maximum throughput in that period is approximately 2500 m³

We will again calculate the volume of the accumulated tailings heap. The horizontal run of the slope (with visible gullies formed by rain) is 9m, with a resulting estimated height of around 6 meters.

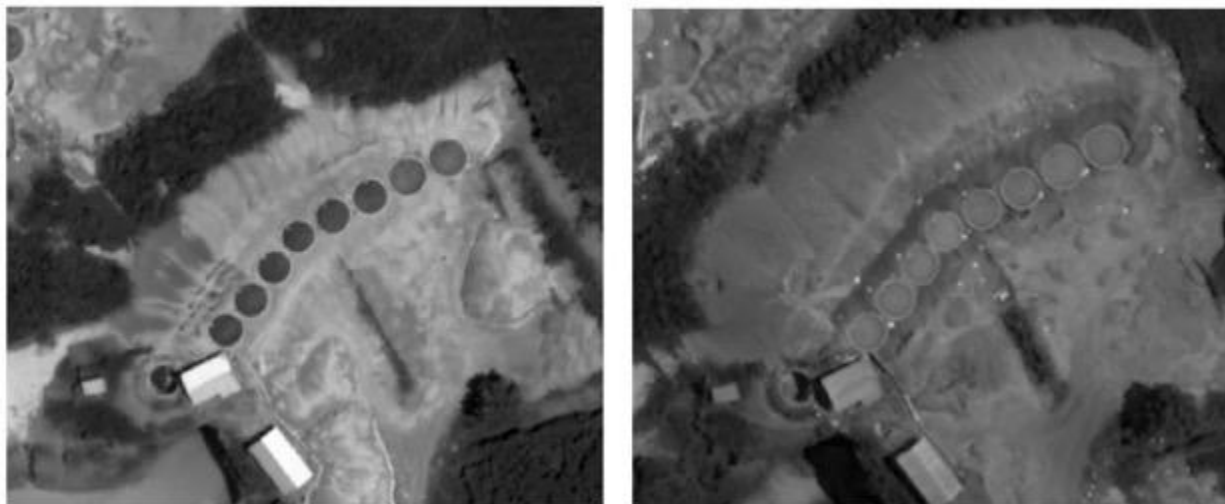


The calculated volume of the tailings heap is 2100 m³. This will be 50-100 m³ less, as the northern slope of the constructed laterite hill on which the tanks are located (see April 2024 imagery) is covered by the tailings heap.⁴⁵⁴

	Maximum accumulated throughput (m ³)	Measured volume of tailings heap (m ³)	Measured/max throughput
August 2025	2500	2100	80-85%

This demonstrates again a good correspondence between the accumulation and throughput analyses.

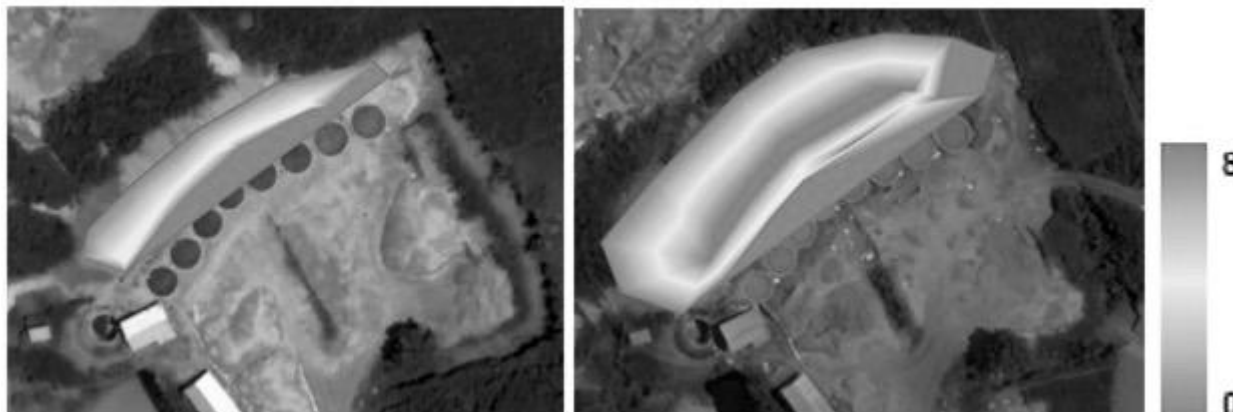
Cluster 3



Images: © Airbus, April 2024 (left) and August 2025 (right)

There are four tanks with a 5m diameter and four with a 6m diameter. This gives a total maximum monthly throughput of 373 m³.

⁴⁵⁴ For the constructed laterite slope, a 45° slope is assumed. Consequently, we can calculate its volume (V) by the following formula: $V = [(horizontal\ run)^2 \times length] / 2$.



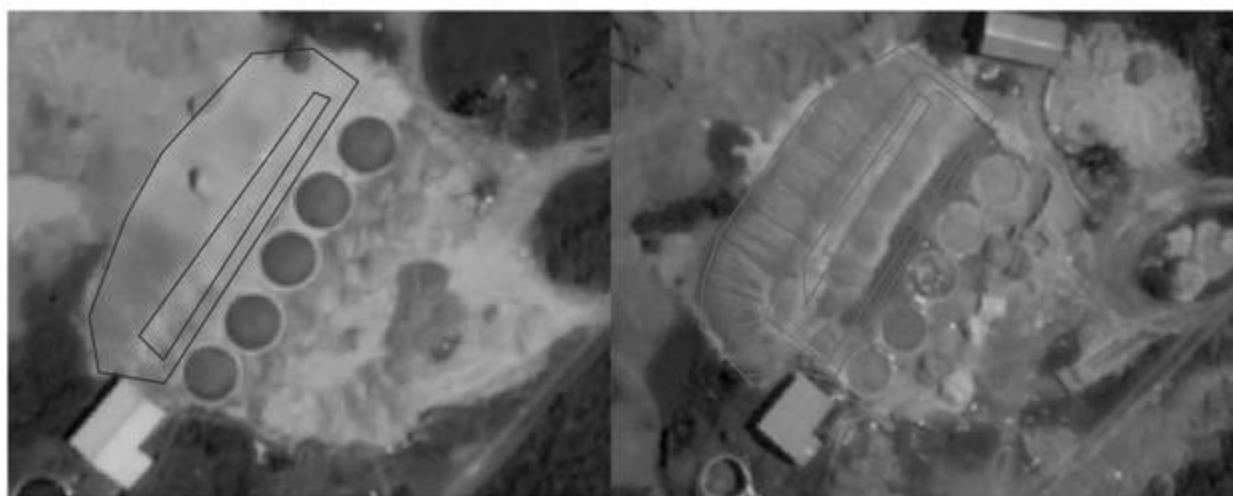
Images: © Airbus, April 2024 (left) and August 2025 (right)

We again make a 3D model of the approximative volume, with a calculated height of around 4 meters in April 2024 and of 8 meters in August 2025. Based on Planet Labs PBC imagery, the first processed tailings were deposited mid-February 2024.

	Maximum accumulated throughput (m^3)	Measured volume of tailings heap (m^3)	Measured/max throughput
April 2024	932.5	900	96%
August 2025	6900	6000	87%

The measured tailings volume is likely slightly overstated, as a constructed laterite slope probably underlies part of the heap, although no imagery is available from the time of construction to confirm its dimensions.

Cluster 4



Images: © Airbus, April 2024 (left) and August 2025 (right)

There are 5 tanks with a diameter of 5.5 meters. Each tank has a maximum throughput of $46 m^3$, giving a combined total of $230 m^3$ per month.

The estimated height of the heaps is 4 and 7 meters respectively. The calculated volume of the accumulated tailings in April 2024 is 900 and in August 2025 $3500 m^3$.

For the period between April 2024 and August 2025, we have a maximum theoretical throughput of 3680 m^3 . The increase in estimated volume for that time is 2600 m^3 . This represents 71% of the maximum.

Validation of model

Across the four assessed clusters, the model demonstrates coherent and credible alignment between theoretical throughput and measured tailings volumes, providing strong initial validation of the methodology.

Certain limitations remain: maximum operational throughput is lower in practice due to the time required to empty, clean, and refill leaching tanks in between cycles. Terrain effects, such as constructed laterite platforms or natural downward slopes, cannot be fully incorporated into the volumetric modelling. Taken together, the results indicate that, despite these constraints, the methodology provides a reliable and sufficiently robust basis for assessing production volumes.

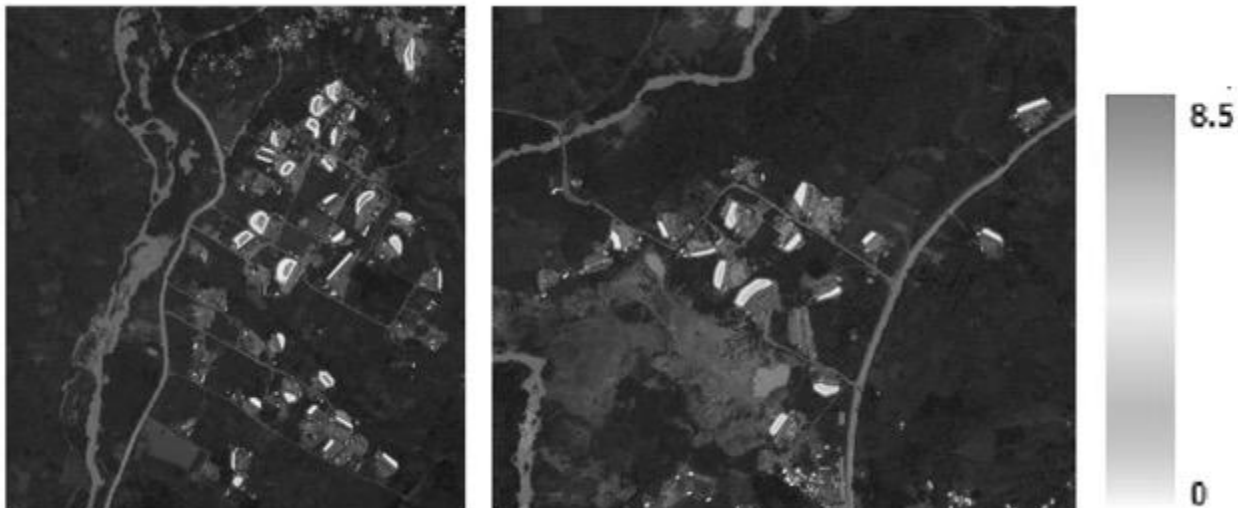
4. Generalization to entire production in cluster since 2023

Having confirmed that the method yields consistent results across multiple independent clusters, it is reasonable to apply the same conservative approach to all observed tailings heaps.

We proceeded to apply the same approach to the full set of tailings heaps associated with the leaching operation. 45 heaps were modeled in total. For each heap, we first inferred the approximate height by measuring visible slope features and manually delineating contour lines. This then provided the basis for constructing a three-dimensional surface using the TIN interpolation and Raster Surface Volume tools in QGIS.

It should be noted that, according to mining officials, the maximum height attained by these heaps is around 8 meters, which corresponds to the maximum height observed in our 3D-generated model. This provides additional validation of the latter.

While this process enables a structured and replicable volumetric estimation, it necessarily contains a degree of subjectivity in the placement and spacing of contour lines; in all cases, a conservative approach was adopted to avoid overestimation. Additionally, some tailings heaps lacked a clearly visible slope or exhibited irregular geometries that prevented reliable 3D modelling. These were hence not modelled. As a result, the calculated aggregate volume of tailings should be interpreted as a lower-bound estimate of total processed material since the start of operations.



Images: © Airbus, January 2026

The total calculated volume of the tailing heaps is approximately 120,000 m^3 . Given the specific density of quartz sand tailings, this corresponds to about 180,000 tons.

5. Indications of grade and total accumulated production estimates

To estimate total gold production, we combine the calculated tailings volume with estimates of average gold grade. Available qualitative evidence suggests that the material processed has a wide range of grades: ore purchased for cyanidation reportedly contains a minimum of 3–5 g/t, with 10 g/t considered to be a ‘decent’ working grade. Interviews and tailings-purchase price indications further imply that certain batches may have significantly higher grades, in some cases exceeding 20 g/t and exceptionally even reaching values up to 40 g/t.⁴⁵⁵

The information at hand is insufficient to derive a reliable grade distribution. In line with a precautionary analytical approach, two scenarios are therefore adopted: a baseline lower-bound scenario of 5 g/t, reflecting the minimum plausible average grade, and a conservative upper-bound scenario of 10 g/t, representing a cautious estimate of maximum average grade.

$$180,000 \text{ tons} \times \frac{5g}{\text{ton}} = 900 \text{ kg}$$

$$180,000 \text{ tons} \times \frac{10g}{\text{ton}} = 1,800 \text{ kg}$$

Based on the estimated accumulated tailings volumes and the assumed grade scenarios, total gold production since the onset of operations is estimated to be around one to two tons of gold, with the possibility of higher outputs under less conservative assumptions.

Recovery rates, i.e. the percentage of contained gold that gets effectively extracted, vary primarily with operator skill. Experienced chemists—often recruited from Tanzania or Kenya—can achieve recovery rates exceeding 95 per cent, consistent with both published literature and anecdotal observations from the operations at Iga Barrière. Recovery efficiency, however, tends to decline as vat size increases, due to less effective mixing and reduced control over process conditions.

6. Maximal theoretical processing capacity and monthly gold production

In January 2026, a total number of 338 tanks were observed, with an estimated average capacity of 27 m³ of ore each. In theory, this would give a maximum processing capacity of 9,126 m³ of tailings per month, corresponding to around 70 – 140 kg of gold per month (assuming an average grade of 5 – 10g/t and 1.75 cycles per month, effective recovery rate not taken into account).

Diameter (m)	Number of tanks	Approx. volume of contained ore (m3)	Approx. weight of ore per treatment per tank
4	16	12.25	18.5t
5	64	19.1	29t
6	188	27.5	41.3t
7	70	37.5	56.3t
	Total: 338	Weighted Avg: 26.9	

Estimating gold output by simply multiplying the number of tanks by their theoretical maximum processing capacity would result in a substantial overestimate of both current and past monthly production, particularly when viewed against the total gold yield inferred to date. While processing capacity has expanded rapidly over the past two years through the construction of additional tanks, satellite imagery and qualitative reporting indicate that clusters of tanks gradually fall into disuse, in part due to the accumulation of spent tailings around processing sites. In addition, it cannot be assumed that sufficient feedstock is continuously available to keep all tanks operating at full capacity at any given time.

In the following section, we will therefore make an estimate of the effective average utilization rate of installed capacity. Rather than assuming all tanks operated continuously at full capacity, we compare expected output under that assumption with actual accumulated tailings. This will allow us to give a better estimate of past and current monthly outputs.

7. Estimation of capacity utilization

⁴⁵⁵ Mining officials, civil society actors.

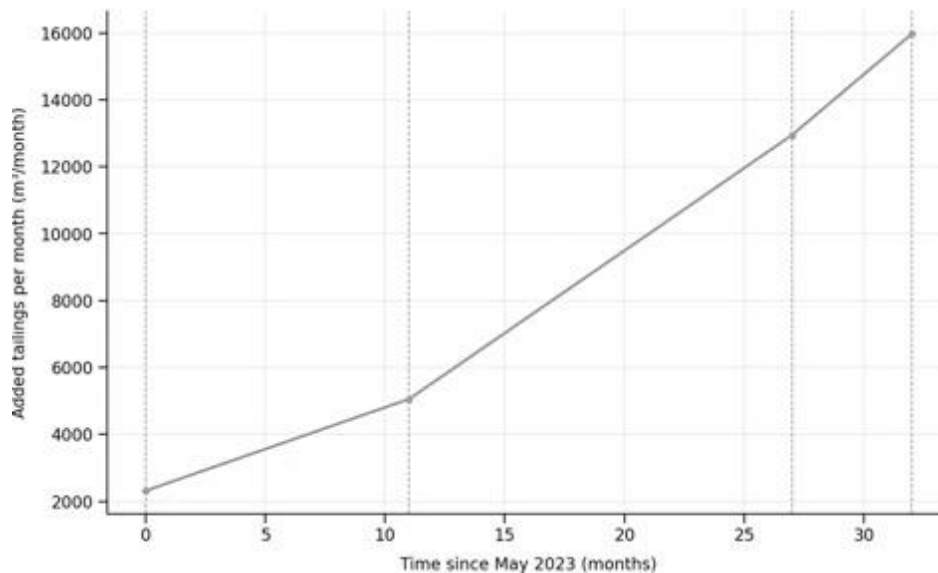
Based on the observed number of tanks at four points in time between May 2023 and January 2026, we reconstruct how processing capacity at the facility evolved by assuming that tanks were added at a steady rate between each observation. This is supported by the roughly linear increase in number of vats observed at intervals during the period under consideration (see graph below). Using an average tank capacity of 27 m^3 and an operating rate of 1.75 processing cycles per month ($=47.25 \text{ m}^3/\text{month}$), we estimate the expected monthly production of depleted tailings as a function of the number of tanks in operation at any given time.

	Month number (t)	Observed number of tanks (N)	Inferred monthly increase in tanks between observations
May 23	0	49	
			5.3
March 24	11	107	
			10.4
August 25	27	274	
			12.8
January 26	32	338	

Let $N(t)$ denote the number of tanks in operation at time t (measured in months since May 2023), as reconstructed from the observed tank counts. If, as mentioned above, each tank produces on average $q = 47.25 \text{ m}^3$ of depleted tailings per month, the monthly tailings generation rate can be written as:

$$R(t) = q N(t)$$

The graph below shows the expected monthly increase in spent tailings volume, at full capacity utilization:



The maximum volume of tailings accumulated over the study period is then obtained by integrating this monthly rate over time:

$$T_{\text{expected}} = \int_0^{32} R(t) dt.$$

The integral can be evaluated exactly by summing the trapezoids formed between consecutive observation points:

$$T_{\text{expected}} = q \sum_i \frac{N_i + N_{i+1}}{2} (t_{i+1} - t_i),$$

where (t_i, N_i) denote the observed tank counts and their corresponding times.

Applying this formula yields an expected cumulative tailings volume of approximately 258,000 m³ by January 2026, assuming continuous full-capacity operation throughout the period under consideration.

In contrast, the satellite-based volumetric estimates indicate only about 120,000 m³ of accumulated tailings. This discrepancy suggests an effective capacity utilization coefficient of a little under 50%.

This is an approximation as in addition to the assumptions in this section, not all tailings heaps have been modelled and the limited amount of tailings produced prior to May 2023 has not been included.

8. Estimated monthly gold output

Based on a total of 338 tanks and a long-term capacity utilization coefficient of fifty percent, we get an estimated monthly throughput of around 4500 m³ (9,126/2) or 6750 tons in January 2026.

With an average grade of 5 – 10 grams of gold per ton, this gives a total of around 30 to 70 kg per month (not taking into account the effective recovery rate).

It should be noted, however, that according to the sources consulted, stocks of high-grade historical and artisanal tailings in the vicinity of Iga Barrière appear to be increasingly depleted.⁴⁵⁶ Operators have reportedly experienced growing difficulties in securing sufficient feed material, and accepted grades are said to have declined toward the 3–5 g/t range. These factors suggest that actual production is likely closer to the lower end of the estimated range.

At first sight, the fairly low capacity utilization seems to be at odds with the aggressive increase in processing capacity that has been observed. This can presumably be explained in part by (1) competition between operators, who want to secure and process as much of the limited high-grade feed-stock as possible, as well as by (2) tailing heaps becoming too high to be practical in use at around eight meters, leading to their being abandoned.

Integrating the estimated production rate $R(t)$ over the period $t=20$ to $t=32$ yields an expected maximum output of approximately 150,000 tons of tailings for 2025. Dividing this by the cumulative integral of approximately 258,000 tons over the full study period indicates that roughly 60 per cent of total production took place in 2025.

⁴⁵⁶ Mining officials and civil society actors.

Annex 64 (para. 209)

Cyanide leaching installations at Mabanga

Installations de lixiviation au cyanure à Mabanga

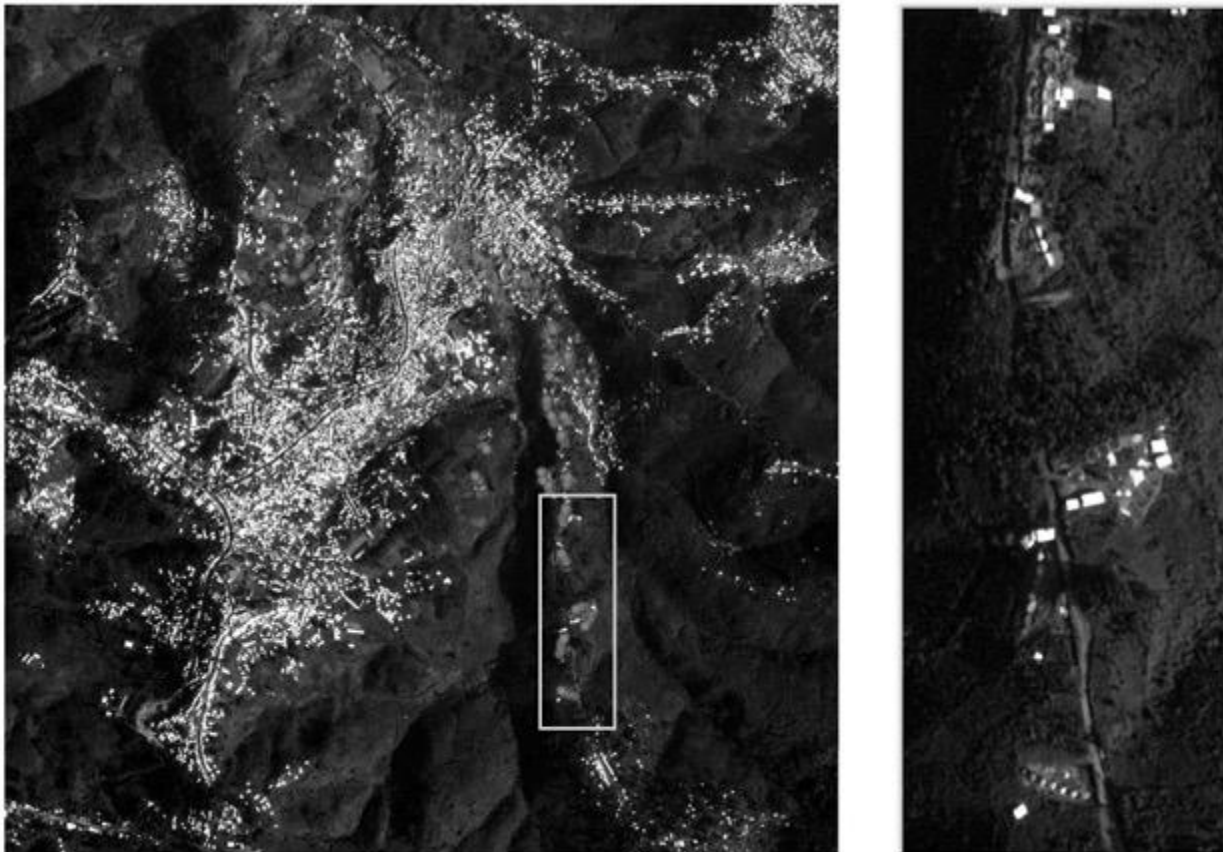


Image: © Planet Labs PBC, February 2026

Note that the detailed image of the tanks indicates little to none accumulated tailings and that these were hence very recently constructed.

100 tanks are observed, with dimensions and built very similar to the operations in Iga Barrière. Assuming the same average tank volume and duration of processing cycles, we have a maximum monthly throughput capacity of around 5,000 m³. This indicates a maximum gold yield of 25 – 50 kg, assuming an average grade of 5-10 g/t. In practice, production will be considerably less as explained in detail in annex 63.

Annex 65 (para. 209)

Cyanide leaching installations in Mongbwalu (Sayo – Nzebi area) and Pluto

Installations de lixiviation au cyanure à Mongbwalu (Sayo – Nzebi) et Pluto

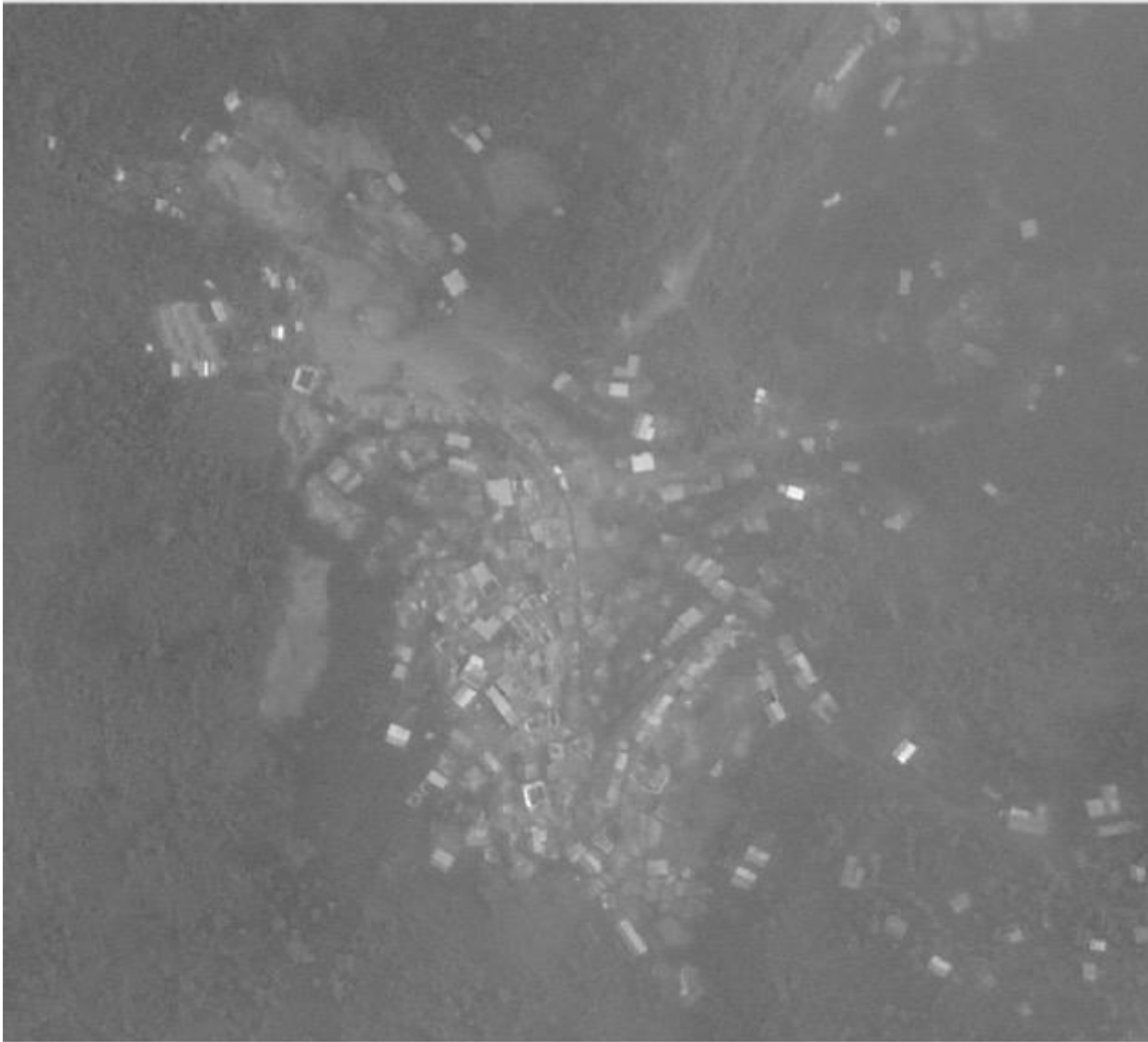


Image: © Planet Labs PBC, April 2026

Note that most of the leaching “tanks” are not constructed out of concrete or cement, but rather excavated pits with yellow tarps.



Cyanide leaching operation in Pluto. Image: © Google Earth/Airbus, March 2025

Annex 66 (para. 212)

Analysis of 2025 Ugandan gold exports and imports

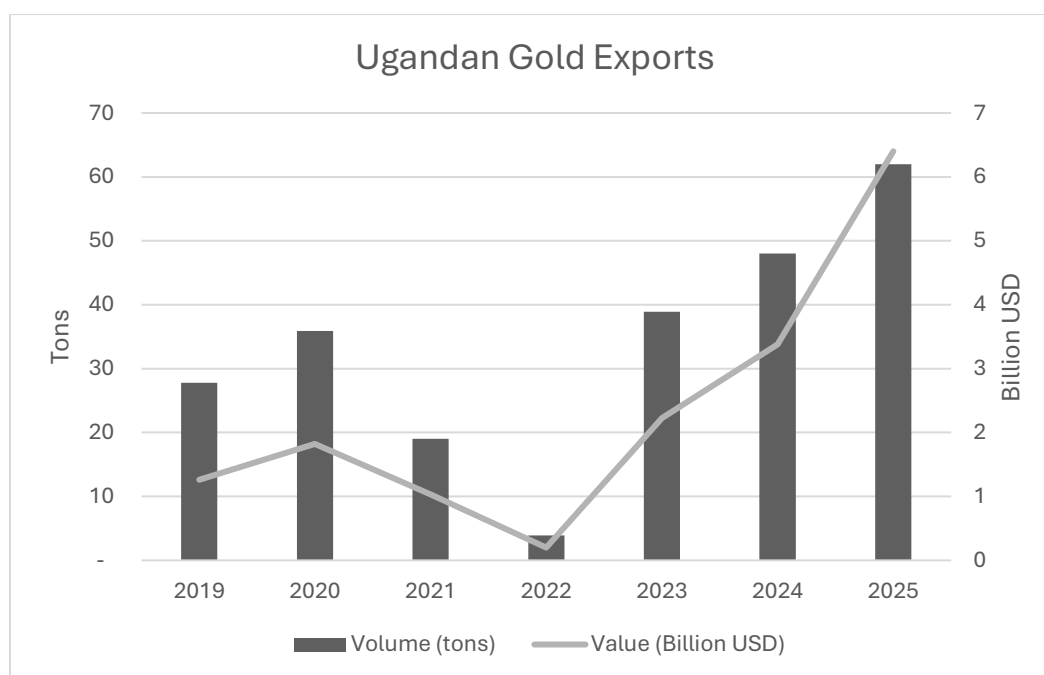
Analyse du commerce extérieur d'or ougandais en 2025

Ugandan authorities declared that gold imported in 2025 originated primarily from Tanzania and South Africa, with smaller volumes reported as originating from Ghana, Burkina Faso, Cameroon, Mali, Zambia, and Kenya. However, the official trade data of these countries do not declare any gold exports to Uganda over the past years⁴⁵⁷ – whereas they did declare significant exports to other countries.

The trade data implies approximately eight tons of gold exports from domestic origin, representing a four-fold increase since 2024. This increase in domestic production is not supported by any documented developments in Uganda's gold mining sector.

Consequently, the origins of most gold exported from Uganda in 2025 is not corroborated by any available trade data. This underscores the need for enhanced oversight of Uganda's gold trading and refinery sector, as well as strengthened due diligence measures for companies sourcing through Uganda.

1. Evolution in Ugandan gold exports



Source: Bank of Uganda

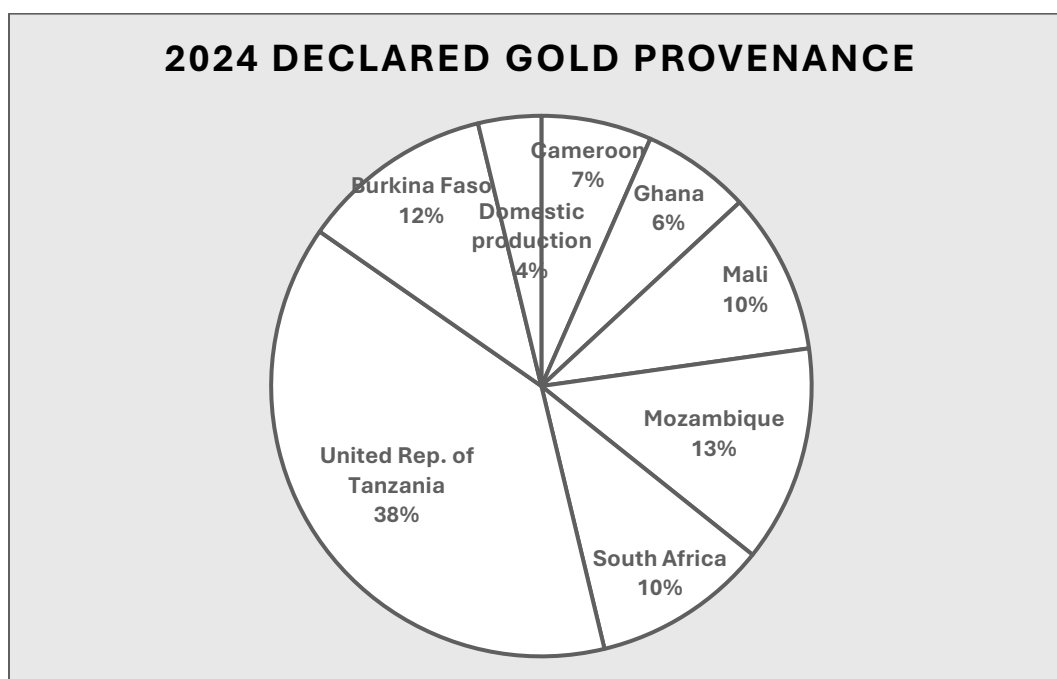
In 2025, the Bank of Uganda reported record levels of gold exports for the third consecutive year, reaching 62 tons, valued at USD 6.4 billion. This annex will analyze the reported origins of this gold by drawing on official trade data from Uganda and its trade partner countries.

⁴⁵⁷ Since 2021, only Tanzania reported gold exports to Uganda. These took place in 2021 and 2022, with a total of 175 kg.

Two key inconsistencies motivate this analysis. First, the gap between Uganda’s reported gold exports and imports increased sharply in 2025, without any corresponding increase in domestic production. Second, the reported origins of gold imports are not supported by mirror export data from any of the partner countries. Taken together, these imply that Uganda’s gold export boom is driven by external supply chains that are not accurately captured in official trade statistics.

The estimates should be interpreted as indicative ranges rather than precise point values.

2. Reported gold provenance in 2024



Source: UN COMTRADE and Bank of Uganda

According to UN Comtrade data reported by Uganda, gold imports in 2024 were primarily attributed to Tanzania, South Africa, Mozambique and Burkina Faso, with the Democratic Republic of Congo (DRC) notably absent. Using these data, the difference between declared imports and exports implies residual (“implied domestic”) production of approximately 1.8 tons. However, this estimate is sensitive to the data source used. When reconstructing imports based on Bank of Uganda (BoU) direction-of-trade data for 2024, the residual increases to around 3 tons.

These inconsistencies highlight structural discrepancies between COMTRADE and BoU statistics and suggest that neither dataset fully captures Uganda’s reported gold trade flows.

3. Analysis of reported gold provenance in 2025

At the time of writing, UN COMTRADE had not yet published Uganda-reported trade data for 2025. In addition, the trade reports published by the Bank of Uganda (BoU) do not disaggregate trade with partner countries by commodity code. This poses methodological challenges in assessing the likely provenance of gold for 2025. These are addressed by combining several estimation approaches, selected based on (1) the nature of the trade relationship between Uganda and the specific partner country, and (2) complementary official data where available.

Mozambique, Mali, Burkina Faso and Cameroon

Using UN COMTRADE data reported by Uganda, we identify non-gold imports from these countries in 2024 by deducting gold-related imports from total imports. For Mozambique, Mali and Burkina Faso, non-gold imports were negligible.⁴⁵⁸ For Cameroon and Ghana, non-gold imports were also very limited, amounting to approximately USD 400,000 and USD 1.5 million respectively.

Under a *ceteris paribus* assumption, 2024 non-gold import levels are used as a baseline and deducted from total imports from these countries as reported by the BoU in 2025 to estimate the gold component.

These estimates should be interpreted with caution. Non-gold imports from some of these countries are subject to occasional spikes, with Uganda for example having recorded aircraft imports from Mali in 2023. This may distort the baseline and affect the resulting estimates.

This gives the following results:

	Estimated gold imports 2025 (mio USD)
Mozambique (other)	493
Mali	203
Burkina Faso	491
Cameroon	296
Ghana	360
Total	1843

South Africa

South Africa has already reported its 2025 export data to UN COMTRADE, allowing for a direct separation between gold and non-gold flows. We therefore deduct South Africa's declared non-gold exports to Uganda from the total imports reported by the Bank of Uganda (BoU) to estimate the gold component.

USD 780 million – 108 million = USD 672 million

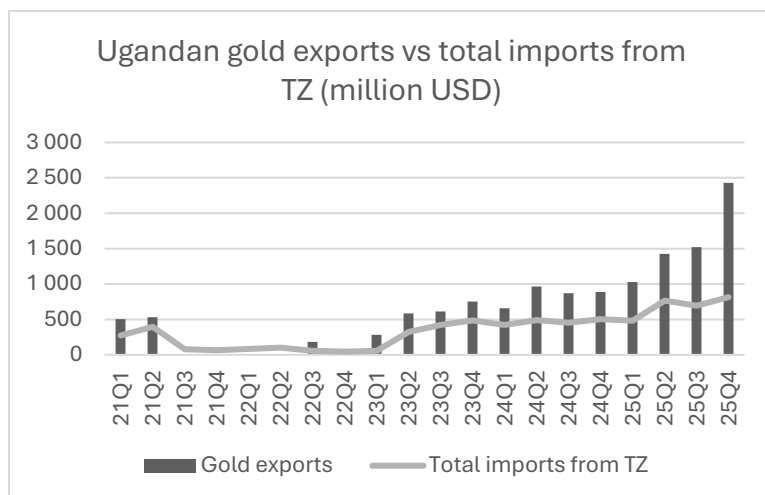
Tanzania

Estimating gold imports attributed to Tanzania presents the most significant methodological challenge. Unlike the previously discussed countries, Tanzania is both a major reported gold supplier and a significant source of non-gold imports, which are subject to substantial fluctuations.

Tanzanian-reported UN COMTRADE data indicates that non-gold exports to Uganda ranged between USD 264 million and USD 314 million over the 2021–2024 period, with an average of approximately USD 295 million. However, Uganda-reported COMTRADE data for 2024 suggests a substantially higher figure of USD 432 million for non-gold imports, highlighting inconsistencies between datasets.

To resolve this, we estimate non-gold imports from Tanzania using Bank of Uganda data, drawing on a natural experiment created by Uganda's gold export tax policy. In mid-2021, Uganda introduced a 5 percent export tax on refined gold, leading refiners to halt formal exports. This resulted in the collapse of official gold trade, accompanied by a rise in informal, hand-carried shipments. The tax was subsequently repealed with the adoption of the 2023 Mining and Minerals Act, after which official gold trade resumed rapidly. To illustrate this dynamic, the evolution of declared imports from Tanzania is shown below.

⁴⁵⁸ Mozambique is listed under "other African countries" in the BoU data.



Source: BoU

During the 2021–2023 tax period, both declared gold exports and imports from countries associated with gold supply chains declined sharply. As gold trade was effectively suppressed, this period provides a useful proxy for baseline non-gold imports.

BoU data for this period suggests that non-gold imports from Tanzania averaged approximately USD 300 million annually. This value is aligned with Tanzanian-reported COMTRADE data and therefore used as a baseline for estimating the gold component of Tanzanian imports in 2025.

As a result, an estimated USD 2757 million – 300 million = USD 2457 million of gold were officially imported from Tanzania in 2025.

Cross-check with aggregate mineral imports

To assess whether the sum of estimated gold imports from the identified partner countries corresponds to the total value of gold imports, we cross-check this aggregate against non-petroleum mineral imports reported by the Bank of Uganda (BoU). The BoU includes gold imports under this category, which also covers other mineral products such as cement and ores (HS codes 25 and 26). While the BoU category of non-petroleum mineral imports does not strictly correspond to HS codes 25, 26 and 7108, the close alignment between BoU totals and COMTRADE-based estimates suggests that, in practice, it is dominated by these categories in Uganda's case.

Based on COMTRADE data, these non-gold, non-petroleum mineral imports consistently amount to approximately USD 200 million per year. This is corroborated by BoU data for 2021–2022, when official gold imports were effectively suspended, as well as by 2024 Uganda-reported COMTRADE data, which recorded USD 211 million in such imports.

In 2025, the BoU reported USD 5,675 million in non-petroleum mineral imports. Assuming, *ceteris paribus*, that approximately USD 210 million of this total reflects non-gold imports, the remaining USD 5,465 million can be attributed to gold.

Comparing this estimate with the aggregated partner-country total of USD 4,972 million implies a residual of approximately USD 493 million. This residual likely reflects gold imports originating from partner countries not captured in the preceding analysis. The next section therefore examines potential origins of this remaining component.

Other potential source countries for 2025

Zambia

BoU-reported imports from Zambia increased from USD 21 to 244 million year-on-year. Historic COMTRADE trade data shows that previous spikes in imports from Zambia, such as in 2020, were not accompanied by an increase in non-gold imports from that country. Moreover, the yearly average non-gold imports are stable around 20 million USD.

We therefore conclude that, according to the official BoU data, Uganda presumably imported around USD 224 million in gold from Zambia over the course of last year.

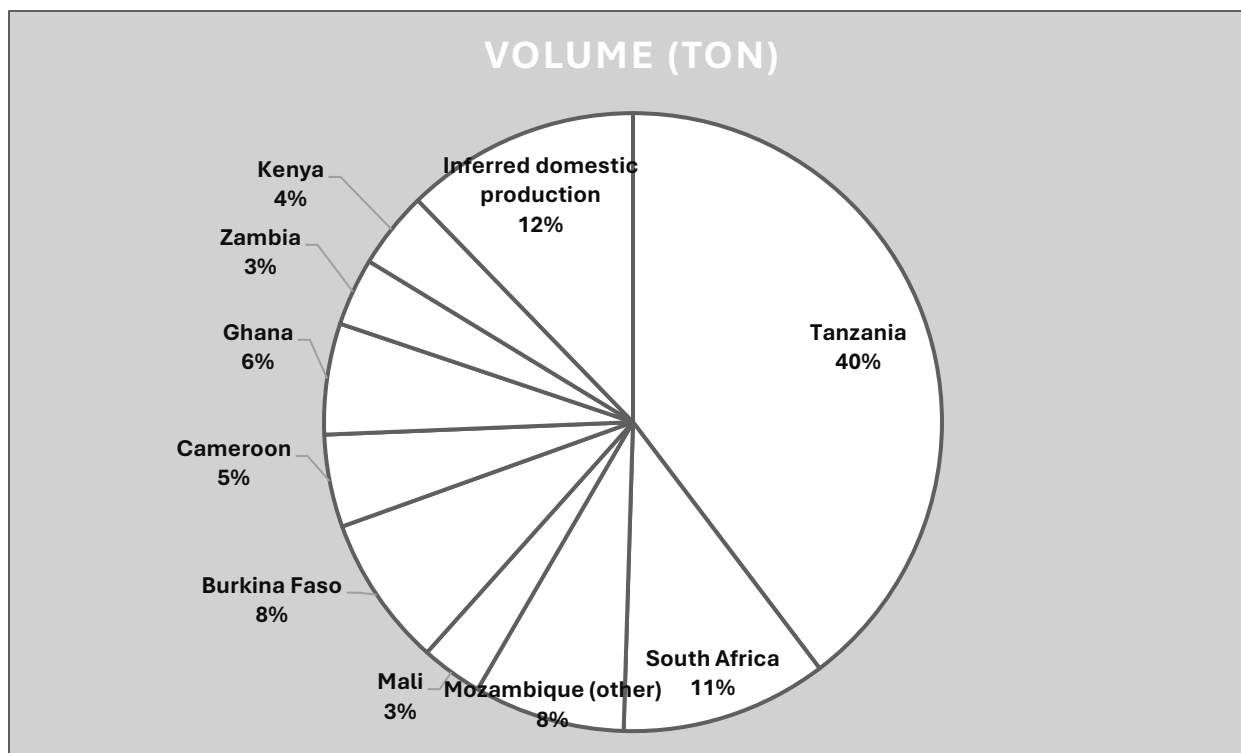
Kenya

A relatively small residual amount of approximately USD 250 million remains to be accounted for. According to Bank of Uganda direction-of-trade data, this could be attributed to imports from either Egypt or Kenya, or an increase in non-gold, non-petroleum mineral imports. A combination of these factors is of course also a distinct possibility. Given previous reported gold imports from Kenya of a comparable magnitude, Kenya emerges as the most plausible source. This assumption is therefore retained as a working hypothesis for the residual component of Uganda's gold imports.

Consolidated overview of reported origins

This gives the following estimated values for Uganda's 2025 official gold imports. An average price of USD 100 per gram is applied, approximating the observed average export price net of an estimated 3 percent deduction to account for transaction costs and refinery margins.

	2025 Value (mio USD)	2025 Volume (tons)
Tanzania	2457	24.6
South Africa	672	6.7
Mozambique ("Other African")	493	4.9
Mali	203	2
Burkina Faso	491	4.9
Cameroon	296	3.0
Ghana	360	3.6
Zambia	224	2.2
Kenya	249	2.5
Total Imports	5445	54.4
Residual / implied domestic production	760	7.6
Total exports	6400	62



4. Inconsistencies in Uganda's gold trade: residual growth and absence of mirror data

A notable feature of the 2025 estimates is the sharp increase in the residual (i.e. implied domestic production), which rises from approximately 2–3 tons in 2024 to around 7–8 tons in 2025. This change cannot be readily explained by developments in Uganda's domestic mining sector. The only significant addition to production capacity during this period was the commissioning of the Wagagai gold mine in August 2025, with an expected annual output of approximately 1.5 tons. Even assuming immediate full-scale operation, this increase is insufficient to account for the observed jump in the residual. This suggests that the additional implied domestic production is not the result of genuine mining output, but rather reflects unrecorded gold inflows or misrepresented import flows within the statistical system.

A second striking feature of the data is the complete absence of corresponding mirror export flows. None of the countries identified as sources of Uganda's gold imports report any gold exports to Uganda in their own statistics. Since 2021, only Tanzania has reported such exports, amounting to a total of just 175 kg across 2021–2022, which is negligible relative to the scale of Uganda's reported imports. This systematic absence of mirror data indicates that the importer-reported origins do not correspond to formally recorded trade flows.

This pattern is particularly revealing when viewed in the context of these countries' broader export activity. All identified partner countries are significant exporters of gold to established ASM destination markets, notably the United Arab Emirates and India, with annual export values reported in UN COMTRADE often reaching hundreds of millions or even billions of USD. This demonstrates both the scale of their production and their ability to record large formal export flows of ASM gold.

Against this backdrop, the complete absence of reported exports to Uganda cannot be explained by capacity or reporting limitations and instead points to a structural disconnect between physical regional supply chains and Uganda's reported import origins.

The simplest and most consistent explanation for these combined observations is that Uganda's gold refining sector is predominantly supplied by gold originating from eastern DRC, with these flows largely absent from, and misrepresented in, official trade statistics.

Annex 67 (para. 213)

Continued high production levels in Rubaya's coltan mines – satellite assessment

Niveaux de production élevés dans les mines de coltan de Rubaya – évaluation par satellite

1. Introduction

This annex presents a comparative analysis of high-resolution imagery of the hill situated to the south-east of Rubaya, Masisi territory, an area identified as hosting the majority of coltan production in North Kivu. The hill lies in exploitation permit PE16159, which, according to records of the *Cadastre Minier* (CAMI), is currently attributed to the *Société aurifère du Kivu et du Maniema* (SAKIMA).

The analysis uses three-dimensional (3D) rendered imagery obtained from Google Earth/Airbus, dated 14 March 2025, and a 3D surface model generated by the Group with Planet Labs PBC imagery acquired on 26 March 2026.

The Group produced the 3D model in QGIS using PBC Planet SkySat imagery, in combination with elevation tiles from Mapzen/Nextzen. The latter derives its tiles from open-source datasets, including NASA Shuttle Radar Topography Mission (SRTM). The Planet PBC Skysat imagery has a resolution of 50 cm, whereas the resolution of the elevation tiles is roughly 30 m. This is adequate for the purpose of our analysis, which is to visually assess temporal changes in mine site features.

Comparison of the two datasets indicates a marked increase in mining-related activity across several principal sites within the concession, most notably along the western flank of the hill, including the sites commonly referred to as D4 Gakombe and D2 Bibatama. While progressive excavation is consistent with ongoing extraction, the observed changes go beyond mere continuity and indicate a significant increase in level of activity.

In particular, the imagery shows:

- a discernible increase in the number and density of mining pits;
- a significant expansion of ore washing and processing areas;
- the rehabilitation and apparent reactivation of several water reservoirs that, in earlier imagery, appeared degraded or non-operational; and
- a significant increase in the number of dwellings and auxiliary structures within settlements located along the hill ridge.

Taken together, these indicators suggest a substantial intensification of mining and associated human activity within PE16159 during the period under review. The observations are consistent across multiple vantage points within the 3D model, as will be further detailed below.



Source: © Airbus/Google Earth, 14.3.25

The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations

2. D2 Bibatama

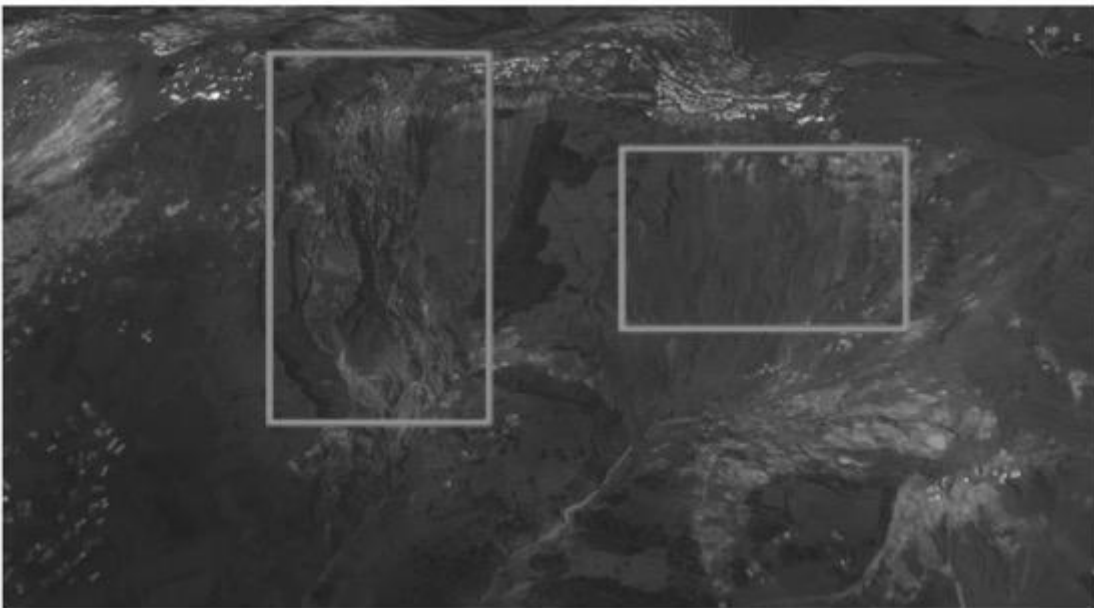
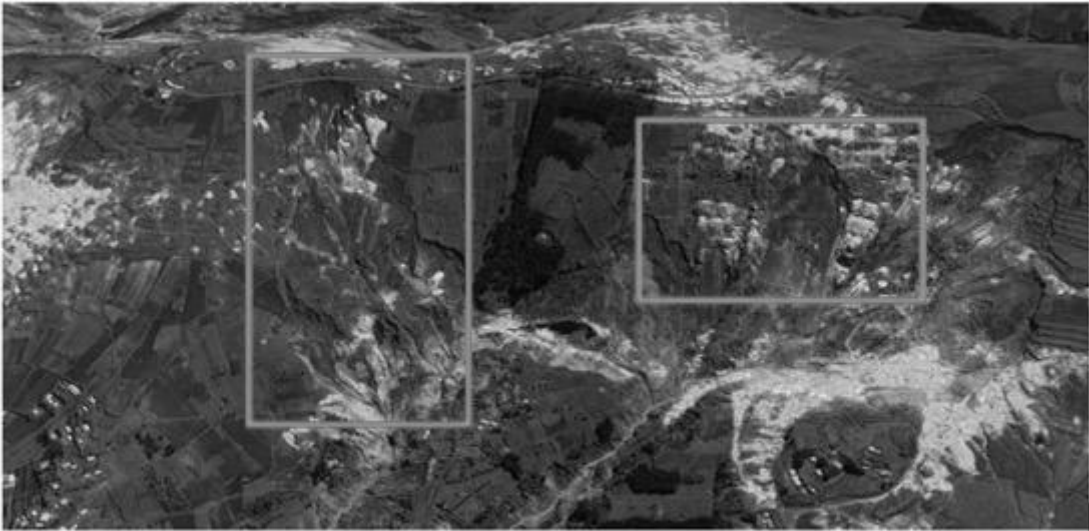


Image: © Airbus/Google Earth, 14.3.25 (top) and © 2026 Planet Labs PBC, 26.03.26 (bottom)

The comparative imagery shows strong increase in erosion and excavation of the hillside

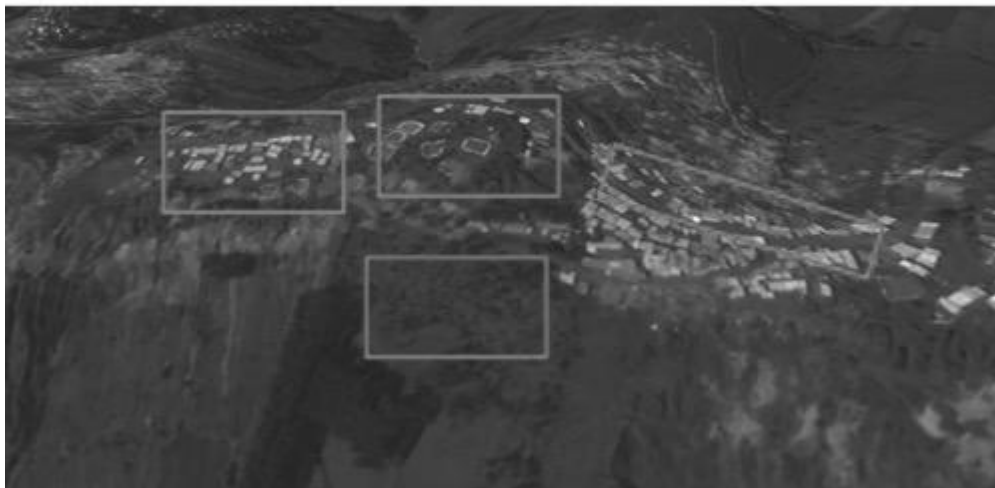


Image: © Airbus/Google Earth, 14.3.25 (top) and © 2026 Planet Labs PBC, 26.03.26 (bottom)

This imagery of the hill ridge above D2 Bibatama shows a significant increase in the number of dwellings on both the right and left of the image. In the middle, six large water reservoirs have been constructed. Part of the woods has also been logged, presumably to be used as construction material.

3. G4 Gakombe

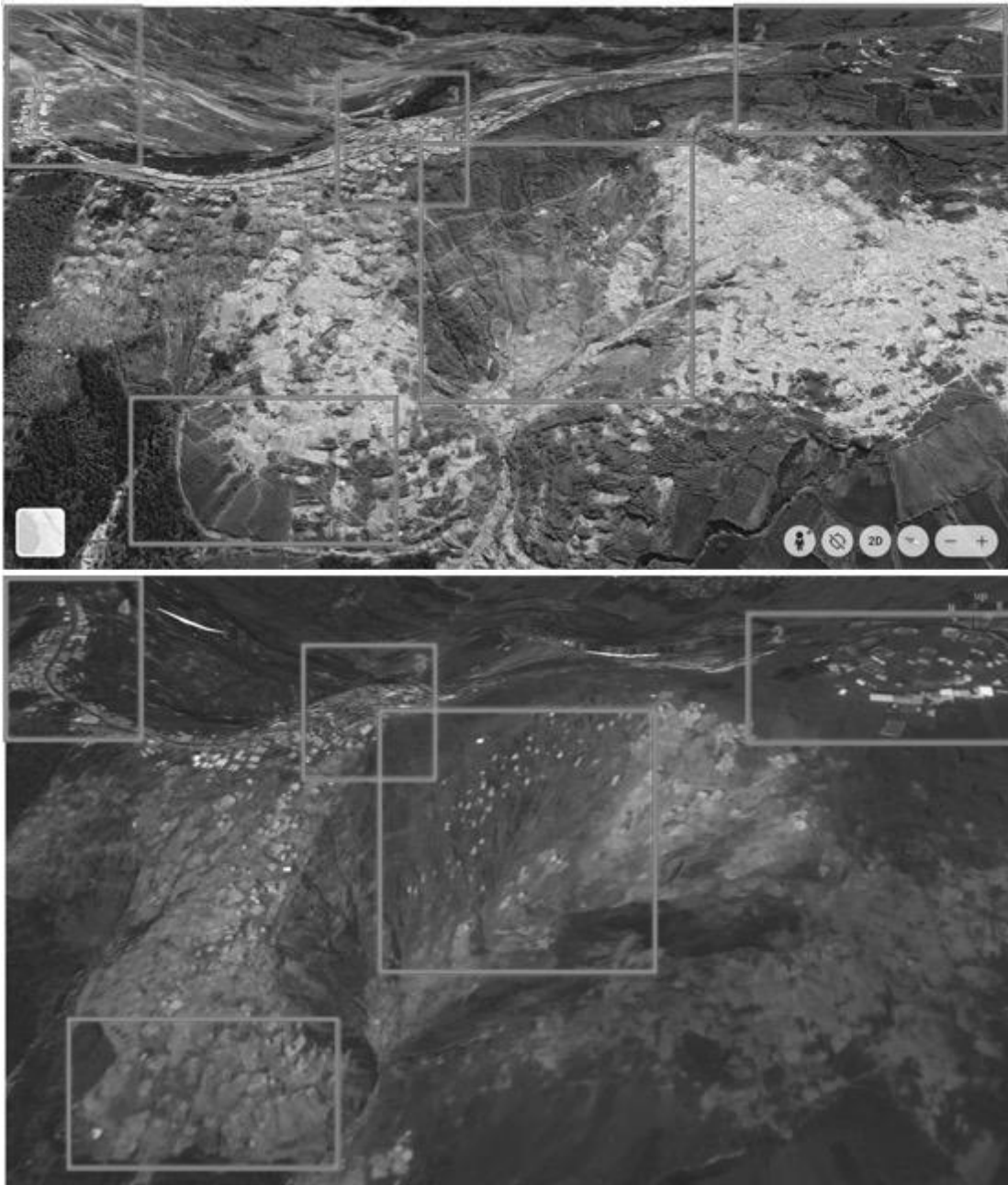
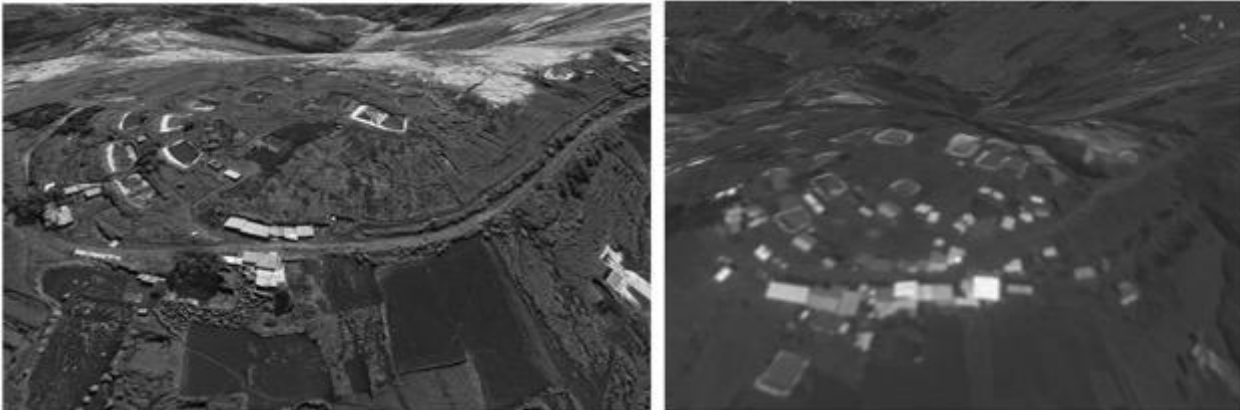


Image: © Airbus/Google Earth, March 2025 (top) and © Planet Labs PBC, March 2026 (bottom)

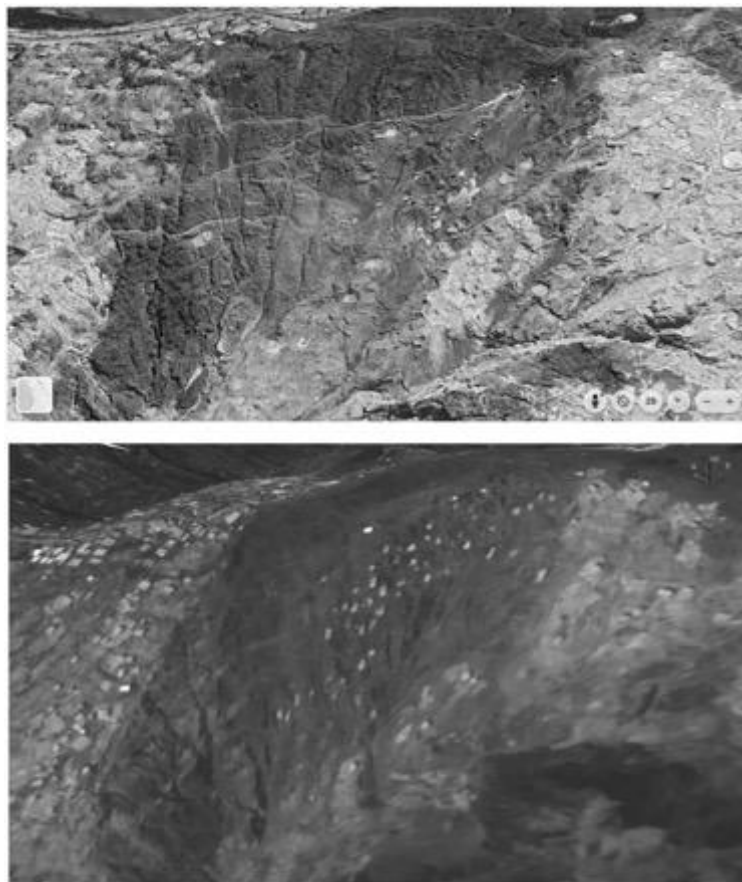
The comparative overview shows a strong progression in mining activity, with an increase in number of pits (1), an increase in washing stations (bottom-left), the reparation of water reservoirs on the hilltop (2), as well as a significant growth in the number of dwellings on the hill ridge (3,4).

1. *Repaired and newly constructed water reservoirs*



Source: © Airbus/Google Earth, 14.3.25 (left) and © Planet Labs PBC, 26.03.26 (right)

2. *Strong progression in excavation and increase in mining pits*



Source: © Airbus/Google Earth, 14.3.25 (top) and © Planet Labs PBC, 26.03.26 (bottom)

The mining pits are covered with tarps, making them easy to identify and to compare on the above images.

3 and 4. Significant increase in number of dwellings along hill ridge

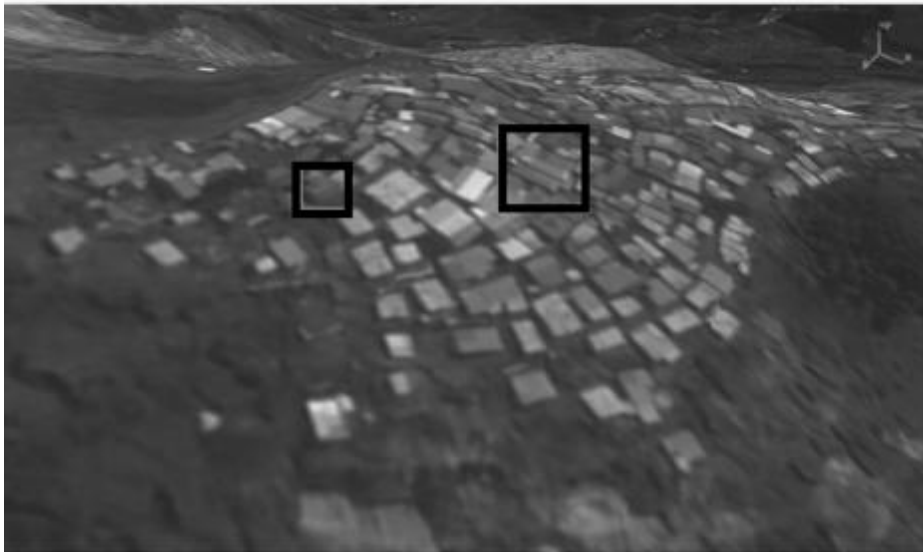
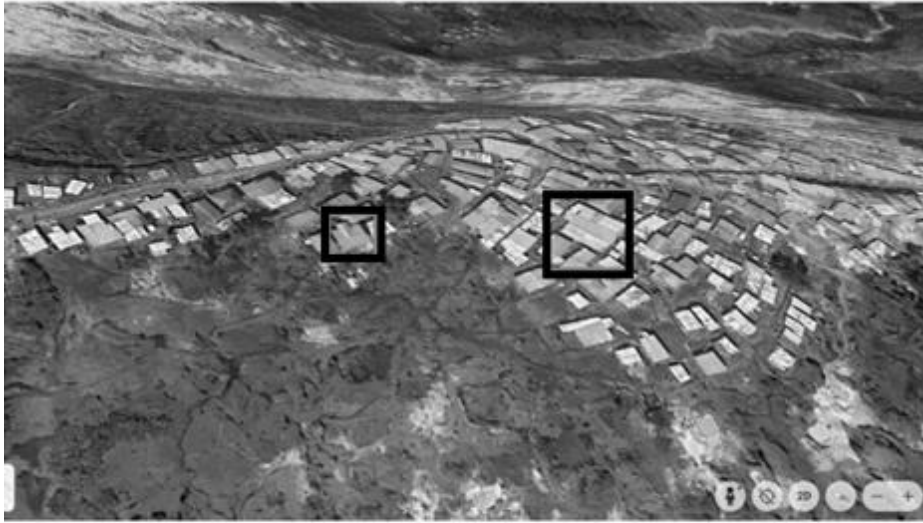


Image: © Airbus/Google Earth, 14.3.25 (top) and© Planet Labs PBC, 26.03.26 (bottom)

The same structures have been highlighted for reference



Images: © Airbus/Google Earth, 14.3.25 (left) and © Planet Labs PBC, 26.03.26 (right)

Annex 68 (para. 214)

AFC/M23 Mining-related taxes in Masisi and Kalehe territories – receipts and documentary evidence

Taxes liées aux activités minières de l’AFC/M23 dans les territoires de Masisi et de Kalehe – reçus et éléments de preuve documentaire

AFC/M23 continued to levy a range of taxes on all actors involved in the local production and supply chain. For instance, licenses for local traders cost USD 250 per year and for artisanal miners USD 25 (See S/2024/969, para. 60). In addition, AFC/M23 introduced a tax of FC 500 per day for day laborers, transporters and petty traders to access the site, with the receipts shown below.



Receipts for the “contribution to local development tax”, Source: confidential source

TARIF

Coltan (T.A)	:	4\$
Cassitérite (sm ²)	:	2\$
Déchet	---	2\$ -
Oriframe	:	2\$
Kuars	:	1\$
Monazite	:	0.07\$
Bellule	:	0.05\$
NIOBIUM	:	1.20\$

04006113071717

UWABAKENDE PATIENT Haba

D'Après NDAGIJE KAISIYI JOEL

This document is displayed at the Rubaya centre de négoce by AFC/M23. It shows the applicable tax rates per kilogram and per mineral, as well as the account details for wiring the amounts due. Notably, Patient Saba, AFC/M23 Provincial Finance Coordinator, is indicated as the account holder. The account number and the holder also figure on the Equity

Bank receipts shown below.

Source: confidential source

The image shows two documents side-by-side. The left document is a permit for mineral export, titled 'AUTORISATION DE SORTIE DES MINERAIS'. It is issued by the 'ANTENNE MINIERE DE NYABIBWE' in the 'PROVINCE DU SUD-KIVU'. The permit details include: 'Propriétaire' (owner) and 'Chauffeur' (driver) names redacted; 'Plaque' (plate) redacted; 'Qualité' (quality) as 'MOL'; 'Quantité' (quantity) redacted; 'Date' as '02.12.2026'; 'Nombre des colis' (number of packages) redacted; 'Nom & signature' (name and signature) as 'MUGISHA ANTOINE' with a handwritten signature. The right document is an 'EVAUATION TAX' invoice from the 'REPUBLICQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO' and 'NORD-KIVU'. It includes: 'Date de' (date of) as '01.12.2026'; 'Catégorie' (category) as 'CASSITERITE'; 'Quantité' (quantity) redacted; 'Provenance' (origin) redacted; 'Propriétaire' (owner) redacted; 'Moyen de transport' (mode of transport) as 'MOTO & VEHICULE'; 'N° Plaque' (plate number) redacted; and 'NTARE FAUSTIN' with a handwritten signature.

This is a detailed view of an 'EVAUATION TAX' invoice from the 'REPUBLICQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO' and 'NORD-KIVU'. The invoice includes: 'NOM' (name) redacted; 'MONTANT EN CHIFFRE' (amount in figures) redacted; 'MONTANT EN LETTRE' (amount in letters) redacted; 'N° PLAQUE' (plate number) redacted; 'DETAILS' redacted; a circular stamp from the 'Département des Finances'; 'Fait à' (made in) as 'Mubambiro' with a redacted location and the year '2026'; 'NOM DU TAXATEUR' (taxpayer name) redacted; and 'SIGNATURE' (signature) with a handwritten signature.

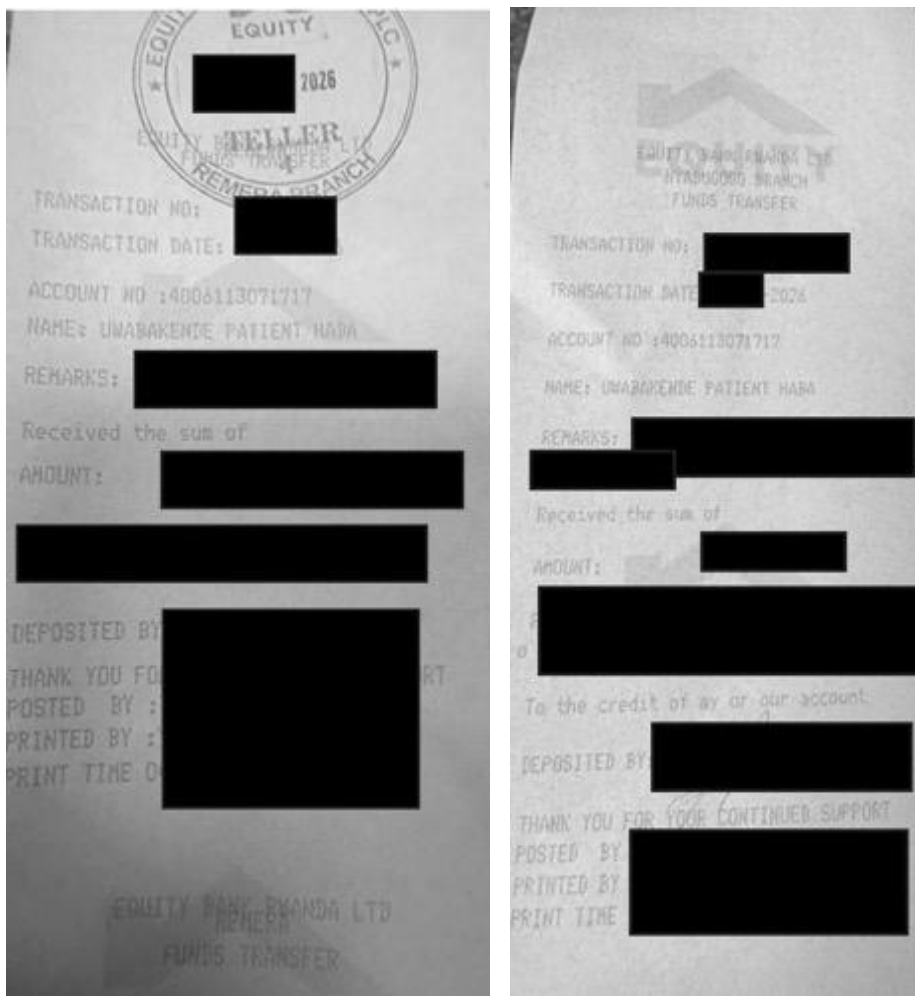
AFC/M23 Transport ‘permits’ and “invoices” for the “evacuation tax”, calculated as per the sheet above. Note that the exit authorization is issued in Nyabibwe, Kalehe territory, South Kivu, and that the “evacuation tax” invoice is issued in Mubambiro.

Source: confidential source

Annex 69 (para. 217)

Bank receipts for deposits of AFC/M23's mineral "evacuation" tax

Reçus bancaires pour les dépôts de la taxe " d'évacuation" minière de l'AFC/M23



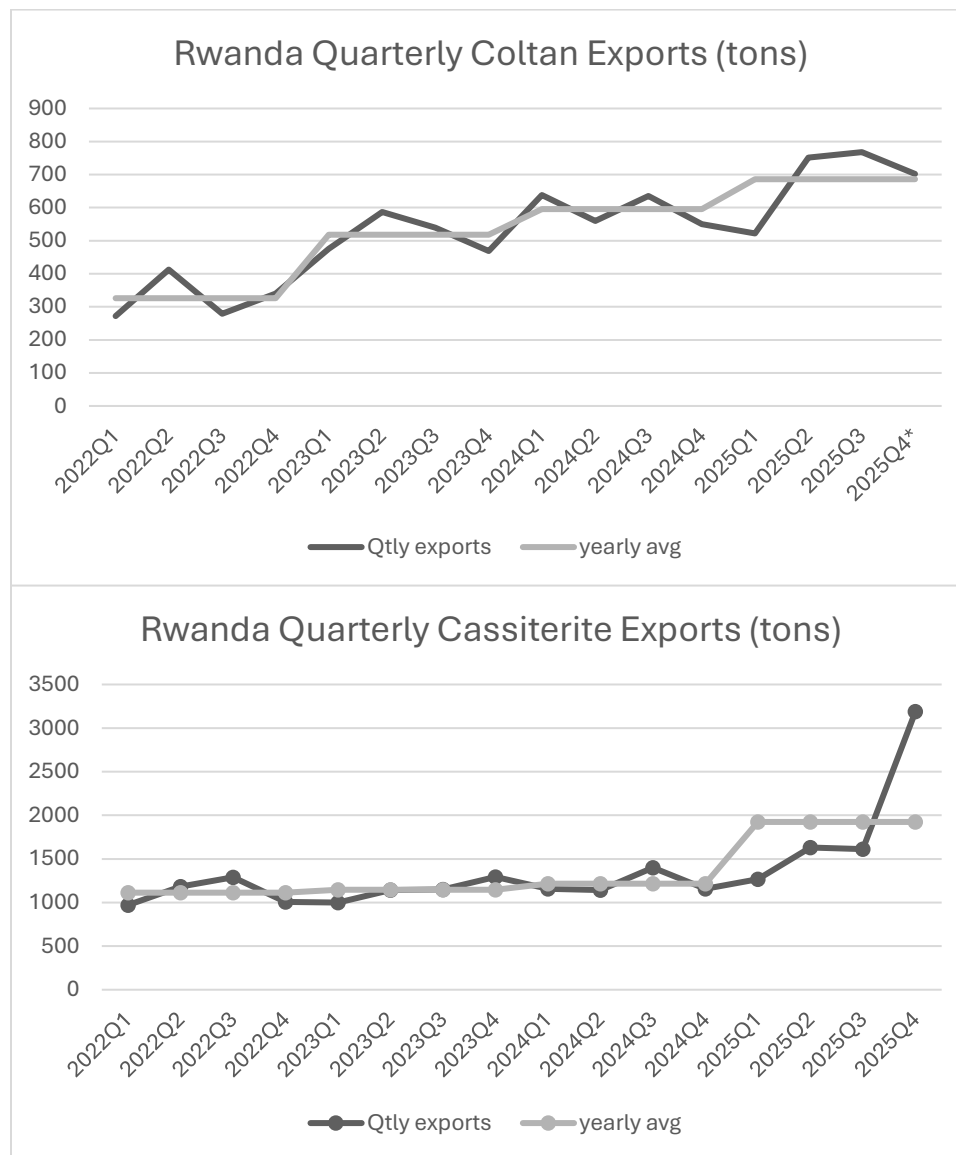
Source: confidential source

Bank receipts for deposits of the 'evacuation tax' on the Equity Bank account of Patient Haba (see above). Note that the Equity Bank branches where the deposits were made are located in Kigali (Remera and Nyabugogo neighborhoods).

Annex 70 (para. 223)

Rwandan coltan and cassiterite export statistics

Statistiques d'exportation de coltan et de cassiterite rwandaises



Source: National Bank of Rwanda

In the second and third quarters of 2025, cassiterite exports were over 1600 tons, compared to 1215 tons on average per quarter in 2025. The strong spike in the last quarter of 2025 is caused by reported exports of 1460 tons in the sole month of October, as well as by very strong, though less anomalous, exports in November and December.

The previous time Rwandan cassiterite exports were comparably high was in 2013-2014. At that time, smuggling of 3T minerals from DRC to Rwanda was prevalent due to differences in the implementation of the ITSCI-traceability system and resulting price incentives. See for instance, [S/2014/42](#), para. 200.